Ministère du
Trésor et de
l'Économie

Ontario

1990-1991

Comptes publics de l'Ontario

VOLUME 1

États financiers, Annexes aux États Financiers, États divers, États des Ministères

Ce document est également publié en anglais
This publication is also available in English

ISSN 0833-1189

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1991

92-03634/

À L'HONORABLE LINCOLN MACCAULEY ALEXANDER, P.C., Q.C., C.St.J., B.A.
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

VOTRE HONNEUR,

J'ai l'honneur de vous soumettre les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1991, conformément aux dispositions de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*.

Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'expression de ma haute considération.

Le trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

Floyd Laughren

L'HONORABLE FLOYD LAUGHREN

TORONTO, le 19 juillet 1991

RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter les comptes publics 1990-1991 de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1991.

Vous trouverez en page viii du présent volume un Guide d'interprétation des comptes publics exposant la structure et la composition de ces comptes.

Vos questions et commentaires seront les bienvenus. Veuillez les adresser à la Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, Bureau du Trésor, ministère du Trésor et de l'Économie.

Le trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

Floyd Laughren

L'HONORABLE FLOYD LAUGHREN

TORONTO, le 19 juillet 1991

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	viii
Sources de renseignements supplémentaires	x
Section 1 — États financiers	
Résumé des principales conventions comptables	1-2
État des opérations financières	1-4
État des recettes	1-5
État des dépenses	1-6
État du financement	1-7
État des prêts et dotations en capital	1-8
État de la situation financière	1-9
Notes complémentaires	1-10
Opinion du vérificateur provincial	1-15
Section 2 — Annexes aux états financiers	
État des recettes	
Détail des recettes	2-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	2-12
État des dépenses	
Détail des dépenses	2-14
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	2-22
État des opérations financières	
Remboursements des prêts et dotations en capital	2-24
Prêts et dotations en, capital	2-26
Dépôts à la Caisse dépargne de l'Ontario et autres dépôts (net)	2-27
État du financement	
Produit des emprunts contractés	2-30
Remboursements des emprunts	2-31
Opérations d'Ontario Hydro	2-32
État de la situation financière	
Encaisse et placements temporaires	2-33
Prêts et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions	2-33
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	2-34
Prêts aux administrations locales	2-34
Autres prêts	2-35
Avances à Ontario Hydro	2-36
Déficit cumulé	2-36
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	2-37
Sommaire des dettes contractées	2-39
Encours de la dette contractée	2-41
Passif éventuel	2-48
Créances exigibles de la Couronne	2-55
Aperçu des dix dernières années	
Opérations financières	2-56
Situation financière	2-57

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Section 3 — États divers — Page

Comptes d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative 3-3
Fonds d'indexation des pensions de retraite 3-4
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale 3-7
Caisse d'épargne de l'Ontario 3-10
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles 3-12
Produit de la Société des loteries de l'Ontario 3-16
Loi sur l'administration financière — Pertes 3-17
Loi sur le ministère du Revenu — Remises 3-18
Comptes à payer 3-19
Comptes à recevoir 3-20

Section 4 — États des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles 4-3
Affaires civiques 4-5
Affaires intergouvernementales 4-15
Affaires municipales 4-23
Agriculture et Alimentation 4-43
Bureau de l'Assemblée législative 4-59
Bureau du Conseil des ministres 4-67
Bureau du directeur général des élections 4-73
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-79
Bureau du vérificateur provincial 4-85
Cabinet du premier ministre 4-91
Collèges et Universités 4-97
Conseil de gestion 4-109
Consommation et Commerce 4-121
Culture et Communications 4-139
Développement du Nord et Mines 4-155
Éducation 4-167
Énergie 4-181
Environnement 4-193
Formation professionnelle 4-211
Industrie, Commerce et Technologie 4-219
Institutions financières 4-233
Logement 4-243
Office des affaires autochtones 4-261
Office des affaires francophones 4-267
Office de la condition féminine 4-273
Office des personnes âgées 4-279
Office des personnes handicapées 4-285
Ombudsman Ontario 4-291
Procureur général 4-297
Revenu 4-317
Richesses naturelles 4-335
Santé 4-355
Services correctionnels 4-371
Services gouvernementaux 4-381
Services sociaux et communautaires 4-397
Solliciteur général 4-411
Tourisme et Loisirs 4-425
Transports 4-441
Travail 4-461
Trésor et Économie 4-481

Index général des dépenses 4-495

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 1990-1991 sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les états financiers de la province ainsi que les annexes détaillées qui les accompagnent.

Le volume 2 contient les états financiers de quelques sociétés de la Couronne, conseils et commissions de la province.

Le volume 3 contient l'inventaire détaillé des dépenses.

Les *États financiers* sont également publiés séparément.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des comptes publics

(1) États financiers

Cette première section regroupe les différents états financiers de la province. Les données, exprimées en millions de dollars, sont arrondies et sont présentées sous forme de tableau comparatif. Les états financiers et les notes complémentaires permettent de retracer les principales opérations financières de la province pendant la période comptable, et ils donnent un aperçu global de la situation financière à la clôture de l'exercice. Dans cette section, on trouve en outre un résumé des principales conventions comptables adoptées par la province.

(2) Annexes aux états financiers

Les annexes développent les divers états financiers sur la base, cette fois, de chiffres non arrondis. On trouve aussi une analyse complémentaire des recettes et des dépenses, une ventilation du passif éventuel et des engagements directs constatés à la clôture de l'exercice, ainsi qu'une présentation des opérations financières et de la situation financière des dix dernières années.

(3) États divers

Les États divers reprennent les états financiers de quelques comptes créés à des fins spéciales, un certain nombre de données financières complémentaires, ainsi que l'état de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une direction du ministère du Revenu.

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-3, un Sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique "Autres comptes" on retrouvera le total, par ministère, des prêts et dotations en capital et autre passif. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-5 à 4-495, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les sept états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) "État des dépenses par programme"

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses, des prêts et dotations en capital ainsi que des fonds de pension et fonds connexes.

(b) "État des dépenses par programme et activité"

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Conseil de gestion, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) "Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses"

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la Classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties), et les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'ARDA, et les subventions remboursables.

(d) "État des recettes"

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) "État des remboursements des prêts et dotations en capital"

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et dotations en capital financés par le Trésor.

(f) "État des dépôts effectués dans les fonds de pension et fonds connexes"

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent aux divers fonds de pension et fonds connexes qui font toujours partie du Trésor.

(g) "État des comptes autres dépôts (ret)"

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Les raisons d'être et la portée de chaque nouvelle proposition fiscale figurent dans les documents budgétaires, qui comprennent l'exposé budgétaire, les mesures budgétaires, le plan financier et d'autres renseignements. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après avoir présenté son budget devant l'Assemblée législative, le trésorier de l'Ontario dépose le *Budget des dépenses* du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril. Le *Budget des dépenses* donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut obtenir des exemplaires gratuits du *Budget des dépenses* en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost sud, 5e étage, 7, Queen's Park Crescent, Toronto (Ontario) M7A 1Y7.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient les données sur l'évolution de la croissance économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost nord, 5e étage, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1.

Bulletin démographique

Publié à intervalles irréguliers au cours de l'année, ce bulletin contient des statistiques sur l'évolution de la population de l'Ontario, de ses comtés, districts et municipalités régionales. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

NOTE

Ce document est publié en anglais et en français. On peut acheter l'une ou l'autre de ces versions en s'adressant à Publications Ontario, 880 rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone : (416) 326-5300, ligne sans frais d'appel 1-800-668-9938.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be purchased from Publications Ontario, 880 Bay Street, Toronto, Ontario M7A 1N8.
Phone: (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938.

section 1

états financiers

Résumé des principales conventions comptables

Entité comptable

Les états financiers, préparés selon le concept du Trésor, présentent une comptabilité des ressources financières obtenues par l'Assemblée législative de l'Ontario. Les conventions comptables adoptées par la province conviennent le mieux pour représenter les opérations financières des ministères comme des mouvements de trésorerie. Seules les activités des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui ont reçu des sommes du Trésor ou y ont contribué sont inscrites.

Système comptable

La comptabilité de caisse utilisée par la province est modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour le paiement des dettes contractées pendant l'exercice qui vient de se terminer et de certaines opérations hors caisse. Toutefois, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue.

Les prêts et les avances sont inscrits comme éléments d'actif financier, s'ils sont censés être remboursés et s'ils font l'objet de modalités spécifiques. La valeur de ces éléments d'actif est périodiquement redressée, lorsqu'on peut raisonnablement établir que la valeur des titres cédés en garantie des prêts et avances a diminué ou lorsque l'avoir de la province a peu de chances d'être entièrement recouvré. On a donné à la participation dans les sociétés de la Couronne une valeur symbolique de 1 $.

Les opérations financières de la province sont comptabilisées en quatre catégories :

Recettes

Les recettes comprennent les sommes obtenues grâce aux impôts, taxes, primes, droits et permis, les paiements du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes fiscaux et des programmes à frais partagés, ainsi que le revenu des placements.

Dépenses

Les dépenses relatives aux programmes gouvernementaux comprennent les paiements de transfert versés aux particuliers, aux administrations locales et aux établissements, les intérêts sur les titres émis aux fins de la province, les salaires et les avantages sociaux, les paiements pour les biens et services ainsi que les additions aux immobilisations. Le coût des immobilisations est imputé aux dépenses au moment de l'achat ou de la construction.

Financement

Le financement comprend les opérations de la dette, les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres dépôts.

Les opérations de la dette regroupent les emprunts contractés et remboursés par le gouvernement aux fins de la dette de la province.

Prêts et dotations en capital

Cette catégorie couvre les prêts et les dotations en capital effectués dans différents organismes, sociétés de la Couronne et administrations locales.

Résumé des principales conventions comptables (suite)

Actif financier, déficit accumulé et passif

Actif financier

Les éléments d'actif financier, qui représentent les sommes dues par des tiers au Trésor, proviennent des transactions au comptant.

Déficit accumulé

Le déficit accumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit accumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

Passif

Le passif correspond aux créances de tiers exigibles du Trésor.

La dette contractée aux fins de la province comprend les débentures et les billets qui sont inscrits à la valeur nominale. On a recours aux ressources générales de la province pour effectuer le remboursement continu et régulier de la dette et aucun fonds d'amortissement n'a été créé à cet effet.

Parmi les autres éléments de passif, on relève les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres comptes de dépôts.

Passif éventuel

Le passif éventuel de la province correspond aux garanties consenties par le trésorier de l'Ontario et aux créances substantielles exigibles de la Couronne.

Ententes d'échanges financiers portant sur les taux d'intérêt et les devises

Des ententes d'échanges portant sur les taux d'intérêt et les obligations en devises étrangères sont conclues aux fins de la gestion de la dette et du contrôle du risque. Toutes les épargnes ou tous les frais sont consignés en tant que frais connexes durant l'exercice où est effectué le règlement en espèces.

Conversion d'opérations exprimées en monnaie étrangère

Les recettes et les remboursements de dettes libellés en devises étrangères sont consignés comme des opérations financières au montant équivalent en dollars canadiens au taux de change en vigueur le jour de l'opération. Les dettes payables et le passif éventuel sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou pertes dues au taux de change sont inscrits au chapitre des dépenses. Si la dette a été couverte en vue de réduire les risques de fluctuation du taux de change en vertu des ententes portant sur les taux de change, elle est consignée en tant qu'obligation en dollars canadiens selon les conditions des ententes.

Ontario Hydro

Les avances consenties à Ontario Hydro et la dette contractée pour son compte désignent des sommes empruntées de la part d'Ontario Hydro. La province avait émis des titres dont elle avait avancé le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Comme ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette constituaient une option de financement et ne faisaient pas partie à proprement parler du plan budgétaire de la province, ils ont été classés séparément. Les avances et la dette contractée sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

État des opérations financières

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1990 (en millions de dollars)	Budget 1991	Réel 1991	Réel 1990
Recettes	44 536	**43 429**	41 692
Dépenses	44 506	**46 458**	41 602
Excédent (déficit)	30	**(3 029)**	90
Financement			
Dette: nouveaux emprunts	—	**3 520**	1 882
remboursements	688	**688**	2 006
Nouveaux emprunts nets (remboursements)	(688)	**2 832**	(124)
Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	258	**169**	366
Financement net (remboursements)	(430)	**3 001**	242
Prêts et dotations en capital - Remboursements nets (emprunts)	(20)	**32**	27
	(450)	**3 033**	269
Augmentation (diminution) de la caisse et des placements temporaires	420	**(4)**	(359)
Augmentation (diminution) du déficit cumulé	(30)	**3 029**	(90)

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État des recettes

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1991 (en millions de dollars)	Budget 1991	Réel 1991	Réel 1990
Recettes fiscales			
Impôt sur le revenu des particuliers	14 510	15 440	13 518
Taxe de vente au détail	8 960	8 175	8 549
Impôts des compagnies	4 842	3 800	4 720
Impôt-santé des employeurs	2 614	2 662	477
Taxe sur l'essence	1 520	1 424	1 356
Taxe sur le tabac	866	875	770
Droits de cession immobilière	700	432	701
Taxe sur les carburants	372	340	348
Impôt sur les bénéfices miniers	130	116	197
Imposition réciproque	100	111	133
Impôt sur les concentrations commerciales	123	102	53
Taxe sur le pari mutuel	87	83	83
Impôt sur le revenu des services publics	75	49	103
Autres	7	5	7
	34 906	33 614	31 015
Autres recettes			
Droits d'immatriculation des véhicules	687	664	614
Bénéfices des commissions et sociétés de la Couronne			
Régie des alcools de l'Ontario	625	650	640
Société des loteries de l'Ontario	493	470	491
Intérêts sur les prêts et dotations en capital	596	537	467
Recettes de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	442	447	427
Autres droits et permis	498	321	308
Redevances	205	189	193
Amendes	200	151	120
Facturation des services publics	133	143	134
Ventes et locations	141	97	113
Primes du l'Assurance-santé de l'Ontario	7	4	1 394
Divers	230	380	412
	4 257	4 053	5 313
Gouvernement du Canada			
Régime d'assistance publique du Canada	2 040	2 462	1 746
Financement des programmes établis	2 225	2 140	2 616
Services complémentaires de santé	498	504	491
Entente nationale sur la formation professionnelle	116	112	109
Expansion du bilinguisme	67	67	57
Jeunes contrevenants	78	60	56
Réadaptation professionnelle	48	47	31
Autres	301	370	238
	5 373	5 762	5 364
Total des recettes	44 536	43 429	41 692

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État des dépenses

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1991 (en millions de dollars)	Budget 1991	Réel 1991	Réel 1990
Ministères			
Affaires civiques	56	55	46
Affaires intergouvernementales	10	10	8
Affaires municipales	1 028	1 023	563
Agriculture et Alimentation	558	586	509
Bureaux des corps législatif et exécutif	9	11	8
Collèges et Universités	2 861	2 861	2 731
Commission de régie interne	113	165	103
Conseil de gestion	61	56	50
Consommation et Commerce	163	173	158
Culture et Communications	317	324	314
Développement du Nord et Mines	345	352	308
Éducation	5 348	5 526	5 468
Énergie	51	46	33
Environnement	578	583	500
Formation professionnelle	248	243	239
Industrie, Commerce et Technologie	188	187	140
Fonds de technologie	85	80	72
Institutions financières	59	55	41
Logement	666	658	527
Office de la condition féminine	19	19	17
Office des affaires autochtones	6	7	6
Office des affaires francophones	4	4	4
Office des personnes âgées	8	8	7
Office des personnes handicapées	8	8	8
Procureur général	539	565	493
Revenu	879	866	825
Richesses naturelles	606	664	587
Santé	14 979	15 005	14 128
Services correctionnels	521	546	473
Services gouvernementaux	684	691	668
Services sociaux et communautaires	5 846	6 442	5 062
Solliciteur général	556	567	498
Tourisme et Loisirs	200	204	185
Transports	2 498	2 994	2 319
Société de développement des transports urbains — garantie honorée	—	407	—
Travail	154	164	139
Trésor et Économie	32	34	30
Projets de développement économique	60	42	51
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 310	4 313	4 284
Stadium Corporation of Ontario Ltd. (somme radiée)	—	321	—
Réductions et contraintes budgétaires (note 9)	(300)	—	—
Fonds pour éventualités (note 9)	153	—	—
Total des dépenses (note 8)	44 506	46 458	41 602

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État du financement

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1991 (en millions de dollars)	Budget 1991	Réel 1991	Réel 1990
Dette			
Nouveaux emprunts :			
Non-publics			
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants	—	—	1 290
Caisse de retraite des fonctionnaires	—	—	592
Public			
Débentures et billets	—	3 020	—
Bons du trésor (net)	—	500	—
	—	3 520	1 882
Remboursements :			
Régime de pensions du Canada	476	476	446
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants	173	173	189
Caisse de retraite des fonctionnaires	30	30	712
Public	—	—	650
Autre	9	9	9
	688	688	2 006
Nouveaux emprunts nets (remboursements nets)	(688)	2 832	(124)
Caisse d'épargne de l'Ontario - dépôts nets	233	131	315
Autres dépôts nets	25	38	51
Financement net (remboursements nets)	(430)	3 001	242

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État des prêts et dotations en capital

Province de l'Ontario

pour l'exercice clos le 31 mars 1991 (en millions de dollars)	Budget 1991	Réel 1991	Réel 1990
Remboursements			
Sociétés, conseils et commissions	42	58	57
Conseils scolaires	27	27	34
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	20	25	24
Débentures pour le drainage agricole	21	21	23
Autres	31	27	29
	141	158	167
Nouveaux emprunts			
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	71	63	33
Sociétés, conseils et commissions	72	51	68
Débentures pour le drainage agricole	14	12	13
Autres	4	—	26
	161	126	140
Remboursements nets	(20)	32	27

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

État de la situation financière

Province de l'Ontario

au 31 mars 1991 (en millions de dollars)	1991	1990
Actif financier		
Caisse et placements temporaires (note 1)	2 607	2 603
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets (au coût moins les recouvrements) (note 2)	513	475
Prêts et dotations en capital aux sociétés, conseils et commissions (note 3)	374	381
Prêts aux administrations locales	265	318
Autres prêts	60	70
	3 819	3 847
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations (note 4)	7 797	7 898
Total de l'actif financier	11 616	11 745
Déficit cumulé	38 438	35 409
	50 054	47 154
Passif		
Dette contractée aux fins de la province (note 5)	40 002	37 170
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	2 255	2 086
Total du passif aux fins de la province	42 257	39 256
Dette contractée pour Ontario Hydro (note 5)	7 797	7 898
	50 054	47 154
Passif éventuel (note 7)	26 009	21 496

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

Le Bureau du Trésor assume la pleine et entière responsabilité des états financiers de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1991, et des notes complémentaires, qui ont été préparés conformément aux conventions comptables décrites dans le Résumé des principales conventions comptables. Le Bureau du Trésor estime que ces états financiers ont été rédigés en bonne et due forme, qu'ils sont complets et qu'ils comprennent tous les renseignements disponibles le 19 juillet 1991.

B.P. Davies, trésorier adjoint de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie

S. Gregg Smyth, C.A., directeur intérimaire, Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière.

Notes complémentaires
(Tous les chiffres des tableaux sont en millions de dollars)

1. Caisse et placements temporaires

Les placements temporaires, constitués principalement de titres à court terme négociables émis ou garantis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements provincial et fédéral, sont comptabilisés au coût.

2. Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets

Le ministère de l'Environnement octroie un nombre considérable de contrats pour la construction des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts desservant les municipalités. Ces dotations en capital sont recouvrées au cours de la durée des ententes intervenues avec les municipalités.

Une tranche de 440 millions de dollars du total de ces apports est attribuable à des accords pour des projets appartenant à la province, laquelle facture directement les usagers de ces services. Le produit de ces facturations sert à amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre quarante ans, à payer les frais d'exploitation et à produire un rendement sur le capital investi.

D'autres accords prévoient l'accumulation dans un fonds d'amortissement de la principale tranche des paiements annuels d'amortissement. Le solde accumulé dans ces fonds, qui s'élevait à 41 millions de dollars au 31 mars 1991 (29 millions de dollars en 1989), a permis de réduire le compte de dotation en capital.

3. Prêts et dotations en capital aux sociétés, conseils et commissions

	1991	1990
Sociétés de développement	307 $	308 $
Autres	67	73
	374 $	381 $

La province avance des fonds pour les prêts accordés par les sociétés de développement. Elle les défraie également du coût de tous les frais d'administration, des prêts consentis à des taux d'intérêt peu élevés et des frais engagés pour honorer les garanties, qui s'est élevé à la somme totale de 42 millions de dollars en 1991 (35 millions de dollars en 1990). En plus des remboursements, les avances consenties à ces sociétés sont réduites du montant des remises de dettes et du montant des radiations, soit au total 21 millions de dollars en 1991 (9 millions de dollars en 1990).

4. Avances à Ontario Hydro

Avant 1990-1991, la province avait émis des titres et en avait avancé le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations d'Ontario Hydro selon les mêmes conditions. Ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette qui en résultent, constituaient une option de financement et ne faisaient pas partie à proprement parler du plan budgétaire de l'Ontario. Au 31 mars 1991, le produit des obligations atteignait 4 357 millions de dollars américains (4 401 millions de dollars américains en 1990) et 2 748 millions de dollars canadiens (2 748 millions de dollars canadiens en 1990) en ce qui concerne le Régime de pensions du Canada. L'équivalent en dollars canadiens des obligations libellées en dollars américains s'élevait à 5 049 millions de dollars (5 150 millions de dollars en 1990), calculés d'après le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Notes complémentaires (suite)

Voici les opérations effectuées au cours de l'exercice :

	1991	1990
	$	$
Produit des emprunts contractés		650
Emprunts remboursés	(51)	(436)
Produit net (emprunts)	(51)	214
Change (gain)	(50)	(105)
Augmentation (diminution) nette de la dette contractée pour Ontario Hydro	(101)	109
Avances, intérêts et recouvrements connexes		
Avances à Ontario Hydro		650
Intérêts	860	876
Recouvrement d'intérêts et emprunts remboursés	(911)	(1 312)
Avances nettes	(51)	214
Change (gain)	(50)	(105)
Avances, intérêts, change, nets — gain et recouvrements connexes	(101) $	109 $

5. **Dette contractée**

Les débentures, billets et bons du trésor émis aux fins de la province et pour Ontario Hydro, exprimés en dollars canadiens, sont condensés selon les devises dans lesquelles ils doivent être remboursés et par année d'échéance ou de remboursement dans les tableaux suivants.

Aux fins de la province

Échéance/ remboursement le 31 mars	Dollars canadiens	*Dollars américains	*Livres sterling	1991 Total	1990 Total
	$	$	$	$	$
1991					688
1992	**1 138			1 138	639
1993	1 177			1 177	1 176
1994	1 087			1 087	1 087
1995	1 046			1 046	1 046
1996	1 324			1 324	
1-5 ans	5 772			5 772	4 636
6-10 ans	10 071	695	225	10 991	7 807
11-15 ans	11 219			11 219	10 136
16-20 ans	8 871			8 871	10 373
21-25 ans	3 098			3 093	4 152
26-30 ans	51			51	64
31-35 ans					2
	39 082 $	695 $	225 $	40 002 $	37 170 $
Moyenne pondérée du taux d'intérêt %					
1991	10,93	9,74	10,73	10,92	
1990	10,90				10,90

*La province a conclu un certain nombre d'ententes d'échange de taux d'intérêt et de devises afin de convertir en dollars canadiens les paiements du capital et des intérêts de ses émissions en devises étrangères à l'échéance de la dette.

**La province a conclu des ententes d'échange de taux d'intérêt pour convertir des taux d'intérêt variables en taux fixes. L'intérêt est calculé sur un capital théorique s'élevant à 500 millions de dollars.

Notes complémentaires (suite)

Payable à :	1991	1990
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 059 $	13 535 $
Autres	316	324
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants	15 449	15 622
Caisse de retraite des fonctionnaires	6 194	6 224
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293	1 293
Investisseurs publics	3 691	172
	40 002 $	37 170 $

Pour Ontario Hydro

Échéance/ remboursement le 31 mars	Dollars canadiens	Dollars américains	1991 Total	1990 Total
1991	$	$	$	51 $
1992		344	344	347
1993		225	225	228
1994				
1995		290	290	292
1996				
1-5 ans		859	859	918
6-10 ans	500	490	990	445
11-15 ans	500	967	1 467	1 694
16-20 ans	1 748	1 832	3 580	3 931
21-25 ans		901	901	910
	2 748	5 049	7 797	7 898

Moyenne pondérée du taux d'intérêt %				
1991	11,47	10,78	11,02	
1990	11,47	10,72		10,98

Payable à :	1991	1990
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 748 $	2 748 $
Investisseurs publics	5 049	5 150
	7 797 $	7 898 $

Comme l'explique la note 4, la province détient des titres de compensation constitués d'obligations d'Ontario Hydro comportant des modalités identiques à celles des titres émis par la province.

6. Fonds de retraite

La province est responable du financement adéquat du régime de retraite des fonctionnaires et du Régime de retraite des enseignants de l'Ontario qui sont tous deux des régimes de retraite à prestations déterminées.

Notes complémentaires (suite)

a) Le régime de retraite des fonctionnaires

La province verse au régime de retraite des fonctionnaires (le régime) des cotisations paritaires à celles des fonctionnaires. Une évaluation actuarielle est effectuées tous les trois ans pour s'assurer que l'actif du régime est suffisant pour financer les prestations.

Une évaluation actuarielle à compter du 1er janvier 1990 déterminera le montant de la dette non provisionnée de la nouvelle Caisse consolidée de retraite des fonctionnaires. Cette évaluation sera réalisée sous la direction de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires (la Commission), conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*.

Une évaluation préliminaire effectuée en 1989 prévoyait une dette non provisionnée de 1,9 millard de dollars au 1er janvier 1990. Le gouvernement comblera le manque à gagner sur une période de 40 ans, conformément à la Loi. Au 31 mars 1991, la province avait effectué des paiements intérimaires requis pour 1990 et 1991 totalisant 113 millions de dollars. Le montant de ces paiements intérimaires sera redressé lorsque l'évaluation actuarielle qui doit être effectuée pour le compte de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires sera déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

Tel que prescrit par la *Loi sur les régimes de retraite*, toute dette non-provisionnée après le 1er janvier 1990 sera amortie sur une période de 15 ans.

b) Le régime de retraite des enseignantes et des enseignants

La province verse annuellement à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants des cotisations paritaires à celles des enseignants. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les trois ans pour s'aussurer que l'actif de la caisse est suffisant pour financer les prestations.

Une évaluation actuarielle à compter du 1er janvier 1990 déterminera le montant de la dette non provisionnée de la nouvelle Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants. Cette évaluation sera réalisée sous la direction de la Commission du régime de retraite des enseignants, conformément à la *Loi de 1989 sur le régime de retraite des enseignants*.

Une évaluation préliminaire effectuée en 1989 prévoyait une dette non provisionnée de 4 millard de dollars au 1er janvier 1990. Le gouvernement comblera le manque à gagner sur une période de 40 ans, conformément à la Loi. Au 31 mars 1991, la province avait effectué les paiements intérimaires requis pour 1990, 1991 et 1992 totalisant 432, 8 millions dollars. De cette somme, 196 millions de dollars devaient être payés entre le 1er avril 1991 et le 1er mars 1992. Le montant de ces paiements sera redressé lorsque l'évaluation actuarielle qui doit être effectuée pour le compte de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires sera déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

Tel que prescrit par la *Loi sur les régimes de retraite*, toute dette non-provisionnée encourue après le 1er janvier 1990 sera amortie sur une période de 15 ans.

7. Passif éventuel

	1991	1990
Obligations garanties par la province :		
Débentures, obligations et billets - Ontario Hydro	24 023 $	19 727 $
Prêts garantis	1 960	1 593
Autres	26	170
	26 009 $	21 490 $

Créances exigibles de la Couronne :

Parmi les créances exigibles de la Couronne, dix s'élèvent à plus de 50 millions de dollars chacune et découlent de poursuites judiciaires en cours ou éventuelles relatives à des revendications territoriales présentées par des bandes d'Indiens, à des inexécutions de contrats, à des dommanges subis par des personnes ou des biens et à des raisons semblables. L'aboutissement de ces poursuites étant incertain, on ne peut déterminer le coût que la province devra assumer, le cas échéant. En cas de règlement, les sommes versées seront comptabilisées comme dépenses.

Notes complémentaires (suite)

8. Dépenses par catégorie courante

	1991	1990
Traitements et salaires	3 709 $	3 349 $
Avantages sociaux	752	576
Transports et communications	409	352
Services	1 759	1 568
Fournitures et matériel	834	751
Acquisition/construction d'immobilisations	776	645
Paiements de transfert	34 067	30 534
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 313	4 284
Autres opérations	541	139
Moins les recouvrements	(701)	(596)
Total des dépenses	46 458 $	41 602 $

9. Chiffres du budget

Les chiffres du budget figurant dans les présents états financiers proviennent du *Budget de l'Ontario de 1990* déposé devant l'Assemblée législative par le trésorier de l'Ontario le 24 avril 1990.

Le chiffre relatif aux réductions et contraintes budgétaires qui figure dans l'état des dépenses représente les économies qu'on prévoit réaliser au cours de l'exercice et qui n'ont pas été déterminées de façon précise par les ministères lors de la préparation du budget.

Le montant au titre du Fonds pour éventualités figurant dans l'état des dépenses constitue une provision pour les coûts des initiatives prévues qui devraient être approuvées au cours de l'exercice. Toutefois, lorsque ces frais sont engagés, ils sont imputés aux crédits de chaque ministère.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1990 ont été reclassés afind de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

Opinion du vérificateur provincial

J'ai vérifié l'état de la situation financière du Trésor de la province de l'Ontario au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations financières, l'état des recettes, l'état des dépenses, l'état du financement et l'état des prêts et dotations en capital pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Bureau du Trésor, au ministère du Trésor et de l'Économie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Cette vérification a été effectuée afin d'obtenir la certitude à 99 pour cent près que l'ensemble des erreurs qui auraient pu s'y glisser représente une somme inférieure à 90 millions de dollars.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Trésor de la province au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date tel que requis par la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Je vous informe, qu'à mon avis les conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

D.F. Archer

Toronto, Ontario,
le 19 juillet 1991,

Le vérificateur provincial,
D.F. Archer, FCA.

section 2

annexes aux états financiers

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	1991 $	1990 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	15 439 869 170	13 517 770 573
Taxe de vente au détail	8 175 517 973	8 549 014 450
Impôt des sociétés	3 799 768 648	4 719 952 962
Impôt-santé des employeurs	2 662 147 427	477 042 444
Taxe sur l'essence	1 424 470 648	1 356 030 729
Taxe sur le tabac	874 534 309	770 443 518
Droits de cession immobilière	425 446 365	695 509 609
Taxe sur les carburants	339 704 593	348 471 902
Impôt sur les bénéfices miniers	116 378 363	196 604 736
Entente sur l'imposition réciproque	111 389 190	132 774 379
Impôt sur les concentrations commerciales	101 083 905	52 796 315
Taxe sur le pari mutuel	82 937 302	83 405 679
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique	49 362 770	102 412 378
Droits de succession	1 903 817	4 223 939
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	473 728	625 321
Commission des sports professionnels	100 048	40 460
	33 605 088 256	31 007 119 394
Autres		
Impôt foncier provincial	6 093 765	5 791 351
Prises de participation croisées et compagnies d'assurances non titulaires d'un permis	1 771 837	1 896 415
Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations	1 191 549	
	9 057 171	7 687 766
TOTAL DES RECETTES FISCALES	33 614 145 427	31 014 807 160

La quote-part de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province représente 53% de l'impôt fédéral de base pour l'année d'imposition 1990. Des montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 376 197 410 $ en 1991 et 440 216 451 $ en 1990 et, d'autre part, les redevances versées aux services fédéraux de perception au titre de la gestion de ces crédits d'impôts (3 802 590 $ en 1991 et 3 783 549 $ en 1990).

Une surtaxe de 10 pour cent de l'impôt de l'Ontario sur le revenu exigible en sus de 10 000 $ a été perçue en 1990.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario au-dessous d'un montant déterminant. Le montant déterminant de base est de 167 $, auquel on ajoute 200 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le(la) déclarant(e) demande la réduction d'impôt. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du(de la) déclarant(e), il se peut que le montant qu'il(elle) ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit.

La taxe de vente au détail équivaut à 8% du prix d'achat de la plupart des biens meubles corporels et de certains services achetés en Ontario. Le taux de cette taxe est de 10% pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 dollars, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12% pour les boissons vendues dans les points de vente en magasin, et de 5% pour les logements transitoires. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit toutefois un certain nombre d'exonérations et de remises. La taxe de vente au détail est perçue, pour le compte de la province, par des vendeurs nommés à cet effet.

La taxe de vente au détail de l'Ontario n'est pas perçue sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. Elle est plutôt ajoutée au prix n'incluant pas la TPS. Aux termes de la taxe fédérale antérieure sur les ventes des fabricants, que la TPS a remplacée, l'Ontario appliquait la taxe de vente au détail au prix incluant la taxe de vente fédérale. On procédait de cette façon depuis l'entrée en vigueur de la taxe de vente au détail de l'Ontario en 1961.

La *Loi sur la taxe de vente au détail* a aussi été modifiée, et donne maintenant au matériel et à l'outillage de production la même définition que leur donnait auparavant la loi fédérale sur la taxe sur les ventes des fabricants.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La compensation accordée aux vendeurs pour la perception et le versement de la taxe de vente au détail a été augmentée, passant de 4 % de la taxe perçue jusqu'à concurrence de 1 000 $ par année à 5 %, jusqu'à un maximum de 1 100 $ par année. Cette mesure s'applique à la taxe perçue entre le 1er janvier et le 31 mars 1991. Par la suite, pour la taxe perçue depuis le 1er avril 1991, le maximum de 1 100 $ par année a été augmenté à 1 500 $ par année.

Le montant déterminant l'exemption de la taxe de vente au détail sur le logement provisoire a été doublé, passant de 10 $ ou moins par jour (70 $ ou moins par semaine) à 20 $ ou moins par jour (140 $ ou moins par semaine), à compter du 1er janvier 1991.

De même, à compter du 1er janvier 1991, les remises de la taxe de vente au détail de l'Ontario sur les produits emportés hors de la province et le logement provisoire ont été modifiées pour qu'elles aient une valeur équivalente à celle des limites et des seuils établis dans le cadre de la TPS fédérale.

En outre, certaines modifications ont été apportées aux procédures administratives concernant la taxe de vente au détail de l'Ontario à partier du 1er janvier 1991.

L'enveloppe d'imposition des sociétés comprend : un impôt sur les bénéfices, qui peut varier entre 10% et 15,5% des sommes imposables; un impôt sur le capital, qui peut aller d'un minimum de 50 $ à un maximum de 3/10 de 1% des sommes imposables, pour la plupart des sociétés (L'impôt sur le capital n'est pas applicable à certaines petites compagnies.); un impôt sur le capital, qui peut représenter jusqu'à 4/5 de 1% des sommes imposables pour certains établissements financiers; un impôt de 2% à 3% sur le montant brut des primes, pour la plupart des catégories d'assurance; et un impôt additionnel de 0,5% sur les primes d'assurance des immobilisations.

Depuis le 1er janvier 1990, les employeurs doivent acquitter un Impôt-santé des employeurs au taux de 1,95 pour cent du total des salaires payés à leurs employés en Ontario — un taux d'imposition réduit est attribué aux employeurs dont le total annuel des salaires est de 400 000 $ ou moins.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane utilisé comme carburant et inclut toutes les catégories de carburants d'aviation. À partir du 1er janvier 1990, la taxe sur l'essence, de 10,3 cents le litre pour l'essence sans plomb et de 13,3 cents le litre pour l'essence avec plomb, a augmenté de 1 cent le litre. La taxe sur le propane utilisé dans les véhicules automobiles est passée de 2,3 cents le litre à 4,3 cents le litre au 1er janvier 1990. Toutes les catégories de carburants d'aviation sont taxés à 2,1 cents le litre. Certains matériels agricoles et autres matériels roulants peuvent faire l'objet d'un remboursement de taxe par la province. Ce sont principalement les compagnies pétrolières qui perçoivent cette taxe pour le compte du gouvernement provincial.

Tous les produits du tabac sont grevés d'une taxe, qui représente 4,85 cents par cigarette pour la taxe spécifique, et 4,85 cents par gramme ou fraction de gramme pour le tabac coupé ou pour tout autre produit du tabac. Les cigares font l'objet d'une taxe de 45% du prix de vente au détail suggéré par le manufacturier.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs fonciers de l'Ontario. Jusqu'à concurrence de 55 000 dollars, la valeur d'achat d'un terrain est grevée d'une taxe de 0,5%; au delà de ce montant, la taxe est de 1%. La portion du prix d'achat qui dépasse 250 000 $ fait l'objet d'une taxe supplémentaire de 0,5%. Un nouveau taux de 2% sur la valeur de contrepartie excédant 400 000 $ sera ajouté pour les immeubles d'habitation d'un ou de deux logements familiaux.

Une taxe sur les carburants est perçue sur le carburant diesel à un taux de 10,9 cents le litre sauf pour le carburant diesel utilisé dans les locomotives dont le taux est de 3,4 cents le litre. La taxe est perçue pour le compte de la province par les grossistes ou les compagnies d'huile. Elle peut, dans certains cas être acquittée directement par l'utilisateur.

L'impôt sur les bénéfices miniers est prélevé directement par le gouvernement provincial. Le taux d'imposition de 20% s'applique à la tranche des bénéfices qui dépasse 500 000 $.

L'entente entre les gouvernements fédéral et de l'Ontario concernant le paiement de la taxe de vente du gouvernement vendeur a pris fin avec l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services, le 1er janvier 1991. Elle a été remplacée par une nouvelle entente, en vertu de laquelle les deux gouvernements ont convenu de ne pas payer la taxe de vente du gouvernement vendeur sur les fournitures ou services acquis par le gouvernement acheteur à l'aide de documents formels, tels que des accords de consultation ou des bons d'achat. Cependant, les autres achats (effectués sans documents formels) seront assujettis à la taxe de vente du gouvernement vendeur.

Depuis le 1er janvier 1990 on a perçu un impôt sur les concentrations commerciales afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisations dans les transports. La taxe est acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto.

La taxe sur les paris mutuels est perçue par les exploitants des pistes de courses. Elle est de 9% pour les paris Trifecta et de 7% pour tous les autres types de paris.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés est perçu par le gouvernement fédéral, qui en remet une partie à la province. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la *Loi fédérale sur le transfert de l'impôt* sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La *Loi sur les droits successoraux* ayant été abrogée le 10 avril 1979, les sommes figurant sous cette rubrique correspondent en fait aux impôts perçus pendant l'exercice, mais s'appliquant à des biens légués par des individus décédés avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme d'au moins 1% et d'au plus 5% des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5% de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5% des recettes brutes des compagnies de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La province a en outre perçu certaines sommes provenant d'impôts qui n'existent plus, comme la taxe sur la spéculation foncière ainsi que des montants versés au titre de l'impôt sur les prises de participation croisées et de la taxe sur les compagnies d'assurances non titulaires d'un permis délivré par l'Ontario.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des taxes nettes qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	2 462 303 932	1 746 111 899
Entente nationale sur la formation professionnelle	111 926 422	108 719 674
Frais administratifs — logements sans but lucratif	80 004 806	55 683 026
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	68 509 877	36 292 439
Langues officielles en éducation	66 869 246	57 430 274
Aide juridique	63 691 673	55 294 979
Accord sur les jeunes contrevenants	60 280 360	55 878 000
Programme d'aide aux revenus agricoles	54 439 086	
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	47 155 245	50 756 803
Bois d'oeuvre	16 325 238	17 864 824
Subventionnement des primes de l'assurance-récolte	14 305 546	612 050
Accord relatif aux cours de langue et de préparation à la citoyenneté	17 806 961	11 734 817
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs	2 036 897	2 757 539
Entente sur le développement économique et régional (EDER)	684 565	3 913 871
Autres	45 256 543	39 244 864
	3 111 596 397	2 242 295 059
Autres		
Financement des programmes établis		
Contributions en espèces	2 140 280 125	2 615 697 375
Services complémentaires de santé	503 708 000	491 279 000
Autres	6 134 140	15 258 899
	2 650 122 265	3 122 235 274
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	5 761 718 662	5 364 530 333

Les montants versés par le gouvernement fédéral dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) sont des remboursements de 50% des dépenses admissibles de la province pour l'aide sociale aux personnes dans le besoin. Le gouvernement fédéral a plafonné à 5% l'augmentation annuelle des versements du RAPC pour l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique en 1990-1991 et 1991-1992, et a annoncé son intention de prolonger la durée de ce plafonnement jusqu'en 1994-1995. L'application de ce plafonnement a été reportée jusqu'à ce que la Cour suprême du Canada se soit prononcée sur la question.

En vertu de l'Entente nationale sur la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue au financement de programmes provinciaux de formation en établissements d'enseignement et en milieux d'emploi destinés à améliorer notamment les compétences professionnelles des travailleurs et à accroître ainsi leurs chances de trouver un emploi.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Les frais administratifs des logements sans but lucratif sont fixés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et versés à la province en vue de financer la gestion de logements pour les personnes dans le besoin. Ils sont payables une seule fois, à compter de la date à laquelle les logements sont subventionnés.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidants d'autres communautés.

Dans le cadre de son programme des Langues officielles en éducation le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais encourus pour assurer des services au public dans les deux langues officielles, pour offrir un enseignement dans la "langue de la minorité officielle", et pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue; enfin, le gouvernement fédéral contribue au financement des programmes provinciaux de promotion du bilinguisme qui nécessitent un soutien particulier.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'assistance judiciaire dans le cas des affaires criminelles, civiles et autres liées à la *Loi sur les jeunes contrevenants*. La contribution fédérale pour l'aide juridique pour les affaires criminelles comprend un maximum de 55% et un minimum de 45% des dépenses admissibles de la province. Les versements au titre de l'aide juridique pour les affaires criminelles équivaut à 50% des dépenses admissibles par habitant, pour toutes les provinces, pour l'année antérieure, plus 50% du taux d'augmentation des dépenses admissibles de la province par habitant. Ce montant est ensuite rajusté en fonction du chiffre de la population de la province de l'Ontario pour l'exercice courant et selon un plafond représentant le taux de croissance du produit national brut moins 1%. En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse 50% des dépenses admissibles de la province au titre de l'aide juridique pour les affaires civiles. La contribution fédérale au titre de l'aide juridique aux jeunes contrevenants est équivalente au plus petit des deux montants suivants : 73 cents par habitant de la province, ou 50% des dépenses admissibles de la province pour la prestation de services d'aide juridique aux jeunes délinquants prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

En vertu des Ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse des frais engagés par la province pour financer les services d'aide juridique prévus aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. À partir d'avril 1989, la contribution du fédéral aux programmes des jeunes contrevenants de l'Ontario a été gelée au niveau de 1988-89.

Le Programme d'aide au revenu agricole vise à réduire le fardeau financier sur l'encaisse causé par des taux d'intérêt élevés et les faibles prix des denrées. Le gouvernement fédéral a remboursé la province de l'Ontario dans le cadre de son programme d'aide spéciale de 1990 pour les programmes de céréales, des graines oléagineuses, d'horticulture et d'élevage d'animaux à fourrure.

En vertu de l'Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés, le gouvernement fédéral verse à la province 50% des dépenses admissibles qu'elle a engagées pour offrir à ces personnes des programmes et des services généraux de réadaptation.

La *Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre* est entrée en vigueur le 20 juillet 1987. Le montant de 16 325 238 $ représente le droit de l'Ontario à l'impôt fédéral perçu des exportateurs de bois d'oeuvre en vertu de la loi.

Conformément à des accords de partage des coûts, le gouvernement fédéral paie une partie du coût du programme d'assurance-récolte auquel cotisent les agriculteurs. Ce programme d'aide, administré par la Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario, est destiné à garantir aux agriculteurs une certaine stabilité de revenu, indépendamment des pertes de récolte qu'ils pourraient subir.

Les paiements au titre des cours de langue et de préparation à la citoyenneté sont des remboursements de la partie des coûts assumés par le gouvernement fédéral pour la formation en anglais et la préparation à la citoyenneté offertes aux nouveaux arrivants. Cette entente s'est terminée le 31 mars 1990.

En vertu de l'Entente Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, le gouvernement fédéral rembourse une partie des dépenses engagées par la province pour financer des projets destinés à préserver ou à améliorer la qualité de l'eau de ces lacs.

En vertu de l'Entente sur le développement économique et régional (EDER), le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des dépenses admissibles pour financer des programmes de ressources forestières et de développement du tourisme et des minéraux.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Dans le cadre du Financement des programmes établis (FPE), les versements effectués par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, remplacent les contributions faites jadis au titre des anciens accords de partage des coûts pour les programmes du secteur de la santé et de l'enseignement postsecondaire. La contribution fédérale en matière des services de santé-assurés et d'enseignement postsecondaire équivaut à la contribution fédérale moyenne par habitant, pour l'ensemble du Canada, pour l'année de référence 1975-1976. La contribution au financement des services complémentaires de santé correspond à un montant de 20 $ par habitant pour l'année de référence 1977-1978. De plus, ces contributions par habitant pour les différentes années de référence sont ensuite rajustées chaque année au moyen d'un facteur de progression du FPE afin d'établir la contribution totale par habitant. Ce montant est ensuite multiplié par le chiffre de la population de la province pour obtenir le versement total à la province pour l'exercice courant. Le facteur de progression du FPE est calculé en fonction de la moyenne composée et mobile du taux de croissance du PNB étalée sur trois ans. Depuis 1986-1987, le facteur de progression du FPE a été réduit de 2 points de pourcentage. Le montant du FPE a été gelé au niveau de 1989-90 pour 1990-91 jusqu'en 1994-95. La contribution au titre du FPE comprend des transferts de fonds et de points d'impôt. Le paiement de transfert effectué représente la différence entre le montant et les points d'impôt dûs à la province, déduction faite du redressement affecté à l'année antérieure.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

(a) les subventions annuelles de 5 915 065 $ accordées en vertu de l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1907*;

(b) un montant de 142 414 $ équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur le Compte de la dette du gouvernement du Canada, en dédommagement des sommes qui n'ont pas été payées à la province entre le 1er juillet 1867 et le 1er janvier 1873 (le capital était de 2 848 290 $);

(c) un montant de 76 662 $, équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur la somme de 1 542 971 $ placée par l'Ontario dans le Fonds permanent des écoles communes, lequel totalise 2 677 771 $ et est géré en fiducie par le gouvernement fédéral pour le compte de l'Ontario et du Québec. Le fonds en question a été constitué à la suite de la vente de terres de la Couronne que l'on avait réservées aux écoles communes en vertu de lois promulguées avant la Confédération. Les montants versés à chacune des provinces sont établis au prorata de leur population, évaluée d'après le dernier recensement décennal. Les affectations actuelles sont basées sur le recensement de 1981.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
AUTRES RECETTES		
Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions		
Régie des alcools de l'Ontario	650 000 000	640 000 000
Société des Loteries de l'Ontario — Loteries interprovinciales	314 000 000	325 000 000
— Jeux à résultat instantané	71 000 000	81 000 000
— Lottario	34 000 000	44 000 000
— Wintario	24 000 000	19 000 000
— Encore	16 000 000	7 000 000
— Pick 3	10 000 000	14 000 000
— Événements spéciaux	1 000 000	1 000 000
	1 120 000 000	1 131 000 000
Certificats d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	664 362 154	613 866 859
Commission des permis de vente d'alcool — droits	447 183 035	427 406 790
Autres droits et permis		
Services d'enregistrement immobilier	55 270 439	59 928 738
Régistraires	55 101 240	46 718 612
Chasse et pêche	36 846 032	32 147 815
Paiements d'entretien — Foyers pour soins spéciaux et hôpitaux psychiatriques	19 416 618	20 689 206
Autres	154 046 935	148 422 488
	320 681 264	307 906 859
Redevances		
Énergie hydraulique	106 180 611	99 400 721
Redevances sur la coupe du bois	68 925 653	76 450 678
Autres	13 808 788	16 845 908
	188 915 052	192 697 307
Amendes et pénalités		
Cours provinciales	144 567 921	113 997 585
Autres	6 718 319	5 774 509
	151 286 240	119 772 094
Frais d'utilisation des services publiques	143 129 016	133 809 960
Primes — Régime d'assurance-santé de l'Ontario	3 812 495	1 394 480 003
Autres		
Intérêts sur les prêts, avances et dotations en capital		
Placements temporaires	476 096 359	396 862 163
Sociétés, conseils et commissions	18 236 990	22 957 290
Prêts aux administrations locales	14 542 703	18 007 835
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	705 672	1 208 173
Autres	27 055 140	28 439 567
	536 636 864	467 475 028
Remboursement de dépenses		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — subrogation	25 968 543	55 698 536
Autres	103 511 617	112 626 814
	129 480 160	168 325 350
Ventes et locations	96 796 645	113 314 200
Recouvrement de dépenses des années précédentes	61 125 619	62 397 386
Divers	189 499 956	180 971 221
	347 422 220	356 682 807
TOTAL DES AUTRES RECETTES	4 052 908 500	5 313 423 057

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Les bénéfices provenant de sociétés de la Couronne et de régies sont les montants constitués par des bénéfices d'exploitation nets qui ont été reçus par la province.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules commerciaux et les autobus, les droits peuvent varier entre 81 $ et 2 722 $. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules commerciaux pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 66 $ par année dans le Sud de l'Ontario, de 33 $ dans le Nord et de 90 $ dans le Grand Toronto. Quant aux motocyclettes et aux mobylettes, les droits sont de 36 $ et 12 $, respectivement dans le Sud de l'Ontario et 18 $ et 12 $, respectivement dans le Nord de l'Ontario. Les droits de permis de conduire sont de 10 $ par année ou de 30 $ pour une période de trois ans. Les droits d'obtention de permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement des frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur route.

Les droits perçus par la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits de permis que doivent acquitter les brasseurs produisant de la bière vendue en Ontario. Cet impôt représente 23,2% du prix de vente de la bière en magasin, quel que soit le format du conditionnement. La commission perçoit également les droits de permis imposés aux établissements qui vendent de l'alcool et les taxes grevant la vente de vin dans les magasins appartenant aux producteurs ou exploités par eux.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'inscription.

Les droits exigés par la Cour de l'Ontario (Division générale) et les droits de succession sont établis en vertu du règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*.

Les droits exigés par la Cour de l'Ontario (Division générale) se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil soumises à la Division générale.

Une part importante des droits de succession provient de l'homologation et de l'administration des testaments ainsi que de la mise sous tutelle des successions. Ces droits sont calculés selon la valeur de chaque succession.

La délivrance des permis de chasse et de pêche en Ontario est soumise à la perception d'un droit, collecté par la province. Ces permis donnent à leurs titulaires le droit de chasser le gibier sauvage ou de s'adonner à la pêche sportive sur l'ensemble du territoire de la province. Pour les non résidants de l'Ontario, le coût du permis de pêche saisonnier est de 33 $ et celui du permis de chasse varie entre 5,75 $ et 200 $, selon l'espèce que l'on souhaite chasser et le lieu de résidence.

À la rubrique relative aux paiements d'entretien effectués à des foyers pour soins spéciaux et à des hôpitaux psychiatriques sont portées les sommes versées en règlement des soins dispensés dans ces établissements à des particuliers non assurés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario ou en règlement de prestations qui ne sont pas couvertes par ce régime.

La redevance d'hydro-électricité est la taxe due en contrepartie de l'utilisation de barrages pour la production d'énergie hydraulique. Cette taxe est calculée selon le nombre moyen de kilowatts produits dans l'année multiplié par le tarif de base, qui était de 7,10 $ en 1990. Chaque année, le tarif de base est indexé d'après l'indice des prix à la consommation.

L'exploitation du bois sur les terres de la Couronne est soumise au règlement d'une taxe spéciale, dite "redevance sur la coupe du bois". Le montant de cette redevance varie en fonction du type d'exploitation, de la catégorie et du cubage du bois récolté, et des indices industriels des prix du bois. Le titulaire du permis doit en outre s'acquitter d'une contribution supplémentaire s'il veut avoir l'exclusivité de l'exploitation dans une région donnée.

La rubrique "Amendes et pénalités" est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

Les municipalités versent à la province des redevances appelées "frais d'utilisation des services publics" pour l'usage qu'elles font des installations de traitement des eaux et d'élimination des déchets exploitées par le gouvernement provincial.

Les primes sont versées par les cotisants au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Les tarifs en vigueur sont de 29,75 $ par mois pour les célibataires, et de 59,50 $ par mois pour les familles. Les primes de l'assurance-santé de l'Ontario ont été éliminées à compter du 1er janvier 1990.

Les intérêts sur les placements à court terme perçus par la province proviennent des placements de liquidités.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La province a consenti des prêts et des avances portant intérêt aux sociétés, aux conseils et aux commissions afin de leur permettre d'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

Les intérêts perçus par la province au titre des prêts aux municipalités concernent des montants qui, pour la plupart, ont été avancés lors d'années antérieures en vue de stimuler l'activité économique régionale, par la mise en oeuvre de différents programmes d'aide à l'embauche, à la construction et à la création d'emplois.

La province a consenti à certains hôpitaux publics des prêts à la construction, dans le cadre du programme géré par le ministère de la Santé en vue de soutenir les investissements en capital. Aucun nouveau prêt n'a été consenti depuis l'exercice 1977-1978.

Les autres intérêts perçus par la province concernent des débentures émises par les municipalités ou des prêts accordés pour la réalisation de projets particuliers.

La province reçoit également des sommes qui correspondent au remboursement, par les compagnies d'assurances, des soins médicaux payés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario. La plupart de ces remboursements concernent des accidents d'automobiles. Les sommes dues sont établies en vertu d'accords conclus avec les compagnies d'assurances autorisées à exercer en Ontario; elles sont fonction du montant annuel total correspondant aux primes d'assurance-automobile perçues par ces organismes.

Sous la rubrique "Ventes et locations", on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et du crédit-bail appliqué à des terres de la Couronne.

La rubrique "Recouvrement de dépenses des années précédentes" représente toutes les sommes que la province n'a pas recouvrées au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes ont été effectuées. Ces sommes auraient dû figurer dans l'exercice financier précédent sous la rubrique "Remboursement de dépenses" n'eussent été des délais de remboursement.

TOTAL DES RECETTES	**43 428 772 589**	**41 692 760 550**

Voir le Sommaire des recettes, par ministère et par catégorie principale, pages 2-12 et 2-13.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Ministères	Gouvernement du Canada						
	Recettes fiscales	Remboursements de dépenses	Autres	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques		1 663 039					10 480
Affaires intergouvernementales		155 878					
Affaires municipales				2 556 010	70		9 615
Agriculture et Alimentation		70 836 231		6 428 245	3 210 224		1 782 365
Bureau de l'Assemblée législative					7 950		60 622
Bureau du Conseil des ministres							951
Bureau du directeur général des élections							
Cabinet du premier ministre							
Collèges et Universités		20 214 084		510 344	25 241		1 304
Conseil de gestion				186 316			643 596
Consommation et Commerce	100 048	60 542			579 532 410	143 407	10 922
Culture et Communications		518 093			2 679 812		55 223
Développement du Nord et Mines	473 728	379 862		651	915 601	2 040	488 700
Éducation		65 891 402		698 107	657 690		1 075 743
Énergie				2 911 399	7 579		
Environnement		2 036 897		2 148	824 665		52 919
Formation professionnelle		111 926 422		58 728	1 629 870		2 300
Industrie, Commerce et Technologie		10 717		1 257 277	37 531		239 865
Institutions financières	1 771 857			34 637	26 938 210	27 250	19 249
Logement		80 004 806			7 180		80 630
Office des affaires autochtones							
Office des affaires francophones		400 347					
Office de la condition féminine				28 303			
Office des personnes âgées				(238)			
Office des personnes handicapées				11 117			
Ombudsman Ontario							13 359
Procureur général		70 960 213		13 071 812	69 861 662	146 025 280	187 628
Revenu	33 610 449 255			13 503 233	51 955		259 795
Richesses naturelles		18 578 484		857 938	50 437 901	302 645	10 871 233
Santé		19 673 398		25 968 543	20 733 532		2 951 643
Services correctionnels		53 921 713		8 382			1 343 294
Services gouvernementaux		4 369 453		5 533 031	475 821		56 847 335
Services sociaux et communautaires		2 585 314 804		15 339 151	2 183 795		469 310
Solliciteur général		3 083 166		16 454 283	1 167 033		3 544 576
Tourisme et Loisirs		697 175		591 166	3 406 108		1 861 545
Transports	1 350 539	250 000		987 143	665 170 003	4 617 063	13 644 713
Travail		408 781		22 297 731	2 264 610	168 555	267 739
Trésor et Économie		240 890	2 650 122 265	184 703			
Total des ministères	33 614 145 427	3 111 596 397	2 650 122 265	129 480 160	1 432 226 453	151 286 240	96 796 645

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Ministères	Redevances	Frais d'utilisation des services publics	Primes	Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions	Recouvrement de dépenses des années précédentes	Divers	Intérêt	Total des recettes
	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques					109 039	529 429		2 311 987
Affaires intergouvernementales					2 067	68		158 013
Affaires municipales					3 447 703	618 924		6 632 322
Agriculture et Alimentation					1 581 087	186 347		84 024 499
Bureau de l'Assemblée législative					305 505	210		374 287
Bureau du Conseil des ministres					1 002	1 470		3 423
Bureau du directeur général des élections						46 600		46 600
Cabinet du premier ministre						151		151
Collèges et Universités					8 229 998	20		28 980 991
Conseil de gestion					56 080	547		886 539
Consommation et Commerce				650 000 000	65 326	267 013		1 230 179 668
Culture et Communications	954				267 134	12 598		3 533 814
Développement du Nord et Mines	734 374				168 365	21 104		3 184 425
Éducation					665 746	18 339		69 007 027
Énergie					240 918	867		3 160 763
Environnement		143 129 016			672 216	299 577		147 017 438
Formation professionnelle					680 884	11 558		114 309 762
Industrie, Commerce et Technologie	1 875				1 875 767	2 231 093		5 654 125
Institutions financières					23 289	328 618		29 143 110
Logement					20 441 178	248 312		100 782 106
Office des affaires autochtones					61 255			61 255
Office des affaires francophones					11 933			412 280
Office de la condition féminine					38 583	39 195		106 081
Office des personnes âgées					105 475			105 237
Office des personnes handicapées					62 586			73 703
Ombudsman Ontario					29 857	22 127		65 334
Procureur général					380 979	30 584 341		331 071 915
Revenu					2 360 571	663 305		33 627 288 114
Richesses naturelles	188 177 253				696 369	55 131		269 976 954
Santé			3 812 495		2 194 031	1 471 794		76 805 436
Services correctionnels					177 654	16 661		55 467 704
Services gouvernementaux					2 251 157	11 713 187		81 189 984
Services sociaux et communautaires					1 579 655	273 171		2 605 159 886
Solliciteur général					1 926 881	52 951		26 228 890
Tourisme et Loisirs	596			470 000 000	1 067 056	4 728		477 628 374
Transports					1 913 409	263 613		688 196 483
Travail					41 969	5 195 670		30 645 055
Trésor et Économie					7 392 895	134 321 237	536 636 864	3 328 898 854
Total des ministères	188 915 052	143 129 016	3 812 495	1 120 000 000	61 125 619	189 499 956	536 636 864	43 428 772 589

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe établit la synthèse des dépenses engagées par les différents ministères, ventilées par programme et par activité. On trouvera à la Section 4 de ce volume un exposé plus détaillé de ces dépenses par catégorie ainsi que d'autres comptes.

	1991 $		1990 $	
Affaires civiques		55 002 567		46 577 469
Affaires intergouvernementales		9 810 200		8 159 431
Affaires municipales				
Affaires municipales		1 001 508 455		544 692 042
Autres programmes		21 375 133		18 139 116
		1 022 883 588		562 831 158
Agriculture et Alimentation				
Aide financière à l'agriculture				
Politique d'aide financière	316 912 317		221 962 270	
Autres activités	27 872 265	344 784 582	28 655 525	250 617 795
Programme de technologie, développement et services régionaux agricoles				
Éducation et recherche	89 262 607		86 417 331	
Services techniques et consultatifs	80 873 407		79 858 842	
Administration du programme	637 781	170 773 795	1 162 722	167 438 895
Programme de commercialisation et de normes des produits agro-alimentaires				
Commercialisation et développement des marchés	18 138 275		43 073 916	
Autre activités	23 009 865	41 148 140	21 247 793	64 321 709
Administration du ministère		29 485 997		26 765 885
		586 192 514		509 144 284
Bureau de l'Assemblée législative		106 177 521		85 964 233
Bureau du Conseil des ministres		6 758 229		5 367 928
Bureau du directeur général des élections		42 467 331		2 779 820
Bureau du lieutenant-gouverneur		651 505		632 360
Bureau du vérificateur provincial		7 600 474		6 908 552
Cabinet du premier ministre		3 611 438		2 251 132
Collèges et Universités				
Aide aux universités				
Aide provinciale aux universités	1 840 250 281		1 771 484 587	
Autres activités	9 456 325	1 849 706 606	6 665 541	1 778 150 128
Aide aux collèges				
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	789 215 847		743 976 541	
Autres activités	3 101 907	792 317 754	4 147 833	748 124 374
Affaires étudiantes				
Aide provinciale aux étudiants		213 569 234		199 028 297
Administration du ministère		5 700 326		5 670 693
		2 861 293 920		2 730 973 492

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
Conseil de gestion		56 123 174		50 335 894
Consommation et Commerce				
Enregistrement				
Enregistrement immobilier	41 413 912		38 389 529	
Autres activités	30 889 821	72 303 733	25 560 506	63 950 035
Réglementation des courses de chevaux				
Réglementation des courses de chevaux		31 928 346		35 881 779
Autres programmes		68 397 860		57 791 148
		172 629 939		157 622 962
Culture et Communications				
Développement culturel et institutions culturelles				
Industries et organismes culturels	164 290 036		131 113 292	
Autres activités	36 271 018	200 561 054	55 200 872	186 314 164
Programme de subventions d'immobilisation et services régionaux				
Installations communautaires	36 286 975		43 603 877	
Services régionaux	5 363 136	41 650 111	4 483 986	48 087 863
Bibliothèques et information communautaire				
Services de bibliothèque	42 163 906		42 473 530	
Information communautaire	1 486 419	43 650 325	1 259 362	43 732 892
Autres programmes		38 211 293		36 160 023
		324 072 783		314 294 942
Développement du Nord et Mines				
Programme de développement et de transports du Nord				
Infrastructure des transports	162 207 870		131 536 949	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000		30 000 000	
Autres activités	86 254 066	288 461 936	87 345 664	248 882 613
Mines et minéraux		44 444 967		43 961 490
Administration du ministère		18 648 609		15 323 830
		351 555 512		308 167 933
Éducation				
Éducation				
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	4 556 092 555		4 473 517 204	
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	51 606 767		46 819 715	
Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement	176 286 274		164 845 259	
Autres activités	46 573 319	4 830 558 915	43 798 681	4 728 980 859
Services éducatifs				
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	653 753 970		698 127 405	
Autres activités	7 037 723	660 791 693	6 888 808	705 016 213
Administration du ministère		34 434 676		33 847 533
		5 525 785 284		5 467 844 605

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
Énergie		45 616 211		33 162 455
Environnement				
Planification et exploitation des services publics				
Services d'ingénierie	180 313 220		155 981 690	
Exploitation des services publics	91 282 043		82 029 395	
Société ontarienne de gestion des déchets	14 600 000	286 195 263	15 300 000	253 311 085
Services environnementaux				
Gestion des déchets	65 988 988		43 508 429	
Autres activités	76 388 703	142 377 691	63 722 082	107 230 511
Contrôle de l'environnement				
Application et exécution des règlements	46 928 361		38 125 121	
Autorisations environnementales et appui technique	32 974 849		29 190 241	
Autres activités	40 583 174	120 486 384	36 656 496	103 971 858
Administration du ministère		33 560 509		35 179 949
		582 619 847		499 693 403
Formation professionnelle				
Formation professionnelle				
Exécution du programme	234 518 372		229 031 711	
Administration du programme	338 111	234 856 483	300 620	229 332 331
Programme d'administration du ministère		8 339 348		9 819 145
		243 195 831		239 151 476
Industrie, Commerce et Technologie				
Appui industriel et commercial				
Fonds de technologie	79 534 809		71 836 772	
Expansion de l'industrie et du commerce	51 477 148		41 513 593	
Autres activités	30 851 922	161 863 879	33 333 908	146 684 273
Programme des Sociétés de développement de l'Ontario		91 180 620		53 278 311
Administration du programme		13 887 559		11 878 745
		266 932 052		211 841 329
Institutions financières				
Normes financières		48 596 137		35 921 119
Administration du ministère		6 429 518		5 472 219
		55 025 655		41 393 338
Logement				
Logements sociaux				
Opérations régionales de logement	331 356 518		242 913 520	
Société de logement de l'Ontario	255 014 300		214 430 000	
Autres activités	1 536 738	587 907 556	862 059	458 205 579
Politique de développement du marché des logements et révision des loyers		39 808 252		38 235 815
Autres programmes		30 276 898		30 077 906
		657 992 706		526 519 300

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
Office des affaires autochtones		7 070 194		6 075 202
Office des affaires francophones		4 127 406		3 681 862
Office de la condition féminine		19 355 697		17 070 450
Office des personnes âgées		8 176 899		7 374 425
Office des personnes handicapées		8 021 776		7 624 511
Ombudsman Ontario		8 268 400		7 736 941
Procureur général				
Administration des tribunaux				
Administration de la justice	219 681 487		189 681 515	
Autres activités	19 580 626	239 262 113	24 182 778	213 864 293
Avocat de la Couronne				
Élaboration des politiques	151 709 937		128 173 095	
Autres activités	7 633 721	159 343 658	12 312 619	140 485 714
Services juridiques de la Couronne				
Droit criminel	69 382 117		57 855 799	
Autres activités	16 196 376	85 578 493	13 717 208	71 573 007
Autres programmes		80 667 552		66 655 951
		564 851 816		492 578 965
Revenu				
Recettes fiscales et subventions				
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	601 839 226		591 481 312	
Taxe de la vente au détail et autres taxes	30 874 682		25 889 105	
Autres activités	78 988 431	711 702 339	66 058 888	683 429 305
Évaluation foncière				
Bureaux d'évaluation régionaux	101 864 172		96 151 964	
Autres activités	7 236 964	109 101 136	6 908 738	103 060 702
Administration du ministère		31 867 001		27 490 544
Caisse d'épargne de l'Ontario		13 481 019		11 051 006
		866 151 495		825 031 557
Richesses naturelles				
Terres et eaux				
Offices de protection de la nature et gestion des eaux	60 682 331		54 586 991	
Services d'aviation et lutte contre les incendies	53 738 176		45 385 424	
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	30 925 867		31 139 799	
Gestion des terres	30 089 749		23 237 686	
Autres activités	32 599 563	208 035 686	22 772 052	177 121 952
Produits tirés des ressources				
Gestion forestière	124 609 298		115 657 024	
Ententes sur la gesion forestière	89 746 847	214 356 145	81 753 853	197 410 877

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
Loisirs de plein air				
Zones de loisirs	59 485 164		47 381 439	
Gestion de la pêche	57 972 644		51 555 156	
Gestion de la faune	28 277 345	145 735 153	24 363 191	123 299 786
Administration du ministère				
Administration des régions	45 795 807		43 861 774	
Autres activités	44 003 485	89 799 292	38 200 806	82 062 580
Expérience dans le domaine des ressources		5 660 992		7 066 737
		663 587 268		586 961 932
Santé				
Soins en établissements				
Hôpitaux et établissements connexes	7 084 960 034		7 059 524 329	
Services de maison de soins infirmiers	460 285 465		428 824 685	
Services psychiatriques	434 232 912		377 217 228	
Administration du programme	739 694	7 980 218 105	782 659	7 866 348 901
Programme de prestations de santé				
Assurance-santé et prestations	4 756 725 412		4 309 181 132	
Médicaments	760 005 743	5 516 731 155	647 241 728	4 956 422 860
Programme de santé individuelle et communautaire				
Services communautaires de santé	400 465 947		332 459 447	
Services communautaires de santé mentale	286 430 112		269 004 397	
Services de santé d'urgence	266 070 595		231 840 520	
Santé publique	230 366 951		200 851 580	
Services d'appareils et accessoires fonctionnels	81 651 868		82 185 485	
Services de laboratoire	36 534 348		36 237 660	
Autres activités	32 949 825	1 334 469 646	24 484 408	1 177 063 497
Programme d'administration du ministère				
Systèmes d'information	80 858 199		37 211 577	
Analyse, recherche et planification	36 045 664		34 727 319	
Autres activités	57 141 067	174 044 930	56 190 876	128 129 772
		15 005 463 836		14 127 965 030
Services correctionnels				
Opérations				
Services en établissement	391 482 223		336 411 932	
Services communautaires	105 639 893		96 049 319	
Autres activités	15 186 558	512 308 674	13 489 362	445 950 613
Administration du ministère		33 292 167		27 047 210
		545 600 841		472 997 823
Services gouvernementaux				
Services des biens immobiliers				
Exécution du programme	273 759 147		252 106 378	
Dépenses en capital	231 169 160		201 248 381	
Opérations entreprises dans le cadre du programme	68 918 765		65 237 404	
Administration du programme	6 620 003	580 467 075	6 120 967	524 713 130

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
Autres programmes		110 862 743		143 357 370
		691 329 818		668 070 500
Services sociaux et communautaires				
Services aux adultes et aux enfants				
Maintien du revenu	3 563 524 809		2 597 864 515	
Services sociaux à l'enfance	1 076 617 218		941 531 464	
Services sociaux aux adultes	859 416 870		704 864 915	
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	818 136 142		704 766 062	
Administration du programme	38 999 066		36 417 031	
Autres activités	37 727 180	6 394 421 285	29 115 676	5 017 559 663
Administration du ministère		47 781 938		44 749 734
		6 442 203 223		5 062 309 397
Solliciteur général				
Police provinciale de l'Ontario				
Opérations régionales	329 729 373		289 405 831	
Services	68 698 608		62 863 311	
Systèmes de télécommunications	41 601 914			
Enquêtes	28 344 756		34 316 926	
Autres activités	2 403 560	470 778 211	29 036 732	415 622 800
Sécurité publique		46 547 365		43 534 925
Administration du ministère		30 092 925		24 503 075
Services de maintien de l'ordre		19 269 511		13 844 770
		566 688 012		497 505 570
Tourisme et Loisirs				
Opérations		71 215 279		58 846 963
Organismes et attractions		55 103 413		49 319 984
Tourisme				
Commercialisation touristique	30 985 139		31 534 769	
Développement touristique	6 579 285	37 564 424	7 876 889	39 411 658
Autres programmes		40 026 453		37 817 467
		203 909 569		185 396 072
Transports				
Routes provinciales				
Immobilisations et construction	440 374 951		367 608 115	
Exploitation et entretien général	162 121 393		153 277 162	
Recherche et conception	140 861 634		106 962 838	
Entretien des routes en hiver	135 728 356		136 830 953	
Administration du programme	49 881 062	928 967 396	41 401 735	806 080 803
Routes municipales				
Immobilisations, construction et entretien	757 968 870		688 880 940	
Autres activités	13 813 298	771 782 168	12 867 518	701 748 458
Transports de la province				
Société de développement des transports urbains de l'Ontario	407 000 000			
Autres activités	25 973 532	432 973 532		23 412 526
Transports en commun municipaux				
Exploitation	225 759 400		202 354 282	
Immobilisations et construction	175 175 740		181 047 226	
Administration du programme	2 823 660	403 758 800	2 480 739	385 882 247

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
Transports en commun provinciaux				
Immobilisations et construction	217 470 000		190 124 500	
Exploitation	65 600 000	283 070 000	51 160 000	241 284 500
Sécurité et réglementation				
Permis, examen et application	107 097 721		99 328 034	
Administration du programme	4 335 349	111 433 070	4 176 218	103 504 252
Administration du ministère				
Services administratifs et financiers	30 010 531		23 918 614	
Autres activités	32 362 486	62 373 017	32 893 870	56 812 484
		2 994 357 983		2 318 725 270
Travail				
Santé et sécurité au travail		67 203 769		60 588 634
Autres programmes		96 707 668		78 241 221
		163 911 437		138 829 855
Trésor et Économie				
Trésor				
Stadium Corporation of Ontario Ltd.		321 479 300		
Trésor		7 643 181		5 993 497
Politiques économiques		49 991 833		58 016 166
Autres programmes		18 353 072		16 441 588
		397 467 386		80 451 251
Intérêt sur la dette contractée pour les besoins de la province		4 313 193 823		4 284 366 894
		4 710 661 209		4 364 818 145
Total des dépenses		46 457 735 700		41 602 371 003

SOMMAIRES DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	19 218 705	3 235 610	2 316 983	7 527 783
Affaires intergouvernementales	4 104 388	851 805	682 074	2 371 006
Affaires municipales	22 431 445	4 472 159	2 323 808	8 925 640
Agriculture et Alimentation	88 178 355	17 298 557	12 755 543	34 831 146
Bureau de l'Assemblée législative	49 859 067	11 896 099	7 104 611	21 600 269
Bureau du Conseil des ministres	4 115 449	722 973	260 537	939 298
Bureau du directeur général des élections	758 503	111 750		
Bureau du lieutenant-gouverneur	416 367	48 854	37 369	11 151
Bureau du vérificateur provincial	4 831 061	963 510	255 910	1 143 349
Cabinet du premier ministre	2 154 785	920 308	197 464	251 149
Collèges et Universités	14 139 563	3 270 593	1 763 799	5 164 158
Conseil de gestion	62 491 394	7 185 572	1 358 051	14 305 794
Consommation et Commerce	86 639 189	17 848 346	7 107 444	19 942 391
Culture et Communications	21 944 722	4 312 247	2 355 233	8 647 725
Développement du Nord et Mines	30 001 527	5 656 217	8 568 320	15 868 125
Éducation	93 548 346	18 288 051	10 149 611	35 135 981
Énergie	11 359 582	2 102 265	1 196 344	10 667 006
Environnement	136 355 483	25 899 191	12 742 347	77 001 852
Formation professionnelle	18 028 241	3 719 989	2 345 343	5 192 801
Industrie, Commerce et Technologie	36 704 079	7 265 118	8 380 606	31 480 576
Institutions financières	27 231 326	5 355 664	1 748 700	17 971 219
Logement	59 150 581	10 385 203	6 131 680	23 371 477
Office des affaires autochtones	1 458 107	246 238	361 256	525 096
Office des affaires francophones	1 467 163	238 795	130 528	1 117 505
Office de la condition féminine	5 780 365	1 103 746	663 250	5 101 406
Office des personnes âgées	2 174 734	438 919	787 533	1 556 520
Office des personnes handicapées	1 866 223	382 091	206 458	1 111 482
Ombudsman Ontario	5 030 725	1 120 404	442 309	1 372 032
Procureur général	253 282 382	46 287 010	18 772 673	79 148 512
Revenu	173 072 489	33 433 467	20 992 833	35 307 753
Richesses naturelles	272 714 523	48 243 085	28 101 797	234 980 783
Santé	485 248 744	98 607 639	31 696 729	116 410 886
Services correctionnels	327 076 245	62 322 247	18 327 168	86 770 692
Services gouvernementaux	122 107 550	45 746 242	94 887 602	403 828 152
Services sociaux et communautaires	409 332 700	84 638 884	22 559 338	55 624 121
Solliciteur général	341 563 297	67 622 076	26 622 723	45 035 378
Tourisme et Loisirs	36 739 165	7 140 801	6 949 571	33 335 600
Transports	368 076 052	82 144 825	35 587 467	256 380 284
Travail	88 180 380	16 009 818	10 928 629	21 349 767
Trésor et Économie	20 619 011	4 057 353	1 210 995	37 708 813
Total des ministères	3 709 452 013	751 593 721	409 010 636	1 759 014 678
Moins recouvrements	51 771 111		78 083 810	270 225 556
TOTAL	3 657 680 902	751 593 721	330 926 826	1 488 789 122

La répartition des sommes à recouvrer (700 996 999 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

*On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 1991

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins: Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$	$
1 267 285		27 447 761		6 011 560	55 002 567
753 595		1 049 256		1 924	9 810 200
1 976 765		979 781 618	11 952 414	8 980 261	1 022 883 588
21 298 438	5 545 853	408 663 722	3 275 429	5 654 529	586 192 514
16 511 527		191 985		986 037	106 177 521
719 972					6 758 229
			41 597 078		42 467 331
29 364			108 400		651 505
356 644		50 000			7 600 474
87 732					3 611 438
1 716 070		2 843 737 116		8 497 379	2 861 293 920
3 941 657		10 739 308		43 898 062	56 123 714
8 104 344		27 108 390	6 064 858	185 023	172 629 939
4 415 350		289 237 471		6 839 965	324 072 783
8 692 535	150 945 379	137 583 855		5 760 446	351 555 512
14 873 665		5 364 615 858		10 826 228	5 525 785 284
2 243 114		18 047 900			45 616 211
59 857 577		274 980 186		4 216 789	582 619 847
3 659 787		210 252 662		2 992	243 195 831
10 882 191		93 676 238	80 660 528	2 117 278	266 932 058
4 974 769		592 464		2 848 487	55 025 655
6 171 691		517 134 880	56 793 473	21 146 279	657 992 706
133 045		4 352 413		5 961	7 070 194
183 415		990 000			4 127 406
1 211 424		5 495 500			19 355 691
899 420		2 319 773			8 176 899
188 275		4 267 247			8 021 776
302 930					8 268 400
24 696 382	4 424 690	161 350 711	6 100 040	29 210 584	564 851 816
17 372 596		595 639 322		9 666 965	866 151 495
86 329 042	3 637 844	62 763 920	7 941 530	81 125 256	663 587 268
82 626 170		14 201 068 975		10 195 307	15 005 463 836
52 405 145		1 262 720		2 563 376	545 600 841
86 664 832	152 935 394	66 697		214 906 651	691 329 818
40 041 684	2 171 225	5 831 237 551		3 402 280	6 442 203 223
82 212 969		5 863 062	3 380 969	5 612 462	566 688 012
10 615 275	3 797 346	111 999 574		6 667 763	203 909 569
161 334 151	450 474 640	1 848 438 031	362 234	208 439 701	2 994 357 983
9 866 225		17 889 613	17 570	330 565	163 911 437
4 612 516	2 062 860	6 613 427	4 634 673 123	896 889	4 710 661 209
834 229 568	775 995 231	34 066 509 206	4 852 927 646	700 996 999	46 457 735 700
44 155 806	176 803 019	73 161 785	6 795 912	700 996 999	
790 073 762	599 192 212	33 993 347 421	4 846 131 734		46 457 735 700

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital par ministère. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1991 $	1990 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	32 690 186	33 833 091
Société de développement du Nord de l'Ontario	9 569 144	8 752 446
Société de développement de l'Est de l'Ontario	9 090 768	8 101 923
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 213 791	3 732 290
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 533 538	2 411 860
Stadium Corporation of Ontario Ltd.	680 893	
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	100 000	200 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
	57 978 320	57 131 610
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	24 815 885	24 322 654
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Prêts accordés au titre de l'éducation	27 240 823	33 675 473
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	3 156 000	2 996 000
Bibliothèques publiques	477 000	442 000
Conseil de développement de Moosonee	12 000	12 000
Ville de Kapuskasing		54 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	20 743 749	22 582 827
Ministère des Affaires municipales		
Programme Opération Logement de l'Ontario	6 416 303	9 239 260
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 669 264	2 455 283
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	1 280 733	870 321
Assistance pour les travaux municipaux	1 175 122	1 115 119
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 146 264	1 393 101
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 075 500	1 005 400
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	219 000	206 000
	65 611 758	76 046 784

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Santé		
Prêts aux hôpitaux publics	4 638 231	6 781 912
Ministère des Institutions financières		
Prêt au Fonds de garantie des prestations de retraite	3 000 000	
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 618 767	2 356 042
Ministère des Services gouvernementaux		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	487 845	245 192
Ministère des Affaires municipales		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	202 156	194 393
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	105 610	196 163
Associations coopératives	6 000	35 500
	10 058 609	9 809 202
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	158 464 572	167 310 250

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1991 $	1990 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Industrie et du Commerce		
Société de développement de l'Ontario	29 850 042	46 335 911
Société de développement du Nord de l'Ontario	8 219 650	8 157 190
Société de développement de l'Est de l'Ontario	7 558 543	9 051 222
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Société de développement de l'Ontario	4 600 302	2 462 092
Ministère du Logement		
Société de développement de l'Ontario	514 279	
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	300 000	100 000
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	94 824	118 598
Ministère de l'Énergie		
Société de développement du Nord de l'Ontario		1 500 000
	51 137 640	67 725 013
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	62 654 304	33 692 257
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	11 998 900	13 140 900
Ministère des Affaires municipales		
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	147 546	776 041
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains		125 972
	12 146 446	14 042 913
AUTRES PRÊTS		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	13 100	26 200
Ministère des Institutions financières		
Fonds de garantie des prestations de retraite		25 000 000
	13 100	25 026 200
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	125 951 490	140 486 383

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET)

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1991

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux autres comptes dont le Trésorier de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la Province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la Province. Lorsque les paiements sont supérieurs aux dépôts, le solde est indiqué entre parenthèses. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-37) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	1991 $	1990 $
Caisse d'épargne de l'Ontario	130 428 376	314 646 228
Autres dépôts :		
Pensions et prestations supplémentaires		
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	11 487 789	9 956 881
Compte d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	2 877 502	3 566 392
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 799 870	2 382 188
Fonds d'indexation des pensions de retraite relativement au Régime de retraite des enseignants (Ryerson)	2 604 739	2 362 905
	19 769 900	18 268 366
Ministère des Institutions financières		
Fond d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	7 381 829	6 812 691
Montants non réclamés—Credit Unions	19 979	12 391
	7 401 808	6 825 082
Ministère des Richesses naturelles		
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	4 536 684	5 513 862
Loi de 1989 sur les ressources en agrégats	1 157 476	81
Dépôts de garantie en vertu de contrats	130 426	26 398
	5 824 586	5 540 341
Ministère de l'Environnement		
Fonds en fiducie d'assurance *Loi sur la protection de l'environnement*	1 456 833	57 908
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 215 121	919 668
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	90 279	81 626
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	6 984	13 227
Taxe sur les produits et services	4 154	
	2 773 371	1 072 429
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Réserve pour chèques en circulation	2 218 966	1 897 909
Fonds des producteurs de lait et de crème	406 468	386 618
Réserve pour capital et intérêt non réclamés au titre des débentures	(274 313)	(16 226)
Déductions salariales (montant net)	(726 567)	15 994 677
Divers	(345)	(111)
	1 624 209	18 262 867

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET) suite

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	1 275 840	1 235 800
Cautionnements :		
Loi sur le courtage commercial et immobiliers	177 104	9 499
Loi sur les agences de recouvrement	20 000	
Loi sur la protection du consommateur	(2 162)	(16 462)
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	(5 000)	(25 000)
Montants non-réclamés	137 965	(5 378)
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	(4 204)	1 204
Dépôts au titre des terres étrangères	(81 723)	83 973
	1 517 820	1 283 636
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	173 217	(111 139)
Fonds de recherche Terry Fox	2 833	193 995
	176 050	82 856
Ministère au Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	68 198	31 639
Taxe sur les produits et services	(907)	
	67 291	31 639
Ministère du Logement		
Société de logement de l'Ontario—compte de dépôts	40 102	41 067
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	24 789	19 838
Ministère des Services correctionnels		
Montants non réclamés	14 976	9 826
Taxe sur les produits et services	878	
	15 854	9 826
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 049	33 317
Taxe sur les produits et services	3 179	
Legs et bourses	356	(1 976)
	8 584	31 341

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET) suite

pour l'exercice financier clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Ministère du Procureur général		
Taxe sur les produits et services	5 725	
Office de la condition féminine		
Taxe sur les produits et services	914	
Office des affaires autochtones		
Taxe sur les produits et services	22	
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Taxe sur les produits et services	19	
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Bureau de New Delhi		1 799
Ministère du Solliciteur général		
Fonds commémoratif Craig Campbell	12 536	
Taxe sur les produits et services	6 421	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de Police de l'Ontario	(885)	(1 010)
Planification des services d'urgence	(20 000)	20 000
	(1 928)	18 990
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats: Commission des parcs du St Laurent	(3 950)	350
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	(11 901)	(31 948)
Ministère des Collèges et Universités		
Prix John C. Polanyi	25 295	22 144
Bourses la reine Elizabeth II	10 028	(6 079)
Loi de 1974 sur les écoles privées de formation professionnelle	(48 990)	(41 287)
	(13 667)	(25 222)
Ministère du Revenu		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	(47 153)	50 056
Ministère des Services gouvernementaux		
Taxe sur les produits et services	38 235	
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	(5 950)	85 190
Compte de fiducie des services des biens immobiliers	(806 828)	331 830
	(774 543)	417 020
Total des autres dépôts	38 397 902	51 900 333
Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	168 826 278	366 546 561

ANNEXES À L'ÉTAT DU FINANCEMENT

PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe énumère les opérations d'emprunt qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-39, 2-40) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS	
ÉMISSIONS PUBLIQUES			
Émissions de l'Ontario ($ CAN)			
GH	10,875	10 janvier 2001	1 050 000 000
GJ	10,75	1er mai 1996	1 050 000 000
			2 100 000 000
Bons du Trésor — divers, 91 jours			500 000 000
			2 600 000 000
		EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS	
Émissions de l'Ontario — ($ US)			
GL	8,5	28 février 2001	600 000 000
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			600 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991			
TAUX DE CHANGE : 1,1578 $			694 672 280
		EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING	
Émissions de l'Ontario (livres sterling)			
GK	11,125	14 février 2001	100 000 000
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING			100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991			
TAUX DE CHANGE : 2,25 $			225 000 000
TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS			3 519 672 280

ANNEXES À L'ÉTAT DU FINANCEMENT

REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéance et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet de réduire le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-39, 2-40) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale	
	%		$	$
		EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
À rembourser au ministre des Finances du Canada				
Régime des pensions du Canada :				
CPP	6,79 - 8,14	du 1er avril 1990 au 3 mars 1991	476 038 000	
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver :				
WC	7,46 - 9,91	du 31 mars 1991 au 31 mars 1997	2 726 976	
Loi sur le financement des travaux municipaux :				
MW	5,25 - 5,625	du 31 mai 1991 au 1er octobre 1998	1 163 395	
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois :				
ELP	6,89	du 1er octobre 1990 au 1er octobre 1994	997 190	
Prêts fédéraux-provinciaux garantis :				
SD	6,51	du 30 mars 1991 au 30 mars 1993	219 591	481 145 152
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :				
CMHC	5,125 - 15,75	du 1er avril 1990 au 1er avril 2021		4 076 876
À rembourser à la Caisse de retraite des fonctionnaires				
PSPF	6,00 - 10,18	31 mars 1991		30 214 462
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario				
TI	10,18 - 11,70	du 14 décembre 1990 au 31 mars 1991		172 784 411
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS				688 220 901

ANNEXE DES OPÉRATIONS D'ONTARIO HYDRO

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

La présente annexe récapitule tous les emprunts contractés par la province pendant l'exercice pour le compte d'Ontario Hydro. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière le détail des comptes du passif (Débentures émises) et de l'actif (Avances consenties à Ontario Hydro) issus de ces opérations (pages 2-36 et 2-39, respectivement).

		1991 $		1990 $
Produit des emprunts contractés (RPC)				650 712 000
Emprunts remboursés		(50 790 603)		(435 615 060)
Produit net		(50 790 603)		215 096 940
Différentiel de change		(50 596 813)		(105 522 597)
Augmentation nette (diminution) des débentures et billets émis aux fins d'Ontario Hydro		(101 387 416)		109 574 343
Avances, intérêts et recouvrements connexes				
Avances à Ontario Hydro provenant du RPC				650 712 000
Intérêt sur titres				
provenant de titres émis au public		545 376 160		593 729 848
provenant du Régime de pensions du Canada		315 058 092		282 322 567
		860 434 252		876 056 415
Recouvrements d'Ontario Hydro				
Intérêt sur avances				
provenant de titres émis au public	(545 376 160) $		(593 729 848) $	
provenant du Régime de pensions du Canada	(315 058 092)	(860 434 252)	(282 322 567)	(876 052 415)
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		(50 790 603)		(435 615 060)
		(911 224 855)		(1 311 667 475)
Avances nettes		(50 790 603)		215 096 940
Différentiel de change		(50 596 813)		(105 522 597)
Avances, intérêt, différentiel de change et recouvrements connexes (montant net)		(101 387 416)		109 574 343

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

	1991	1990
	$	$
Placements temporaires	6 320 275 746	5 687 985 775
Encaisse	(3 712 528 113)	(3 084 065 766)
	2 607 747 633	2 603 920 009

Les placements temporaires, comptabilisés au coût, sont essentiellement constitués de titres à court terme négociables, émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements fédéral et provincial. Les paiements effectués au cours des 30 jours qui ont suivi le 31 mars se sont élevés à 2 210 512 492 $ (1 896 391 163 $ en 1990); ils ont été déduits de l'encaisse totale figurant dans ce bilan.

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

	1991	1990
	$	$
Société de développement de l'Ontario	234 016 442	231 647 181
Société de développement du Nord de l'Ontario	42 736 088	44 085 582
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	35 207 935
Société de développement de l'Est de l'Ontario	29 986 656	31 518 881
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	16 558 810	19 772 600
Société ontarienne d'aménagement municipal	10 635 813	13 169 351
Stadium Corporation of Ontario Ltd.	4 085 357	4 766 250
Agence de foresterie du parc Algonquin	300 000	100 000
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales		100 000
	373 527 101	380 367 780

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des *Comptes publics* de l'exercice 1990-91.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des programmes de prêts et administrent les garanties que la province accorde sur certains prêts bancaires consentis aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires à ces différents programmes de prêts ont été avancés par la province; elle a également défrayé les trois sociétés de toutes leurs charges administratives, du coût des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais encourus pour honorer les garanties, ce qui représente un transfert total de 42 281 340 $ en 1991 (35 111 058 $ en 1990). Des avances consenties à ces sociétés, il faut retrancher les remises de dettes et les radiations effectuées en leur faveur, soit 21 millions de dollars en 1991 (9 millions de dollars en 1990).

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par camion, avion, autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. Après déduction des subventions provinciales (23 695 000 $ pour l'année civile 1990, 24 818 000 $ pour 1989), le bénéfice net enregistré par la Commission a été de 3 788 861 $ pendant l'année civile 1990 (18 767 000 $ en 1989).

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (suite)

La Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative (311 539 $ en 1991, 369 664 $ en 1990) pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

Créée en 1950, la Société ontarienne d'aménagement municipal a pour mandat d'acheter des débentures émises par des municipalités de l'Ontario pour financer des travaux et des projets de construction locaux.

La province a avancé à la Stadium Corporation of Ontario Ltd. la somme de 4 085 357 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation.

L'Agence de foresterie du parc Algonquin a pour objets la récolte du bois sur les terres de la Couronne et l'exécution de programmes de gestion forestière et des terres avantageux pour l'Ontario.

DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS

	1991 $	1990 $
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	512 889 874	475 051 456

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. Le recouvrement des dotations consenties est étalé sur une période qui correspond à la durée de l'accord conclu entre le ministère et chaque municipalité.

Une partie des accords conclus au sujet de ces dotations (représentant un investissement de 440 423 388 $) concernent des installations appartenant à la province qui sont financées par une facturation directe des services fournis aux usagers. Les recettes de cette facturation permettent notamment d'amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre 40 ans, de payer les frais d'exploitation encourus et de rentabiliser l'investissement initial de la province.

D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement servant à rembourser le capital devra être versée dans un fonds d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1990, les sommes accumulées à ce titre pour les ententes en cours s'élevaient à 26 836 542 $ (28 502 058 $ en 1990); elles ont été déduites du total de la dotation initiale. Une somme de 365 189 $ a été transférée du fonds d'amortissement lors de l'expiration de certaines ententes.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

	1991 $	1990 $
Municipalités — drainage au moyen de tuyaux	93 718 971	102 463 820
Prêts au titre de l'éducation	86 935 093	114 175 916
Programme Opération Logement de l'Ontario	25 249 756	31 666 059
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	15 062 009	17 731 273
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	13 585 000	16 741 000
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	8 483 200	9 616 388
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	8 400 232	9 546 496
Assistance pour travaux municipaux	6 325 856	7 500 978
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	3 494 800	4 570 300
Bibliothèques publiques	2 559 000	3 036 000
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	478 000	697 000
Ville de Kapuskasing	246 000	246 000
Conseil de développement de Moosonee		12 000
	264 537 917	318 003 230

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES (suite)

En vertu de la *Loi sur le drainage agricole*, le trésorier de l'Ontario est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débentures se rapportant aux conseils scolaires.

En vertu du Programme Opération Logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélérer ainsi la construction de nouveaux logements.

Le Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver avait pour objet de stimuler l'emploi, notamment au cours des hivers de 1974-1975 et de 1975-1976.

La somme due par la municipalité de la communauté urbaine de Toronto représente le solde à payer sur les débentures qu'elle a émises pour financer la construction du métro. Le capital devra faire l'objet de remboursements annuels échelonnés sur une période se terminant en 1995.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les bords de plans ou de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

À la rubrique "Assistance pour travaux municipaux", on trouve les prêts consentis par la province au titre de la *Loi sur le financement des travaux municipaux*, à diverses municipalités pour certains projets. Le délai de règlement de ces prêts, garantis par des débentures, est fixé à 20 ou 30 ans, mais dans tous les cas, les sommes empruntées devront avoir été remboursées au plus tard en 1998.

Le programme fédéral-provincial de prêts pour la création d'emplois devait favoriser la création d'emplois, notamment pendant les mois d'hiver, par le lancement de nouveaux travaux d'immobilisation ou par l'accélération des travaux en cours.

Les débentures émises pour les bibliothèques publiques, représentant 2 559 000 $ en obligations municipales directes, ont pour but de financer la construction de bibliothèques.

Le programme fédéral-provincial de prêts garantis devait favoriser l'augmentation des dépenses d'investissement et, par la même occasion, la création d'emplois, notamment dans les municipalités fortement touchées par le chômage.

Les débentures de la ville de Kapuskasing souscrites par la province de l'Ontario sont remboursables sur plusieurs années; leur date d'échéance est fixée à 1994.

AUTRES PRÊTS

	1991	19909
	$	$
Fonds de garantie des pensions de retraite	22 000 000	25 000 000
Hypothèques — Société foncière de l'Ontario	16 423 826	18 530 438
Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan — Obligations	7 615 072	7 615 072
St. Mary's River Bridge Company — Actions	1 370	1 370
Prêts aux hôpitaux publics	7 466 425	12 104 656
Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales	4 108 000	4 108 000
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	2 084 779	2 286 935
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	411 981	504 491
Associations coopératives	37 000	43 000
	60 148 453	70 193 962

La *Loi de 1987 sur les régimes de retraite* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à consentir des prêts au Fonds de garantie des prestations de retraite si, à n'importe quel moment, le montant au crédit du Fonds est insuffisant pour le versement des prestations. Ce prêt portant intérêt, au montant de 22 millions de dollars, a été consenti, pour le paiement des prestations des régimes de retraite de Massey. Le principal (moins le remboursement de fonds excédentaires) et l'intérêt accumulé (calculé à 10,54% par année et composé annuellement) sont exigibles le 1er février 1995.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

AUTRES PRÊTS (suite)

Ce montant représente les hypothèques prises en charge lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario au 31 mars 1987.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la *Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie* est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ US ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. La date d'échéance est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6%, payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Au 31 mars 1991, la somme des intérêts dus à la province s'élevait à 2 281 453 $.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Au titre des prêts consentis aux hôpitaux publics, on trouve les prêts de 7 466 425 $ (12 104 656 $ en 1990) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations.

Le Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales a été établi pour protéger et stabiliser l'emploi, ainsi que pour permettre aux producteurs locaux de Perth et Timmins de faire face à la concurrence des matériaux étrangers.

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage agricole* et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

La *Loi sur les prêts aux coopératives agricoles* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder des prêts à toute association coopérative pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur les biens immobiliers de l'association et sont remboursables en 20 ans.

AVANCES CONSENTIES À ONTARIO HYDRO

	1991	1990
	$	$
Émissions publiques	5 048 951 824	5 150 339 239
Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 747 746 000
	7 796 697 824	7 898 085 239

Les états financiers d'Ontario Hydro sont présentés dans le Volume 2 des *Comptes publics* de 1990-1991.

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations soumises aux mêmes conditions que les valeurs mobilières émises pour le compte d'Ontario Hydro. Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, le produit des obligations a été de 4 357 428 000 dollars américains (4 401 247 000 $ US en 1990) et de 2 747 746 000 dollars canadiens en 1991 (2 747 746 000 dollars canadiens en 1990). Sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, la valeur des obligations libellées en dollars américains était, au 31 mars 1991, de 5 048 951 824 dollars canadiens (5 150 339 239 $ en 1990).

DÉFICIT CUMULÉ

	1991	1990
	$	$
Déficit cumulé	38 437 804 549	35 408 841 433

Le déficit cumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit cumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS

	1991 $	1990 $
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 895 384 729	1 764 956 353
Autres dépôts :		
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	73 346 804	61 859 015
Comptes d'allocations du régime de pensions de l'Assemblie législative	48 099 534	45 222 032
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	17 617 371	15 012 632
Versements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	13 642 508	10 842 638
Déductions salariales (montant net)	55 842 871	56 569 438
Fonds des puits d'extraction et des carrières	50 233 063	45 696 379
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	37 546 751	30 164 922
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	13 179 461	11 964 339
Chèques en circulation		
Trésor et Économie	10 356 297	8 137 331
Santé	5 318 342	5 145 125
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	10 946 583	9 670 743
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	6 465 768	6 425 666
Fonds des producteurs de lait et de crème	3 161 963	2 755 495
Fonds de recherche Terry Fox	1 946 423	1 943 590
Montants non réclamés — diverses lois	1 725 765	1 553 189
Fonds en fiducie d'assurance — *Loi sur la protection de l'environnement*	1 530 583	73 750
Loi de 1989 sur les ressources en agrégats	1 157 557	
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	1 130 451	1 062 253
Versements provenant des Prix John C. Polanyi	1 077 778	1 052 483
Dépôts de garantie — divers ministères	985 338	916 169
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits profonds	889 168	798 889
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	686 388	1 493 216
Legs et bourses		
Éducation	624 957	600 168
Services sociaux et communautaires	232 122	244 023
Agriculture et Alimentation	8 862	8 506
Santé	5 000	5 000
Services correctionnels	1 037	1 037
Bourses de la reine Elizabeth II	519 358	509 330
Caisse d'assurance des droits immobiliers	300 000	300 000
Capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	221 087	495 400
Cautionnements de garantie		
Loi sur le courtage commercial et immobilier	191 602	14 499
Loi sur la protection du consommateur	26 377	28 538
Agences de recouvrement	20 000	
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		5 000
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	84 211	79 162
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	75 118	68 134
Taxe sur les produits et services	58 640	
Dépôts au titre de terres étrangères	30 196	111 918
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	15 511	64 505
Fonds commémoratif Graig Campbell	12 536	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	9 686	10 571
Comptes en fiducie pour les hôpitaux	4 017	4 017
Plan d'urgence du Soliciteur général		20 000
Divers	3 300	3 081
	359 330 087	320 932 183
	2 254 714 816	2 085 888 536

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (suite)

Les dépots de la Caisse d'épargne de l'Ontario peuvent être faits dans l'une des 22 succursales de la Caisse partout en province et dans cinq agences dans les régions lointaines du Nord de l'Ontario. Pour ce qui est de ces dépôts, la Caisse a la même responsabilité qu'une banque à charte à l'égard des comptes d'épargne. On trouvera aux pages 3-10 et 3-11 les états financiers de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

Le gouvernement conserve dans le Trésor des comptes pour toutes les cotisations et les intérêts réalisés, moins les prestations de retraite et autres avantages relatifs à la Caisse de retraite des juges provinciaux, au compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative, au Fonds d'indexation des pensions de retraite de Ryerson et au compte des avantages supplémentaires des sous-ministres. Les montants consignés par la province sont les seuls éléments d'actif de ces régimes. Les dépôts effectués à la Caisse de retraite des fonctionnaires et les paiements provenant de celle-ci ne sont pas considérés comme faisant partie du Trésor.

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

En vertu de la *Loi sur les puits d'extraction et les carrières*, les exploitants agréés sont tenus d'effectuer chaque année certains dépôts auprès du trésorier de l'Ontario. Les sommes déposées sont bloquées jusqu'à ce que le programme de remise en état de la zone affectée par l'exploitation du puits ou de la carrière soit terminé conformément aux dispositions de la loi. Les intérêts annuels des dépôts sont portés au crédit du compte.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de trois sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire, les remboursements des créances (les conducteurs responsables non assurés) et le versement annuel d'intérêts sur le solde du Fonds au 31 décembre de chaque année. Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes des états financiers du Fonds à la section 3 du présent ouvrage.

En vertu d'ententes conclues entre le ministère de l'Environnement et les municipalités, le ministère maintient un Fonds de réserve en vue de pourvoir aux dépenses imprévues de renouvellement et de remplacement liées aux systèmes d'adduction d'eau et d'égouts, opérés par le ministère. La province impute les intérêts annuels au Fonds et débourse des sommes conformément aux dispositions de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'ont pas encore été présentés par les bénéficiaires au trésorier de l'Ontario et au ministère de la Santé.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au régistrateur au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Société de logement de l'Ontario a confié au trésorier de la province les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission ontarienne du lait gère la Caisse et perçoit les cotisations annuelles des producteurs. Les intérêts semi-annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme d'un million de dollars a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

Lorsque les institutions financières sont incapables de trouver la personne à qui appartiennent les actions et dépôts non réclamés, les montants correspondants sont versés au trésorier de l'Ontario à partir de comptes en fiducie tenus par des particuliers ou des sociétés, conformément aux lois provinciales, telles que la *Loi sur les caisses populaires et les credit unions*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de recouvrement*.

La *Loi sur la protection de l'environnement* exige une garantie financière afin d'assurer le respect des conditions des arrêtés ou autorisations du ministère. Cela permet au ministère de recueillir des fonds aux fins de réparation, de nettoyage et de réhabilitation à une date ultérieure.

La *Loi de 1989 sur les ressources en agrégats* a été adoptée en vue de contrôler et de réglementer les activités d'excavation et d'extraction d'agrégats sur les biens-fonds privés et de la Couronne, de minimiser les effets préjudicables sur l'environnement des activités dans ce secteur et d'exiger la réhabilitation des terrains d'où l'on a extrait des agrégats.

En vertu du paragraphe 48(2) de la *Loi sur les normes d'emploi*, les salaires non réclamés sont détenus en fiducie et versés au Trésor jusqu'à ce que l'on ait rejoint le ou les bénéficiaires.

Le ministère des Collèges et Universités a établi un fonds commémoratif de 1 000 000 $ afin de rendre hommage au Dr. John Charles Polanyi. Le prix sont accordés à partir des revenus du fonds, sur une base annuelle, aux personnes étudiant au niveau du doctorat dans les universités ontariennes.

Les autres comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis pour diverses raisons ou à des fins spéciales.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

	1990 $	1991 $
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	15 448 883 313	15 621 667 724
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 059 374 000	13 535 412 000
Fonds de retraite des fonctionnaires	6 194 480 913	6 224 695 375
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293 025 000	1 293 025 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	257 651 763	260 191 293
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	26 329 294	27 866 641
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	19 130 729	21 857 705
Loi sur le financement des travaux municipaux	6 555 322	7 718 716
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	4 735 100	5 732 289
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	482 998	702 589
	36 310 648 432	36 998 869 332
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	3 191 292 280	171 620 000
BONS DU TRÉSOR	500 000 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	40 001 940 712	37 170 489 332

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro :
(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 747 746 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	2 747 746 000	2 747 746 000

(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS

INVESTISSEMENTS DU PUBLIC		
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS 4 357 428 000 $ US (4 401 247 000 $ US en 1990)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 1,1587 $ (1,1702 $ en 1990)	5 048 951 824	5 150 339 239
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	7 796 697 824	7 898 085 239
TOTAL DES DETTES CONTRACTÉES	47 798 638 536	45 068 574 571

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES (fin)

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Les créances de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario consistent en des débentures non négociables de la province.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada permet à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Le Fonds de retraite des fonctionnaires est administré par le Conseil du régime de retraite des fonctionnaires. Les créances du Fonds de retraite des fonctionnaires consistent en des débentures non négociables de la province.

Jusqu'en 1978, la Caisse du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, une caisse de retraite destinée aux fonctionnaires employés par les administrations municipales, investissait l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres était établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme lancés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représente les obligations qui étaient assumées par la SCHL et qui ont été prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt et échéant à 91 jours sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les obligations émises en vertu de la *Loi sur le financement des travaux municipaux* et des trois programmes de prêts fédéraux-provinciaux sont des débentures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

La province a emprunté la somme de 2 747 746 000 $ au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens et en dollars des américains.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Montant de la dette contractée pour les besoins de la province						
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
À payer au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992	1972	CPP	6,75 à 7,54	498 328 000	498 328 000	
1993	1973	CPP	7,08 à 7,51	536 357 000	536 357 000	
1994	1974	CPP	7,30 à 7,75	606 592 000	606 592 000	
1995	1975	CPP	7,61 à 9,25	701 797 000	701 797 000	
1996	1976	CPP	8,21 à 9,48	784 084 000	784 084 000	
1997	1977	CPP	8,73 à 9,25	812 840 000	812 840 000	
1998	1978	CPP	8,77 à 9,37	851 058 000	851 058 000	
1999	1979	CPP	9,35 à 10,16	915 916 000	915 916 000	
2000	1980	CPP	9,98 à 12,74	987 943 000	987 943 000	
2001	1981	CPP	12,50 à 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 à 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 à 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 à 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 à 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 à 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 à 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
					13 059 374 000	(5)
Loi sur le financement des travaux municipaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992-1997	1965-1967	MW	5,25 - 5,375	22 301 893	6 190 591	(1)(10)
1992-1999	1967-1969	MW	5,375 - 5,625	11 582 874	364 731	(1)(11)
					6 555 322	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1991 à 1997	1977	WC	7,46 - 9,91	42 355 206	19 130 729	(10)
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992 à 1995	1975	ELP	6,98	14 826 091	4 735 100	(10)
Prêts garantis fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992 à 1993	1973	SD	6,51	2 921 213	482 998	(10)
Total dû au ministre des Finances du Canada					13 090 278 149	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants :						
1992	1990	TI	9,61	43 496 064	43 496 064	
1993	1972-1990	TI	6,00 à 9,23	506 071 735	506 071 735	
1994	1974-1990	TI	8,06 à 9,95	251 537 941	251 537 941	
1995	1990	TI	11,44	63 793 761	63 793 761	
1996	1976	TI	10,04	197 500 000	197 500 000	
1997	1972-1990	TI	8,57 à 16,93	337 419 517	337 419 517	
1998	1973-1990	TI	7,86 à 14,57	226 553 824	226 553 824	
1999	1979-1990	TI	9,51 à 12,73	609 888 869	609 888 869	
2000	1975-1990	TI	8,39 à 13,13	960 288 107	960 288 107	
2001	1981-1990	TI	11,05 à 11,10	717 238 319	717 238 319	
2002	1977-1990	TI	9,54 à 10,11	492 524 321	492 524 321	
2003	1978-1990	TI	9,82 à 10,53	655 570 855	655 570 855	
2004	1982-1984	TI	12,88 à 13,34	900 000 000	900 000 000	
2005	1984-1985	TI	12,60 à 13,27	821 000 000	821 000 000	
2006	1985-1986	TI	11,07 à 14,40	1 070 000 000	1 070 000 000	
2007	1985-1987	TI	10,26 à 13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1988	TI	10,15 à 15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1989	TI	10,98 à 11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	
2010	1986-1990	TI	10,22 à 11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988	TI	10,68 à 11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989	TI	11,06 à 11,31	625 000 000	625 000 000	
					15 448 883 313	(1)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
1994	1974	MER	5,49 à 8,15	129 500 000	129 500 000	
1995	1974-1975	MER	5,56 à 9,81	148 825 000	148 825 000	
1996	1974-1976	MER	5,54 à 10,05	182 250 000	182 250 000	
1997	1974	MER	6,00	20 100 000	20 100 000	
1998	1974	MER	6,30	24 900 000	24 900 000	
1999	1974	MER	7,21	33 100 000	33 100 000	
2000	1974	MER	8,19	46 700 000	46 700 000	
2001	1971	MER	9,10	57 600 000	57 600 000	
2002	1972	MER	7,85	75 000 000	75 000 000	
2003	1973-1977	MER	8,02 à 10,28	265 800 000	265 800 000	
2004	1978	MER	9,45	187 950 000	187 950 000	
2007	1979	MER	9,77	121 300 000	121 300 000	
					1 293 025 000	(1)
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992-1994	1979	CMHC	5,125	40 810	10 807	
1992-1997	1979	CMHC	5,750	142 968	64 543	
1992-2003	1971-1978	CMHC	5,375	688 415	411 714	
1992-2004	1974-1975	CMHC	5,125 à 7,875	1 296 489	885 550	
1992-2005	1971-1975	CMHC	5,125 à 8,625	2 754 646	1 941 625	
1992-2006	1973-1976	CMHC	5,125 à 10,375	2 200 837	1 767 192	
1992-2007	1974-1977	CMHC	5,375 à 10,375	6 049 712	5 012 531	
1992-2010	1970-1975	CMHC	5,75 à 6,875	4 312 601	3 202 308	
1992-2011	1971-1976	CMHC	5,375 à 8,25	5 876 136	4 839 931	
1992-2012	1972	CMHC	6,875 à 8,25	7 281 714	6 051 461	
1992-2013	1973	CMHC	7,25 à 8,25	1 252 053	1 067 921	
1992-2014	1974	CMHC	6,125 à 8,25	19 734 125	16 935 746	
1992-2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	11 488 523	10 088 965	
1992-2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	22 775 312	20 523 559	
1992-2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	15 797 368	14 588 954	
1992-2018	1977-1978	CMHC	7,625 à 13,00	38 133 367	35 979 292	
1992-2019	1977-1980	CMHC	7,625 à 15,25	41 958 001	40 007 557	
1992-2020	1978-1980	CMHC	7,625 à 15,75	65 976 661	63 240 682	
1992-2021	1981	CMHC	9,50 à 15,75	30 946 135	29 882 523	
1992-2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	1 177 064	1 148 992	
					257 651 763	(10)
Dette contactée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 40 :						
1992-2002	1981	CMHC	7,099	36 967 243	26 329 294	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des fonctionnaires						
Exercice se terminant le 31 mars						
1992	1990	PSPF	6,00 à 16,76	86 853 759	86 853 759	
1993	1990	PSPF	6,00 à 10,00	124 078 601	124 078 601	
1994	1990	PSPF	6,00 à 12,25	88 374 884	88 374 884	
1995	1990	PSPF	6,00 à 12,96	119 707 296	119 707 296	
1996	1990	PSPF	6,00 à 13,21	149 656 867	149 656 867	
1997	1990	PSPF	6,00 à 9,28	128 572 090	128 572 090	
1998	1990	PSPF	8,061 à 14,57	134 168 399	134 168 399	
1999	1990	PSPF	8,392 à 10,07	93 032 673	93 032 673	
2000	1990	PSPF	10,043 à 11,53	111 566 062	111 566 062	
2001	1990	PSPF	10,107 à 13,40	150 128 500	150 128 500	
2002	1990	PSPF	9,819 à 16,95	189 625 639	189 625 639	
2003	1990	PSPF	9,508 à 14,65	198 439 585	198 439 585	
2004	1990	PSPF	9,828 à 12,78	236 645 193	236 645 193	
2005	1990	PSPF	11,053 à 13,33	254 022 865	254 022 865	
2006	1990	PSPF	11,16 à 13,335	278 440 847	278 440 847	
2007	1990	PSPF	` 15,381	322 097 208	322 097 208	
2008	1990	PSPF	` 12,795	390 170 953	390 170 953	
2009	1990	PSPF	` 12,88	403 677 388	403 677 388	
2010	1990	PSPF	` 13,33	417 432 428	417 432 428	
2011	1990	PSPF	` 11,55	495 956 297	495 956 297	
2012	1990	PSPF	` 10,38	552 378 163	552 378 163	
2013	1990	PSPF	` 11,10	604 295 996	604 295 996	
2014	1990	PSPF	` 11,19	665 159 220	665 159 220	
					6 194 480 913	
TOTAL DE LA DETTE NON-PUBLIQUE					36 310 648 432	

(a) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

INVESTISSEMENTS DU PUBLIC						
1er nov. 1996	5 fév. 1991	GJ	10,75	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
15 déc. 1996	15 déc. 1971	EN	7,25	75 000 000	52 221 000	(3)
1er août 1997	1er août 1972	EQ	8,00	100 000 000	4 378 000	(3) (4)
1er déc. 1997	1er déc. 1972	ES	7,75	100 000 000	88 147 000	(3)
22 mars 1998	22 mars 1976	FF	9,75	150 000 000	6 807 000	(3) (9)
1er juill. 1998	7 juill. 1975	FB	9,00	150 000 000	3 930 000	(3) (8)
10 déc. 2000	10 déc. 1987	FE	9,75	16 137 000	16 137 000	(3)
10 janv. 2001	10 janv. 1991	GH	10,875	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
					2 271 620 000	
BONS DU TRÉSOR					500 000 000	(12)
					2 771 620 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(b) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS						
28 fév. 2001	28 fév. 1991	GL	8,500	600 000 000	600 000 000	
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNITS EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS ...					600 000 000	US
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX D'ÉCHANGE : 1,1578 $					694 672 280	(1) (13)
(c) EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING (1)(13)						
14 fév. 2001	14 fév. 1991	GK	11,125	100 000 000	100 000 000	(13)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					100 000 000	£
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 : 2,25 $					225 000 000	(1) (14)
TOTAL DE LA DETTE PUBLIQUE					3 691 292 280	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					40 001 940 712	
Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro						
(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 à 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 à 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 à 9,72	388 715 000	388 715 000	
2009	1989	CPP	9,62 à 10,31	589 319 000	589 319 000	
2010	1990	CPP	9,61 à 10,31	650 712 000	650 712 000	
					2 747 746 000	(5)
(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS						
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC						
5 nov. 1991	5 nov. 1981	FS	16,00	100 000 000	99 650 000	(1)
25 févr. 1992	25 févr. 1982	FV	15,75	200 000 000	196 815 000	(1)
31 août 1992	31 août 1982	FX	14,625	200 000 000	194 625 000	(1)
4 avr. 1994	4 avr. 1984	GG	12,50	250 000 000	250 000 000	(1)
1er avr. 1996	1er avr. 1966	DW	5,50	35 000 000	28 423 000	(6)
15 avr. 1997	15 avr. 1967	DX	5,625	65 000 000	53 770 000	(6)
1er déc. 1997	1er déc. 1967	EA	6,875	75 000 000	60 510 000	(6)
1er août 1998	1er août 1968	EC	7,125	75 000 000	56 260 000	(6)
15 févr. 1999	15 févr. 1969	EE	7,375	75 000 000	58 305 000	(6)
1er sept. 1999	1er sept. 1969	EH	8,375	100 000 000	66 340 000	(7)
15 févr. 2000	15 juill. 1970	EJ	9,25	100 000 000	56 840 000	(7)
1er août 2000	1er août 1970	EK	9,25	75 000 000	42 705 000	(7)
15 mai 2001	15 mai 1971	EL	7,85	100 000 000	70 135 000	(7)
15 mai 2002	15 mai 1972	EP	7,70	100 000 000	77 850 000	(7)
15 déc. 2002	15 déc. 1972	ET	7,30	100 000 000	66 475 000	(7)
15 oct. 2003	15 oct. 1973	EU	7,90	125 000 000	76 410 000	(7)
15 mars 2004	15 mars 1974	EV	8,60	125 000 000	99 555 000	(7)
1er mars 2005	1er mars 1975	EX	8,875	200 000 000	160 095 000	(7)
15 juin 2005	15 juin 1975	EZ	9,125	150 000 000	120 670 000	(7)
15 nov. 2005	15 nov. 1975	FD	9,25	200 000 000	163 070 000	(7)
15 janv. 2007	15 janv. 1977	FG	8,40	300 000 000	254 355 000	(7)
15 sept. 2007	15 sept. 1977	FH	8,375	200 000 000	170 720 000	(7)
5 janv. 2008	5 janv. 1978	FJ	8,75	250 000 000	228 660 000	(7)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC (suite)						
1er juin 2008	1er juin 1978	FK	9,375	200 000 000	180 745 000	(7)
30 nov. 2008	30 nov. 1978	FL	9,375	250 000 000	224 765 000	(7)
1er mars 2009	1er mars 1979	FM	9,75	300 000 000	256 855 000	(7)
20 sept. 2009	20 sept. 1979	FN	9,875	300 000 000	265 370 000	(7)
1er mai 2011	1er mai 1981	FR	15,125	200 000 000	165 535 000	(7)
5 nov. 2011	5 nov. 1981	FT	17,00	150 000 000	149 845 000	(7)
15 mars 2012	15 mars 1982	FW	15,75	200 000 000	178 585 000	(7)
31 août 2012	31 août 1982	FY	15,25	100 000 000	90 500 000	(7)
10 mars 2013	10 mars 1983	GB	11,50	100 000 000	95 775 000	(7)
25 avr. 2013	25 avr. 1983	GD	11,75	100 000 000	97 215 000	(7)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS . .					4 357 428 000 US	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX DE CHANGE : 1,1587 $					5 048 951 824	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					7 796 697 824	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					**47 798 638 536**	

Références :

(1) Non remboursable par anticipation.

(2) Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement et prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

(3) Remboursable au pair, 5 ans avant la date d'échéance.

(4) Des débentures représentant un montant de 100 000 000 $ ont été émises. Leur date d'échéance a été fixée au 1er août 1997, étant entendu que tout ou partie d'entre elles pourront également arriver à échéance le 1er août 1980 si le détenteur en a fait la demande entre le 1er août 1979 et le 1er février 1980.

(5) Les titres de placement vendus à la Caisse d'investissement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit du dit fonds représenté par des titres de l'Ontario.

(6) Remboursable à vue de 15 à 27 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(7) Remboursable à vue de 15 à 25 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(8) Payable au pair 15 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 1er juillet 1982 et le 1er janvier 1983.

(9) Payable au pair 12 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 22 mars 1985 et le 22 septembre 1985.

(10) Les conditions relatives à ces débentures stipulent que des paiements égaux, constitués de capital et d'intérêts, doivent être effectués annuellement jusqu'à échéance.

(11) Les conditions relatives à ces débentures stipulent que des paiements égaux doivent être effectués annuellement pour une période donnée. Une fois cette période écoulée, des paiements moindres sont effectués pendant une autre période donnée. Le montant des paiements peut être réduit d'une fois au cours du terme. Les paiements comprennent le capital et les intérêts se rapportant à ce dernier.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

(12) La province a conclu avec diverses parties une série d'ententes d'échanges financiers portant sur les taux d'intérêt qui totalisent 500 millions de dollars. En vertu de ces ententes, le taux d'intérêt variable sur les bons du Trésor de la province est converti en une série de taux fixes s'échelonnant entre 10,35 % et 10,84 %, ce qui donne une moyenne pondérée de 10,645 %.

(13) Le gouvernement de la province a conclu diverses ententes d'échange de devises et de taux d'intérêt en vertu desquelles des dollars américains ont été convertis en dollars canadiens à un taux de 1,1578. Au 31 mars 1991, on a établi à 10,2653 % le taux d'intérêt réel appliqué à un montant de 425 millions de dollars canadiens, un taux d'intérêt variable a été fixé pour les 269 672 280 $ restants.

(14) Le gouvernement de la province a conclu un entente d'échange de devises et de taux d'intérêt en vertu de laquelle des livres sterling ont été converties en dollars canadiens à un taux de change de 2,25 et à un taux d'intérêt réel de 10,727 %.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1991	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
	(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS				
15 déc. 1991	1987	9,00	700 000 000	700 000 000	(2)
1er avr. 1992	1969	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1992	1987	8,00	250 000 000	250 000 000	(2)
16 juin 1992	1990	11,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 août 1992	1969	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
18 sept. 1992	1969	7,00	65 000 000	65 000 000	(5)
15 déc. 1992	1988	10,75	600 000 000	600 000 000	(2)
15 janv. 1993	1988	9,75	500 000 000	500 000 000	(2)
15 janv. 1993	1988	9,75	200 000 000	200 000 000	(2)
1er juin 1993	1989	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
16 juin 1993	1989	10,00	800 000 000	800 000 000	(2)
15 sept. 1993	1984	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
18 oct. 1993	1984	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
16 déc. 1993	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
23 déc. 1993	1987	9,00	300 000 000	300 000 000	(2)
22 févr. 1994	1984	12,00	150 000 000	150 000 000	(2)
18 mars 1994	1969	7,75	35 000 000	35 000 000	(6)
1er avr. 1994	1971	9,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1994	1970	7,75	40 000 000	40 000 000	(6)
28 août 1994	1985	13,00	300 000 000	300 000 000	(2)
1er oct. 1994	1970	8,25	25 000 000	25 000 000	(6)
8 nov. 1994	1985	12,75	250 000 000	250 000 000	(2)
1er déc. 1994	1970	8,50	30 000 000	30 000 000	(6)
8 déc. 1994	1990	10,00	600 000 000	600 000 000	(2)
1er févr. 1995	1970	9,00	50 000 000	9 281 000	(6)(10)
1er févr. 1995	1985	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
30 mai 1995	1986	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
16 juin 1995	1991	11,85	750 000 000	750 000 000	(2)
30 juin 1995	1971	9,00	60 000 000	60 000 000	(6)
16 oct. 1995	1991	11,70	300 000 000	300 000 000	(2)
19 nov. 1995	1986	10,75	250 000 000	250 000 000	(2)
19 nov. 1995	1986	10,75	300 000 000	300 000 000	(2)
30 nov. 1995	1971	8,75	75 000 000	75 000 000	(6)
14 janv. 1996	1986	10,00	250 000 000	250 000 000	(2)
4 févr. 1996	1971	7,50	100 000 000	100 000 000	(6)
1er avr. 1996	1972	7,625	60 000 000	60 000 000	(6)
22 avr. 1996	1987	9,00	450 000 000	450 000 000	(2)
22 avr. 1996	1987	9,00	200 000 000	200 000 000	(2)
21 juill. 1996	1972	8,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 sept. 1996	1972	7,875	100 000 000	100 000 000	(6)
15 sept. 1996	1977	8,25	6 500	6 500	(1)(6)
1er févr. 1997	1972	7,375	70 000 000	70 000 000	(6)
19 févr. 1997	1991	10,625	500 000 000	500 000 000	(2)
5 avr. 1997	1973	7,625	100 000 000	100 000 000	(6)
1er mai 1997	1987	8,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 sept. 1997	1973	8,25	100 000 000	100 000 000	(6)
1er oct. 1997	1991	11,00	250 000 000	250 000 000	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1991	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
	(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS (suite)				
1er févr. 1998	1973	7,75	100 000 000	100 000 000	(6)
10 févr. 1998	1988	10,00	300 000 000	300 000 000	(2)
15 mai 1998	1974	8,00	125 000 000	125 000 000	(6)
16 juin 1998	1989	10,375	150 000 000	150 000 000	(2)
12 juil. 1998	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
30 nov. 1998	1974	8,50	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mars 1999	1974	8,50	75 000 000	75 000 000	(6)
14 juin 1999	1975	9,75	75 000 000	75 000 000	(6)
3 août 1990	1990	9,625	650 000 000	650 000 000	(2)
15 août 1999	1975	10,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 nov. 1999	1975	10,00	60 000 000	60 000 000	(6)
10 janv. 2000	1975	9,75	60 000 000	60 000 000	(6)
10 févr. 2000	1975	9,50	100 000 000	100 000 000	(6)
21 mai 2000	1976	10,25	65 000 000	65 000 000	(6)
8 août 2000	1991	11,20	600 000 000	600 000 000	(2)
30 oct. 2000	1976	10,75	100 000 000	100 000 000	(6)
29 janv. 2001	1976	10,25	150 000 000	150 000 000	(6)
18 mai 2001	1977	10,00	300 000 000	300 000 000	(6)(15)
3 mars 2002	1982	17,00	100 000 000	100 000 000	(4)
30 nov. 2002	1983	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(14)
30 nov. 2002	1984	12,50	100 000 000	100 000 000	(3)(14)
1er mai 2003	1985	13,50	150 000 000	150 000 000	(3)
5 oct. 2003	1977	9,50	150 000 000	150 000 000	(7)
6 janv. 2004	1977	9,25	750 000 000	750 000 000	(7)(16)
25 janv. 2005	1978	9,375	200 000 000	200 000 000	(7)
1er mai 2005	1979	9,75	200 000 000	200 000 000	(7)
21 avr. 2006	1982	14,25	225 000 000	225 000 000	(6)
27 juin 2008	1979	9,75	200 000 000	200 000 000	(8)
30 août 2008	1979	9,50	200 000 000	200 000 000	(8)
4 avr. 2009	1980	10,25	300 000 000	300 000 000	(8)
10 mai 2009	1980	10,00	300 000 000	300 000 000	(8)
15 janv. 2010	1986	10,50	250 000 000	250 000 000	(6)
25 mars 2010	1980	13,375	150 000 000	150 000 000	(7)
14 mai 2010	1981	13,25	325 000 000	325 000 000	(7)
29 janv. 2011	1981	13,00	325 000 000	325 000 000	(7)
17 oct. 2014	1990	10,00	300 000 000	300 000 000	(2)
17 oct. 2014	1990	10,00	350 000 000	350 000 000	(2)
6 févr. 2020	1990	10,00	500 000 000	500 000 000	(2)
1er oct. 2020	1991	11,00	250 000 000	250 000 000	(2)
27 nov. 2020	1991	11,50	250 000 000	250 000 000	(2)
				20 254 287 500	
Moins : achats aux fins du remboursement de la dette				1 091 808 000	
				19 162 479 500	
Billets à long terme au 31 mars 1991		9.50		243 000 000	
Billets à court terme au 31 mars 1991		Variable		118 650 000	
				19 524 129 500	
	MARCHÉ INTERNATIONAL, EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
8 janv. 1996	1991	10,875	1 250 000 000	1 250 000 000	
19 mars 2001	1991	10,00	1 000 000 000	1 000 000 000	
				2 250 000 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1991	Références
OBLIGATION EN EURODOLLARS EXIGIBLE À TORONTO, CANADA, EN DOLLARS CANADIENS					
29 mars 1999	1989	10,875	500 000 000	500 000 000	(2)
				500 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				22 274 129 500	
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS AMÉRICAINS (11)					
5 août 1992	1982	15,00	150 000 000	150 000 000	
14 oct. 1992	1982	12,75	200 000 000	200 000 000	
9 févr. 1994	1984	11,625	200 000 000	200 000 000	
				550 000 000	(2)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX DE CHANGE : 1,1587 $				637 285 000	
EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS (11)					
15 mars 1992-1996	1976	9,50	650 000 000	256 750 000	(12)
1er mai 1995	1991	9,25	600 000 000	600 000 000	(12)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS AMÉRICAINS				856 750 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX DE CHANGE : 1,1587 $				992 716 225	
EXIGIBLE À ZURICH, EN FRANCS SUISSES (11)					
19 mars 2001	1991		150 000 000	150 000 000	
TOTAL EXIGIBLE À ZURICH, EN FRANCS SUISSES				150 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX DE CHANGE : ,7961 $				119 415 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS DU TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS ET EN FRANCS SUISSES				1 749 416 225	
TOTAL POUR ONTARIO HYDRO				24 023 545 725	
TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS				24 023 545 725	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1991	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de crédit aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1975	Préférentiel + 1,00	926 305	
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1982	Préférentiel	300 000	
Fonds de secours des entreprises sinistrées	1985	Préférentiel	394 301	
Programme de garantie de prêts d'exploitation de l'Ontario	1985	Préférentiel + 1,00	1 301 649	(13)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			2 922 255	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario :				
Classe "A"	Variable	Préférentiel	70 794 804	
Classe "B"	Variable	Préférentiel + 1,00	104 811 250	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			175 606 054	
MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE				
Fonds d'indemnisation de l'industrie du tourisme			4 600 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE			4 600 000	
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Société ontarienne d'assurance des actions et des dépôts	1984	Préférentiel –0,25	2 062 070	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			2 062 070	
MINISTÈRE DU LOGEMENT				
Projet du St Lawrence Square (Ataratiri)	1989	Variable	223 400 000	(18)
Crédits hypothécaires à la rénovation des logements				
Programme de réassurance	1985	Variable	3 429 705	
Société de logement de l'Ontario				
Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme Maisons pour de bon	1989	Variable	1 230 440 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU LOGEMENT			1 457 269 705	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	9,8342	500 000	(17)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			500 000	
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Programme de prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	1984	Préférentiel + 1,00	11 809 671	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			11 809 671	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

PRÊTS GARANTIS (suite)

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1991	Références
		%	$	
MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS				
Commission des parcs du Niagara	1991	Préférentiel	4 000 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS			4 000 000	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Stadium Corporation of Ontario Ltd.	1986	Préférentiel	2 268 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			2 268 000	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel	98 813 645	
Engagement à l'égard des credit unions et des caisses populaires	1988	Bons du trésor	53 750 000	
Programme d'encouragement au redéveloppement touristique	Variable	Préférentiel + 1,00	60 736 917	
Programme général pour le secteur manufacturier	Variable	Préférentiel à préférentiel + 2,00	15 000 000	
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel + 1,00	69 805 423	e
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			298 105 985	
COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO				
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	Préférentiel	1 014 704	
TOTAL POUR LA COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO			1 014 704	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			1 960 158 444	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1991	Références
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS				
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Entente au titre de l'assurance sur les biens exportés aux États-Unis	1990	S.O.	39 407	(22)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			39 407	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE				
Detroit Urban Transportation Corporation		S.O.	1 800 000	(19)
Santa Clara County Transit Authority		S.O.	40 000	(20)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			1 840 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS			1 879 407	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1991 TAUX DE CHANGE : 1,1587 $			2 177 669	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Financial Trust Company	1988	Préférentiel—0,25	7 966 000	(9)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			7 966 000	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	S.O.	5 156 000	
Stadium Corporation of Ontario Ltd.	1986	S.O.	9 000 000	(21)
Garanties hypothécaires — Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	1 451 010	(23)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			15 607 010	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			23 573 010	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			25 750 679	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			26 009 454 848	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

RÉFÉRENCES

(1) Des obligations à 8,5% ont été émises pour un montant de 75 000 000 $. Leur date d'échéance était le 15 septembre 1976. Les détenteurs d'obligations représentant un montant de 6 500 $ ont choisi d'exercer une option leur permettant d'obtenir des obligations représentant un montant équivalent en principal; leur date d'échéance est le 15 septembre 1996 et elles portent intérêt au taux de 8,25%.
(2) Non remboursables par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(6) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(7) Remboursables au pair, 7 ans avant la date d'échéance.
(8) Remboursables au pair, 8 ans avant la date d'échéance.
(9) Engagement à fournir, sur demande, une garantie de 10 millions de dollars, plus les intérêts courus à la Financial Trust Company en vue de faciliter sa vente à la Central Guaranty Trusco Limited. La garantie a été requise et fournie par la province durant l'exercice financier 1990-91.
(10) La valeur des obligations émises par la province s'élève à 50 000 000 $. Ces titres comportaient deux dates d'échéance, laissées au libre choix des détenteurs : s'ils en avaient fait la demande avant le 1er août 1974, les débiteurs pouvaient être remboursés à la première date d'échéance, fixée au 1er février 1975. Ainsi, la valeur des obligations remboursées à cette date a été de 40 719 000 $. Les obligations remboursées à leurs titulaires à la deuxième date, le 1er février 1995, représenteront le solde, soit 9 281 000 $.
(11) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation sont exprimées dans la devise d'émission.
(12) Échéance annuelle 1992-1995, 5,5% du capital initial actuellement en circulation, pour une valeur au pair. En 1996, il restera donc 17,5% du capital initial en circulation.
(13) La province garantit le remboursement de 60% du capital et des intérêts.
(14) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 000 000 $, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 000 000 $.
(15) Émises en deux tranches : 150 millions de dollars le 18 mai 1976, et 150 millions de dollars le 15 juillet 1976.
(16) Émises en quatre tranches : 200 millions de dollars le 6 janvier 1977, 200 millions de dollars le 10 mars 1977, 200 millions de dollars le 6 juin 1977, et 150 millions de dollars le 15 novembre 1977.
(17) La dette nette de la province est limitée à 5% du plus petit des deux montants suivants : 10 000 000 $ ou l'encours des prêts.
(18) La province a accepté de garantir les sommes prêtées à la cité de Toronto pour l'aménagement du projet du St Lawrence Square jusqu'à un total de 800 millions de dollars incluant les intérêts.
(19) Indemnité que la province a accepté de verser au titre de garanties de bonne exécution émises par la Seaboard Surety Company.
(20) Lettre de crédit de soutien à une banque californienne à titre d'acte de garantie.
(21) La province est responsable des obligations financières assumées par la Ontario Stadium Corporation Ltd. qui a terminé la construction du Skydome au 31 mars 1991—11 reste environ 9 millions de dollars à payer.
(22) Le gouvernement, en tant que réassureur, assume 48% de l'ensemble des risques. Toute assurance responsabilité civile sur les biens exportés aux Etats-Unis déjà en vigueur était valide jusqu'au 31 décembre 1990 mais la responsabilité provinciale demeure pour les 48% des demandes de règlement impayées totalisant 81 346 $.
(23) Le ministère du Trésor et de l'Économie a assumé la dette éventuelle à l'égard du fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1991

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties enumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Leonard Rosenberg, Greymac Credit Corporation, Greymac Trust Company et Crown Trust Company.
2. Dudley Abbot et al., (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust Company).
3. Demandes liées au vaccin contre la coqueluche.
4. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al.
5. Roy Michano et al., en leur nom et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lac N° 58.
6. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui de tous les autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
7. Gary Potts et al., en leurs noms et en celui de tous les autres membres des bandes indiennes de Teme-agama Anishnabay et Temagami.
8. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
9. Financement des maisons de soins infirmiers et foyers pour personnes âgées.
10. CN Rail en ce qui concerne une ordonnance du ministère de l'Environnement se rapportant aux contaminants déposés au Northern Wood Site et au port adjacent à celui-ci, à Thunder Bay.

APERÇU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1991 (millions $)	1990 (millions $)	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)
RECETTES	43 429	41 692	37 256	32 453	29 544	26 240	23 893	21 412	19 367	17 914
DÉPENSES	46 458	41 602	38 735	34 942	32 178	28 854	26 452	24 565	22 556	19 694
EXCÉDENT (DÉFICIT)	(3 029)	90	(1 479)	(2 489)	(2 634)	(2 614)	(2 559)	(3 153)	(3 189)	(1 780)
FINANCEMENT										
Dette : nouveaux emprunts	3 520	1 882	2 512	2 470	2 322	3 126	2 785	3 694	2 712	1 899
remboursements	688	2 006	920	761	348	347	109	277	130	76
Opération de la dette (remboursements)	2 832	(124)	1 592	1 709	1 974	2 779	2 676	3 417	2 582	1 823
Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts – net	169	366	441	169	225	84	(41)	34	19	19
FINANCEMENT NET	3 001	242	2 033	1 878	2 199	2 863	2 635	3 451	2 601	1 842
PRÊTS										
Remboursements	158	168	202	370	405	424	429	449	341	342
(Nouveaux prêts)	(126)	(141)	(106)	(144)	(92)	(176)	(170)	(176)	(181)	(544)
PRÊTS NETS – (nouveaux prêts)	32	27	96	226	313	248	259	273	160	(202)
DIMINUTION/(AUGMENTATION) DE LA CAISSE ET DES PLACEMENTS TEMPORAIRES	(4)	(359)	(650)	385	122	(497)	(335)	(571)	428	140
VARIATION DU (DÉFICIT) EXCÉDENT ACCUMULÉ	3 029	(90)	1 479	2 489	2 634	2 614	2 559	3 153	3 189	1 780

1. Les comptes de 1990 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les *Comptes publics* afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1991.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1991 (millions $)	1990 (millions $)	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)
ACTIF FINANCIER										
Encaisse et placements temporaires	2 607	2 603	2 244	1 594	1 979	2 118	2 126	1 738	1 167	1 594
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	513	475	466	468	482	510	1 028	1 093	1 119	1 115
Prêts et dotations en capital aux sociétés, conseils et commissions	374	381	370	383	503	715	3 460	3 992	4 203	4 349
Prêts aux administrations locales	265	318	380	448	516	588	636	348	368	369
Autres prêts	60	70	55	68	92	54	157	161	177	194
	3 819	3 847	3 515	2 961	3 572	3 985	7 407	7 332	7 034	7 621
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations	7 797	7 898	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573
Total de l'actif financier	11 616	11 745	11 304	10 502	11 358	12 174	15 613	14 819	14 092	14 194
DÉFICIT ACCUMULÉ	38 438	35 409	35 499	34 020	31 531	28 919	22 634	20 074	16 921	13 733
	50 054	47 154	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013	27 927
PASSIF										
Dette contractée aux fins de la province	40 002	37 170	37 295	35 703	33 994	32 020	29 241	26 565	23 148	20 566
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres dépôts	2 255	2 086	1 719	1 278	1 109	884	800	841	807	788
Total du passif aux fins de la province	42 257	39 256	39 014	36 981	35 103	32 904	30 041	27 406	23 955	21 354
Dette contractée pour Ontario Hydro	7 797	7 898	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573
	50 054	47 154	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013	27 927
PASSIF ÉVENTUEL	26 009	21 490	20 559	18 595	17 603	15 963	14 220	12 711	11 122	9 284

1. Les comptes de 1990 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les *Comptes publics* afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1991.

section 3

états divers

ÉTATS DIVERS

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

(Établi en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des députés de l'Assemblée législative*)

État de compte
pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début	45 222 032	41 655 640
DÉPÔTS		
Contributions :		
Participants	778 816	746 233
Province de l'Ontario	778 816	746 233
Province de l'Ontario :		
Paiement de la dette non provisionnée		119 845
Intérêts restant dans le Compte au 31 mars 1989, au taux de 11,26437 % (31 mars 1989 à 11,24208 %)	5 093 977	4 682 960
	6 651 609	6 295 271
	51 873 641	47 950 911
PAIEMENTS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux rentiers et ayants droit	4 651 957	3 880 625
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(1 327 650)	(1 161 906)
	3 324 307	2 718 719
Remboursements de contributions et intérêts	449 799	10 160
	3 774 106	2 728 879
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin de l'exercice	48 099 535	45 222 032

Approuvé,

O.G. Mathur
Ministère des Services gouvernementaux

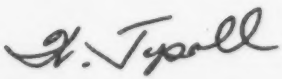
ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite relatif au régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	562	601
Institut polytechnique Ryerson	562	601
Intérêts créditeurs	1 883	1 531
	3 007	2 733
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	283	220
Remboursements de contributions et intérêts	108	150
Transferts à d'autres régimes	12	
	403	307
Augmentation nette du compte du Fonds	2 604	2 363
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	15 013	12 650
— à la fin de l'exercice	17 617	15 013

Approuvé,
La directrice,



Direction des politiques sur la
comptabilité et l'information financière
Ministère du Trésor et de l'Économie

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1991

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Fonds d'indexation des pensions de retraite (le Fonds) figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la *Loi sur l'indexation des régimes de retraite* (la loi) ainsi que les règlements qui en découlent.

(a) Généralités

Le Fonds a été créé en 1975 pour verser des prestations d'indexation aux bénéficiaires de pensions payées par les régimes de retraite désignés dans les règlements. Parmi les trois régimes désignés, seul le Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson maintient un compte dans le Fonds. Les deux autres régimes (le Régime de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite des enseignants) ont sorti du Fonds le solde de leurs comptes, le 31 décembre 1989 conformément à la *Loi 1989 sur le Régime de retraite des fonctionnaires* et la *Loi de 1989 sur le Régime de retraite des enseignants.*

(b) Politique de financement

Les employés d'une part et les employeurs d'autre part doivent verser au Fonds un montant égal à 1 % du salaire des employés. Dès le début, le Fonds a été administré selon la méthode de financement par répartition modifiée. Aucune évaluation actuarielle n'est tenue d'être déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

(c) Prestations d'indexation

À compter du 1er janvier de l'année suivant l'événement donnant droit aux prestations, le Fonds paie des prestations d'indexation annuelles aux retraités, aux participants handicapés, aux conjoints et aux personnes à charge d'un participant affilié à un régime désigné. Le montant des prestations d'indexation équivaut au pourcentage annuel d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada, jusqu'à concurrence de 8 % de la pension payable au cotisant. Si la hausse du IPC dépasse 8 % au cours d'une année quelconque, la différence est reportée aux années ultérieures où la hausse du IPC est inférieure à 8 %.

Les cotisants au Régime de retraite de Ryerson qui ont pris leur retraite avant 1977, touchent des prestations d'indexation et n'ont pas droit à de nouvelles prestations d'indexation en vertu de la nouvelle loi. Les paiements sont effectués par l'Institut polytechnique de Ryerson directement à ses membres.

(d) Remboursements

Sur demande et sur réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement, plus l'intérêt, peut être payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles au régime désigné.

(e) Chaque exercice, l'excédent des rentrées sur les sorties de fonds (le flux monétaire net), rapporte des intérêts dont le taux est fixé par décret. Les sommes échues au cours de la période sont réinvesties à ce taux.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991, les taux applicables étaient :

Nouveau flux monétaire	12,03
Taux d'intérêt moyen versé sur le solde d'ouverture au 1er avril 1990	12,19

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1991

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Tous les dépôts et les paiements sont inscrits selon une comptabilité de caisse modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour inclure les opérations de l'exercice terminé le 31 mars 1991.

Les revenus d'intérêt pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991 sont également inclus.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par l'Institut et par le ministère au Trésor et de l'Économie.

Au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde du Fonds d'indexation des pensions de retraite (Institut polytechnique de Ryerson) de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables énoncés à la note 2 des états financiers.

Le vérificateur provincial,

D.F. Archer, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 26 juin 1991

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991	1990
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Participants	626	678
Province de l'Ontario (note 4)	7 078	6 196
Intérêts créditeurs	7 260	5 932
	14 964	12 806
PAIEMENTS		
Paiements visant à assurer la continuité du revenu et rentes de survivants	3 458	2 800
Remboursements	14	53
	3 472	2 853
Augmentation nette de la Caisse	11 492	9 953
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	61 855	51 902
— à la fin de l'exercice	73 347	61 855

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,
Le président intérimaire

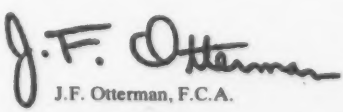
À la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale de l'exercice terminé le 31 mars 1991. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Caisse au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 2, de ces états financiers.

Le vérificateur provincial adjoint



J.F. Otterman, F.C.A.

Toronto (Ontario)
le 14 juin 1991

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1991

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale (la Caisse) a été créée le 1er juillet 1984 par décision réglementaire prise en vertu de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. La décision confie l'administration de la Caisse à la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale. La brève description du fonds figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter le règlement d'application de la loi.

(a) Généralités

La Caisse a pour mandat de verser des prestations assurant la continuité des revenus des juges de la Cour provinciale et des protonotaires de la Cour suprême de l'Ontario ayant pris leur retraite, et d'accorder des rentes à leurs survivants qui étaient à leur charge.

(b) Politique de financement

Le financement annuel des versements de continuité du revenu incombe intégralement à la province, et des actuaires évaluent chaque année les montants requis pour assurer ce financement.

Les cotisations versées par les participants servent uniquement à financer les rentes de survivants. Les cotisants doivent verser à la Caisse 5,57 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils aient accumulé le nombre d'années de service requis ou jusqu'à l'âge de 70 ans. Les cotisants peuvent choisir de verser la totalité de leurs cotisations dans la Caisse pour financer les rentes de survivants, ou d'en verser le tiers dans la Caisse et les deux tiers dans le Trésor, pour financer les prestations d'assurance-vie prévues. A l'heure actuelle, la majorité des cotisants répartissent leurs cotisations entre la Caisse et les primes d'assurance-vie.

(c) Versements de continuité du revenu

Les versements de continuité du revenu correspondent à l'âge du cotisant et au nombre d'années de service à plein temps qu'il a accumulées à la date où il cesse d'exercer ses fonctions, et au salaire d'un juge à plein temps remplissant les plus hautes fonctions de la magistrature que le cotisant ait exercées. Le cotisant touchera ces prestations jusqu'à son décès.

(d) Versements de continuité du revenu en cas d'invalidité

Les cotisants comptant au moins cinq ans de service à plein temps qui ne peuvent plus travailler à la suite d'une blessure ou d'une maladie chronique ont droit à la totalité des versements de continuité du revenu à partir de l'âge de 65 ans.

(e) Rentes de survivants

Des rentes de survivants correspondant à la moitié des versements de continuité du revenu sont versées au conjoint du cotisant jusqu'à son décès ou aux enfants, jusqu'à ce que l'enfant le plus jeune atteigne l'âge de 18 ans, ou de 25 ans si l'enfant étudie à plein temps dans un établissement d'enseignement supérieur.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1991

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE (suite)

(f) Remboursement en cas de décès

En cas de décès du cotisant, la totalité des cotisations qu'il a versées dans la Caisse, plus l'intérêt couru, moins les rentes versées aux survivants en vertu du règlement, seront remboursés à sa succession s'il n'avait plus droit à des rentes de survivants.

(g) Remboursement en cas de retrait

Si le cotisant cesse d'exercer ses fonctions pour une raison autre que le décès avant d'avoir droit à des versements de continuité du revenu, il peut obtenir un remboursement. Le montant de ce remboursement équivaut au montant de ses cotisations, plus l'intérêt couru.

(h) Revenus d'intérêts

Tous les nouveaux fonds qui représentent l'excédent des dépôts sur les paiements pour chaque exercice, rapportent des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et ne doit pas être inférieur au taux moyen pondéré applicable aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Pour l'exercice 1991, ce taux était de 11,27 % (11,65 % en 1990). Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1991 était de 11,35 % (11,30 % en 1990).

(i) Statut de la Caisse

La Caisse n'est pas tenue de produire les déclarations prévues par la *Loi sur les régimes de retraite* et les règlements qui en découlent. Elle est cependant assimilée à un régime de retraite aux fins de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par la province de l'Ontario.

4. DETTE AU TITRE DES PRESTATIONS FUTURES

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 1990, a révélé que la part de la province au titre des versements de continuité du revenu et des rentes de survivants s'élevait à 84,8 millions de dollars. La province verse à la Caisse les montants échelonnés recommandés par l'évaluation actuarielle.

5. PASSIF ÉVENTUEL

Approximativement 120 juges provinciaux nommés avant 1984 ont entrepris une action en justice contre sa Majesté la Reine du Chef de l'Ontario alléguant que le transfert de leurs cotisations de la Caisse de retraite des fonctionnaires à la Caisse de retraite des juges provinciaux n'était pas autorisé par la loi. Ils demandent que leurs cotisations soient remises dans la Caisse de retraite des fonctionnaires ou des dommages-intérêts jusqu'à un montant maximum de 200 000 $ chacun. Étant donné que l'affaire ne fait l'objet d'un litige que depuis peu, le passif éventuel de la Caisse de retraite des juges provinciaux n'a pas été établi.

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

État de l'actif et du passif au 31 mars 1991

ACTIF

	1991 $	1990 $
Fonds en dépôt auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	**1 895 384 729**	**1 764 956 353**

PASSIF

Solde dû aux déposants	**1 895 384 729**	**1 764 956 353**

Voir la note afférente aux états financiers.

Approuvé,
Le directeur général

J.S. Purdon

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)

État des revenus et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

REVENUS

	1991 $	1990 $
Intérêt reçu — Trésorier de l'Ontario	210 277 406	189 460 381
Commissions et frais divers	365 994	616 988
Frais d'encaissement des chèques	190 933	176 882
Location de cases de coffre-fort	167 538	163 824
Devises étrangères	45 557	41 777
Total des revenus	211 047 428	190 459 852

DÉPENSES

Intérêt versé sur les dépôts	184 788 757	161 725 542
Traitements et avantages sociaux	8 050 265	6 780 640
Location, entretien et assistance pour le paiement des taxes municipales	1 889 401	1 524 157
Traitement de données, location de matériel et entretien	1 811 890	1 970 607
Frais de bureau divers	706 461	627 837
Frais de déplacement, comptes de frais des cadres et autres dépenses	673 902	211 127
Achat d'immobilisations (note 1 (b))	446 539	86 827
Frais bancaires, commissions et intérêt sur découvert	393 413	339 597
Services de téléphone et de messageries	287 806	257 891
Services professionnels	193 949	101 979
Pertes et déficits de caisse	12 033	30 302
Total des dépenses	199 254 416	173 656 506
Excédent des revenus sur les dépenses transféré au trésorier de l'Ontario	11 793 012	16 803 346

Voir la note afférente aux états financiers.

Note afférente aux états financiers 31 mars 1991

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Méthode de comptabilité

La Caisse d'épargne de l'Ontario est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Cependant, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

(b) Immobilisations

Les coûts des immobilisations, consistant en mobilier et matériel ainsi qu'en transformations des locaux, sont imputés aux frais de fonctionnement au cours de la période pendant laquelle ils ont été encourus.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*)

État de la situation financière
pour l'exercice clos le 31 mars 1991

ACTIF

	1991 $	1990 $
Fonds en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario	37 546 751	30 164 922

PASSIF ET SOLDE DU FONDS

Solde net du Fonds	37 546 751	30 164 922

Voir les notes afférentes aux états financiers

Approuvé,

Le directeur

B.M. Dudzinski

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

(Établi en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*)

État du Fonds
pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RENTRÉES		
Droits perçus lors de la délivrance ou du renouvellement de permis de conduire	7 779 629	6 613 512
Intérêt crédité sur le solde du Fonds au 31 décembre 1990	3 783 028	2 837 363
Remboursements de créances	2 982 114	3 453 948
Recouvrements de l'année précédente	16 223	60 736
Total des rentrées	14 560 994	12 965 559
DÉBOURS		
Autres paiements		
Montants versés lors de l'exécution de jugements, y compris les dépenses	3 311 696	2 846 016
Accidents causés par des conducteurs coupables de délit de fuite, y compris les dépenses	584 074	498 028
Transactions de demandes d'indemnité	296 035	390 180
Indemnités d'assurance individuelle sans égard à la responsabilité	154 623	
Frais d'administration		
Traitements et salaires	1 162 762	1 042 031
Avantages sociaux	210 285	145 438
Transports et communications	43 073	48 730
Services		
Demandes d'indemnité, (procureurs, etc.)	1 040 685	910 776
Demandes d'indemnité (assurance individuelle sans égard à la responsabilité)	20 085	
Autres	226 623	225 277
Fournitures et matériel	129 224	46 392
Total des débours	7 179 165	6 152 868
Augmentation/(diminution) du Fonds pendant l'exercice	7 381 829	6 812 691
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	30 164 922	23 352 231
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin de l'exercice	37 546 751	30 164 922

Voir les notes afférentes à l'état financier.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 1991

1. AUTORITÉ

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles ("le Fonds") est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles* (la "Loi"), L.R.O. 1980, chap. 298, tel que modifié.

2. GESTION DU FONDS

Au moment de son institution, le Fonds avait pour principal objectif l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles survenus en Ontario, dont les responsables avaient pris la fuite ou n'étaient pas assurés. Jusqu'en 1980, le Fonds était alimenté par les cotisations annuelles que les automobilistes non assurés étaient tenus de verser. Mais depuis l'entrée en vigueur, le 1er mars 1980, de la *Loi sur l'assurance automobile obligatoire*, tous les automobilistes sont tenus de contracter une assurance obligatoire de responsabilité civile comportant notamment une clause de couverture pour véhicule non assuré.

Il a été décidé que, pour les demandes d'indemnité présentées après le 1er mars 1980, et avant le 22 juin 1990 le Fonds dédommagerait :

— les piétons qui ne sont pas déjà protégés par une assurance-automobile et qui sont blessés au cours d'un accident provoqué par un automobiliste qui n'est pas assuré ou qui a pris la fuite;

— les passagers non assurés qui avaient pris place à bord d'un véhicule également non assuré par son propriétaire et qui ont été blessés à la suite d'un accident causé par le conducteur;

— les tierces parties, reconnues non fautives, victimes d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés;

— les victimes de dégâts matériels causés à des biens non assurés contre le choc de véhicules (poteaux d'électricité et de téléphone, glissières de sécurité, etc.), à condition que le propriétaire et le conducteur du véhicule non assuré puissent être identifiés.

Le 22 juin 1990, la *Loi de 1990 modifiant des lois concernant l'assurance* a modifié la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Désormais, le Fonds doit également verser des indemnités d'accident sans égard à la responsabilité à toutes les parties conformément au barème d'indemnités sans égard à la responsabilité, dans les situations où aucune assurance n'est offerte. Le droit de subrogation, qui s'appliquait avant le 22 juin 1990 à toutes les demandes en responsabilité civile délictuelle, ne peut désormais être exercé que si le seuil fixé pour les blessures corporelles est dépassé.

Comme c'était le cas avant juin 1990, le Fonds continue à indemniser les dommages matériels, à la condition que soient identifiés et le conducteur et le propriétaire du véhicule non assuré, sauf s'il s'agit d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés, auquel cas aucune indemnité pour dommages matériels n'est versée.

Le 23 février 1983, la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles* a été modifiée pour permettre le paiement, par le Fonds, des demandes de règlement présentées par un tiers demandeur, quand la compagnie d'assurances concernée est insolvable ou incapable d'effectuer le remboursement. Seules quatre sociétés, la Pitts Insurance Company, la Cardinal Insurance Company, la Northumberland General Insurance Company et la United Canada Insurance Company, ont jusqu'à présent été admises à faire partie de la catégorie des «assureurs désignés» aux termes de la loi.

Depuis la création le 31 août 1988 du fonds géré par la Société d'indemnisation en matière d'assurances IARD, le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles n'a plus à procéder à la «désignation» d'assureurs. Lorsque le Fonds aura remboursé les demandes de règlement de la Northumberland General Insurance et de la United Canada Insurance Company, il est entendu que toutes les demandes de règlement futures seront traitées par le nouveau fonds.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier—suite
31 mars 1991

3. ÉTAT DU FONDS

Méthode comptable

Le Fonds a recours à la méthode de la comptabilité de caisse, laquelle a été modifiée afin d'accorder une période supplémentaire de 30 jours pour le paiement des biens et des services applicables à l'exercice qui vient de se terminer. À cet égard certains paiements encourus à la fin de l'exercice peuvent être comptabilisés le mois suivant, au début du nouvel exercice financier.

Rentrées

Tous les conducteurs de l'Ontario qui renouvellent leur permis de conduire doivent verser des droits annuels de 1 $. Ces mêmes droits sont payables lors de la délivrance d'un nouveau permis de conduire.

Les sommes perçues relativement à des débiteurs impayés sont inscrites à titre de rentrées pour l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. (Voir la section ci-dessous intitulée "Débiteurs".)

Les intérêts accumulés dans le Fonds correspondent au montant crédité à la fin de l'exercice financier, en fonction du solde du Fonds calculé au 31 décembre 1990. Le taux d'intérêt utilisé est basé sur le taux moyen de la Caisse d'épargne de l'Ontario pour l'année civile terminée le 31 décembre 1990.

Débours

Les sommes versées à même le Fonds au nom de conducteurs non assurés sont inscrites à titre de dépenses. La loi prévoit le recouvrement de ces versements auprès des conducteurs non assurés responsables dans le cas des demandes d'indemnisation datant d'avant le 22 juin 1990, des demandes d'indemnisation pour blessures dépassant le seuil prévu et présentées après le 22 juin 1990, ainsi que des demandes pour dommages matériels.

Frais d'administration

Les frais généraux (p. ex., salaires, avantages sociaux, services de transport et de communications, fournitures et matériel) sont réglés en cours d'exercice par le Trésor. À la fin de chaque exercice, le lieutenant-gouverneur en conseil autorise un paiement provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles afin de rembourser le Trésor des frais engagés pour l'administration du Fonds.

4. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles

Au 31 mars 1991, le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles déclarait un excédent des rentrées de fonds sur les décaissements de 7,4 millions de dollars donnant un solde en dépôt, à la fin de l'exercice, de 37,5 millions de dollars. Cette somme est gardée dans un compte de dépôt du Trésor et figure comme élément de passif dans l'état de la situation financière de la province de l'Ontario.

Débiteurs

Les registres du Fonds prévoient un portefeuille de débiteurs, constitué au fil des ans à la suite du versement de sommes aux victimes non assurées. Conformément à la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*, certaines sommes sont à recouvrer des défendeurs et deviennent des débiteurs. Au 31 mars 1991, ces débiteurs totalisaient 89,3 millions de dollars. De ce montant, environ 33 millions de dollars correspondent à des comptes inactifs considérés comme irrécouvrables, ce qui laisse une valeur de réalisation nette de 56,3 millions de dollars.

Immobilisations

Les coûts des immobilisations, qui englobent le mobilier, le matériel et les modifications des locaux, sont imputés aux résultats pour l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

Passif éventuel

Au 31 mars 1991, le Fonds était éventuellement redevable pour les demandes de règlement en cours. En se basant sur l'expérience passée, on estime que le coût final de ces demandes de règlement totalisera environ 18,2 millions de dollars. On prévoit que les rentrées futures, ajoutées au solde actuel du Fonds, permettront à ce dernier de s'acquitter des obligations futures.

ÉTATS DIVERS

PRODUIT DE LA SOCIETÉ DES LOTERIES DE L'ONTARIO

pour l'exercice clos 31 mars 1991

(en millions de dollars)

Produits net des Lotteries			
Lotto 6/49		307	
Instant		71	
Lottario		34	
Wintario		24	
Pick 3		10	
Provincial		6	
Encore		16	
Événements spéciaux		1	
Raffle nette		1	470
Produits net accumulés			470
Dépenses de la Lotterie			
Ministère des Affaires Civiques		11	
Ministère de la Culture et des Communications		51	
Ministère du Tourisme et des Loisirs:			
Projets, installations et événements	53		
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17	70	
Ministère de la Santé:			
Exploitation des hôpitaux		338	470
Solde du 31 mars 1991			0

ÉTATS DIVERS

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Pertes radiées des comptes
pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Ministères	$
Trésor et Économie re: Stadium Corporation of Ontario Ltd.	321 479 300
Industrie Commerce et technologie	21 877 646
Re: enu	18 953 347
Services sociaux et communautaires	8 031 327
Institutions financières	6 251 925
Procureur général	4 020 254
Collèges et Universités	2 235 925
Agriculture et Alimentation	1 324 571
Santé	1 275 129
Richesses naturelles	651 803
Logement	487 926
Affaires municipales	103 253
Transports	70 582
Consommation et Commerce	43 745
Environnement	37 562
Éducation	23 159
Culture et Communications	21 985
Services gouvernementaux	19 523
Tourisme et Loisirs	18 851
Affaires civiques	15 558
Travail	12 080
Solliciteur général	1 204
Développement du Nord et Mines	45
	386 956 700

ÉTATS DIVERS

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Remises de dettes d'un montant de 1000 $ ou plus autorisée pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Ministère du Revenu	$
Ottawa Football Club	
Taxe de vente	195 381
3M Canada Inc	
Droits de cession immobilière	75 325
Josef and Christine Huber	
Droits de cession immobilière	53 940
Frontiers Foundation Inc	
Taxe de vente	27 961
Union Gas	
Taxe de vente	15 311
Georges Vermette	
Taxe de vente	4 830
Allendale School Transit	
Taxe de vente	4 470
Durhamway Bus Lines	
Taxe de vente	4 162
Intercity Gas	
Taxe de vente	3 750
G. H. Bentley	
Taxe de vente	2 684
Canadien Auto Association et Consumer Gas	
Taxe de vente	2 216
Jenc Trans	
Taxe de vente	1 904
Tyler Trans	
Taxe de vente	1 837
Mr. Furnace and Air Conditioning	
Taxe de vente	1 620
Shades Window Covering	
Taxe de vente	1 512
Ottawa Food Bank	
Taxe de vente	1 300
Dorothy P. Baird	
Taxe de vente	1 133
Hi Road Earthmoving	
Taxe de vente	1 120
Harold E. Blackwell	
Taxe de vente	1 084
Robert N. Hawkhisstone	
Taxe de vente	1 062
	402,602

REMISES GÉNÉRALES

On a accordé une remise de la taxe de vente provinciale équivalant au montant de la taxe perçue sur la taxe sur les produits et services proposée appliquée aux achats effectués avant le 31 décembre 1990 inclusivement.

On a accordé, à tous les contribuables admissibles à une remise aux termes du Décret de remise visant les Indiens, une remise de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'Ontario à payer par les Indiens inscrits en ce qui concerne les revenus d'emploi pour les années d'imposition 1986 et 1987 et les revenus de pension admissibles pour les années 1983 à 1987.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À PAYER*

au 31 mars 1991

Ministères	1991 $	1990 $
Transports	43 822 597	8 668 633
Services gouvernementaux	23 614 282	16 863 389
Richesses naturelles	5 663 652	9 505 680
Solliciteur général	4 545 084	4 332 850
Services correctionnels	4 540 871	4 576 985
Environnement	3 292 610	19 929 603
Services sociaux et communautaires	1 366 322	1 816 712
Éducation	1 060 479	903 628
Santé	955 996	6 525 056
Procureur général	802 754	1 344 903
Développement du Nord et Mines	624 439	1 464 338
Tourisme Loisirs	609 251	924 295
Travail	549 442	489 668
Culture et Communications	398 209	581 356
Consommation et Commerce	395 513	521 101
Agriculture et Alimentation	302 672	31 029
Bureau de l'Assemblée Législative	269 639	2 339
Formation professionnelle	158 841	39 401
Trésor et Économie	158 286	263 689
Énergie	157 523	168 073
Conseil de gestion	153 676	102 840
Logement	121 969	474 363
Affaires civiques	103 422	152 533
Affaires municipales	55 976	41 117
Collèges et Universités	28 954	9 600
Institutions financières	28 912	190 418
Industrie, Commerce et Technologie	24 371	180 752
Affaires intergouvernementales	15 806	9 640
Cabinet du Premier Ministre	12 111	1 191
Revenu	3 313	3 883
Conseil des ministres	2 712	14 777
Ombudsman Ontario	1 612	20 349
Affaires francophones	950	
Office des affaires autochtones		12 262
Office de la condition féminine		145 821
Office des personnes handicapées		67 097
Total des comptes à payer	93 842 246	80 379 371

*Comptes-mémoires gardés à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des biens et services reçus et des paiements de transfert que l'on s'est engagé à effectuer au plus tard le 31 mars, mais qui n'ont pas été imputés sur les crédits autorisés pour l'exercice qui vient de s'achever.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR*

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Stadium Corporation of Ontario Ltd	321 479 300	
Divers	51 451	514 661
	321 530 751	514 661
Ministère du Revenu		
Taxe de vente au détail	106 443 788	60 678 688
Impôt des sociétés	70 488 645	(6 113 849)
Taxe sur le tabac	25 326 732	31 299 160
Taxe sur l'essence	19 021 842	5 281 548
Impôt-santé des employeurs	17 513 226	7 100 000
Droits de cession immobilière	16 971 500	15 084 496
Taxe sur les carburants	11 350 704	8 390 474
Impôt sur les concentrations commerciales	8 963 240	3 353 468
Paiements de transfert	6 531 267	3 929 670
Droits de succession	4 448 372	5 105 033
Impôt miniers	203 758	4 724 959
Divers	626 472	558 702
	287 889 546	139 392 349
Ministère du Logement		
Projet pilote de conversion des locaux locatifs non résidentiels	80 860 194	73 882 953
Programme de remise en état des petits immeubles	74 070 078	51 754 373
Aide à création de logements sociaux	30 424 669	28 379 185
Programme de logements locatifs de l'Ontario	15 052 000	14 884 100
Projet de subventions de soutien aux sans-abri	7 532 972	6 199 475
Subventions pour le logement social	5 060 441	2 585 889
Programme de prêts d'aide à la création de logements à but non lucratif	4 323 805	4 323 805
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	2 524 062	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	835 041	879 260
Projet pilote de rénovation des logements locatifs	609 548	677 120
Programme de conversion des locaux locatifs résidentiels	49 038	55 162
Divers		315
	221 341 848	183 621 637
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Gouvernement du Canada	138 350 503	148 761 715
Paiements en trop d'allocations familiales	64 510 998	61 597 680
Divers	4 321 600	3 751 990
	207 183 101	214 111 385

*Comptes-mémoires à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des comptes qui étaient soit facturés, soit dus au 31 mars, et qui n'avaient toujours pas été recouvrés à la date de la clôture des comptes de l'exercice. Des renseignements pertinents sont également fournis sur les subventions qui ont été accordées dans le cadre de certains programmes d'aide importants et dont le remboursement pourrait être exigé à l'avenir, conformément aux conditions des divers programmes.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Ministère du Procureur général		
Amendes	146 455 653	119 752 789
Droits	369 145	390 273
Divers	16 999 637	20 305 341
	163 824 435	140 448 403
Ministère des Services gouvernementaux		
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	71 621 380	71 933 380
Programme ontarien d'accession à la propriété	23 887 562	26 861 995
Comptes à recevoir des entrepreneurs	13 097 191	11 280 063
Services d'informatique	308 787	437 454
Gestion et administration de biens immobiliers	208 788	182 631
Divers	5 761 194	3 389 397
	114 884 902	114 084 920
Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	56 299 418	64 610 890
Divers	45 146	46 248
	56 344 564	64 657 138
Ministère des Collèges et Universités		
Bourses d'études de l'Ontario pour étudiants	47 885 065	45 315 063
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	6 984 958	9 688 384
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues		1 938 946
Divers	14 065	135 763
	54 884 088	57 078 156
Ministère des Affaires municipales		
Programme de revitalisation des centres-villes	46 208 297	47 876 258
Programme de revitalisation de la rue principale	1 621 405	2 443 409
Taxes sur les locaux provinciaux occupés par des locataires	1 079 763	988 537
Impôt sur les forêts aménagées	49 833	
Divers	2 626	2 626
	48 961 924	51 310 830
Ministère de l'Environnement		
Municipalités — frais au titre des eaux usées et de l'approvisionnement en eau	23 213 251	16 121 838
Gouvernement du Canada		
Surveillance des Grands Lacs — Environnement Canada		1 782 079
Autres	2 381	18 503
	23 215 632	17 922 420
Ministère de la Santé		
Foyers pour soins spéciaux	11 626 246	10 927 024
Gouvernement du Canada	9 412 163	1 394 249
Régime d'assurance-santé de l'Ontario		
Régime de médicaments de l'Ontario	17 905	5 019
Primes versées directement		3 553 255
Primes collectives		5 272 095
Divers	677 272	658 179
	21 733 586	21 809 821

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Ministère des Richesses naturelles		
Comptes relatifs au bois de construction et aux mines	14 512 811	14 160 034
Gouvernement du Canada		
Programme de gestion des terres	778 529	1 438 044
Divers	5 634 763	2 683 627
	20 926 103	18 281 705
Ministère de l'Éducation		
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	17 093 800	18 614 711
Ministère des Affaires indiennes — écoles pour aveugles	142 562	179 246
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues		19 144 236
Centre d'études indépendantes	35 786	35 234
Personnel en prêt de services	28 915	181 483
Programme d'emplois pour les jeunes		90 136
Programme Emploi Jeunesse de l'Ontario		55 390
Brigade Jeunesse Ontario		12 753
Programme d'emplois d'été de l'Ontario		16 314
Divers	75 197	81 694
	17 376 260	38 411 197
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Gouvernement du Canada		
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	13 100 203	16 733 124
Autres	27 929	208 517
Prêts bancaires garantis	1 324 789	1 324 876
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	939 846	695 470
Divers	1 172 480	1 421 126
	16 625 247	20 383 113
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	4 923 869	3 714 854
Prêts garantis accordés aux étudiants entrepreneurs	1 235 020	1 208 384
Subventions remboursables au titre du Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce	3 812 083	3 142 068
Divers	510 230	801 237
	10 481 202	3 943 305
Ministère du Solliciteur général		
Services contractuels de maintien de l'ordre dans les municipalités	3 961 144	3 947 755
Gouvernement du Canada		
Programme d'agents de police pour les bandes indiennes		
Programme conjoint de planification des services d'urgence	1 491 978	1 216 276
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	707 047	
Autres	21 864	679 209
Divers	230 229	167 323
	6 412 262	6 010 563
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Divers	3 606 473	4 014 099

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1991

	1990 $	1989 $
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Vente de Minaki Lodge	3 000 000	3 000 000
Divers	588 903	417 238
	3 588 903	3 417 238
Ministère de la Culture et des Communications		
Subventions remboursables	2 681 261	2 781 261
Vente de services	6 975	56 758
Remboursements de dépenses	5 794	54 381
	2 694 030	2 792 400
Ministère des Transports		
Location et ventes de biens	1 232 964	2 399 068
Vente de matériaux, services et droits	1 020 127	1 329 399
	2 253 091	3 728 467
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Recettes fiscales	890 238	791 584
Ventes et locations	480 132	394 264
Ministère de l'Énergie et des Mines	92 675	275 226
Divers	8 329	3 264
	1 471 374	1 464 338
Ministère du Travail		
Tribunal d'appel des accidents du travail	1 062 599	919 707
Transitions		3 495
Divers	98 572	81 557
	1 161 171	1 004 759
Ministère des Services correctionnels		
Gouvernement du Canada	739 801	3 019 192
Comptes à recevoir au titre des établissements	234 531	180 978
Divers	3 416	3 088
	977 748	3 203 258
Ministère des Affaires civiques		
Projets dont les frais sont partagés avec d'autres gouvernements	851 704	1 373 799
Vente de services	36 776	15 687
	888 480	1 389 486
Conseil de gestion		
Divers	225 789	141 321
Bureau de l'Assemblée législative		
Divers	89 968	34 163
Ministère de la Formation professionnelle		
Gouvernement du Canada		
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle		183 672
Divers	70 717	
	70 717	183 672

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1991

	1990 $	1989 $
Ministère de l'Énergie		
Divers	68 651	117 907
Ombudsman Ontario		
Divers	1 950	
Ministère des Affaires intergouvernementales		
Divers	1 098	32 965
Office des affaires francophones		
Divers	373	
Bureau du Conseil des ministres		
Divers	77	13
Cabinet du premier ministre		
Divers	13	114
Total des comptes à recevoir	1 610 715 357	1 118 428 991

section 4

état des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Ministère	Crédits			Dépenses réelles			Dépenses réelles		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	56 705 000	41 557	56 746 557	54 956 106	46 461	55 002 567	55 002 567		55 002 567
Affaires intergouvernementales	10 623 200	9 808	10 633 008	9 805 296	4 904	9 810 200	9 810 200		9 810 200
Affaires municipales	1 031 229 600	9 808	1 031 239 408	1 023 021 325	9 808	1 023 031 133	1 022 883 588	147 545	1 023 031 133
Agriculture et Alimentation	567 398 050	43 552 365	610 950 415	559 928 142	38 276 372	598 204 514	586 192 514	12 012 000	598 204 514
Bureau de l'Assemblée législative	114 418 000	2 074 700	116 492 700	104 143 734	2 033 787	106 177 521	106 177 521		106 177 521
Bureau du Conseil des ministres	6 871 000		6 871 000	6 758 229		6 758 229	6 758 229		6 758 229
Bureau du directeur général des élections	944 600		944 600	870 253	41 597 078	42 467 331	42 467 331		42 467 331
Bureau du lieutenant-gouverneur	654 200		654 200	651 505		651 505	651 505		651 505
Bureau du vérificateur provincial	7 656 000	123 000	7 779 000	7 478 379	122 095	7 600 474	7 600 474		7 600 474
Cabinet du premier ministre	3 573 600	45 240	3 618 840	3 566 198	45 240	3 611 438	3 611 438		3 611 438
Collèges et Universités	2 870 022 300	9 808	2 870 032 108	2 861 284 112	9 808	2 861 293 920	2 861 293 920		2 861 293 920
Conseil de gestion	217 484 800	41 557	217 526 357	56 098 032	25 682	56 123 714	56 123 714		56 123 714
Consommation et Commerce	178 602 700	57 057	178 659 757	172 588 382	41 557	172 629 939	172 629 939		172 629 939
Culture et Communications	329 197 900	41 557	329 239 457	324 041 980	30 803	324 072 783	324 072 783		324 072 783
Développement du Nord et des Mines	364 611 300	83 114	364 694 414	351 481 898	73 614	351 555 512	351 555 512		351 555 512
Éducation	4 882 287 743	479 673 957	5 361 961 700	4 871 989 757	653 795 527	5 525 785 284	5 525 785 284		5 525 785 284
Énergie	53 405 600	9 808	53 415 408	45 590 529	25 682	45 616 211	45 616 211		45 616 211
Environnement	668 191 000	41 557	668 232 557	645 227 690	46 461	645 274 151	582 619 847	62 654 304	645 274 151
Formation professionnelle	247 881 200	9 808	247 891 008	243 170 149	25 682	243 195 831	243 195 831		243 195 831
Institutions financières	62 683 700	9 808	62 693 508	55 015 847	9 808	55 025 655	55 025 655		55 025 655
Industrie, Commerce et Technologie	294 229 200	41 391 557	335 620 757	254 576 390	57 983 903	312 560 293	266 932 058	45 628 235	312 560 293
Logement	681 590 600	41 557	681 632 157	658 465 428	41 557	658 506 985	657 992 706	514 279	658 506 985
Office des affaires autochtones	7 144 800		7 144 800	7 065 290	4 904	7 070 194	7 070 194		7 070 194
Office des affaires francophones	4 327 300		4 327 300	4 127 406		4 127 406	4 127 406		4 127 406
Office de la condiction féminine	19 518 500	25 750	19 544 250	19 334 845	20 846	19 355 691	19 355 691		19 355 691
Ombudsman Ontario	8 306 400		8 306 400	8 268 400		8 268 400	8 268 400		8 268 400
Office des personnes âgées	8 683 600	25 750	8 709 350	8 164 024	12 875	8 176 899	8 176 899		8 176 899
Office des personnes handicapées	8 469 400	25 750	8 495 150	8 008 901	12 875	8 021 776	8 021 776		8 021 776
Procureur général	569 190 900	747 557	569 938 457	557 964 821	6 886 995	564 851 816	564 851 816		564 851 816
Revenu	872 006 000	13 251 157	885 257 157	852 628 919	13 522 576	866 151 495	866 151 495		866 151 495
Richesses naturelles	660 593 700	141 557	660 735 257	655 604 181	8 283 087	663 887 268	663 587 268	300 000	663 887 268
Santé	15 134 564 600	41 557	15 134 606 157	15 005 422 279	41 557	15 005 463 836	15 005 463 836		15 005 463 836
Services correctionnels	546 597 800	41 557	546 639 357	545 575 159	25 682	545 600 841	545 600 841		545 600 841
Services gouvernementaux	696 710 800	42 557	696 753 357	691 262 152	67 666	691 329 818	691 329 818		691 329 818
Services sociaux et communautaires	6 443 928 400	41 557	6 443 969 957	6 442 161 666	41 557	6 442 203 223	6 442 203 223		6 442 203 223
Solliciteur général	569 182 500	44 557	569 227 057	563 265 486	3 422 526	566 688 012	566 688 012		566 688 012
Tourisme et Loisirs	218 475 500	51 365	218 526 865	208 458 506	51 365	208 509 871	203 909 569	4 600 302	208 509 871
Transport	3 046 765 600	41 557	3 046 807 157	2 994 316 426	41 557	2 994 357 983	2 994 357 983		2 994 357 983
Travail	164 034 800	1 627 257	165 662 057	162 284 713	1 626 724	163 911 437	163 911 437		163 911 437
Trésor et Économie	99 011 900	4 317 211 557	4 416 223 457	76 041 353	4 642 587 173	4 718 628 526	4 710 661 209	7 967 317	4 718 628 526
Total des ministères	41 727 773 793	4 900 628 665	46 628 402 458	41 120 663 888	5 470 895 794	46 591 559 682	46 457 735 700	133 823 982	46 591 559 682

*Prêts et dotations en capital et autre passif

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-8
- SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES 4-10
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE 4-12
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-8
- SOMMAIRE 4-7

ÉTAT DES RECETTES 4-14

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
2 954 373	Administration du ministère	5 195 457	3 959 460
33 028 215	Soutien aux relations civiques	39 379 700	38 873 093
10 594 881	Commission des droits de la personne	12 171 400	12 170 014
46 577 469	**Total du ministère**	56 746 557*	55 002 567
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
46 577 469	Total des dépenses	56 746 557	55 002 567

*Y compris le mandat spécial de 16 800 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 353 800	255 200	1 609 000	Bureau principal	1 606 575
2	3 054 900		3 054 900	Analyse et planification	1 906 095
3	490 000		490 000	Commissions d'enquête	400 329
	4 898 700	255 200	5 153 900		3 912 999
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 712
	4 940 257*	255 200	5 195 457	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	3 959 460

Description du programme :

Ce programme vise à fournir l'orientation générale pour l'élaboration et la planification des politiques du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 1 793 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	932 298
Avantages sociaux	296 679
Transports et communications	76 166
Services	207 112
Fournitures et matériel	94 320
	1 606 575
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	14 712
Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 139 355
Avantages sociaux	267 661
Transports et communications	14 806
Services	409 340
Fournitures et matériel	74 933
	1 906 095

Commissions d'enquête (Poste 3)	$
Transports et communications	45 279
Services	355 050
	400 329
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	3 959 460

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**	
1	481 000	12 700	493 700	Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario	482 563
2	14 818 300	903 800	15 722 100	Relations civiques	15 721 187
3	4 183 300		4 183 300	Services spéciaux aux autochtones	4 077 184
4	3 506 400		3 506 400	Direction générale des relations interraciales	3 319 598
5	7 995 000		7 995 000	Installations communautaires	7 995 000
6	7 479 200		7 479 200	Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales	7 277 561
	38 463 200*	916 500	39 379 700	TOTAL POUR LE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	38 873 093

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les immigrants, les membres des minorités culturelles et raciales et les autochtones à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement et également de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis. Il fournit un appui à l'acceptation de toutes les cultures et de toutes les races et à la réceptivité à leur égard; au développement économique et culturel des autochtones; ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des gens de différentes cultures et races aux programmes et aux services gouvernementaux.

*Y compris le mandat spécial de 10 787 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES — CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	195 992
Avantages sociaux	16 676
Transports et communications	81 610
Services	146 171
Fournitures et matériel	42 114
	482 563

Relations civiques (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		5 064 228
Avantages sociaux		830 952
Transports et communications		388 409
Services		1 090 216
Fournitures et matériel		435 564
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	1 038 894	
Subventions pour projets communautaires	2 976 971	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	5 164 595	
Subventions à la formation et aux services en matière d'interprétation culturelle	757 120	
Subvention pour les milieux de travail multiculturels	639 697	
Subventions pour Expérience '90	276 187	10 853 464
		18 662 833
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 941 646
		15 721 187

Services spéciaux aux autochtones (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 982 807
Avantages sociaux		291 241
Transports et communications		401 884
Services		203 986
Fournitures et matériel		140 952
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	1 305 492	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	2 820 736	4 126 228
		7 147 098
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 069 914
		4 077 184

Direction générale des relations interraciales (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 752 009
Avantages sociaux	240 982
Transports et communications	269 014
Services	907 920
Fournitures et matériel	149 673
	3 319 598

Installations communautaires (Poste 5)	
Paiements de transfert	
Capital	
Subventions aux communautés	7 995 000

Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales (Poste 6)	
Services	2 804 492
Paiements de transfert	
Fonds pour le multiculturalisme et aux relations interraciales	4 473 069
	7 277 561
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	38 873 093

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**	
1	12 149 600	21 800	12 171 400	Commission ontarienne des droits de la personne	12 170 014
	12 149 600*	21 800	12 171 400	TOTAL POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	12 170 014

Description du programme :

Ce programme vise à créer, au niveau des collectivités, un climat d'entente et de respect mutuel dans lequel les particuliers seront amenés à se sentir égaux en dignité et en droits; à protéger les habitants de l'Ontario de toute discrimination illégale et à offrir un recours à ceux qui ont subi une atteinte à leurs droits.

*Y compris le mandat spécial de 4 220 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE — CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 1)	$
Traitements et salaires	8 105 555
Avantages sociaux	1 291 419
Transports et communications	1 039 815
Services	1 403 496
Fournitures et matériel	329 729
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	12 170 014

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada — Services communautaires aux Indiens	1 021 616	
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	641 423	989 181
Entente relative aux manuels d'enseignement des langues		200 812
	1 663 039	1 189 993
VENTES ET LOCATIONS	10 480	3 900
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	89 935	76 583
Autres	19 104	707
	109 039	77 290
DIVERS	529 429	65 632
TOTAL DES RECETTES	2 311 987	1 336 815

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-18

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES 4-20

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-18

SOMMAIRE 4-17

ÉTAT DES RECETTES 4-22

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
1 891 471	Administration du ministère	2 441 908	2 166 291
6 267 960	Relations intergouvernementales	8 191 100	7 643 909
8 159 431	**Total du ministère**	10 633 008*	9 810 200
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 159 431	Total des dépenses	10 633 008	9 810 200

*Y compris le mandat spécial de 2 300 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	963 600	2 500	966 100	Bureau principal	803 637
2	788 300	66 300	854 600	Services administratifs et financiers	781 106
3	388 500	222 900	611 400	Services de communications	576 644
	2 140 400	291 700	2 432 100		2 161 387
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 904
	2 150 208*	291 700	2 441 908	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 166 291

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation générale et des services de planification, de gestion et de communications aux programmes du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 500 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	391 067
Avantages sociaux	178 806
Transports et communications	83 107
Services	130 956
Fournitures et matériel	19 701
	803 637
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 904
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	381 578
Avantages sociaux	76 853
Transports et communications	17 238
Services	147 978
Fournitures et matériel	159 383
	783 030
Moins : recouvrements du programme d'été : Expérience '90	1 924
	781 106

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	220 786
Avantages sociaux	40 200
Transports et communications	49 606
Services	142 132
Fournitures et matériel	123 920
	576 644
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 166 291

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	2 821 700	2 600	2 824 300	Bureau des relations fédérales-provinciales	2 809 933
2	3 180 500	200 000	3 380 500	Bureau des relations internationales	3 000 703
3	1 926 600	59 700	1 986 300	Bureau du protocole	1 833 273
	7 928 800*	262 300	8 191 100	TOTAL POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ..	7 643 909

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec le Gouvernement du Canada, les provinces et les territoires du Canada, et avec les gouvernements étrangers et leurs représentants en Ontario, conformément aux principaux objectifs poursuivis à ce niveau par le gouvernement de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 1 800 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau des relations fédérales-provinciales (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 328 729
Avantages sociaux		212 345
Transports et communications		196 052
Services		214 544
Fournitures et matériel		190 360
Paiements de transfert	$	
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	494 046	
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	47 857	
Institut des relations intergouvernementales	35 000	
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	91 000	667 903
		2 809 933

Bureau des relations internationales (Poste 2)		$
Traitements et salaires		1 078 687
Avantages sociaux		241 992
Transports et communications		263 484
Services		1 020 299
Fournitures et matériel		96 241
Paiements de transfert	$	
Fondation Asie-Pacifique	100 000	
Aide internationale aux sinistrés	200 000	300 000
		3 000 703

Bureau du protocole (Poste 3)		
Traitements et salaires		698 637
Avantages sociaux		101 609
Transports et communications		72 587
Services		715 097
Fournitures et matériel		163 990
Paiements de transfert	$	
Bourse John B. Aird	5 000	
Paiements effectués à l'occasion de visites spéciales	76 353	81 353
		1 833 273
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		7 643 909

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Prêts de services	155 878	101 478
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 067	68 790
DIVERS	68	
TOTAL DES RECETTES	158 013	170 268

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-26
- POLITIQUES MUNICIPALES 4-28
- OPÉRATIONS MUNICIPALES 4-30
- COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA 4-34
- VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO 4-36
- AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS 4-38
- PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO 4-40
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-26
- SOMMAIRE 4-25

ÉTAT DES RECETTES 4-42

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-42

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
7 713 432	Administration du ministère	7 625 908	7 442 616
6 151 255	Politiques municipales	7 854 200	7 290 843
545 594 055	Opérations municipales	1 007 031 400	1 001 656 000
	Commission de l'escarpement du Niagara	2 013 800	
1 668 529	Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	1 853 900	1 848 407
563 730	Aménagement des secteurs riverains	860 100	855 963
2 042 170	Programme de la région du Grand Toronto	4 000 100	3 937 304
563 733 171	**Total du ministère**	1 031 239 408*	1 023 031 133
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
562 957 130	Total des dépenses	1 031 234 408	1 022 883 588
776 041	Total des prêts et dotations en capital	5 000	147 545
563 733 171		1 031 239 408	1 023 031 133

*Y compris le mandat spécial de 22 987 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 021 600		1 021 600	Bureau principal	958 683
2	1 121 800	108 500	1 230 300	Services juridiques	1 226 684
3	5 154 800	209 400	5 364 200	Analyse et planification	5 247 441
	7 298 200	317 900	7 616 100		7 432 808
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	7 308 008*	317 900	7 625 908	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 442 616

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales, et de coordonner la fourniture des services de soutien administratifs et opérationnels cédés par le ministère du Logement.

*Y compris le mandat spécial de 1 941 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	621 305
Avantages sociaux	199 248
Transports et communications	64 557
Services	49 929
Fournitures et matériel	23 644
	958 683
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	30 017
Avantages sociaux	2 554
Transports et communications	28 280
Services	1 065 770
Fournitures et matériel	100 063
	1 226 684

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 762 360
Avantages sociaux	380 724
Transports et communications	252 191
Services	2 296 231
Fournitures et matériel	573 774
Paiements de transfert	
Programme Expérience d'été	92 107
	5 357 387
Moins : recouvrements d'autres ministères	109 946
	5 247 441
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 442 616

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2602				**PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES**	
1	1 645 500	85 700	1 731 200	Administration du programme	1 730 045
2	6 123 000		6 123 000	Politiques et planification municipales ...	5 560 798
	7 768 500*	85 700	7 854 200	TOTAL POUR LES POLITIQUES MUNICIPALES	7 290 843

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration des politiques et le soutien des lois et règlements liés à la structure municipale, à ses finances et à la planification de l'utilisation des terrains.

*Y compris le mandat spécial de 1 998 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES — CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 185 325
Avantages sociaux	286 960
Transports et communications	53 171
Services	144 549
Fournitures et matériel	60 040
	1 730 045

Politiques et planification municipales (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 426 985
Avantages sociaux	654 586
Transports et communications	148 918
Services	1 101 664
Fournitures et matériel	228 645
	5 560 798

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES	7 290 843

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2603				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES**	
1	3 134 100	282 700	3 416 800	Administration du programme	3 415 779
2	7 422 500	316 700	7 739 200	Services municipaux	7 736 884
3	4 717 600	464 600	5 182 200	Administration des plans	5 169 589
4	990 693 200		990 693 200	Subsides	985 333 748
	1 005 967 400*	1 064 000	1 007 031 400	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS MUNICIPALES	1 001 656 000

Description du programme :

Ce programme supervise la conception, l'élaboration, la coordination, la prestation et le contrôle des activités au nom de tout le ministère.

*Y compris le mandat spécial de 17 891 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES — CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 050 429
Avantages sociaux	511 977
Transports et communications	153 948
Services	535 204
Fournitures et matériel	164 221
	3 415 779

Services municipaux (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 277 985
Avantages sociaux	949 963
Transports et communications	821 049
Services	425 442
Fournitures et matériel	262 445
	7 736 884

Administration des plans (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 871 618
Avantages sociaux	671 650
Transports et communications	210 180
Services	224 931
Fournitures et matériel	191 210
	5 169 589

Subsides (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 530 032
Avantages sociaux	244 737
Transports et communications	193 051
Services	289 057
Fournitures et matériel	157 716

Paiements de transfert	$	$
Capital		
Subventions d'aide au logement	74 925	
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	16 464 976	
Aide à l'augmentation du stock de logements	1 321 523	
Aménagement communautaire, *Loi sur le ministère des Affaires Municipales et du Logement*	271 000	

Fonctionnement	$	$
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	901 829 588	
Autres subventions	7 053 218	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	36 676 233	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*	6 923 667	
Aide à l'annexation	193 238	
Services municipaux en français	270 622	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	872 884	
Paiements aux associations municipales	171 029	
Programme municipal de l'équité salariale	716 416	
Secours aux sinistrés	659 732	
Assistance en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*	951 394	
Aide à l'Ontario Business Improvement Area Association	79 850	
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	2 727 219	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES — CRÉDIT 2603 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	387 652	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	36 375	
Programme de formation et d'enseignement des affaires municipales	2 007 970	979 689 511
Autres opérations		
Remis d'impôt foncier	8 153 494	
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains	152 787	
Intérêts débiteurs nets sur les emprunts contractés au titre de l'infrastructure régionale	2 997 115	
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	649 018	11 952 414
Prêts, Avances et dotations en capital		
Capital		
Prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		147 545
		994 204 063
Moins : recouvrements d'autres ministères		8 870 315
		985 333 748
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES		1 001 656 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2604				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA**	
1	2 013 800		2 013 800	Commission de l'escarpement du Niagara	
	2 013 800		2 013 800	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	

Description du programme :

Ce programme vise à faire le nécessaire pour que l'escarpement du Niagara et les terres avoisinantes gardent leur caractère de zone naturelle continue, et à veiller à ce que, dans l'intérêt des habitants de l'Ontario, seules les activités d'aménagement compatibles avec le milieu naturel soient entreprises.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA — CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 1)	$
Traitements et salaires	
Avantages sociaux	
Transports et communications	
Services	
Fournitures et matériel	
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO**	
1	1 828 600	25 300	1 853 900	Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	1 848 407
	1 828 600*	25 300	1 853 900	TOTAL POUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 848 407

Description du programme :

Le programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de douze ministères provinciaux, la vérification des subventions conditionnelles accordées par la province à des municipalités. Le Bureau procédera à toutes les opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

*Y compris le mandat spécial de 453 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 280 054
Avantages sociaux	230 424
Transports et communications	215 521
Services	24 869
Fournitures et matériel	97 539
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 848 407

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2606				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**	
1	607 500	252 600	860 100	Bureau du conseiller spécial	855 963
	607 500*	252 600	860 100	TOTAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	855 963

Description du programme :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

*Y compris le mandat spécial de 107 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS — CRÉDIT 2606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	215 435
Avantages sociaux	70 380
Transports et communications	43 806
Services	504 429
Fournitures et matériel	21 913
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	855 963

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2607				**PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO**	
1	2 715 300	1 284 800	4 000 100	Bureau du conseiller spécial	3 937 304
	2 715 300*	1 284 800	4 000 100	TOTAL POUR LA RÉGION DU GRAND TORONTO	3 937 304

Description du programme :

Le Bureau de la région du grand Toronto apporte son soutien aux activités du gouvernement de l'Ontario et de ses organismes, en plus de celles des municipalités locales et régionales de Toronto, Durham, Peel, Halton et York, afin de faciliter la croissance rapide et importante qui a lieu dans cette région.

*Y compris le mandat spécial de 597 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO — CRÉDIT 2607

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 170 092
Avantages sociaux	268 956
Transports et communications	139 136
Services	2 263 565
Fournitures et matériel	95 555
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO	3 937 304

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme de revitalisation des centres-villes — municipalités	1 677 961	1 266 774
Programme de revitalisation de la rue principale — municipalités	822 004	822 004
Rénovation urbaine — part des sommes recouvrées revenant à la province	56 045	55 734
	2 556 010	2 144 512
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	70	60
VENTES ET LOCATIONS	9 615	11 500
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	3 163 648	2 806 446
Subventions	275 698	237 146
Autres	8 357	62 746
	3 447 703	3 106 338
DIVERS		
Intérêts gagnés au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	595 525	427 328
Intérêts gagnés sur le Programme Opération Logement		9 000
Autres	23 399	7 290
	618 924	443 618
TOTAL DES RECETTES	6 632 322	5 706 028

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS		
Programme Opération Logement	6,416 303	9 239 260
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 669 265	2 455 283
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	1 280 733	870 321
Financement des travaux municipaux	1 175 122	1 115 119
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	1 146 264	1 393 101
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 075 500	1 005 400
Prêts garantis féderaux-provinciaux	219 000	206 000
	13 982 187	16 284 484
AUTRES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	202 156	194 393
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	14 184 343	16 478 877

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-46
- COMMERCIALISATION ET NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES 4-48
- TECHNOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES 4-50
- AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE 4-54
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-46, 4-50, 4-54
- SOMMAIRE 4-45

ÉTAT DES RECETTES 4-56

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-57

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-58

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
26 765 885	Administration du ministère	30 318 765	29 485 997
64 321 709	Commercialisation et normes des produits agro-alimentaires	43 947 500	41 148 140
180 605 995	Technologie, développement et services régionaux agricoles	187 285 950	182 785 795
250 617 795	Aide financière à l'agriculture	349 398 200	344 784 582
522 311 384	**Total du ministère**	610 950 415*	598 204 514
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
509 144 284	Total des dépenses	597 250 415	586 192 514
13 167 100	Total des prêts et dotations en capital	13 700 000	12 012 000
522 311 384		610 950 415	598 204 514

*Y compris le mandat spécial de 265 552 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 293 700	80 000	2 373 700	Bureau principal	2 367 102
2	9 635 900		9 635 900	Services administratifs et financiers	9 421 205
3	1 951 200	137 200	2 088 400	Ressources humaines	2 004 235
4	3 671 500		3 671 500	Services de communications	3 657 356
5	2 877 100	631 100	3 508 200	Analyse et planification	3 505 848
6	626 000	117 900	743 900	Services juridiques	743 049
7	660 300		660 300	Services de vérification	606 192
8	6 931 000		6 931 000	Systèmes informatiques	6 475 175
9	629 500	25 000	654 500	Initiatives de Guelph	654 470
	29 276 200	991 200	30 267 400		29 434 632
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	19 616		19 616	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 616
	29 327 565*	991 200	30 318 765	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	29 485 997

Description du programme :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 9 422 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 318 052
Avantages sociaux		344 782
Transports et communications		209 317
Services		155 711
Fournitures et matériel		132 890
Paiements de transfert		
Collège "Royal" d'agronomie de l'Ontario	350	
Foire d'hiver d'Ottawa	26 000	
Foire agricole royale d'hiver	180 000	206 350
		2 367 102

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	19 616

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 078 243
Avantages sociaux	846 017
Transports et communications	1 044 946
Services	2 747 365
Fournitures et matériel	839 745
Acquisition/construction de biens immobiliers	864 889
	9 421 205

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 301 514
Avantages sociaux	275 286
Transports et communications	57 626
Services	258 479
Fournitures et matériel	111 330
	2 004 235

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 849 978
Avantages sociaux	371 220
Transports et communications	236 395
Services	725 237
Fournitures et matériel	474 526
	3 657 356

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 193 362
Avantages sociaux	363 959
Transports et communications	383 904
Services	304 675
Fournitures et matériel	259 948
	3 505 848

Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	23 775
Services	677 453
Fournitures et matériel	41 821
	743 049

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	434 897
Avantages sociaux	71 900
Transports et communications	27 545
Services	44 680
Fournitures et matériel	27 170
	606 192

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 394 367
Avantages sociaux	465 609
Transports et communications	214 624
Services	5 318 857
Fournitures et matériel	783 560
	9 177 017
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 701 842
	6 475 175

Initiatives de Guelph (Poste 9)	
Traitements et salaires	274 943
Avantages sociaux	30 199
Transports et communications	33 747
Services	91 605
Fournitures et matériel	23 976
Acquisition/construction de biens immobiliers	200 000
	654 470

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	29 485 997

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
102				**PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**	
1	549 200		549 200	Administration du programme	379 267
2	20 698 100		20 698 100	Commercialisation et développement des marchés	18 138 275
3	21 375 200	1 325 000	22 700 200	Normes et qualité des produits alimentaires	22 630 598
	42 622 500*	1 325 000	43 947 500	TOTAL POUR LA COMMERCIALISATION ET NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES.....	41 148 140

Description du programme :

Ce programme contribue à maximiser les rendements financiers dans l'agriculture en Ontario en favorisant l'adoption de lois d'habilitation conçues pour permettre la commercialisation collective de produits agricoles répondant à des normes de qualité satisfaisantes, pour développer les marchés intérieurs et extérieurs, et pour soutenir certains secteurs de l'agriculture.

*Y compris le mandat spécial de 12 735 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES — CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		188 234
Avantages sociaux		31 444
Transports et communications		47 393
Services		82 685
Fournitures et matériel		29 511
		379 267
Commercialisation et développement des marchés (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 292 189
Avantages sociaux		534 075
Transports et communications		1 620 627
Services		5 742 836
Fournitures et matériel		1 101 470
Paiements de transfert		
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	926 819	
Aide aux ventes à l'exportation	421 067	
Fonds pour la compensation à l'industrie du raisin et du vin	4 400 000	
Paiements de soutien du secteur	222 675	5 970 561
		18 261 758
Moins : recouvrements d'autres ministères		123 483
		18 138 275

Normes et qualités des produits alimentaires (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		13 604 290
Avantages sociaux		2 672 856
Transports et communications		1 912 203
Services		2 105 726
Fournitures et matériel		1 919 595
Paiements de transfert		
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	323 229	
Subventions à des associations du secteur	92 699	415 928
		22 630 598
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES		41 148 140

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
103				**PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES**	
1	1 186 400		1 186 400	Administration du programme	637 781
2	85 813 950	4 200 000	90 013 950	Éducation et recherche	89 262 607
3	82 585 600		82 585 600	Services consultatifs et techniques	80 886 507
	169 585 950	4 200 000	173 785 950		170 786 895
L	13 500 000		13 500 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	11 998 900
	183 085 950*	4 200 000	187 285 950	TOTAL POUR LA TECHNOLOGIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	182 785 795

Description du programme :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par des travaux de recherche portant sur l'agriculture, l'énergie et la médecine vétérinaire; en offrant un enseignement en vue de l'obtention de diplômes en technologie agricole, en gestion financière des exploitations agricoles et dans des secteurs connexes; par une assistance aux organisations rurales et agricoles; par des services consultatifs et techniques spécialisés; par une assistance au développement des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par des initiatives de développement industriel.

Le programme fournit également des services agronomiques aux pays en développement dans le cadre de projets internationaux de développement agricole exécutés en coopération avec d'autres gouvernements.

*Y compris le mandat spécial de 55 993 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	328 859
Avantages sociaux	103 003
Transports et communications	108 095
Services	74 064
Fournitures et matériel	23 760
	637 781

Éducation et recherche (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		24 421 036
Avantages sociaux		4 934 371
Transports et communications		1 943 976
Services		4 893 223
Fournitures et matériel		6 090 444
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 215 349
Paiements de transfert		
Université de Guelph	37 864 987	
Fonds de recherche agro-alimentaire	2 000 000	
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	800 000	
Fonds de recherche pour l'exploitation de l'industrie alimentaire	600 000	
Fonds de recherche sur la viande rouge	1 291 800	
Brigade des jeunes environnementalistes	236 611	
Sociétés agricoles et horticoles	1 601 777	
Association des laboureurs de l'Ontario	123 760	
Institut des femmes de l'Ontario	25 000	
Fondation pour la vie à la campagne	75 000	
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario	36 000	
Association des Sociétés agricoles de l'Ontario	25 000	
Autres subventions à des organisations rurales	231 298	
Le Groupement de Gestion Agricole de Russell	38 000	
Le Groupement de Gestion Agricole de Prescott	38 000	44 987 233
		90 485 632
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 223 025
		89 262 607

Services consultatifs et techniques (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		26 332 898
Avantages sociaux		5 140 135
Transports et communications		3 812 467
Services		5 015 485
Fournitures et matériel		8 479 413
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 265 615
Paiements de transfert		
Capital		
Drainage par exutoires municipaux	4 663 670	
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	9 122 057	
Développement de l'industrie de la viande rouge	1 410 919	
Développement de l'industrie du porc	517 874	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	157 343	
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres	140 197	
Fonctionnement		
Aide à l'installation des vétérinaires dans les régions désignées	771 883	
Gestion des terres	893 081	
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	3 050 000	
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	165 073	
Développement de l'industrie de la viande rouge	5 924 834	
Développement de l'industrie du porc	556 351	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Projects agricoles ... du Nord de l'Ontario	$ 446 242	$
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	74 697	
Aide aux producteurs de pommes de terre de semence Elite	26 191	
Subventions à des associations de producteurs agricoles	264 726	28 185 138
Autres opérations		
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux		3 217 262
Prêts, et dotations en capital		
Capital		
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités		13 100
		81 461 513
Moins : recouvrements		
d'autres ministères	$	
Capital	143 292	
Fonctionnement	431 714	575 006
		80 886 507
Crédits législatifs		
Prêts, et dotations en capital		
Capital		
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux		11 998 900
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES		182 785 795

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
104				**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE**	
1	292 500		292 500	Administration du programme	247 211
2	1 399 200		1 399 200	Politique de conservation des terres agricoles	1 398 947
3	285 505 500	32 200 000	317 705 500	Politique d'aide financière à l'agriculture	316 912 317
	287 197 200	32 200 000	319 397 200		318 558 475
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, *Loi sur l'administration financière*	25 701
L	30 000 000		30 000 000	Paiements à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario, *Loi sur l'assurance-récolte*	26 200 406
	317 198 200*	32 200 000	349 398 200	TOTAL POUR L'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	344 784 582

Description du programme :

Ce programme fournit une aide financière au secteur agricole par divers moyens, notamment des remises fiscales aux exploitations agricoles, des garanties au crédit agricole, un plan de stabilisation des revenus agricoles et un régime d'assurance-récolte. Le programme représente également les intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des terres.

*Y compris le mandat spécial de 187 402 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE — CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	179 032
Avantages sociaux	37 663
Transports et communications	13 586
Services	14 141
Fournitures et matériel	2 789
	247 211

Politique de conservation des terres agricoles (Poste 2)	
Traitements et salaires	970 336
Avantages sociaux	166 210
Transports et communications	88 882
Services	98 914
Fournitures et matériel	74 605
	1 398 947

Politique d'aide financière à l'agriculture (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 964 760
Avantages sociaux		909 828
Transports et communications		976 435
Services		6 480 010
Fournitures et matériel		881 885
Paiements de transfert	$	
Capital		
Agri Nord	1 034 760	
Aide au logement des ouvriers agricoles saisonniers	746 067	
Fonctionnement		
Remises fiscale aux exploitations agricoles	147 349 312	
Aide aux revenus agricoles	100 256 571	
Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales	321 075	
Stabilisation des revenus agricoles	31 008 143	
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	5 672 888	
Programme Débuts agricoles	13 722 950	
Garanties de prêts d'exploitation	800 858	
Assistance pour la récolte désastreuse de 1989	70 292	
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	311 539	
Programme d'indemnisation contre la rage	322 885	
Subventions et subsides pour le bétail	331 840	
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	557 129	
Fonds d'aide à l'industrie apicole de l'Ontario	120 000	
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	34 942	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	34 755	
Aide aux éleveurs de bétail en période de sécheresse	2 100	302 698 106
Autres opérations		
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et de développement agricole		32 466
		317 943 490
Moins : recouvrements d'autres ministères		
Capital		1 031 173
		316 912 317

Crédits législatifs	
Paiements au titre de prêts bancaires garantis	25 701
Paiements à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	26 200 406
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	344 784 582

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme d'aide aux revenus agricoles — céréales	34 729 354	
— horticulture	15 135 768	
— fermes d'élevage d'animaux à fourrures	4 118 915	
— administration	455 049	
Subventions relatives aux primes d'assurance-récolte	14 305 546	612 050
Agence canadienne de développement international	1 380 623	980 000
Logement des ouvriers agricoles saisonniers	388 046	374 888
Programme d'indemnisation contre la rage	127 410	117 726
Travaux pour les cercles 4H	113 134	57 317
Programme fédéral de recherche — essais de pesticides	47 070	
Programme d'aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse	17 975	100 100
Accord Canada-Ontario de mise en valeur de la main d'oeuvre agricole	14 427	11 284
Cours de gestion agricole	2 914	
	70 836 231	2 253 365
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Enseignement et recherche sous contrat	4 205 510	3 835 395
Analyse du bétail de boucherie	932 684	947 547
Classement des tomates selon la qualité	703 646	667 248
Classement des fruits et légumes selon la qualité	319 727	207 451
Programme des jeunes agriculteurs	99 600	87 170
Missions de commercialisation	5 235	27 737
Autres	161 843	53 658
	6 428 245	5 826 206
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services vétérinaires fournis dans le cadre de divers programmes	1 296 788	1 467 569
Analyse des produits laitiers pour les producteurs et entreprises de transformation	1 231 911	1 195 602
Frais de scolarité versés à des collèges de technologie agricole	285 122	243 827
Outillage agricole; concessionnaires et distributeurs	99 800	
Droits d'entrée dans les musées	52 802	63 156
Négociants en grains	40 625	41 150
Permis de vente de bétail à l'encan	25 750	26 025
Drainage au moyen de tuyaux	24 845	23 790
Analyse de sols	19 481	26 097
Tests sur les porcs	17 416	140 155
Loi sur les médicaments pour le bétail	14 710	14 450
Tests sur les moutons	12 618	18 962
Autres	88 356	110 901
	3 210 224	3 371 684

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
VENTES ET LOCATIONS		
Bétail	536 035	551 668
Fruits et légumes	386 152	328 459
Échantillons pour étalonnage des appareils de contrôle du lait	315 709	300 736
Hébergement des étudiants inscrits dans des collèges d'agriculture	228 436	242 334
Véhicules	75 900	35 277
Services de traiteur dans le musée	43 744	46 184
Propriété utilisée dans le cadre des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	35 993	243 987
Location de terres de la Couronne	29 700	24 128
Publications et manuels de cours	15 847	34 855
Boutique de cadeaux du musée	15 232	18 886
Autres	99 617	101 425
	1 782 365	1 927 939
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop au titre de subventions	1 275 819	1 853 788
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	137 739	71 595
Programmes de prêts bancaires garantis	25 192	136 652
Autres	142 337	131 072
	1 581 087	2 193 107
DIVERS		
Agence canadienne de développement international	24 560	53 224
Autres	161 787	129 748
	186 347	182 972
TOTAL DES RECETTES	84 024 499	15 755 273

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Remboursement des municipalités au titre du drainage au moyen de tuyaux	20 743 749	22 582 827
Prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux pour les territoires non érigés en municipalités	105 610	196 163
Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
Associations coopératives	6 000	35 500
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	20 955 359	22 914 490

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 049	33 317
Taxe sur les produits et services	3 179	
Legs et bourses	356	(1 976)
TOTAL DES DÉPÔTS	8 584	31 341

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-61

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-62

SOMMAIRE 4-61

ÉTAT DES RECETTES 4-66

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
85 964 233	Bureau de l'Assemblée législative	116 492 700	106 177 521
85 964 233	**Total pour le Bureau de l'Assemblée législative**	116 492 700*	106 177 521
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
85 964 233	Total des dépenses	116 492 700	106 177 521

*Y compris le mandat spécial de 28 000 000 $.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions répétées	Crédits autorisés: par la Commission de Régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	808 100		808 100	Bureau du président de l'Assemblée législative	742 944
2	5 871 700	239 000	6 110 700	Bureau du greffier	6 026 149
3	3 872 300		3 872 300	Hansard	2 848 043
4	4 715 000	(700 000)	4 015 000	Service de télédiffusion et d'enregistrement	3 740 259
5	6 007 100		6 007 100	Bibliothèque de l'Assemblée législative	5 782 438
6	8 056 500	500 000	8 556 500	Bureau du contrôleur	8 555 879
7	18 904 000	(1 175 000)	17 729 000	Services à l'Assemblée	12 988 805
8	666 700	700 000	1 366 700	Ressources à engager aux fins de la session	1 366 276
9	12 992 400		12 992 400	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	12 919 734
10	29 054 200	76 000	29 130 200	Services de soutien aux députés	29 129 270
11	10 942 700	360 000	11 302 700	Services de soutien aux groupes parlementaires	11 295 801
12	6 471 200		6 471 200	Commission sur le financement des élections	2 952 393
13	5 688 000		5 688 000	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	5 588 184
14	368 100		368 100	Commission sur les conflits d'intérêts	207 559
	114 418 000		114 418 000		104 143 734
L	2 074 700		2 074 700	Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative, *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative*	2 033 787
	116 492 700*		116 492 700	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	106 177 521

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu (Ontario).

*Y compris le mandat spécial de 28 000 000 $.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	$
Traitements et salaires	350 048
Avantages sociaux	69 051
Transports et communications	70 306
Services	152 482
Fournitures et matériel	76 152
Paiements de transfert	
Association parlementaire du Commonwealth	24 905
	742 944

Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 909 471
Avantages sociaux	250 163
Transports et communications	587 070
Services	1 439 729
Fournitures et matériel	1 839 716
	6 026 149

Hansard (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 832 456
Avantages sociaux	284 613
Transports et communications	73 640
Services	111 738
Fournitures et matériel	545 596
	2 848 043

Service de télédiffusion et d'enregistrement (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 033 739
Avantages sociaux	145 365
Transports et communications	51 155
Services	2 140 846
Fournitures et matériel	369 154
	3 740 259

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 870 118
Avantages sociaux	557 542
Transports et communications	48 693
Services	508 288
Fournitures et matériel	799 943
	5 784 584
Moins : recouvrements d'autres activités	2 146
	5 782 438

Bureau du contrôleur (Poste 6)	$
Traitements et salaires	4 398 619
Avantages sociaux	614 072
Transports et communications	68 830
Services	933 605
Fournitures et matériel	2 373 673
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative	167 080
	8 555 879

Services à l'Assemblée (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 288 245
Avantages sociaux	316 996
Transports et communications	1 377 228
Services	7 758 798
Fournitures et matériel	2 182 170
	13 923 437
Moins : recouvrements d'autres activités	934 632
	12 988 805

Ressources à engager aux fins de la session (Poste 8)	
Avantages sociaux	888 792
Services	220 174
Fournitures et matériel	257 310
	1 366 276

Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	7 827 105
Avantages sociaux	2 439 214
Transports et communications	1 384 446
Services	1 188 388
Fournitures et matériel	80 581
	12 919 734

Services de soutien aux députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	16 266 201
Avantages sociaux	2 714 698
Transports et communications	2 897 957
Services	2 518 099
Fournitures et matériel	4 732 315
	29 129 270

Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 11)	
Traitements et salaires	6 311 725
Avantages sociaux	1 086 500
Transports et communications	316 820
Services	1 276 831
Fournitures et matériel	2 303 925
	11 295 801

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission sur le financement des élections (Poste 12)	$
Traitements et salaires	608 098
Avantages sociaux	73 438
Transports et communications	87 245
Services	2 126 601
Fournitures et matériel	106 270
	3 001 652
Moins : recouvrements d'autres activités	49 259
	2 952 393

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 13)	
Traitements et salaires	3 101 987
Avantages sociaux	414 124
Transports et communications	140 164
Services	1 097 453
Fournitures et matériel	834 456
	5 588 184

Commission sur les conflits d'intérêts (Poste 14)	$
Traitements et salaires	61 255
Avantages sociaux	7 744
Transports et communications	1 057
Services	127 237
Fournitures et matériel	10 266
	207 559

Crédits législatifs	
Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	2 033 787
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	106 177 521

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	7 950	4 800
VENTES ET LOCATIONS	60 622	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	305 505	136 816
DIVERS	210	177
TOTAL DES RECETTES	374 287	141 793

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-70

SOMMAIRE 4-69

ÉTAT DES RECETTES 4-72

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
5 367 928	Bureau du Conseil des ministres	6 871 000	6 758 229
5 367 928	**Total pour le Bureau du Conseil des ministres**	6 871 000*	6 758 229
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 367 928	Total des dépenses	6 871 000	6 758 229

*Y compris le mandat spécial de 1 400 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	5 408 200	1 300 000	6 708 200	Bureau principal	6 629 202
2	162 800		162 800	Leader parlementaire	129 027
	5 571 000*	1 300 000	6 871 000	TOTAL POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	6 758 229

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

*Y compris le mandat spécial de 1 400 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 012 533
Avantages sociaux	708 598
Transports et communications	260 456
Services	929 383
Fournitures et matériel	718 232
	6 629 202

Leader parlementaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	102 916
Avantages sociaux	14 375
Transports et communications	81
Services	9 915
Fournitures et matériel	1 740
	129 027

TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	6 758 229

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991	1990
	$	$
VENTES ET LOCATIONS	951	266
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 002	1 636
DIVERS	1 470	
TOTAL DES RECETTES	3 423	1 902

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-75

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-76

SOMMAIRE 4-75

ÉTAT DES RECETTES 4-78

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
2 779 820	Bureau du directeur général des élections	944 600	42 467 331
2 779 820	**Total pour le Bureau du directeur général des élections**	944 600*	42 467 331
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 779 820	Total des dépenses	944 600	42 467 331

*Y compris le mandat spécial de 350 000 $.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	944 600		944 600	Bureau du directeur général des élections	870 253
	944 600		944 600		870 253
L				*Loi électorale*	41 597 078
	944 600*		944 600	TOTAL POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	42 467 331

Description du programme :

Le Bureau forme, dirige et supervise le directeur ou la directrice du scrutin dans chacune des 130 circonscriptions électorales; entreprend des activités d'information publique afin d'expliquer les procédures électorales et les droits de chacun en période d'élections; prépare et publie les cartes de sections de vote des circonscriptions électorales; coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral; autorise et supervise l'acquisition des locaux, des fournitures utilisées et de l'équipement dans les bureaux de vote et de scrutin et en autorise le paiement.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en entreprenant des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral et en fournissant des conseils sur les lignes directrices de ce processus ainsi que des renseignements généraux.

*Y compris le mandat spécial de 350 000 $.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	$
Traitements et salaires	758 503
Avantages sociaux	111 750
	870 253

Crédits législatifs	$
Loi électorale	41 597 078
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	42 467 331

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
DIVERS	46 600	
TOTAL DES RECETTES	46 600	

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 4-82

SOMMAIRE 4-81

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
632 360	Bureau du lieutenant-gouverneur	654 200	651 505
632 360	**Total pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	654 200*	651 505
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
632 360	Total des dépenses	654 200	651 505

*Y compris le mandat spécial de 170 000 $.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	639 200	15 000	654 200	Bureau du lieutenant-gouverneur	651 505
	639 200*	15 000	654 200	TOTAL POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR . . .	651 505

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 170 000 $.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	$
Traitements et salaires	416 367
Avantages sociaux	48 854
Transports et communications	37 369
Services	11 151
Fournitures et matériel	29 364
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	108 400
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	651 505

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL 4-88

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-88

SOMMAIRE 4-87

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
6 908 552	Bureau du vérificateur provincial	7 779 000	7 600 474
6 908 552	**Total pour le Bureau du vérificateur provincial**	7 779 000*	7 600 474
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 908 552	Total des dépenses	7 779 000	7 600 474

*Y compris le mandat spécial de 1 980 000 $.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**	
1	7 656 000		7 656 000	Bureau du vérificateur provincial	7 478 379
	7 656 000		7 656 000		7 478 379
L	123 000		123 000	*Loi sur la vérification des comptes publics*	122 095
	7 779 000*		7 779 000	TOTAL POUR BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL ...	7 600 474

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le Bureau du vérificateur provincial a été créé en 1886; son fonctionnement est régi par la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Le bureau effectue des tâches de vérification financière et d'optimisation des ressources. Il effectue également certaines vérifications sur demande spéciale. Fonctionnaire de l'Assemblée législative, le vérificateur provincial rend compte devant elle de l'utilisation des fonds publics.

*Y compris le mandat spécial de 1 980 000 $.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL — CRÉDIT 3201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 708 966
Avantages sociaux	963 510
Transports et communications	255 910
Services	1 143 349
Fournitures et matériel	356 644
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	50 000
	7 478 379

Crédits législatifs	$
Loi sur la vérification des comptes publics	122 095
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 600 474

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-94

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-94

SOMMAIRE 4-93

ÉTAT DES RECETTES 4-96

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990	PROGRAMME	1990-1991	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
2 251 132	Cabinet du premier ministre	3 618 840	3 611 438
2 251 132	**Total pour le Cabinet du premier ministre**	3 618 840*	3 611 438
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 251 132	Total des dépenses	3 618 840	3 611 438

*Y compris le mandat spécial de 700 000 $.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 472 200	1 101 400	3 573 600	Cabinet du premier ministre	3 566 198
	2 472 200	1 101 400	3 573 600		3 566 198
L	45 240		45 240	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	45 240
	2 517 440	1 101 400	3 618 840	TOTAL POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	3 611 438

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef de gouvernement.

*Y compris le mandat spécial de 700 000 $.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 3101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Cabinet du premier ministre (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 109 545
Avantages sociaux	920 308
Transports et communications	197 464
Services	251 149
Fournitures et matériel	87 732
	3 566 198

Crédits législatifs	$
Traitement versé au premier ministre	45 240
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	3 611 438

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		5 477
DIVERS	151	
TOTAL DES RECETTES	151	5 477

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-100
- AIDE AUX UNIVERSITÉS 4-102
- AIDE AUX COLLÈGES 4-104
- AFFAIRES ÉTUDIANTES 4-106
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-100
- SOMMAIRE 4-99

ÉTAT DES RECETTES 4-108

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-108

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
5 670 693	Administration du ministère	6 876 708	5 700 326
1 778 150 128	Aide aux universités	1 850 110 700	1 849 706 606
748 124 374	Aide aux collèges	792 979 900	792 317 754
199 028 297	Affaires étudiantes	220 064 800	213 569 234
2 730 973 492	**Total du ministère**	2 870 032 108*	2 861 293 920
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 730 973 492	Total des dépenses	2 870 032 108	2 861 293 920

*Y compris le mandat spécial de 746 800 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 056 400		2 056 400	Bureau principal	1 158 256
2	1 132 900	174 300	1 307 200	Services de communications	1 229 146
3	3 335 700		3 335 700	Analyse et planification	3 149 800
4	138 400	29 200	167 600	Services juridiques	153 316
	6 663 400	203 500	6 866 900		5 690 518
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	6 673 208*	203 500	6 876 708	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 700 326

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

*Y compris le mandat spécial de 1 763 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	612 615
Avantages sociaux	112 889
Transports et communications	44 723
Services	74 402
Fournitures et matériel	92 262
Paiements de transfert	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	221 365
	1 158 256
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services de communications (Poste 2)	
Traitements et salaires	524 110
Avantages sociaux	72 135
Transports et communications	34 919
Services	374 490
Fournitures et matériel	223 492
	1 229 146

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 320 870
Avantages sociaux	825 868
Transports et communications	314 697
Services	583 018
Fournitures et matériel	105 347
	3 149 800
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	31 794
Avantages sociaux	4 789
Transports et communications	4 634
Services	107 511
Fournitures et matériel	4 588
	153 316
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 700 326

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS**	
1	258 800	302 300	561 100	Administration du programme	485 451
2	1 840 484 200		1 840 484 200	Aide provinciale aux universités	1 840 250 281
3	4 856 300	3 315 000	8 171 300	Soutien à la recherche et activités internationales	8 151 681
4	883 800	10 300	894 100	Conseil ontarien des affaires universitaires	819 193
	1 846 483 100*	3 627 600	1 850 110 700	TOTAL POUR L'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 849 706 606

Description du programme :

Ce programme a pour objet de financer les universités et d'élaborer des politiques concernant leurs activités dans tout l'Ontario, pour que le gouvernement puisse étudier les besoins éducatifs des résidants de la province admissibles à l'université.

*Y compris le mandat spécial de 460 810 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS — CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		340 576
Avantages sociaux		40 503
Transports et communications		17 348
Services		17 637
Fournitures et matériel		69 387
		485 451

Aide provinciale aux universités (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 380 805
Avantages sociaux		191 938
Transports et communications		48 120
Services		162 724
Fournitures et matériel		61 966
Paiements de transfert	$	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 822 796 478	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	15 608 250	1 838 404 728
		1 840 250 281

Soutien à la recherche et activités internationales (Poste 3)		$
Traitements et salaires		552 157
Avantages sociaux		76 677
Transports et communications		39 755
Services		132 968
Fournitures et matériel		49 409
Paiements de transfert	$	
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	7 597 379	
Centres d'entreprenariat	900 000	
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Institut canadien de recherche avancée	1 250 000	
Entente Ontario/Jiangsu	318 515	
Centre ontarien de calcul à grande échelle	3 700 000	
Centre d'études internationales	552 200	
Centre d'étude du commerce international	1 350 000	
Conseil des universités de l'Ontario	100 000	15 798 094
		16 649 060
Moins : recouvrements d'autres ministères		8 497 379
		8 151 681

Conseil ontarien des affaires universitaires (Poste 4)	
Traitements et salaires	456 185
Avantages sociaux	66 650
Transports et communications	75 540
Services	171 517
Fournitures et matériel	49 301
	819 193

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 849 706 606

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES**	
1	286 500	14 000	300 500	Administration du programme	292 233
2	784 548 600	5 097 900	789 646 500	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	789 215 847
3	430 300		430 300	Écoles privées de formation professionnelle	397 171
4	1 173 400	437 600	1 611 000	Écoles pour les aides-infirmiers	1 534 429
5	934 000		934 000	Conseil ontarien des affaires collégiales	842 633
6	57 600		57 600	Commission des relations de travail dans les collèges	35 441
	787 430 400*	5 549 500	792 979 900	TOTAL POUR L'AIDE AUX COLLÈGES	792 317 754

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et au fonctionnement des écoles régionales pour les aides-infirmiers, et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 192 953 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES — CRÉDIT 703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		216 655
Avantages sociaux		28 582
Transports et communications		11 045
Services		14 924
Fournitures et matériel		21 027
		292 233

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 364 721
Avantages sociaux		542 938
Transports et communications		194 501
Services		772 351
Fournitures et matériel		249 486
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	5 500 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	758 800 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	7 091 850	
Subventions à la cité collégiale	12 700 000	784 091 850
		789 215 847

Écoles privées de formation professionnelle (Poste 3)	$
Traitements et salaires	293 040
Avantages sociaux	38 250
Transports et communications	13 710
Services	24 838
Fournitures et matériel	27 333
	397 171

Écoles pour les aides-infirmiers (Poste 4)	
Traitements et salaires	814 808
Avantages sociaux	673 761
Transports et communications	9 710
Services	18 679
Fournitures et matériel	17 471
	1 534 429

Conseil ontarien des affaires collégiales (Poste 5)	
Traitements et salaires	292 336
Avantages sociaux	30 954
Transports et communications	65 411
Services	396 162
Fournitures et matériel	57 770
	842 633

Commission des relations de travail dans les collèges (Poste 6)	
Transports et communications	2 485
Services	23 075
Fournitures et matériel	9 881
	35 441

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES	792 317 754

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
704				**PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES**	
1	220 064 800		220 064 800	Aide provinciale aux étudiants	213 569 234
	220 064 800*		220 064 800	TOTAL POUR LES AFFAIRES ÉTUDIANTES	213 569 234

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements postsecondaires admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux étudiants qui se sont distingués dans leurs études pour que tous les résidants de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

*Y compris le mandat spécial de 91 274 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES — CRÉDIT 704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Aide provinciale aux étudiants (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 929 083
Avantages sociaux		564 659
Transports et communications		887 201
Services		2 289 862
Fournitures et matériel		677 350
Paiements de transfert	$	
Programmes d'aide aux étudiants	203 434 746	
Bourses d'échange Ontario/Québec	88 000	
Programmes de langue seconde	1 698 333	205 221 079
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES		213 569 234

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	16 490 808	9 756 001
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	2 201 692	1 298 409
Régime canadien de prêts aux étudiants — Frais de traitement	1 521 584	1 507 665
	20 214 084	12 562 075
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Effectués par d'autres provinces au titre de la formation d'étudiants en optométrie à l'Université de Waterloo	507 664	425 764
Autres	2 680	
	510 344	425 764
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inscription dans des écoles privées de formation professionnelle	41 834	43 523
Aides-infirmiers	(19 282)	145 020
Autres	2 689	2 410
	25 241	190 953
VENTES ET LOCATIONS	1 304	765
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses d'étude et de perfectionnement et aide financière accordées aux étudiants	8 187 961	7 533 960
Autres	42 037	5 290
	8 229 998	7 539 250
DIVERS	20	183
TOTAL DES RECETTES	28 980 991	20 718 990

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Prix John C. Polanyi	25 295	22 144
Bourses de la reine Elizabeth II	10 028	(6 079)
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	(48 990)	(41 287)
TOTAL DES DÉPÔTS	(13 667)	(25 222)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-112
- POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES 4-114
- ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES 4-116
- RESSOURCES HUMAINES 4-118
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-112, 4-116
- SOMMAIRE 4-111

ÉTAT DES RECETTES 4-120

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
895 743	Administration du ministère	154 968 049	1 384 425
10 704 245	Politiques financières et administratives	11 650 100	11 075 666
6 911 412	Administration du Secrétariat des ressources humaines	7 805 108	7 195 230
31 824 494	Ressources humaines	43 103 100	36 468 393
50 335 894	**Total pour le Conseil de gestion**	217 526 357*	56 123 714
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
50 335 894	Total des dépenses	217 526 357	56 123 714

*Y compris le mandat spécial de 29 600 000 $.

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 153 200	399 000	1 552 200	Bureau principal	1 368 551
2	153 384 100		153 384 100	Imprévus**	
	154 537 300	399 000	154 936 300		1 368 551
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 874
	154 569 049*	399 000	154 968 049	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 384 425

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à prévoir le coût des initiatives du gouvernement comprises dans le plan budgétaire.

*Y compris le mandat spécial de 383 200 $.

**Le Budget des dépenses incluait les coûts des initiatives gouvernementales que l'on prévoyait entreprendre en commun. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts bruts prévus de ces initiatives sous la rubrique "Imprévus".

L'allocation d'un montant de 126 768 700 $ a été approuvée à cet effet. Il s'agit d'un montant brut ne prenant pas en considération les dépenses en moins dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit des différents postes budgétaires auxquels elles se rapportaient plutôt qu'au débit de la rubrique "Imprévus". Par conséquent aucunes dépenses ne sont inscrites sous cette rubrique.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	865 000
Avantages sociaux	99 437
Transports et communications	85 378
Services	176 179
Fournitures et matériel	142 557
	1 368 551

Crédit législatif	$
Traitement versé au ministre	15 874
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 384 425

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2502				**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**	
1	5 194 100		5 194 100	Politiques de gestion	5 036 151
2	2 668 800		2 668 800	Techniques informatiques	2 462 615
3	3 787 200		3 787 200	Programmes et prévisions des dépenses	3 576 900
	11 650 100*		11 650 100	TOTAL POUR LES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	11 075 666

Description du programme :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, normes et directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public; et à assurer aux ministères et organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

*Y compris le mandat spécial de 3 216 800 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES — CRÉDIT 2502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Politiques de gestion (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 610 254
Avantages sociaux	309 961
Transports et communications	134 276
Services	2 544 486
Fournitures et matériel	437 174
	5 036 151

Techniques informatiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 439 170
Avantages sociaux	255 695
Transports et communications	50 759
Services	480 127
Fournitures et matériel	236 864
	2 462 615

Programmes et prévisions des dépenses (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 814 281
Avantages sociaux	540 251
Transports et communications	71 439
Services	78 712
Fournitures et matériel	72 217
	3 576 900

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	11 075 666

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2503				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	680 300		680 300	Bureau principal	554 750
2	2 601 300	1 300 000	3 901 300	Services administratifs et financiers	3 634 572
3	1 534 600		1 534 600	Services de communications	1 380 455
4	1 604 100	75 000	1 679 100	Analyse et planification	1 615 645
	6 420 300	1 375 000	7 795 300		7 185 422
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	6 430 108*	1 375 000	7 805 108	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	7 195 230

Description du programme :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble et le soutien administratif lui permettant de réaliser ses objectifs de gestion d'une manière coordonnée.

*Y compris le mandat spécial de 1 577 000 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	366 929
Avantages sociaux	68 137
Transports et communications	32 130
Services	48 020
Fournitures et matériel	39 534
	554 750
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 962 204
Avantages sociaux	384 723
Transports et communications	200 829
Services	506 753
Fournitures et matériel	580 063
	3 634 572

Services communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 022 975
Avantages sociaux	184 524
Transports et communications	225 236
Services	3 727 195
Fournitures et matériel	466 802
	5 626 732
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 246 277
	1 380 455
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	993 988
Avantages sociaux	203 187
Transports et communications	24 394
Services	200 337
Fournitures et matériel	193 739
	1 615 645
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	7 195 230

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2504				**PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	6 938 100	910 600	7 848 700	Relations de travail et rémunération	7 691 876
2	35 254 400		35 254 400	Ressources humaines et leadership.....	28 776 517
	42 192 500*	910 600	43 103 100	TOTAL POUR LES RESSOURCES HUMAINES.....	36 468 393

Description du programme :

Assure un leadership au sein de la fonction publique de l'Ontario en matière de planification et de gestion ministérielles, de perfectionnement des cadres et d'affectation, ainsi que de mise en oeuvre des modifications apportées aux programmes en réponse aux changements sociaux, économiques et technologiques. Ce programme comporte aussi les politiques en matière de rémunération, de classification des emplois et d'avantages sociaux; les responsables du programme agissent au nom du Conseil de gestion du gouvernement en matière de négociations collectives et de relations de travail, et maintiennent des procédures de grief et d'appel équitables, conformément à la loi.

*Y compris le mandat spécial de 24 423 000 $.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Relations de travail et rémunération (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 978 681
Avantages sociaux	926 765
Transports et communications	188 455
Services	1 132 892
Fournitures et matériel	465 083
	7 691 876

Ressources humaines et leadership (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		46 412 230
Avantages sociaux		4 212 892
Transports et communications		345 155
Services		5 411 093
Fournitures et matériel		1 307 624
Paiements de transfert		
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	62 700	
Subvention au Niagara Institute	144 500	
Programme Expérience d'été	10 532 108	10 739 308
		68 428 302
Moins : recouvrements d'autres ministères		39 651 785
		28 776 517
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES		36 468 393

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	169 754	110 343
Prêts de services	16 562	16 891
	186 316	127 234
VENTES ET LOCATIONS		
Personnel temporaire	495 841	533 454
Programmes d'éducation	139 106	159 300
Formation et évaluation des connaissances en français	4 806	2 443
Services de publicité	3 843	6 812
Autres		6 100
	643 596	708 109
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	56 080	13 724
DIVERS		
Autres	547	785
TOTAL DES RECETTES	886 539	849 852

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-124

PRATIQUES COMMERCIALES 4-126

NORMES TECHNIQUES 4-128

RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX 4-130

ENREGISTREMENT 4-132

PERMIS DE VENTE D'ALCOOL 4-134

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-124, 4-132

SOMMAIRE 4-123

ÉTAT DES RECETTES 4-136

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-137

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
20 363 590	Administration du ministère	24 069 657	23 346 221
13 033 868	Pratiques commerciales	20 481 500	19 857 948
14 734 409	Normes techniques	15 644 200	14 826 742
35 881 779	Réglementation des courses de chevaux	31 959 100	31 928 346
63 950 035	Enregistrement	76 138 200	72 303 733
9 659 281	Permis de vente d'alcool	10 367 100	10 366 949
157 622 962	**Total du ministère**	178 659 757*	172 629 939
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
157 622 962	Total des dépenses	178 659 757	172 629 939

*Y compris le mandat spécial de 46 019 500 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 263 800	43 100	1 306 900	Bureau principal	1 306 900
2	7 381 100	96 100	7 477 200	Services administratifs et financiers	7 385 920
3	1 985 000	103 600	2 088 600	Ressources humaines	1 938 555
4	1 736 800	37 900	1 774 700	Services de communications	1 767 100
5	1 289 200	31 500	1 320 700	Analyse et planification	1 272 478
6	2 344 200	477 700	2 821 900	Services juridiques	2 698 760
7	900 500	9 600	910 100	Services de vérification	816 021
8	6 278 600	49 400	6 328 000	Systèmes informatiques	6 118 930
	23 179 200	848 900	24 028 100		23 304 664
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	23 220 757*	848 900	24 069 657	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 346 221

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

*Y compris le mandat spécial de 6 579 700 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	856 112
Avantages sociaux	241 386
Transports et communications	36 101
Services	102 090
Fournitures et matériel	71 211
	1 306 900
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 176 276
Avantages sociaux	2 750 902
Transports et communications	613 803
Services	625 964
Fournitures et matériel	218 975
	7 385 920
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 519 727
Avantages sociaux	276 075
Transports et communications	27 718
Services	111 312
Fournitures et matériel	51 055
	1 985 887
Moins : recouvrements d'autres ministères	47 332
	1 938 555
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 187 589
Avantages sociaux	167 958
Transports et communications	107 306
Services	179 510
Fournitures et matériel	219 737
	1 862 100
Moins : recouvrements d'autres ministères	95 000
	1 767 100

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	906 293
Avantages sociaux	141 663
Transports et communications	49 696
Services	69 539
Fournitures et matériel	105 287
	1 272 478
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	57 142
Avantages sociaux	4 429
Transports et communications	16 156
Services	2 568 577
Fournitures et matériel	52 456
	2 698 760
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	640 438
Avantages sociaux	99 369
Transports et communications	30 021
Services	21 212
Fournitures et matériel	24 981
	816 021
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 509 749
Avantages sociaux	533 162
Transports et communications	118 390
Services	1 044 836
Fournitures et matériel	912 793
	6 118 930
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 346 221

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES**	
1	1 143 900	9 600	1 153 500	Administration du programme	724 096
2	4 708 000	6 974 200	11 682 200	Réglementation commerciale	11 579 833
3	4 412 700	148 800	4 561 500	Services aux consommateurs	4 479 207
4	2 407 300	100 400	2 507 700	Normes relatives aux divertissements	2 500 122
5	502 900	73 700	576 600	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	574 690
	13 174 800*	7 306 700	20 481 500	TOTAL POUR LES PRATIQUES COMMERCIALES	19 857 948

Description du programme :

Ce programme vise à servir et à protéger le public et aussi à encourager le maintien d'un marché honnête, équitable et informé. Pour ce faire, le ministère procède aux enquêtes portant sur les plaintes des consommateurs et veille à l'enregistrement des entreprises et à leur réglementation en vertu des diverses lois traitant de la protection des consommateurs. Il réglemente aussi trois secteurs de divertissements qui incluent des événements publics, soit l'application de la *Loi sur les salles de cinéma*, le commissaire des sports professionnels et les permis de loteries. En outre, dans le cadre de ce programme, le ministère organise des audiences ayant trait aux permis dont il est responsable en vertu de plusieurs lois.

*Y compris le mandat spécial de 3 851 600 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES — CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	426 489
Avantages sociaux	56 903
Transports et communications	11 544
Services	78 280
Fournitures et matériel	80 880
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	70 000
	724 096

Réglementation commerciale (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 869 124
Avantages sociaux	590 880
Transports et communications	156 321
Services	658 034
Fournitures et matériel	240 616
Autres transactions	
Respect de la garantie d'emprunts—Worldways Canada Ltd.	6 064 858
	11 579 833

Services aux consommateurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 095 837
Avantages sociaux	792 964
Transports et communications	246 731
Services	110 689
Fournitures et matériel	232 986
	4 479 207

Normes relatives aux divertissements (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 474 582
Avantages sociaux	248 497
Transports et communications	179 677
Services	427 121
Fournitures et matériel	170 245
	2 500 122

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 5)	
Traitements et salaires	210 345
Avantages sociaux	40 983
Transports et communications	51 650
Services	261 213
Fournitures et matériel	10 499
	574 690

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES	19 857 948

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**	
1	2 308 800	10 500	2 319 300	Administration du programme	1 563 654
2	4 331 100	129 800	4 460 900	Sécurité des appareils sous pression	4 460 510
3	3 962 400	126 800	4 089 200	Appareils de levage	4 065 908
4	4 129 500	242 200	4 371 700	Sécurité des combustibles	4 342 028
5	387 500	15 600	403 100	Articles rembourrés	394 642
	15 119 300*	524 900	15 644 200	TOTAL POUR LES NORMES TECHNIQUES	14 826 742

Description du programme :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le bureau du sous-ministre adjoint et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs, des appareils sous pression, des articles rembourrés, du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs et appareils sous pression.

*Y compris le mandat spécial de 3 727 300 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES — CRÉDIT 903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	772 199
Avantages sociaux	101 500
Transports et communications	59 114
Services	365 564
Fournitures et matériel	265 277
	1 563 654

Sécurité des appareils sous pression (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 219 928
Avantages sociaux	582 360
Transports et communications	402 772
Services	169 387
Fournitures et matériel	86 063
	4 460 510

Appareils de levage (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 984 678
Avantages sociaux	504 073
Transports et communications	351 023
Services	94 153
Fournitures et matériel	131 981
	4 065 908

Sécurité des combustibles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 857 020
Avantages sociaux	655 044
Transports et communications	587 925
Services	97 160
Fournitures et matériel	144 879
	4 342 028

Articles rembourrés (Poste 5)	
Traitements et salaires	300 263
Avantages sociaux	46 381
Transports et communications	35 942
Services	7 483
Fournitures et matériel	4 573
	394 642

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES	14 826 742

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
904				**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX**	
1	31 735 900	223 200	31 959 100	Réglementation des courses de chevaux	31 928 346
	31 735 900*	223 200	31 959 100	TOTAL POUR LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX	31 928 346

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la *Loi sur la Commission des courses de chevaux*.

*Y compris le mandat spécial de 4 803 100 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX — CRÉDIT 904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Réglementation des courses de chevaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 907 171
Avantages sociaux	422 322
Transports et communications	615 882
Services	734 799
Fournitures et matériel	209 782
Paiements de transfert	27 038 390
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX	31 928 346

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
905				**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**	
1	1 106 500	55 700	1 162 200	Administration du programme	968 372
2	38 716 700	2 801 900	41 518 600	Enregistrement immobilier	41 413 912
3	6 615 600	581 000	7 196 600	Enregistrement des sûretés mobilières ...	7 050 339
4	9 211 000	2 729 400	11 940 400	Registraire général	11 940 388
5	9 848 800	178 700	10 027 500	Compagnies	6 866 371
6	4 220 400	57 000	4 277 400	Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier	4 064 351
	69 719 000	6 403 700	76 122 700		72 303 733
L	500		500	Droits en vertu de la *Loi sur l'état civil* ...	
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, *Loi sur l'enregistrement des actes*	
	69 734 500*	6 403 700	76 138 200	TOTAL POUR L'ENREGISTREMENT	72 303 733

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la *Loi sur le mariage*; la collecte et la garde des documents prescrits par la *Loi sur l'état civil*; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

*Y compris le mandat spécial de 24 076 800 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT — CRÉDIT 905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	631 495
Avantages sociaux	117 623
Transports et communications	79 620
Services	100 885
Fournitures et matériel	38 749
	968 372
Crédits législatifs	
Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges	
Enregistrement immobilier (Poste 2)	
Traitements et salaires	31 352 130
Avantages sociaux	6 113 379
Transports et communications	1 140 652
Services	1 228 228
Fournitures et matériel	1 622 214
	41 456 603
Moins : recouvrements d'autres ministères	42 691
	41 413 912
Enregistrement des sûretés mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 149 770
Avantages sociaux	576 439
Transports et communications	479 928
Services	2 392 334
Fournitures et matériel	451 868
	7 050 339

Registraire général (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 891 006
Avantages sociaux	713 805
Transports et communications	928 400
Services	4 758 288
Fournitures et matériel	648 889
	11 940 388
Crédits législatifs	
Cotisations en vertu de la *Loi sur l'état civil*	
Compagnies (Poste 5)	
Traitements et salaires	4 139 231
Avantages sociaux	641 676
Transports et communications	102 310
Services	1 140 937
Fournitures et matériel	842 217
	6 866 371
Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 057 628
Avantages sociaux	304 439
Transports et communications	65 728
Services	1 241 963
Fournitures et matériel	394 593
	4 064 351
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT	72 303 733

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
906				**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**	
1	10 099 500	267 600	10 367 100	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	10 366 949
	10 099 500*	267 600	10 367 100	TOTAL POUR LES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	10 366 949

Description du programme :

Ce programme permet l'application de la *Loi sur les permis de vente d'alcool* en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la loi.

*Y compris le mandat spécial de 2 981 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL — CRÉDIT 906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 405 410
Avantages sociaux	1 124 134
Transports et communications	613 034
Services	1 352 833
Fournitures et matériel	871 538
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	10 366 949

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
RECETTES FISCALES				
Imposition—Commission des sports professionnels		100 048		40 460
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Subvention afférente à des travaux statistiques		60 542		72 681
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Commission des permis de vente d'alcool	$		$	
Brasseurs — Provinciaux (droits et prélèvements)	389 680 135		369 798 414	
Autres détenteurs de permis (droits et prélèvements)	41 842 836		42 157 392	
Permis pour occasions spéciales	6 105 813		5 328 919	
Brasseurs — Hors province (droits et prélèvements)	5 447 329		6 482 857	
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	3 251 964		3 058 372	
Droits de transfert de permis	601 278		325 155	
Brasseries artisanales (droits et prélèvements)	167 605		150 280	
Cartes d'identité	61 910		54 026	
Droits d'enregistrement — Agents/Représentants	16 965		20 175	
Fabricants de spiritueux (droits)	7 200	447 183 035	31 200	427 406 790
Loi sur l'enregistrement des actes et *Loi sur l'enregistrement des droits mobiliers*		55 270 439		59 928 738
Loi sur les sûretés mobilières		24 970 314		20 232 772
Compagnies				
Constitutions en compagnie	12 569 341		15 561 320	
Recherches, certificats et hypothèques	2 336 100		2 384 576	
Enregistrement de noms commerciaux	1 065 088		1 096 741	
En dehors de la province	77 737	16 048 266	60 011	19 102 648
Loi sur l'état civil		5 757 778		5 229 869
Sociétés en nom collectif		5 601 463		5 679 796
Loi sur les ascenseurs et appareils de levage		4 437 330		3 602 553
Loi sur le courtage commercial et immobilier		3 376 729		5 695 041
Loi sur les chaudières et appareils sous pression		3 347 604		2 667 115
Loi sur les hydrocarbures et *Loi sur la manutention de l'essence*		2 724 514		2 036 139
Loi sur le mariage		2 387 172		2 183 077
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		1 999 546		1 694 814
Loi sur la Commission des courses de chevaux		1 858 390		1 755 490
Administration des loteries		1 661 654		1 563 526
Loi sur les salles de cinéma		885 670		873 238
Loi sur les articles rembourrés		745 776		638 495
Loi sur les mécaniciens d'exploitation		511 421		393 036
Loi sur les agences de voyages		331 500		652 500
Loi sur la protection du consommateur		191 900		172 950
Loi sur les agences de recouvrement		105 813		101 890
Loi de 1986 sur les attractions		85 126		92 015

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS (suite)		
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	24 900	15 500
Loi de 1988 sur l'accès à l'information	10 558	3 711
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	6 250	7 400
Loi sur le contrôle des sports	5 962	4 999
Loi sur les huissiers	3 300	18 200
	579 532 410	561 752 302
AMENDES ET PÉNALITÉS	143 407	139 755
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes de biens	9 810	6 600
Publications	1 112	1 367
	10 922	7 967
BÉNÉFICES TIRÉS DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET DE CONSEILS		
Régie des alcools de l'Ontario	650 000 000	640 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	65 326	10 274
DIVERS		
Commission des courses de l'Ontario, intérêts	173 360	132 930
Chèques en circulation	18 972	4 987
Autres	74 681	40 502
	267 013	178 419
TOTAL DES RECETTES	1 230 179 668	1 202 201 858

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	1 275 840	1 235 800
Cautionnements de garantie		
Loi sur le courtage commercial et immobilier	177 104	9 499
Loi sur les agences de recouvrement	20 000	
Loi sur la protection du consommateur	(2 162)	(16 462)
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	(5 000)	(25 000)
Montants non réclamés	137 965	(5 378)
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	(4 204)	1 204
Dépôts au titre de terres étrangères	(81 723)	83 973
TOTAL DES DÉPÔTS	1 517 820	1 283 636

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-142
- CONSERVATION DU PATRIMOINE 4-144
- DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES 4-146
- COMMUNICATIONS 4-148
- BIBLIOTHÈQUES ET INFORMATION COMMUNAUTAIRE 4-150
- SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-152
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-142
- SOMMAIRE 4-141

ÉTAT DES RECETTES 4-154

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
13 926 585	Administration du ministère	16 913 857	16 833 985
18 432 324	Conservation du patrimoine	17 658 200	17 140 498
186 314 164	Développement culturel et institutions culturelles	201 252 000	200 561 054
3 801 114	Communications	4 237 400	4 236 810
43 732 892	Bibliothèques et information communautaire	43 676 600	43 650 325
48 087 863	Subventions d'immobilisation et services régionaux	45 501 400	41 650 111
314 294 942	**Total du ministère**	329 239 457*	324 072 783
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
314 294 942	Total des dépenses	329 239 457	324 072 783

*Y compris le mandat spécial de 74 600 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 193 000	245 000	1 438 000	Bureau principal	1 437 430
2	6 061 100	601 300	6 662 400	Services administratifs et financiers	6 661 959
3	1 337 600	230 900	1 568 500	Ressources humaines	1 567 816
4	1 849 500		1 849 500	Services de communications	1 784 512
5	758 600		758 600	Services juridiques	758 322
6	616 200	19 000	635 200	Services de vérification	633 323
7	3 960 100		3 960 100	Systèmes informatiques	3 959 820
	15 776 100	1 096 200	16 872 300		16 803 182
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 995
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	15 817 657*	1 096 200	16 913 857	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 833 985

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 4 790 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	903 907
Avantages sociaux	254 634
Transports et communications	115 121
Services	66 512
Fournitures et matériel	97 256
	1 437 430
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	20 995
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 157 693
Avantages sociaux	731 834
Transports et communications	749 917
Services	1 333 499
Fournitures et matériel	689 016
	6 661 959
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	939 193
Avantages sociaux	225 891
Transports et communications	28 848
Services	333 102
Fournitures et matériel	40 782
	1 567 816
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 027 588
Avantages sociaux	118 518
Transports et communications	51 130
Services	560 646
Fournitures et matériel	26 630
	1 784 512

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	73 604
Avantages sociaux	11 912
Transports et communications	18 239
Services	642 310
Fournitures et matériel	55 932
	801 997
Moins : recouvrements d'autres ministères	43 675
	758 322
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	469 938
Avantages sociaux	100 220
Transports et communications	8 925
Services	21 002
Fournitures et matériel	33 238
	633 323
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	992 652
Avantages sociaux	166 601
Transports et communications	26 210
Services	965 637
Fournitures et matériel	1 808 720
	3 959 820
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 833 985

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1102				**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**	
1	4 846 100		4 846 100	Archives publiques	4 561 462
2	12 812 100		12 812 100	Administration du patrimoine	12 579 036
	17 658 200*		17 658 200	TOTAL POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE	17 140 498

Description du programme :

Ce ptogramme vise à rendre le grand public davantage conscient du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

*Y compris le mandat spécial de 6 120 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE — CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Archives publiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 888 253
Avantages sociaux	523 823
Transports et communications	90 231
Services	627 378
Fournitures et matériel	377 777
Paiements de transfert	
Conseil ontarien des Archives	54 000
	4 561 462

Administration du patrimoine (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		2 875 232
Avantages sociaux		648 419
Transports et communications		266 277
Services		651 889
Fournitures et matériel		325 965
Paiements de transfert		
Capital		
Conservation de l'architecture en Ontario	1 781 001	
Fonctionnement		
Subventions aux musées locaux	3 234 549	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	247 547	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	185 660	
Subventions de soutien au patrimoine	812 878	
Société d'histoire multiculturelle	642 800	
Subventions pour projets	1 046 819	7 951 254
		12 719 036
Moins : recouvrements d'autres ministères		140 000
		12 579 036
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE		17 140 498

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1103				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**	
1	9 019 100		9 019 100	Soutien aux arts	8 354 778
2	156 076 800	8 213 300	164 290 100	Industries et organismes culturels	164 290 036
3	25 870 800	2 072 000	27 942 800	Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	27 916 240
	190 966 700*	10 285 300	201 252 000	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	200 561 054

Description du programme :

Ce programme comporte trois directions de base. Le programme de soutien aux arts est responsable du développement de politiques auprès de la communauté des arts sans but lucratif, appuyant les activités culturelles externes et les opérations courantes des organisations. Le programme des organismes culturels est responsable de la fiscalité, des politiques et des programmes de liaison auprès des onze plus importants organismes culturels du Ministère. Le programme des industries culturelles s'occupe du développement des politiques et des programmes de soutien favorisant ainsi la croissance continue et la stabilité financière des industries culturelles ontariennes.

*Y compris le mandat spécial de 42 310 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		$
Soutien aux arts (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 006 176
Avantages sociaux		180 498
Transports et communications		151 164
Services		656 722
Fournitures et matériel		87 791
Paiements de transfert	$	
Subventions de soutien à la culture	3 695 957	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	194 952	
Subventions pour projets	2 190 390	
Programme "Investissement dans les arts"	246 367	6 327 666
		8 410 017
Moins : recouvrements d'autres ministères		55 239
		8 354 778
Industries et organismes culturels (Poste 2)		
Traitements et salaires		637 053
Avantages sociaux		149 016
Transports et communications		36 545
Services		192 755
Fournitures et matériel		31 738
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel	404 000	
Programme d'aide aux éditeurs	554 139	
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	109 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	12 307 600	
Collection McMichael d'art canadien	2 617 500	
Jardins botaniques royaux	1 836 200	
Société CJRT-FM	1 373 500	
Fondation du patrimoine ontarien	2 279 700	
Centres des sciences de l'Ontario	17 031 800	
Conseil des arts de l'Ontario	37 946 700	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	60 587 600	
Musée royal de l'Ontario	21 415 600	
Science Nord	3 435 300	
Subventions pour projets	1 032 906	
Programme de commercialisation	1 033 575	163 965 120
		165 012 227
Moins : recouvrements d'autres ministères		722 191
		164 290 036
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 644 888
Avantages sociaux		132 782
Transports et communications		214 235
Services		1 421 936
Fournitures et matériel		394 599
Paiements de transfert	$	
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	8 107 800	
Programme ontarien d'incitation à la production cinématographique	14 550 000	
Cinémathèque de l'Ontario	800 000	
Projets de films non commerciaux	650 000	24 107 800
		27 916 240
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES		200 561 054

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1104				**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**	
1	2 887 800	52 000	2 939 800	Administration du programme	2 939 537
2	716 200	11 800	728 000	Commission ontarienne des services téléphoniques	727 873
3	194 600	375 000	569 600	Immobilisations et construction	569 400
	3 798 600*	438 800	4 237 400	TOTAL POUR LES COMMUNICATIONS	4 236 810

Description du programme :

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

*Y compris le mandat spécial de 2 640 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS — CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 982 801
Avantages sociaux	379 163
Transports et communications	103 386
Services	297 935
Fournitures et matériel	166 252
Paiements de transfert	
Association canadienne de normalisation	10 000
	2 939 537

Commission ontarienne des services téléphoniques (Poste 2)	
Traitements et salaires	473 607
Avantages sociaux	79 775
Transports et communications	75 804
Services	74 478
Fournitures et matériel	24 209
	727 873

Immobilisations et construction (Poste 3)		$
Traitements et salaires		26 992
Avantages sociaux		1 656
Transports et communications		12 344
Services		240 174
Services—capital		146 975
Paiements de transfert		
Capital		3 488 405
		3 916 546
Moins : recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	3 260 866	
Fonctionnement	86 280	3 347 146
		569 400
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS		4 236 810

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1105				**PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE**	
1	42 184 300		42 184 300	Services de bibliothèque	42 163 906
2	1 292 300	200 000	1 492 300	Information communautaire	1 486 419
	43 476 600*	200 000	43 676 600	TOTAL POUR LES BIBLIOTHÈQUES ET L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	43 650 325

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les connaissances spécialisées nécessaires, et d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

*Y compris le mandat spécial de 940 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services de bibliothèque (Poste 1)		$
Traitements et salaires		961 550
Avantages sociaux		191 533
Transports et communications		116 934
Services		157 634
Fournitures et matériel		85 523
Paiements de transfert	$	
Subventions aux bibliothèques publiques	39 167 057	
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques	33 600	
Subventions pour projets	1 541 025	40 741 682
		42 254 856
Moins : recouvrements d'autres ministères		90 950
		42 163 906

Information communautaire (Poste 2)		$
Traitements et salaires		59 156
Avantages sociaux		10 589
Transports et communications		6 278
Services		257
Fournitures et matériel		254
Paiements de transfert	$	
Subventions aux organismes participants	1 210 100	
Subventions pour projets	199 785	1 409 885
		1 486 419
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE		43 650 325

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1106				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
1	40 137 000		40 137 000	Installations communautaires	36 286 975
2	4 992 400	372 000	5 364 400	Services régionaux	5 363 136
	45 129 400*	372 000	45 501 400	TOTAL POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	41 650 111

Description du programme :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

*Y compris le mandat spécial de 17 800 000 $.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 1106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Installations communautaires (Poste 1)		$
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions provinciales	20 997 000	
Subventions aux communautés	15 289 975	
Entente de développement économique et régional	1 619 300	37 906 275
		37 906 275
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 619 300
		36 286 975

Services régionaux (Poste 2)		$
Traitements et salaires		1 793 636
Avantages sociaux		405 383
Transports et communications		283 645
Services		256 884
Fournitures et matériel		169 668
Paiements de transfert	$	
Subventions pour projets	2 669 830	
Expérience '90	605 554	3 275 384
		6 184 600
Moins : recouvrements d'autres ministères		821 464
		5 363 136
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX		41 650 111

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agences de langue française	518 093	567 052
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée	2 396 620	2 481 876
Stationnement	283 192	319 743
	2 679 812	2 801 619
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs et publications	54 492	46 420
Autres	731	393
	55 223	46 813
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	183 387	334 689
Autres	83 747	25 915
	267 134	360 604
REDEVANCES		
Livres et publications	954	319
DIVERS	12 598	6 675
TOTAL DES RECETTES	3 533 814	3 783 082

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-158

DÉVELOPPEMENT ET TRANSPORTS DU NORD 4-160

MINES ET MINÉRAUX 4-164

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-158, 4-164

SOMMAIRE 4-157

ÉTAT DES RECETTES 4-166

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
	DÉVELOPPEMENT DU NORD		
15 323 830	Administration du ministère	22 205 457	18 648 609
248 882 613	Développement et transports du Nord	291 052 700	288 461 936
	MINES		
43 961 490	Mines et minéraux	51 436 257	44 444 967
308 167 933	**Total du ministère**	364 694 414*	351 555 512
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
308 167 933	Total des dépenses	364 694 414	351 555 512

*Y compris le mandat spécial de 126 500 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 876 800	14 000	1 890 800	Bureau principal	1 860 370
2	903 700		903 700	Analyse et planification	784 414
3	1 864 300		1 864 300	Services de communications	1 730 403
4	441 700	104 400	546 100	Services juridiques	544 186
5	13 798 300		13 798 300	Services administratifs et financiers	10 677 128
6	971 100	24 000	995 100	Ressources humaines	984 058
7	2 165 600		2 165 600	Systèmes informatiques	2 031 089
	22 021 500	142 400	22 163 900		18 611 648
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 153
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	22 063 057*	142 400	22 205 457	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 648 609

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien dont le ministère a besoin pour remplir son mandat.

*Y compris le mandat spécial de 8 000 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 187 816
Avantages sociaux	248 321
Transports et communications	212 309
Services	155 099
Fournitures et matériel	56 825
	1 860 370
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	27 153
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	443 728
Avantages sociaux	94 578
Transports et communications	73 922
Services	114 888
Fournitures et matériel	57 298
	784 414
Services de communications (Poste 3)	
Traitements et salaires	892 651
Avantages sociaux	213 600
Transports et communications	160 148
Services	285 452
Fournitures et matériel	178 552
	1 730 403
Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	36 151
Services	489 768
Fournitures et matériel	18 267
	544 186
Services administratifs et financiers (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 472 487
Avantages sociaux	504 536
Transports et communications	3 078 027
Services	2 195 045
Fournitures et matériel	2 696 006
	10 946 101
Moins : recouvrements d'autres activités	268 973
	10 677 128
Ressources humaines (Poste 6)	
Traitements et salaires	591 734
Avantages sociaux	106 386
Transports et communications	162 445
Services	74 515
Fournitures et matériel	48 978
	984 058
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 028 844
Avantages sociaux	232 792
Transports et communications	468 602
Services	434 336
Fournitures et matériel	861 987
	3 026 561
Moins : recouvrements d'autres activités	995 472
	2 031 089
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 648 609

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD**	
1	10 193 000		10 193 000	Administration du programme	10 145 295
2	14 312 400		14 312 400	Développement social	13 263 944
3	20 604 300	1 000 000	21 604 300	Développement économique	21 588 626
4	158 676 200	4 300 000	162 976 200	Infrastructure des transports	162 207 870
5	21 822 000		21 822 000	Services de transports	21 697 000
6	30 000 000	10 000 000	40 000 000	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000
7	15 644 800	4 500 000	20 144 800	Fonds de développement du Nord de l'Ontario	19 559 201
	271 252 700*	19 800 000	291 052 700	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES TRANSPORTS DU NORD	288 461 936

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique du Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et de santé. Ce programme vise en outre, à satisfaire les besoins du Nord en matière d'accès et de mobilité, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

*Y compris le mandat spécial de 107 000 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 2902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 690 834
Avantages sociaux	1 410 087
Transports et communications	1 276 645
Services	500 821
Fournitures et matériel	447 813
	10 326 200
Moins : recouvrements d'autres ministères	180 905
	10 145 295

Développement social (Poste 2)	$	$
Transports et communications		51 322
Services		253 159
Fournitures et matériel		16 312
Paiements de transfert		
Capital		
Installations de services sociaux et de santé	4 674 621	
Aide à l'enseignement	1 197 000	
Aide aux autochtones	353 851	
Aide aux communautés non enregistrées	62 170	
Autres initiatives de développement social	1 644 987	
Fonctionnement		
Services sociaux et de santé	1 935 533	
Aide à l'enseignement	1 413 542	
Aide aux autochtones	59 935	
Aide aux communautés non enregistrées	981 842	
Autres initiatives de développement social	755 167	13 078 648
		13 399 441
Moins : recouvrements d'autres ministères		135 497
		13 263 944

Développement économique (Poste 3)	$	$
Transports et communications		120 082
Services		699 541
Fournitures et matériel		24 816
Paiements de transfert		
Capital		
Développement économique communautaire	4 156 958	
Aide à l'infrastructure	8 471 003	
Subventions de développement aux autochtones	562 198	
Autres initiatives de développement économique	996 335	
Fonctionnement		
Développement économique communautaire	5 674 104	
Subventions de développement aux autochtones	220 149	
Autres initiatives de développement économique	468 777	
Aide à l'infrastructure	194 663	20 744 187
		21 588 626

Infrastructure des transports (Poste 4)	$	$
Services		879 933
Acquisition/construction de biens immobiliers		148 358 227
Paiements de transfert		
Capital		
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	5 274 145	
Aéroports communautaires	440 031	
Aide au transport communautaire	7 227 625	
Fonctionnement		
Autres programmes de développement des transports	27 909	12 969 710
		162 207 870

Services de transports (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Commission de transport Ontario Northland—Services aériens	4 500 000
Commission de transport Ontario Northland—Services de chemins de fer et de traversiers	17 197 000
	21 697 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 2902 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (Poste 6)	$
Paiements de transfert	
Capital	40 000 000

Fonds de développement du Nord de l'Ontario (Poste 7)	$	$
Services		2 999 150
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 587 152
Paiements de transfert	$	
Capital	6 665 869	
Fonctionnement	7 307 030	13 972 899
		19 559 201
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD		288 461 936

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2903				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
1	2 158 700		2 158 700	Bureau principal	2 152 153
2	5 740 100		5 740 100	Terrains miniers	5 297 421
3	23 968 700		23 968 700	Exploitation minérale	17 794 719
4	19 526 200		19 526 200	Ressources minérales	19 164 021
5	1 000		1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	
	51 394 700		51 394 700		44 408 314
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 904
	51 436 257*		51 436 257	TOTAL POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	44 444 967

Description du programme :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des richesses minérales de la province.

*Y compris le mandat spécial de 11 500 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX — CRÉDIT 2903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 197 337
Avantages sociaux	331 808
Transports et communications	270 951
Services	153 474
Fournitures et matériel	198 583
	2 152 153
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 904
Terrains miniers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 161 799
Avantages sociaux	486 433
Transports et communications	771 502
Services	680 622
Fournitures et matériel	197 065
	5 297 421
Exploitation minérale (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 485 225
Avantages sociaux	268 710
Transports et communications	505 761
Services	1 102 265
Fournitures et matériel	475 828
Paiements de transfert	$
Capital	
Exploration minière de l'Ontario	4 728 517
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	5 392 106
Aide aux prospecteurs de l'Ontario	3 581 768
Fonctionnement	
Autres subventions au Programme d'exploitation des minéraux	254 539 13 956 930
	17 794 719

Ressources minérales (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		10 110 891
Avantages sociaux		1 729 037
Transports et communications		1 348 329
Services		4 759 922
Fournitures et matériel		3 251 023
Paiements de transfert	$	
Subventions pour recherches en géoscience	488 922	
Autres subventions pour recherches en géoscience	505 074	
Brigade des jeunes environnementalistes	170 485	1 164 481
		22 363 683
Moins: recouvrements—	$	
d'autres ministères	200 002	
d'autres activités	2 999 660	3 199 662
		19 164 021
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale (Poste 5)		
Traitements et salaires		664 567
Avantages sociaux		29 929
Transports et communications		32 124
Services		90 135
Fournitures et matériel		163 182
		979 937
Moins : recouvrements d'autres ministères		979 937
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		44 444 967

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	473 728	625 321
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Énergie, Mines et Ressources		
Entente Canada-Ontario sur l'exploitation minérale	379 862	811 899
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Emploi et Immigration		
Projet d'ajustement communautaire de Sudbury	651	29 566
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'enregistrement des exploitations minières	662 262	918 528
Échantillonage et essais	231 652	11 885
Analyses chimiques et essais	21 687	2 452
	915 601	932 865
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Confiscations	2 040	2 350
Dégâts matériels		1 230
	2 040	3 580
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions minières	250 517	318 574
Permis d'occupation des exploitations minières	95 938	108 414
Autres	142 245	107 471
	488 700	534 459
REDEVANCES		
Mines de sel	734 374	1 332 102
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	168 365	1 435 554
DIVERS	21 104	5 267
TOTAL DES RECETTES	3 184 425	5 710 613

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Taxe sur les produits et services	19	
TOTAL DES DÉPÔTS	19	

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-170

ÉDUCATION 4-172

SERVICES ÉDUCATIFS 4-176

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-170, 4-176

SOMMAIRE 4-169

ÉTAT DES RECETTES 4-178

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-179

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
33 847 533	Administration du ministère	37 011 200	34 434 676
4 728 980 859	Éducation	4 837 983 800	4 830 558 915
705 016 213	Services éducatifs	486 966 700	660 791 693
5 467 844 605	**Total du ministère**	5 361 961 700*	5 525 785 284
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 467 844 605	Total des dépenses	5 361 961 700	5 525 785 284

*Y compris le mandat spécial de 1 153 000 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 385 943		4 385 943	Bureau principal	4 023 394
2	9 397 000	419 600	9 816 600	Services administratifs et financiers	9 743 771
3	4 211 900	1 261 400	5 473 300	Ressources humaines	5 441 139
4	3 318 700	233 400	3 552 100	Services de communications	3 312 731
5	4 295 800	94 000	4 389 800	Analyse et planification	3 686 956
6	1 345 000	137 000	1 482 000	Services juridiques	1 364 899
7	929 400	144 900	1 074 300	Services de vérification	1 064 191
8	6 080 300	715 300	6 795 600	Systèmes informatiques	5 756 038
	33 964 043	3 005 600	36 969 643		34 393 119
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	34 005 600*	3 005 600	37 011 200	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	34 434 676

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

*Y compris le mandat spécial de 8,844,000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 515 954
Avantages sociaux	395 055
Transports et communications	325 652
Services	624 924
Fournitures et matériel	161 809
	4 023 394

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 693 298
Avantages sociaux	929 438
Transports et communications	924 094
Services	1 313 867
Fournitures et matériel	1 716 195
	10 576 892
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	833 121
	9 743 771

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 267 217
Avantages sociaux	2 870 680
Transports et communications	83 736
Services	157 065
Fournitures et matériel	62 441
	5 441 139

Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 918 639
Avantages sociaux	270 190
Transports et communications	58 347
Services	929 135
Fournitures et matériel	136 420
	3 312 731

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 274 531
Avantages sociaux	373 972
Transports et communications	75 214
Services	704 339
Fournitures et matériel	258 900
	3 686 956

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	564 226
Avantages sociaux	87 970
Transports et communications	24 865
Services	632 981
Fournitures et matériel	54 857
	1 364 899

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	859 538
Avantages sociaux	137 910
Transports et communications	26 502
Services	15 332
Fournitures et matériel	24 909
	1 064 191

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 654 563
Avantages sociaux	644 850
Transports et communications	263 121
Services	2 448 727
Fournitures et matériel	499 274
	7 510 535
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 754 497
	5 756 038

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	34 434 676

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
1	927 100	169 200	1 096 300	Administration du programme	1 059 642
2	14 054 200	1 571 000	15 625 200	Études indépendantes	15 028 288
3	19 236 000	450 300	19 686 300	Bureaux régionaux	19 163 015
4	171 943 900	7 074 300	179 018 200	Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement	176 286 274
5	50 466 400	1 164 400	51 630 800	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	51 606 767
6	5 658 500	81 700	5 740 200	Mise en oeuvre des programmes et liaison	5 490 678
7	5 280 700	588 100	5 868 800	Services spéciaux	5 831 696
8	4 559 304 700	13 300	4 559 318 000	Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	4 556 092 555
	4 826 871 500*	11 112 300	4 837 983 800	TOTAL POUR L'ÉDUCATION	4 830 558 915

Description du programme :

En collaboration avec les conseils scolaires, veiller à l'élaboration, la mise en oeuvre et la révision des politiques et des programmes destinés à l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles ontariennes financées par les fonds publics, et conçus pour répondre aux besoins de tous leurs élèves, afin de leur donner des chances égales d'accès à un enseignement de qualité élevée.

*Y compris le mandat spécial de 1 142 447 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION — CRÉDIT 1302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	835 211
Avantages sociaux	131 947
Transports et communications	14 523
Services	35 430
Fournitures et matériel	42 531
	1 059 642

Études indépendantes (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 724 036
Avantages sociaux	610 781
Transports et communications	915 312
Services	6 528 751
Fournitures et matériel	3 249 408
	15 028 288

Bureaux régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	12 985 256
Avantages sociaux	2 225 136
Transports et communications	1 949 578
Services	1 333 788
Fournitures et matériel	669 257
	19 163 015

Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement (Poste 4)	$	
Traitements et salaires		9 905 059
Avantages sociaux		1 596 408
Transports et communications		2 006 801
Services		11 474 226
Fournitures et matériel		2 317 335
Paiements de transfert		
Programmes d'accès	43 338 255	
Formation et emploi des jeunes	102 508 703	
Programme d'emploi d'été en Ontario	3 132 755	
Expérience d'été '90	604 470	149 584 183
		176 884 012
Moins : recouvrements d'Expérience d'été '90		597 738
		176 286 274

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		33 558 222
Avantages sociaux		5 907 210
Transports et communications		2 136 961
Services		6 321 309
Fournitures et matériel		3 612 965
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu de taxes municipales	57 900	
Formation en cours d'emploi des enseignants	12 200	70 100
		51 606 767

Mise en oeuvre des programmes et liaison (Poste 6)	$	
Traitements et salaires		2 641 117
Avantages sociaux		392 551
Transports et communications		479 582
Services		653 598
Fournitures et matériel		725 065
Paiements de transfert		
Jeunes voyageurs de l'Ontario	520 523	
Programmes d'échanges éducatifs	4 868	
Éducation des autochtones—projet d'autogestion	99 061	
Programme Expérience '90	334 903	959 355
		5 851 268
Moins : recouvrements d'autres ministères		360 590
		5 490 678

Services spéciaux (Poste 7)	
Traitements et salaires	6 516 077
Avantages sociaux	1 111 698
Transports et communications	548 141
Services	925 533
Fournitures et matériel	845 118
Paiements de transfert	
Programmes de bourses de l'Ontario	1 872 500
	11 819 067
Moins : recouvrements	5 987 371
	5 831 696

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION — CRÉDIT 1302 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire (Poste 8)		$
Traitements et salaires		2 490 235
Avantages sociaux		420 026
Transports et communications		63 866
Services		186 779
Fournitures et matériel		399 448
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	32 000 000	
Fonctionnement		
Subventions générales	4 495 745 413	
Programmes d'éducation — Autres	24 786 788	4 552 532 201
		4 556 092 555
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION		4 830 558 915

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1303				**PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS**	
1	1 656 800	170 100	1 826 900	Commission des relations de travail en éducation	1 764 282
2	144 700		144 700	Commission des langues d'enseignement	111 324
3	188 000	26 000	214 000	Administration des écoles provinciales	186 097
4	253 000		253 000	Conseil de l'éducation franco-ontarienne	110 316
5	302 000	30 000	332 000	Commission de planification et de mise en oeuvre	315 066
6	4 513 700	50 000	4 563 700	Autres services éducatifs	4 550 638
	7 058 200	276 100	7 334 300		7 037 723
L	479 632 400		479 632 400	Caisse de retraite des enseignantes et enseignants *Loi sur le régime de retraite des enseignants*	653 753 970
	486 690 600*	276 100	486 966 700	TOTAL POUR LES SERVICES ÉDUCATIFS	660 791 693

Description du programme :

Ce programme sert à financer plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation. Ce programme sert également à effectuer les paiements dus au Régime de retraite des enseignants.

*Y compris le mandat spécial de 1 709 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS — CRÉDIT 1303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission des relations de travail en éducation (Poste 1)	$
Traitements et salaires	797 510
Avantages sociaux	142 064
Transports et communications	180 380
Services	561 053
Fournitures et matériel	83 275
	1 764 282

Commission des langues d'enseignement (Poste 2)	
Traitements et salaires	53 550
Avantages sociaux	5 300
Transports et communications	21 367
Services	28 108
Fournitures et matériel	2 999
	111 324

Administration des écoles provinciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	96 917
Avantages sociaux	15 224
Transports et communications	1 238
Services	71 751
Fournitures et matériel	967
	186 097

Conseil de l'éducation franco-ontarienne (Poste 4)	
Traitements et salaires	36 879
Avantages sociaux	5 964
Transports et communications	27 552
Services	35 705
Fournitures et matériel	4 216
	110 316

Commission de planification et de mise en oeuvre (Poste 5)	
Traitements et salaires	118 754
Avantages sociaux	13 677
Transports et communications	22 779
Services	153 580
Fournitures et matériel	6 276
	315 066

Autres services éducatifs (Poste 6)	$	$
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association canadienne d'éducation		214 515
Subvention à la Canadian League for Educational Exchanges		43 900
Subvention au Centre franco-ontarien des ressources pédagogiques		772 300
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada		332 048
Subvention à l'Ontario Federation of Home and School Associations		28 200
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations		65 000
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario		2 500 000
Subvention à la Société éducative de visites et d'échange au Canada		208 000
Subvention aux United World Colleges		146 300
Subvention diverses (à verser conformément aux directives du ministre		240 375
		4 550 638

Crédits législatifs

Caisse de retraite des enseignants de l'Ontario	$	
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, *Loi sur le Régime de retraite des enseignants*	409 383 081	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 292 911	408 090 170
Paiements spécial		245 663 800
		653 753 970
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS		660 791 693

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	50 378 438	47 674 273
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	14 963 846	10 436 408
Commission du régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale	398 668	331 706
Alphabétisation en français	145 349	
Autres	5 101	70 929
	65 891 402	58 513 316
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements au titre de prêts de services	485 417	611 601
Autres	212 690	49 734
	698 107	661 335
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de scolarité versés par le gouvernement du Canada pour les Indiens inscrits fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	213 916	199 079
Révisions au niveau provincial	198 800	183 600
Frais de scolarité versés par d'autres provinces pour des non-résidents fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	155 720	215 346
Certificats — enseignants, étudiants	33 388	33 005
Transcriptions pour enseignants	28 899	23 575
Inspection des écoles secondaires privées	26 967	29 075
	657 690	683 680
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	630 959	667 146
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	335 919	432 276
Avantages en nature	57 674	58 794
Diffusion de l'information : rapports de recherche	47 670	
Autres	3 521	5 440
	1 075 743	1 163 656
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions remboursées — autres	366 932	86 133
Taxe fédérale de vente — recouvrements	205 144	
Programme d'emplois d'été	49 366	124 459
Fournisseurs	44 293	95 505
Subventions remboursées — Fonds d'encouragement des liens avec le monde des affaires et de l'industrie et Transition de l'école au monde du travail		177 996
Autres	11	1 832
	665 746	485 925
DIVERS	18 339	7 159
TOTAL DES RECETTES	69 007 027	61 515 071

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Legs et bourses	24 788	19 838
TOTAL DES DÉPÔTS	24 788	19 838

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-184

POLITIQUES ET PLANIFICATION 4-186

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE 4-188

COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO 4-190

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-184

SOMMAIRE 4-183

ÉTAT DES RECETTES 4-192

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
8 119 964	Administration du ministère	13 298 308	12 350 513
4 686 922	Politiques et planification	4 956 300	4 021 110
17 543 693	Développement et gestion de l'énergie	29 456 700	24 308 877
4 311 876	Commission de l'énergie de l'Ontario	5 704 100	4 935 711
34 662 455	**Total du ministère**	53 415 408*	45 616 211
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
33 162 455	Total des dépenses	53 415 408	45 616 211
1 500 000	Total des prêts et dotations en capital		
34 662 455		53 415 408	45 616 211

*Y compris le mandat spécial de 13 754 300 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 105 500		2 105 500	Bureau principal	1 896 224
2	3 347 000		3 347 000	Services administratifs et financiers	2 927 029
3	4 992 900	2 348 000	7 340 900	Services de communications	7 180 388
4	495 100		495 100	Services juridiques	321 190
	10 940 500	2 348 000	13 288 500		12 324 831
L				Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 874
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	10 950 308*	2 348 000	13 298 308	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 350 513

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

*Y compris le mandat spécial de 3 436 200 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 274 184
Avantages sociaux	226 405
Transports et communications	139 049
Services	207 402
Fournitures et matériel	49 184
	1 896 224
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	15 874
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 544 376
Avantages sociaux	300 201
Transports et communications	208 977
Services	327 046
Fournitures et matériel	546 429
	2 927 029

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 161 210
Avantages sociaux	225 605
Transports et communications	258 815
Services	4 363 383
Fournitures et matériel	1 171 375
	7 180 388
Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	8 881
Services	302 494
Fournitures et matériel	9 815
	321 190
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 350 513

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
1	3 109 500		3 109 500	Approvisionnements et distribution	2 247 094
2	1 846 800		1 846 800	Économie de l'énergie	1 774 016
	4 956 300*		4 956 300	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION	4 021 110

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario en matière d'énergie devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

*Y compris le mandat spécial de 1 309 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION — CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Approvisionnements et distribution (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 389 115
Avantages sociaux	253 878
Transports et communications	118 026
Services	435 236
Fournitures et matériel	23 539
Paiements de transfert	
Subventions pour la planification des mesures d'urgence	27 300
	2 247 094

Économie de l'énergie (Poste 2)	$
Traitements et salaires	926 871
Avantages sociaux	174 664
Transports et communications	51 226
Services	310 598
Fournitures et matériel	19 657
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies d'énergie	291 000
	1 774 016
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION	4 021 110

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE**	
1	29 456 700		29 456 700	Développement et gestion de l'énergie . .	24 308 877
	29 456 700*		29 456 700	TOTAL POUR DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE	24 308 877

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer le rendement énergétique et la gestion de l'énergie en Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 7 509 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE — CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Développement et gestion de l'énergie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 701 809
Avantages sociaux		512 733
Transports et communications		254 424
Services		3 031 283
Fournitures et matériel		79 028
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux recherches sur l'énergie	199 022	
Subventions aux initiatives de conservation	1 851 274	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	2 402 021	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	8 236 730	
Fonctionnement		
Subventions aux recherches sur l'énergie	2 124 380	
Subventions aux initiatives de conservation	2 612 015	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	304 158	17 729 600
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DE L'ÉNERGIE		24 308 877

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1404				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**	
1	5 704 100		5 704 100	Commission de l'énergie de l'Ontario ...	4 935 711
	5 704 100*		5 704 100	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 935 711

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

*Y compris le mandat spécial de 1 500 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 336 335
Avantages sociaux	408 779
Transports et communications	156 946
Services	1 689 564
Fournitures et matériel	344 087
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4 935 711

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Autres projets sur l'énergie à frais partagés		226 287
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario — frais d'audience	2 890 658	3 999 722
Société de l'énergie de l'Ontario	20 741	71 692
	2 911 399	4 071 414
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	7 579	22 941
VENTES ET LOCATIONS		49 500
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de subventions	174 571	29 051
Autres	66 347	19 241
	240 918	48 292
DIVERS		
Autres	867	3 100
TOTAL DES RECETTES	3 160 763	4 421 534

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-208
- SERVICES ENVIRONNEMENTAUX 4-198
- CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT 4-202
- PLANIFICATION ET EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS 4-206
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-196
- SOMMAIRE 4-195

ÉTAT DES RECETTES 4-208

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-209

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-209

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
35 179 949	Administration du ministère	34 801 257	33 560 509
107 230 511	Services environnementaux	148 579 100	142 377 691
103 971 858	Contrôle de l'environnement	131 262 700	120 486 384
287 003 342	Planification et exploitation des services publics	353 589 500	348 849 567
533 385 660	**Total du ministère**	668 232 557*	645 274 151
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
499 693 403	Total des dépenses	596 832 557	582 619 847
33 692 257	Total des prêts, avances et dotations en capital	71 400 000	62 654 304
533 385 660		668 232 557	645 274 151

*Y compris le mandat spécial de 173 000 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 516 600	142 700	1 659 300	Bureau principal	1 654 326
2	10 061 100	1 087 800	11 148 900	Services administratifs et financiers	11 147 195
3	5 301 900		5 301 900	Ressources humaines	5 301 728
4	3 636 900		3 636 900	Services de communications	3 636 718
5	4 725 500		4 725 500	Analyse et planification	3 591 702
6	3 276 900	507 300	3 784 200	Services juridiques	3 784 058
7	1 149 400		1 149 400	Services de vérification	1 045 051
8	2 940 300	413 300	3 353 600	Systèmes informatiques	3 353 270
	32 608 600	2 151 100	34 759 700		33 514 048
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 712
	32 650 157*	2 151 100	34 801 257	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 560 509

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration de la politique et de la planification ministérielles, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

*Y compris le mandat spécial de 9 741 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 029 223
Avantages sociaux	351 879
Transports et communications	119 062
Services	63 775
Fournitures et matériel	90 387
	1 654 326
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	14 712
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 520 084
Avantages sociaux	892 882
Transports et communications	418 396
Services	1 824 754
Fournitures et matériel	3 491 079
	11 147 195
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 782 534
Avantages sociaux	607 918
Transports et communications	283 466
Services	1 518 261
Fournitures et matériel	315 496
	5 507 675
Moins : recouvrements d'autres ministères	205 947
	5 301 728
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 387 258
Avantages sociaux	215 000
Transports et communications	372 915
Services	1 342 674
Fournitures et matériel	318 871
	3 636 718

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 901 258
Avantages sociaux	358 450
Transports et communications	49 693
Services	934 384
Fournitures et matériel	347 917
	3 591 702
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	102 520
Avantages sociaux	11 387
Transports et communications	237 263
Services	3 134 467
Fournitures et matériel	298 421
	3 784 058
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	761 229
Avantages sociaux	142 060
Transports et communications	23 659
Services	15 385
Fournitures et matériel	102 718
	1 045 051
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 683 023
Avantages sociaux	292 196
Transports et communications	46 471
Services	1 106 026
Fournitures et matériel	225 554
	3 353 270
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 560 509

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1502				**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**	
1	302 100	52 500	354 600	Administration du programme	351 102
2	9 795 200	234 000	10 029 200	Ressources atmosphériques	10 028 634
3	24 068 800	421 700	24 490 500	Ressources en eau	24 490 479
4	70 392 500		70 392 500	Gestion des déchets	65 988 988
5	20 387 900	1 490 600	21 878 500	Services de laboratoire	21 878 296
6	21 433 800		21 433 800	Recherche en matière d'environnement	19 640 192
	146 380 300*	2 198 800	148 579 100	TOTAL POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	142 377 691

Description du programme :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire et des services de soutien techniques spécialisés, des subventions à la recherche et le budget de la Brigade des jeunes environnementalistes.

*Y compris le mandat spécial de 39 815 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	253 634
Avantages sociaux	41 601
Transports et communications	12 998
Services	17 856
Fournitures et matériel	25 013
	351 102

Ressources atmosphériques (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 108 349
Avantages sociaux	874 730
Transports et communications	461 269
Services	1 820 871
Fournitures et matériel	1 763 415
	10 028 634

Ressources en eau (Poste 3)		
Traitements et salaires		10 687 421
Avantages sociaux		2 146 589
Transports et communications		1 345 240
Services		8 143 060
Fournitures et matériel		1 802 120
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les études sur les plages	361 049	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	366 049
		24 490 479

Gestion des déchets (Poste 4)		
Traitements et salaires		5 387 783
Avantages sociaux		891 828
Transports et communications		392 993
Services		6 249 936
Fournitures et matériel		575 945
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recyclage	35 615 055	
Fonctionnement	$	$
Programme d'aide au recyclage des ordures ménagères	14 869 590	
Programme de réduction et de réutilisation des ordures ménagères	130 278	
Subventions pour la collecte des déchets domestiques dangereux	545 909	
Subventions pour la réduction, la réutilisation, et le recyclage (3R) des déchets industriels	1 056 512	
Subvention au Recycling Council of Ontario	105 159	
Subvention à la bourse canadienne des déchets	25 000	
Subvention à la bourse ontarienne des déchets	97 000	
Subvention au Conservation Council of Ontario	21 000	
Subvention au Pollution Probe	25 000	52 490 503
		65 988 988

Services de laboratoire (Poste 5)	
Traitements et salaires	11 469 390
Avantages sociaux	2 350 883
Transports et communications	531 146
Services	3 487 662
Fournitures et matériel	4 039 215
	21 878 296

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Recherche en matière d'environnement (Poste 6)		$
Traitements et salaires		1 132 924
Avantages sociaux		129 882
Transports et communications		67 587
Services		2 394 670
Fournitures et matériel		151 102
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	3 102 371	
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	92 000	
Subventions pour bourses d'excellence en recherche	8 000	
Subventions à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	55 000	
Subventions pour des projets d'information du public et des conférences en matière d'environnement	631 252	
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	2 704 789	
Subventions pour des projets juridiques	40 655	
Subventions à la Fondation Harmonie du Canada	292 358	
Subventions aux Amis de la Terre	25 000	
Subventions au Ontario Environment Network	25 000	
Subventions à Raffle nette	1 693 620	
Brigade des jeunes environnementalistes	7 093 982	15 764 027
		19 640 192
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX		142 377 691

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1503				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	28 306 800		28 306 800	Administration du programme	21 124 926
2	2 321 700		2 321 700	Société d'indemnisation environnementale	871 739
3	3 652 300		3 652 300	Commission des évaluations environnementales	3 559 764
4	12 079 300		12 079 300	Relations intergouvernementales et projets stratégiques	11 857 510
5	41 703 300	6 037 500	47 740 800	Application et exécution des règlements	46 928 361
6	25 724 800	7 821 400	33 546 200	Autorisations environnementales et appui technique	32 974 849
7	3 615 600		3 615 600	Évaluations environnementales	3 169 235
	117 403 800*	13 858 900	131 262 700	TOTAL POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	120 486 384

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Il vise également à assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Société d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

*Y compris le mandat spécial de 37 943 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		709 066
Avantages sociaux		108 700
Transports et communications		390 117
Services		18 566 853
Fournitures et matériel		1 157 627
Paiements de transfert	$	
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario)	7 500	
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario	5 000	
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille	125 063	
Subventions à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	55 000	192 563
		21 124 926

Société d'indemnisation environnementale (Poste 2)		$
Traitements et salaires		126 676
Avantages sociaux		25 276
Transports et communications		24 272
Services		140 060
Fournitures et matériel		17 112
Paiements de transfert	$	
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la protection de l'environnement*	93 684	
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	444 659	538 343
		871 739

Commission des évaluations environnementales (Poste 3)		$
Traitements et salaires		1 314 283
Avantages sociaux		181 357
Transports et communications		222 257
Services		1 319 957
Fournitures et matériel		314 936
Paiements de transfert		
Financement des intervenants—Évaluation environnementale de la gestion forestière		413 949
		3 766 739
Moins : recouvrements d'autres ministères		206 975
		3 559 764

Relations intergouvernementales et projets stratégiques (Poste 4)		$
Traitements et salaires		3 133 452
Avantages sociaux		652 407
Transports et communications		787 408
Services		4 799 500
Fournitures et matériel		2 039 604
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la recherche sur les pesticides	395 139	
Subvention à la Coalition cannadienne contre les pluies acides	50 000	445 139
		11 857 510

Application et exécution des règlements (Poste 5)		$
Traitements et salaires		31 576 392
Avantages sociaux		5 695 000
Transports et communications		3 994 385
Services		2 641 900
Fournitures et matériel		3 015 684
Paiements de transfert		
Subvention au Ninety-Nines—Opération Skywatch		5 000
		46 928 361

Autorisations environnementales et appui technique (Poste 6)		$
Traitements et salaires		15 425 484
Avantages sociaux		2 878 643
Transports et communications		1 028 122
Services		1 971 862
Fournitures et matériel		2 477 708
Paiements de transfert	$	
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la *Loi sur la protection de l'environnement*	6 693 030	
Subventions au Fonds pour l'escarpement du Niagara—Capital	2 500 000	9 193 030
		32 974 849

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Évaluations environnementales (Poste 7)	$
Traitements et salaires	1 943 060
Avantages sociaux	312 830
Transports et communications	155 345
Services	403 694
Fournitures et matériel	354 306
	3 169 235
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	120 486 384

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1504				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**	
1	246 529 800		246 529 800	Services d'ingénierie	242 967 524
2	92 459 700		92 459 700	Exploitation des services publics	91 282 043
3	13 300 000	1 300 000	14 600 000	Société ontarienne de gestion des déchets	14 600 000
	352 289 500*	1 300 000	353 589 500	TOTAL POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	348 849 567

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et de l'installation provinciale de traitement et d'élimination des déchets industriels.

*Y compris le mandat spécial de 85 501 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS — CRÉDIT 1504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services d'ingénierie (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 090 922
Avantages sociaux		487 687
Transports et communications		123 425
Services		310 092
Fournitures et matériel		133 378
Paiements de transfert		
Capital		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
—Projets municipaux	132 162 842	
—Projets provinciaux	19 381 818	
—Études de planification de l'infrastructure	3 953 341	
—Restauration des infrastructures	7 040 625	
—Restauration des plages	14 629 090	
Priorités régionales	3 803 867	180 971 583
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		62 654 304
		246 771 391
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 803 867
		242 967 524

Exploitation des services publics (Poste 2)	$
Traitements et salaires	31 783 057
Avantages sociaux	6 250 006
Transports et communications	1 654 858
Services	14 794 153
Fournitures et matériel	36 799 969
	91 282 043
Société ontarienne de gestion des déchets (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	14 600 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	348 849 567

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs :		
Programme de surveillance	2 036 897	2 757 539
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage :		
Imperial Oil		46 265
Hôpital de Credit Valley		8 409
Ontario Hydro		1 333
Autres	2 148	
	2 148	56 007
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Contrôle des pesticides	612 647	689 337
Réseaux d'égouts	184 653	198 632
Entreprises de forage de puits	27 365	36 455
	824 665	924 424
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	41 401	88 799
Autres	11 518	6 117
	52 919	94 916
FRAIS D'ABONNEMENT AUX SERVICES PUBLICS	143 129 016	133 809 960
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop de subventions	293 783	231 519
Chèques annulés	259,126	93 169
Paiements tenant lieu de notes de crédit	83 184	70 941
Autres	36,123	10 236
	672 216	405 865
DIVERS		
Frais d'inscription :		
Formation et accréditation	128 170	47 965
Conférence ontarienne sur les déchets industriels	43 893	58 524
Conférence sur les transferts de technologie	1 542	6 961
Règlements de sinistres et versements de dommages-intérêts	22 123	5 751
Autres	103 849	65 284
	299 577	184 485
TOTAL DES RECETTES	147 017 438	138 233 196

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Dotations en capital au titre des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Paiements effectués par des municipalités au titre de frais de construction ne faisant pas l'objet de financement à long terme	13 683 250	9 862 897
Amortissement de projets susceptibles d'être facturés au taux de service	6 050 186	5 283 316
Paiements effectués par des municipalités au Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisations	2 519 761	3 209 982
Capitalisation de la remise de la taxe sur les produits et services	(1 532 473)	
Virements des comptes créés à des fins spéciales — Fonds de réserve		128 074
Autres	4 095 161	5 838 385
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	24 815 885	24 322 654

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Fonds en fiducie d'assurance — *Loi sur la protection de l'environnement*	1 456 833	57 908
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 215 121	919 668
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	90 279	81 626
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	6 984	13 227
Taxe sur les produits et services	4 154	
TOTAL DES DÉPÔTS	2 773 371	1 072 429

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-214

FORMATION PROFESSIONNELLE 4-216

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-214

SOMMAIRE 4-213

ÉTAT DES RECETTES 4-218

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
9 819 145	Administration du ministère	9 008 208	8 339 348
229 332 331	Formation professionnelle	238 882 800	234 856 483
239 151 476	**Total du ministère**	247 891 008*	243 195 831
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
239 151 476	Total des dépenses	247 891 008	243 195 831

*Y compris le mandat spécial de 62 500 000 $.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 331 600		1 331 600	Bureau principal	1 127 319
2	5 652 300		5 652 300	Services administratifs et financiers	5 574 363
3	2 014 500		2 014 500	Services de communications	1 611 984
	8 998 400		8 998 400		8 313 666
L				Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 874
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	9 008 208*		9 008 208	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 339 348

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs, financiers et de communications nécessaires au soutien des activités du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 3 199 000 $.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	617 747
Avantages sociaux	132 010
Transports et communications	67 898
Services	73 965
Fournitures et matériel	235 699
	1 127 319
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	15 874
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 972 344
Avantages sociaux	864 985
Transports et communications	361 845
Services	875 094
Fournitures et matériel	500 095
	5 574 363
Services de communications (Poste 3)	
Traitements et salaires	764 878
Avantages sociaux	122 594
Transports et communications	114 477
Services	390 347
Fournitures et matériel	219 688
	1 611 984
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 339 348

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3502				**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	
1	390 300		390 300	Administration du programme	338 111
2	238 492 500		238 492 500	Politiques et prestation des programmes	234 518 372
	238 882 800*		238 882 800	TOTAL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE	234 856 483

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'appuyer la prestation de programmes de formation aux personnes employées.

Ce programme offre une direction au domaine de la formation professionnelle par l'entremise de l'élaboration de politiques et de la prestation de programmes et services de formation précis—y compris les services de soutien à la prestation de programmes d'apprentissage et d'autres services de formation offerts aux personnes employées, la négociation et le contrôle des initiatives fédérales en matière de formation professionnelle, et la promotion de partenariats avec le monde des affaires, le monde du travail et les particuliers.

*Y compris le mandat spécial de 59 301 000 $.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE — CRÉDIT 3502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	259 397
Avantages sociaux	41 280
Transports et communications	15 606
Services	14 853
Fournitures et matériel	6 975
	338 111

Politiques et prestation des programmes (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		13 388 193
Avantages sociaux		2 559 120
Transports et communications		1 785 517
Services		3 838 542
Fournitures et matériel		2 697 330
Paiements de transfert		
Aide aux employeurs et à la communauté	22 073 757	
Encouragement à la formation	50 093 727	
Société ontarienne de formation	7 100 000	
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	109 986 023	
Programme d'apprentissage	20 999 155	210 252 662
		234 521 364
Moins : recouvrements		
Programme Expérience été		2 992
		234 518 372
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE		234 856 483

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la *Loi nationale sur la formation professionnelle*		
Formation	111 926 422	108 719 674
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Chambre avec pension	58 728	41 813
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métier et apprentis	1 629 870	2 531 088
VENTES ET LOCATIONS	2 300	5 158
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	375 488	6 100
Autres	305 396	166 899
	680 884	172 999
DIVERS	11 558	13 011
TOTAL DES RECETTES	114 309 762	111 483 743

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-222

SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE 4-224

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO 4-228

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-222, 4-228

SOMMAIRE 4-221

ÉTAT DES RECETTES 4-230

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-231

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
11 878 745	Administration du ministère	14 597 857	13 887 559
180 728 596	Soutien à l'industrie et au commerce	207 064 600	170 996 237
82 778 311	Sociétés de développement de l'Ontario	113 958 300	127 676 497
275 385 652	**Total du ministère**	335 620 757*	312 560 293
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
211 841 329	Total des dépenses	279 435 757	266 932 058
63 544 323	Total des prêts et dotations en capital	56 185 000	45 628 235
275 385 652		335 620 757	312 560 293

*Y compris le mandat spécial de 89 900 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 605 700	96 200	1 701 900	Bureau principal	1 648 367
2	2 502 400	37 100	2 539 500	Services administratifs et financiers	2 515 446
3	1 523 100	259 200	1 782 300	Ressources humaines	1 684 421
4	1 919 200	85 000	2 004 200	Services de communications	1 976 438
5	1 112 200		1 112 200	Analyse et planification	799 474
6	1 074 900	136 400	1 211 300	Services juridiques	1 036 205
7	790 600	47 500	838 100	Services de vérification	832 374
8	3 222 200	144 600	3 366 800	Systèmes informatiques	3 353 277
	13 750 300	806 000	14 556 300		13 846 002
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	13 791 857*	806 000	14 597 857	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 887 559

Description du programme :

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes.

*Y compris le mandat spécial de 4 533 700 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 000 142
Avantages sociaux	265 786
Transports et communications	148 713
Services	142 227
Fournitures et matériel	91 499
	1 648 367
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 490 867
Avantages sociaux	329 643
Transports et communications	237 252
Services	564 497
Fournitures et matériel	276 628
	2 898 887
Moins : recouvrements d'autres activités	383 441
	2 515 446
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 049 537
Avantages sociaux	167 416
Transports et communications	37 325
Services	277 304
Fournitures et matériel	152 839
	1 684 421
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	963 181
Avantages sociaux	174 025
Transports et communications	101 839
Services	542 706
Fournitures et matériel	194 687
	1 976 438

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	494 899
Avantages sociaux	107 009
Transports et communications	9 240
Services	139 300
Fournitures et matériel	49 026
	799 474
Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	13 347
Services	971 912
Fournitures et matériel	50 946
	1 036 205
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	533 086
Avantages sociaux	87 631
Transports et communications	30 181
Services	98 806
Fournitures et matériel	82 670
	832 374
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 186 378
Avantages sociaux	209 643
Transports et communications	121 211
Services	710 754
Fournitures et matériel	1 125 291
	3 353 277
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 887 559

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE**	
1	15 307 300		15 307 300	Politiques et développement	13 421 950
2	88 423 400		88 423 400	Expansion de l'industrie et du commerce	60 609 506
3	10 508 400	577 500	11 085 900	Petites entreprises	10 360 642
4	1 708 800	60 000	1 768 800	Industrie du Nord	1 683 085
5	3 444 800	860 000	4 304 800	Société internationale de l'Ontario	4 216 774
6	1 134 400	40 000	1 174 400	Commissaire à la restructuration industrielle	1 169 471
7	85 000 000		85 000 000	Fonds de technologie	79 534 809
	205 527 100*	1 537 500	207 064 600	TOTAL POUR SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE	170 996 237

Description du programme :

Ce programme favorise la croissance du secteur privé de l'Ontario et sa compétitivité en ayant recours à la planification stratégique et la coordination des politiques; des programmes visant à stimuler l'expansion des exportations, l'attraction de nouveaux investissements, la création de petites entreprises, l'innovation technologie et le développement de l'industrie du Nord; la coordination des exigences administratives et financières de la Société Ortech (anciennement la Fondation de recherches de l'Ontario) et le Fonds de technologie.

*Y compris le mandat spécial de 64 005 800 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE — CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Politiques et développement (Poste 1)			$
Traitements et salaires			4 301 878
Avantages sociaux			808 374
Transports et communications			475 151
Services			2 301 030
Fournitures et matériel			1 114 517
Paiements de transfert		$	
Subventions de soutien à la technologie		45 000	
Société			
Ortech	$		
Capital	676 000		
Fonctionnement	3 700 000	4 376 000	4 421 000
			13 421 950

Expansion de l'industrie et du commerce (Poste 2)			
Traitements et salaires			11 772 795
Avantages sociaux			2 302 276
Transports et communications			4 488 010
Services			19 915 220
Fournitures et matériel			5 268 491
Paiements de transfert		$	
Capital			
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario—Capital		345 904	
Assistance financière aux industries			
Subventions—Capital		391 841	
Fonctionnement		$	
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario—Fonctionnement		458 394	
Soutien financier à l'expansion industrielle et commerciale		111 000	
Jiangsu, Chine-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie		72 931	
Programme de stagiaires en commerce international		1 733 837	
Programme d'échange commercial avec les pays de la ceinture du Pacifique/Prise de contact		70 997	
Fonds de développement du commerce extérieur—Subventions		2 957 201	
Centre d'études de la production industrielle Fonctionnement		1 170 900	
Subventions aux associations des secteurs		331 800	
Programme d'échange: Enterprise York—East/West Enterprise		400 000	8 044 805
Autres opérations		$	
Capital			
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries		1 359 006	
Subventions remboursables — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles		60 382	1 419 388
Prêts et dotations en capital		$	
Capital			
Prêts — Assistance financière aux industries		9 043 257	
Prêts — Fonds d'in-			

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE — CRÉDIT 2102 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

vestissement dans l'industrie des pièces automobiles	89 101	9 132 358
		62 343 343
Moins: recouvrements d'autres ministères		1 733 837
		60 609 506

Petites entreprises (Poste 3)		$
Traitements et salaires		2 151 240
Avantages sociaux		341 365
Transports et communications		787 977
Services		1 674 704
Fournitures et matériel		946 702
Paiements de transfert	$	
Centres d'information communautaires pour la petite entreprise	397 350	
Subventions de soutien aux petites entreprises	30 000	
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	65 000	
Centre de l'expansion commerciale de Toronto	282 800	
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises	383 462	
Fonds d'aide aux projets de sensibilisation à l'esprit d'entreprise	113 168	1 271 780
Autres opérations	$	
Programme de prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs	2 640 874	
Garanties honorées		
Programme de prêts garantis accordés aux étudiants entrepreneurs	546 000	3 186 874
		10 360 642

Industrie du Nord (Poste 4)		$
Traitements et salaires		786 486
Avantages sociaux		144 276
Transports et communications		195 102
Services		226 547
Fournitures et matériel		221 015
Paiements de transfert	$	
Soutien financier à l'industrie du Nord	19 342	
Building Products Information Bureau	90 317	109 659
		1 683 085

Société internationale de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		1 451 903
Avantages sociaux		279 158
Transports et communications		394 597
Services		489 853
Fournitures et matériel		229 355
Paiements de transfert		
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture Pacifique/Ambassadeurs pour l'avenir		38 145
Autres opérations		
Fonds de développement du commerce extérieur—subventions remboursables		1 333 763
		4 216 774

Commissaire à la restructuration industrielle (Poste 6)	
Traitements et salaires	466 735
Avantages sociaux	328 009
Transports et communications	47 434
Services	304 275
Fournitures et matériel	23 018
	1 169 471

Fonds de technologie (Poste 7)	
Paiements de transfert	79 534 809

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE	170 996 237

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
1	48 727 500	4 001 300	52 728 800	Société de développement de l'Ontario	52 375 805
2	4 181 600		4 181 600	Société de développement du Nord de l'Ontario	3 804 709
3	3 906 400		3 906 400	Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 450 060
4	11 791 500		11 791 500	Société Innovation Ontario	10 103 577
	68 607 000	4 001 300	72 608 300		69 734 151
L	12 450 000		12 450 000	Société de développement de l'Ontario, *Loi sur les sociétés de développement*	20 717 684
L	7 200 000		7 200 000	Société de développement de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	15 590 450
L	9 900 000		9 900 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, *Loi sur les sociétés de développement*	8 219 650
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	3 490 319
L	9 000 000		9 000 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, *Loi sur les sociétés de développement*	7 558 543
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	2 365 700
	109 957 000*	4 001 300	113 958 300	TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	127 676 497

Description du programme :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux entreprises et aux chefs d'entreprises de l'Ontario exploitant les technologies modernes.

*Y compris le mandat spécial de 21 360 500 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Société de développement de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 390 154
Avantages sociaux		1 324 432
Transports et communications		724 013
Services		2 513 842
Fournitures et matériel		922 683
Paiements de transfert		
Subside de garantie		61 724
Autres opérations	$	
Aide à Allelix en faveur de la biotechnologie	480 000	
Bonifications d'intérêts	951 000	
Subventions remboursables		
Ajustement vinicole	10 821 980	
Garanties honorées		
Nouvelles entreprises	18 664 418	
Garanties honorées autres	3 731 294	
Assistance spéciale —Milne	5 790 265	40 438 957
		52 375 805

Crédits législatifs	
Pertes sur prêts	15 590 450
Prêts et dotations en capital	
Capital	
Programme de prêts	20 717 684

Société de développement du Nord de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		943 595
Avantages sociaux		172 994
Transports et communications		273 772
Services		113 499
Fournitures et matériel		98 033
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt sur les garanties		71 586
Autres opérations	$	
Garanties honorées	668 230	
Bonifications d'intérêts	1 463 000	2 131 230
		3 804 709

Crédits législatifs		$
Pertes sur prêts		3 490 319
Prêts et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		8 219 650

Société de développement de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		
Traitements et salaires		657 150
Avantages sociaux		126 431
Transports et communications		168 497
Services		78 918
Fournitures et matériel		15 929
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt sur les garanties		122 730
Autres opérations	$	
Garanties honorées	140 405	
Bonifications d'intérêt	2 140 000	2 280 405
		3 450 060

Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		2 365 700
Prêts et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		7 558 543

Société Innovation Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 022 496
Avantages sociaux		96 650
Transports et communications		126 945
Services		415 182
Fournitures et matériel		18 862
Autres opérations		
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique		8 423 442
		10 103 577

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	127 676 497

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente Canada/Ontario sur la promotion des langues officielles	10 717	
Programme Échanges Canada — Prêt de services		12 086
	10 717	12 086
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de développement — traitements et avantages sociaux	1 011 358	1 111 527
Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce — Subventions remboursables	94 568	42 955
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	63 127	
Programme du Centre Innovation	56 705	76 680
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	29 469	
Educansult Ltée — Prêt de services		66 067
Association internationale pour le développement de la Banque mondiale		8 968
Saugeen Economic Development Corporation — Prêt de services		3 365
Autres	2 050	5 366
	1 257 277	1 314 928
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	37 213	117 690
Accès à l'information	318	192
	37 531	117 882
VENTES ET LOCATIONS		
Location du bureau de New York	238 195	226 561
Vente de mobilier et de véhicules excédentaires	179	7 166
Revente de papier en stock		7 000
Autres	1 491	4 515
	239 865	245 242
REDEVANCES	1 875	1 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Centre de technologie agricole de l'Ontario	720 318	
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	261 752	424 119
Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs	256 981	399 119
Centre de technologie de microélectronique de l'Ontario	154 715	118 714
Remboursements de dépôts de garantie	134 412	63 986
Centre de technologie de fabrication avancée de l'Ontario	120 755	
Remboursements de la taxe de vente fédérale	87 407	
Remboursement de frais — Sociétés de développement	36 540	8 530
Remboursements de fournisseurs	8 405	10 321
Fonds d'investissement pour le Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario		7 300 000
Centre de technologie des pièces automobiles de l'Ontario		55 703
Autres	94 482	17 315
	1 875 767	8 397 807
DIVERS		
Sociétés de développement — Dividende	2 200 000	38 000 000
Autres	31 093	15 360
	2 231 093	38 015 360
TOTAL DES RECETTES	5 654 125	48 104 305

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Dépôts en vertu de contrats — Bureau de New Delhi		1 799
TOTAL DES DÉPÔTS		1 799

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-236
- NORMES FINANCIÈRES 4-238
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-236
- SOMMAIRE 4-235

ÉTAT DES RECETTES 4-240

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS 4-241

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
5 472 219	Administration du ministère	7 071 708	6 429 518
60 921 119	Normes financières	55 621 800	48 596 137
66 393 338	**Total du ministère**	62 693 508*	55 025 655
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
41 393 338	Total des dépenses	62 693 508	55 025 655
25 000 000	Total des prêts et dotations en capital		
66 393 338		62 693 508	55 025 655

*Y compris le mandat spécial de 16 750 000 $.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	627 700	36 500	664 200	Bureau principal	647 429
2	2 467 700	194 000	2 661 700	Services administratifs et financiers	2 324 975
3	1 177 800	1 207 200	2 385 000	Analyse et planification	2 122 041
4	1 213 100	137 900	1 351 000	Services juridiques	1 325 265
	5 486 300	1 575 600	7 061 900		6 419 710
L				Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	5 496 108*	1 575 600	7 071 708	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 429 518

Description du programme :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des surintendants des établissements de dépôt et des représentants et ajusteurs d'assurance. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

*Y compris le mandat spécial de 1 370 000 $.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	377 596
Avantages sociaux	117 345
Transports et communications	46 429
Services	70 560
Fournitures et matériel	35 499
	647 429
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 586 093
Avantages sociaux	291 956
Transports et communications	68 422
Services	170 155
Fournitures et matériel	184 099
Paiements de transfert	
Le Conference Board du Canada	40 000
	2 340 725
Moins : recouvrements d'autres ministères	15 750
	2 324 975

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 014 608
Avantages sociaux	141 913
Transports et communications	79 472
Services	594 660
Fournitures et matériel	291 388
	2 122 041
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	158 200
Avantages sociaux	23 492
Transports et communications	14 885
Services	1 079 742
Fournitures et matériel	48 946
	1 325 265
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 429 518

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**	
1	12 955 200		12 955 200	Établissements de dépôt	8 424 575
2	19 615 600		19 615 600	Commission de l'assurance de l'Ontario	17 314 521
3	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
4	15 176 300	1 593 700	16 770 000	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	16 583 333
5	6 041 900	238 100	6 280 000	Commission des régimes de retraite de l'Ontario	6 273 708
	53 790 000	1 831 800	55 621 800	TOTAL POUR LES NORMES FINANCIÈRES	48 596 137

Description du programme :

Ce programme consiste en quatre types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles*, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

*Y compris le mandat spécial de 15 380 000 $.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES — CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Établissements de dépôt (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 781 268
Avantages sociaux	878 330
Transports et communications	219 814
Services	2 839 892
Fournitures et matériel	171 683
Paiements de transfert	
Intérêts sur les emprunts de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts	533 588
	8 424 575

Commission de l'assurance de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 167 376
Avantages sociaux	1 637 158
Transports et communications	532 419
Services	6 911 324
Fournitures et matériel	2 047 368
Paiements de transfert	
Association canadienne des consommateurs	18 876
	17 314 521

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 162 762
Avantages sociaux	210 285
Transports et communications	43 073
Services	1 287 393
Fournitures et matériel	129 224
	2 832 737
Moins : recouvrement de dépenses administratives	2 832 737
	—

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	9 785 458
Avantages sociaux	1 516 888
Transports et communications	567 608
Services	3 862 996
Fournitures et matériel	850 383
	16 583 333

Commission des régimes de retraite de l'Ontario (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 188 157
Avantages sociaux	538 297
Transports et communications	176 578
Services	1 154 497
Fournitures et matériel	1 216 179
	6 273 708

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES	48 596 137

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECETTES FISCALES		
Échanges avec des parties accordant la réciprocité et sociétés non autorisées	1 771 857	1 896 415
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Compagnies de prêt et de fiducie	34 637	6 557
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les valeurs mobilières	16 135 688	16 843 595
Loi sur les régimes de retraite	5 877 383	3 325 139
Loi sur les assurances	3 558 818	3 245 219
Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie	806 450	818 870
Loi sur les courtiers en hypothèques	493 647	180 613
Loi sur les contrats de placement	40 815	50 585
Loi sur les coopératives	14 820	13 465
Loi sur les caisses populaires et les credit unions	10 164	6 700
Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés	425	800
	26 938 210	24 484 986
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances	27 250	11 267
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	19 249	15 911
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	23 289	2 631
DIVERS	328 618	56 578
TOTAL DES RECETTES	29 143 110	26 474 345

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Prêts au Fonds de garantie des prestations de retraite	3 000 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	3 000 000	

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	7 381 829	6 812 691
Montants non réclamés — Credit Unions	19 979	12 391
TOTAL DES DÉPÔTS	7 401 808	6 825 082

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-246
- SERVICES DU BÂTIMENT 4-248
- LOGEMENTS SOCIAUX 4-250
- APPUI AU LOGEMENT 4-254
- POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS 4-256
- AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING 4-258
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-246
- SOMMAIRE 4-245

ÉTAT DES RECETTES 4-260

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-260

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
22 436 554	Administration du ministère	24 606 857	22 418 823
4 183 955	Industrie du bâtiment	4 618 300	4 018 753
458 205 579	Logements sociaux	594 645 000	587 907 556
3 457 397	Appui au logement	7 069 800	3 839 322
38 235 815	Politique de logement et révision des loyers	45 453 200	39 808 252
	Aménagement de North Pickering	5 239 000	514 279
526 519 300	**Total du ministère**	681 632 157*	658 506 985
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
526 519 300	Total des dépenses	676 393 157	657 992 706
	Total des prêts, avances et dotations en capital	5 239 000	514 279
526 519 300		681 632 157	658 506 985

*Y compris le mandat spécial de 199 000 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 285 300		1 285 300	Bureau principal	1 129 635
2	3 066 000		3 066 000	Services de communications	2 934 941
3	7 073 600		7 073 600	Services administratifs et financiers	6 450 341
4	1 965 800	301 100	2 266 900	Ressources humaines	2 212 599
5	6 726 800		6 726 800	Systèmes informatiques	5 745 958
6	1 318 300	342 000	1 660 300	Services juridiques	1 655 733
7	960 000		960 000	Services de vérification	823 756
8	1 526 400		1 526 400	Analyse et planification	1 424 303
	23 922 200	643 100	24 565 300		22 377 266
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	23 963 757*	643 100	24 606 857	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 418 823

Description du programme :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministère du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en oeuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministère du Logement et au ministère des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

*Y compris le mandat spécial de 6 175 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	725 278
Avantages sociaux	211 266
Transports et communications	70 304
Services	84 180
Fournitures et matériel	38 607
	1 129 635
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services de communications (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 353 024
Avantages sociaux	269 565
Transports et communications	107 913
Services	1 693 703
Fournitures et matériel	193 536
	3 617 741
Moins : recouvrements d'autres activités	682 800
	2 934 941
Services administratifs et financiers (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 686 766
Avantages sociaux	1 048 800
Transports et communications	330 177
Services	1 935 950
Fournitures et matériel	859 548
	9 861 241
Moins : recouvrements d'autres activités	3 410 900
	6 450 341
Ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 605 409
Avantages sociaux	502 175
Transports et communications	56 644
Services	171 878
Fournitures et matériel	208 493
Paiements de transfert Programme d'été Expérience '90	7 076
	3 551 675
Moins : recouvrements d'autres activités et ministères	1 339 076
	2 212 599

Systèmes informatiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 860 896
Avantages sociaux	755 075
Transports et communications	614 745
Services	4 693 837
Fournitures et matériel	1 470 005
	10 394 558
Moins : recouvrements d'autres activités	4 648 600
	5 745 958
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	229 917
Avantages sociaux	5 962
Transports et communications	18 522
Services	2 107 159
Fournitures et matériel	87 873
	2 449 433
Moins : recouvrements d'autres activités	793 700
	1 655 733
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 000 662
Avantages sociaux	258 900
Transports et communications	50 682
Services	26 745
Fournitures et matériel	66 367
	1 403 356
Moins : recouvrements d'autres activités	579 600
	823 756
Analyse et planification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 053 546
Avantages sociaux	162 958
Transports et communications	23 603
Services	137 929
Fournitures et matériel	46 267
	1 424 303
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	22 418 823

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2002				**PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT**	
1	4 618 300		4 618 300	Services du bâtiment	4 018 753
	4 618 300*		4 618 300	TOTAL POUR LES SERVICES DU BÂTIMENT	4 018 753

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de promouvoir la sécurité publique dans les édifices et d'accroître la productivité et l'efficacité de l'industrie du bâtiment; à cette fin, on élabore des amendements aux lois, règlements, politiques et normes se rapportant à la construction de nouveaux immeubles et aux matériaux de construction à la rénovation et l'entretien des immeubles existants. Ce programme comprend en outre l'administration des codes du bâtiment et la plomberie de l'Ontario, la réforme des règlements et les services d'instruction, de formation et de consultation offerts à l'industrie et aux municipalités.

*Y compris le mandat spécial de 1 180 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT — CRÉDIT 2002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services du bâtiment (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 985 932
Avantages sociaux	378 183
Transports et communications	181 236
Services	1 162 422
Fournitures et matériel	108 743
Paiements de transfert	
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment	202 237
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT	4 018 753

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2003				**PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX**	
1	914 700		914 700	Administration du programme	802 611
2	337 850 300		337 850 300	Activités régionales de logement	331 356 518
3	80 400		80 400	Services d'appui technique	63 926
4	785 100		785 100	Élaboration de programmes de logement	670 201
5	245 240 600	9 773 900	255 014 500	Société de logement de l'Ontario	255 014 300
	584 871 100*	9 773 900	594 645 000	TOTAL POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX	587 907 556

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement sans but lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de programmes de logement social et la mise en oeuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements sociaux destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur permettre de se loger à un prix abordable, dans un endroit bien entretenu et sécuritaire.

*Y compris le mandat spécial de 179 364 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 2003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	376 849
Avantages sociaux	50 041
Transports et communications	46 603
Services	411 747
Fournitures et matériel	51 771
	937 011
Moins : recouvrements d'autres activités	134 400
	802 611

Activités régionales de logement (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		13 443 655
Avantages sociaux		2 194 000
Transports et communications		1 436 281
Services		3 077 727
Fournitures et matériel		999 393
Paiements de transfert	$	
Capital		
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	149 490	
Aide à la création de logements sociaux	134 000	
Subventions pour la restauration/construction de logements locatifs à but non-lucratif	840 000	
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario	622 264	
Fonctionnement		
Aide à l'élaboration de politiques et de programmes de logement	689 508	
Subventions à des organisations oeuvrant pour le secteur à but non lucratif	834 501	
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	255 481 827	258 751 590
Autres opérations	$	
Capital		
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	6 441 187	
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs	31 749 551	
Prêts d'aide à la création de logements à but non-lucratif	18 602 735	56 793 473
		336 696 119
Moins : recouvrements d'autres activités		5 339 601
		331 356 518

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 2003 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services d'appui techniques (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 342 587
Avantages sociaux	268 446
Transports et communications	95 554
Services	440 334
Fournitures et matériel	106 506
	2 253 427
Moins : recouvrements d'autres activités	2 189 501
	63 926
Élaboration de programmes de logement (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 430 858
Avantages sociaux	252 166
Transports et communications	108 930
Services	709 985
Fournitures et matériel	196 363
	2 698 302
Moins : recouvrements d'autres activités	2 028 101
	670 201

Société de logement de l'Ontario (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Réparation des logements publics	41 310 000
Développement du logement rural	5 898 000
Fonctionnement	
Paiements au titre de supplément au loyer	68 042 000
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	139 764 300
	255 014 300
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX	587 907 556

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2004				**PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT**	
1	1 014 400		1 014 400	Priorité au logement	910 904
2	6 055 400		6 055 400	Collaboration et association	2 928 418
	7 069 800*		7 069 800	TOTAL POUR L'APPUI AU LOGEMENT	3 839 322

Description du programme :

Ce programme vise à promouvoir la création de logements abordables par ses interventions; à influer sur l'utilisation des terrains gouvernementaux pour la création de logements abordables; à modifier les mécanismes de planification et d'approbation relatifs à l'utilisation des terrains pour la création de logements abordables; et à négocier et à consolider des accords avec les municipalités, le secteur à but non lucratif, les institutions publiques et religieuses, le secteur privé et autres dans le but de fournir des logements abordables.

*Y compris le mandat spécial de 953 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT — CRÉDIT 2004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Priorité au logement (Poste 1)	$
Traitements et salaires	627 594
Avantages sociaux	90 367
Transports et communications	11 014
Services	166 790
Fournitures et matériel	15 139
	910 904

Collaboration et association (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		496 755
Avantages sociaux		36 299
Transports et communications		36 340
Services		203 075
Fournitures et matériel		3 200
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour la mise en oeuvre des accords sur l'appui au logement	1 137 870	
Fonctionnement		
Subventions pour les initiatives d'appui au logement	1 014 879	2 152 749
		2 928 418
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT		3 839 322

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2005				**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS**	
1	495 600	16 200	511 800	Administration du programme	470 804
2	3 660 800		3 660 800	Politique de développement du marché des logements	3 292 120
3	27 229 900		27 229 900	Réglementation des loyers	24 918 334
4	14 050 700		14 050 700	Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle	11 126 994
	45 437 000*	16 200	45 453 200	TOTAL POUR LA POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS	39 808 252

Description du programme :

Ce programme a entre autres pour objectif d'élaborer et de recommander des politiques, des stratégies et des programmes visant à favoriser et à faciliter l'offre en Ontario de logements abordables et convenables, en location et en propriété, y compris la construction de logements, la remise en état de logements anciens et l'utilisation optimale des logements existants. Il coiffe également la mise en application de la *Loi sur la réglementation des loyers d'habitation*, aux fins de laquelle il prend des décisions sur les demandes de révision des loyers et autres présentées par les propriétaires et les locataires; il conseille le public sur tout ce qui a trait à la location résidentielle; il élabore des politiques relatives à la révision des loyers; il gère le registre des loyers d'habitation; et enfin, il examine et recommande les mesures à prendre au sujet des demandes présentées en vertu de la *Loi sur la protection du logement locatif* et des demandes d'exemption dans le cadre de cette loi. Ce programme coiffe en outre la Commission de révision des loyers, qui entend les appels des décisions de révision des loyers, et le Conseil des normes de location résidentielle, qui vise à assurer le maintien en état des logements locatifs.

*Y compris le mandat spécial de 10 628 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS — CRÉDIT 2005

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	280 934
Avantages sociaux	46 238
Transports et communications	9 731
Services	84 547
Fournitures et matériel	49 354
	470 804

Politiques d'offre de logements (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 299 088
Avantages sociaux	231 924
Transports et communications	36 468
Services	735 029
Fournitures et matériel	206 117
Paiements de transfert	
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements	783 494
	3 292 120

Réglementation des loyers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	15 683 134
Avantages sociaux	2 671 311
Transports et communications	2 169 747
Services	3 083 299
Fournitures et matériel	1 087 409
Paiements de transfert	
Subventions pour des projets d'éducation à l'intention des propriétaires et des locataires	223 434
	24 918 334

Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle (Poste 4)	
Traitements et salaires	6 626 140
Avantages sociaux	951 527
Transports et communications	727 186
Services	2 445 141
Fournitures et matériel	377 000
	11 126 994

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS	39 808 252

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2006				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING**	
1	5 239 000		5 239 000	Aménagement de North Pickering	514 279
	5 239 000*		5 239 000	TOTAL POUR AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING	514 279

Description du programme :

L'objectif de ce programme consiste à surveiller l'aménagement de North Pickering afin de s'assurer qu'il s'appuie sur un processus de consultation continue avec le public et qu'il respecte les caractéristiques naturelles et environnementales de la zone d'aménagement de North Pickering, et à appliquer les politiques que formule de temps à autre le ministre au sujet de cette zone. Un autre objectif consiste à tirer le meilleur parti possible des terrains de la Société d'aménagement de North Pickering sur le plan financier, conformément aux politiques du gouvernement de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 700 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING — CRÉDIT 2006

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Aménagement de North Pickering (Poste 1)	$
Prêts, avances et dotations en capital à la Société d'aménagement de North Pickering	
Fonctionnement	514 279
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING	514 279

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses, logements sans but lucratif	80 004 806	55 683 026
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DE ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Aide à la création de logements sociaux	14 730 200	12 661 247
Subventions pour l'exploitation de logements à but non-lucratif	3 613 429	2 005 942
Remboursement — Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario	727 433	1 499 123
Programme de rénovation des logements de l'Ontario		
— municipalités	234 466	308 574
— particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	226 498	258 481
— personnes handicapées	60 880	64 082
Programme de remise en état des petits immeubles	450 341	816 413
Projet de conversion des locaux d'habitation locatifs	397 931	1 164 413
Régime Canada-Ontario de construction de logements locatifs		1 832 300
	20 441 178	20 610 575
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	7 180	2 477
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	61 602	55 325
Autres	19 028	96 538
	80 630	151 863
DIVERS		
Frais de cours de formation en administration du bâtiment	200 880	166 466
Autres	47 432	18 868
	248 312	185 334
TOTAL DES RECETTES	100 782 106	76 633 275

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Société de logement de l'Ontario — comptes de dépôts	40 102	41 067
TOTAL DES DÉPÔTS	40 102	41 067

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-264

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-264

SOMMAIRE 4-263

ÉTAT DES RECETTES 4-266

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-266

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
6 075 202	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	7 144 800	7 070 194
6 075 202	**Total pour l'Office des affaires autochtones**	7 144 800	7 070 194
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 075 202	Total des dépenses	7 144 800*	7 070 194

*Y compris le mandat spécial de 1 900 000 $.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	6 356 100	788 700	7 144 800	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	7 065 290
	6 356 100	788 700	7 144 800		7 065 290
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 904
	6 356 100*	788 700	7 144 800	TOTAL POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	7 070 194

Description du programme :

La direction générale des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au ministre responsable des Affaires autochtones. La direction générale élabore les politiques relatives aux affaires autochtones en général, coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux, recommande des solutions gouvernementales aux questions traitant des affaires autochtones, et négocie les revendications territoriales.

*Y compris le mandat spécial de 1 900 000 $.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 453 203
Avantages sociaux		246 238
Transports et communications		361 256
Services		525 096
Fournitures et matériel		133 045
Paiements de transfert	$	
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	1 011 306	
Soutien pour les négociations communautaires	764 771	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	25 000	
Ententes avec les collectivités	788 450	
Chiefs of Ontario	264 400	
Ontario Native Women's Association	416 300	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	482 300	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	43 010	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	6 793	
Participation économique des autochtones	550 083	4 352 413
		7 071 251
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 961
		7 065 290

Crédits législatifs	$
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 904
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	7 070 194

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	61 255	
TOTAL DES RECETTES	61 255	

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Taxe sur les produits et services	22	
TOTAL DES DÉPÔTS	22	

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-270

SOMMAIRE 4-269

ÉTAT DES RECETTES 4-272

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990	PROGRAMME	1990-1991	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
3 681 862	Affaires francophones	4 327 300	4 127 406
3 681 862	**Total pour l'Office des affaires francophones**	4 327 300*	4 127 406
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 681 862	Total des dépenses	4 327 300	4 127 406

*Y compris le mandat spécial de 900 000 $.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	4 327 300		4 327 300	Coordination des Affaires francophones	4 127 406
	4 327 300*		4 327 300	TOTAL POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	4 127 406

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français* par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

*Y compris le mandat spécial de 900 000 $.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES — CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 467 163
Avantages sociaux	238 795
Transports et communications	130 528
Services	1 117 505
Fournitures et matériel	183 415
Paiements de transfert	
Programme des services en français	990 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	4 127 406

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français*	400 347	174 621
VENTES ET LOCATIONS		11
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	11 933	3 000
TOTAL DES RECETTES	412 280	177 632

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE 4-276

DÉPENSES EN VERTU DE LA LOI 4-276

SOMMAIRE 4-275

ÉTAT DES RECETTES 4-278

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-278

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990	PROGRAMME	1990-1991	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
17 070 450	Office de la condition féminine	19 544 250	19 355 691
17 070 450	**Total pour l'Office de la condition féminine**	19 544 250*	19 355 691
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
17 070 450	Total des dépenses	19 544 250	19 355 691

*Y compris le mandat spécial de 4 300 000 $.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001				**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**	
1	547 900	130 700	678 600	Bureau principal	643 278
2	18 303 500		18 303 500	Direction générale de la condition féminine	18 156 400
3	536 400		536 400	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	535 167
	19 387 800	130 700	19 518 500		19 334 845
L	15 942		15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 942
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 904
	19 413 550*	130 700	19 544 250	TOTAL POUR L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	19 355 691

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi et la violence dans le contexte familial; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

*Y compris le mandat spécial de 4 300 000 $.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — CRÉDIT 4001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	376 469
Avantages sociaux	150 042
Transports et communications	27 878
Services	58 378
Fournitures et matériel	30 511
	643 278
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 904

Direction générale de la condition féminine (Poste 2)	$
Traitements et salaires	5 209 595
Avantages sociaux	886 380
Transports et communications	562 476
Services	4 906 068
Fournitures et matériel	1 096 381
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	5 495 500
	18 156 400
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (Poste 3)	
Traitements et salaires	173 455
Avantages sociaux	67 324
Transports et communications	72 896
Services	136 960
Fournitures et matériel	84 532
	535 167
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	19 355 691

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	28 303	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	38 583	
DIVERS	39 195	780
TOTAL DES RECETTES	106 081	780

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Taxe sur les produits et services	914	
TOTAL DES DÉPÔTS	914	

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES 4-282

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-282

SOMMAIRE 4-281

ÉTAT DES RECETTES 4-284

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990	PROGRAMME	1990-1991	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
7 374 425	Office des personnes âgées	8 709 350	8 176 899
7 374 425	**Total pour l'Office des personnes âgées**	8 709 350*	8 176 899
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 374 425	Total des dépenses	8 709 350	8 176 899

*Y compris le mandat spécial de 2 409 136 $.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	511 100		511 100	Bureau principal	341 691
2	6 900 300	188 000	7 088 300	Services généraux	6 747 789
3	1 021 200	63 000	1 084 200	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	1 074 544
	8 432 600	251 000	8 683 600		8 164 024
L	15 942		15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	7 971
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 904
	8 458 350*	251 000	8 709 350	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	8 176 899

Description du programme :

L'Office des personnes âgées favorise l'élaboration de politiques coordonnées au sein du gouvernement pour veiller à ce que les intérêts des personnes âgées soient bien servis; il fournit un service central d'information concernant les politiques, les programmes et les services visant les personnes âgées; il crée les ressources nécessaires pour motiver les organismes et les entreprises des collectivités et les aider à répondre aux besoins des personnes âgées; il encourage l'autonomie et la participation des personnes âgées; il veille à ce que l'apport des personnes âgées dans la société soit reconnu.

*Y compris le mandat spécial de 2 409 136 $.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	202 686
Avantages sociaux	93 863
Transports et communications	26 124
Services	13 646
Fournitures et matériel	5 372
	341 691
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	7 971
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 904
Services généraux (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 768 422
Avantages sociaux	318 860
Transports et communications	346 827
Services	1 230 948
Fournitures et matériel	762 959
Paiements de transfert	
Capital	
Fonds d'accès aux installations	2 319 773
	6 747 789

Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (Poste 3)	$
Traitements et salaires	190 751
Avantages sociaux	26 196
Transports et communications	414 582
Services	311 926
Fournitures et matériel	131 089
	1 074 544
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	8 176 899

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	(238)	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	105 475	
TOTAL DES RECETTES	105 237	

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES 4-288

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-288

SOMMAIRE 4-287

ÉTAT DES RECETTES 4-290

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
7 624 511	Office des personnes handicapées	8 495 150	8 021 776
7 624 511	**Total pour l'Office des personnes handicapées**	8 495 150*	8 021 776
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 624 511	Total des dépenses	8 495 150	8 021 776

*Y compris le mandat spécial de 2 340 000 $.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES**	
1	514 200		514 200	Bureau principal	355 818
2	7 265 900	288 000	7 553 900	Services généraux	7 299 056
3	401 300		401 300	Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	354 027
	8 181 400	288 000	8 469 400		8 008 901
L	15 942		15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	7 971
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	4 904
	8 207 150*	288 000	8 495 150	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	8 021 776

Description du programme :

L'Office des personnes handicapées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue de ces personnes lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions du gouvernement. Il assure le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter, et élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur les personnes handicapées est un organisme indépendant du gouvernement de l'Ontario qui, donne son avis au ministre délégué aux Affaires des personnes handicapées sur des questions touchant ces dernières. Ses activités publiques comprennent des consultations auprès de la population dans toute la province.

*Y compris le mandat spécial de 2 340 000 $.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES — CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	216 459
Avantages sociaux	106 199
Transports et communications	12 305
Services	10 972
Fournitures et matériel	9 883
	355 818
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	7 971
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 904

Services généraux (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 516 671
Avantages sociaux		260 980
Transports et communications		147 018
Services		993 430
Fournitures et matériel		113 710
Paiements de transfert		
Capital		
Fonds d'accès aux installations	2 489 104	
Fonctionnement		
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	1 236 643	
Subvention versée au Centre de conception d'environnement sans obstacles physiques	210 000	
Liaison-logement	331 500	4 267 247
		7 299 056
Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées (Poste 3)		
Traitements et salaires		120 218
Avantages sociaux		14 912
Transports et communications		47 135
Services		107 080
Fournitures et matériel		64 682
		354 027
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES		8 021 776

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991	1990
	$	$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	11 117	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	62 586	19 160
TOTAL DES RECETTES	73 703	19 160

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OMBUDSMAN ONTARIO 4-294

SOMMAIRE 4-293

ÉTAT DES RECETTES 4-296

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMME	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
7 736 941	Ombudsman Ontario	8 306 400	8 268 400
7 736 941	**Total pour Ombudsman Ontario**	8 306 400*	8 268 400
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 736 941	Total des dépenses	8 306 400	8 268 400

*Y compris le mandat spécial de 2 200 000 $.

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME DE L'OMBUDSMAN ONTARIO**	
1	8 306 400		8 306 400	Ombudsman	8 268 400
	8 306 400*		8 306 400	TOTAL POUR OMBUDSMAN ONTARIO	8 268 400

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un "organisme gouvernemental" et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par "organisme gouvernemental", on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

*Y compris le mandat spécial de 2 200 000 $.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME DE L'OMBUDSMAN ONTARIO — CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

L'ombudsman (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 030 725
Avantages sociaux	1 120 404
Transports et communications	442 309
Services	1 372 032
Fournitures et matériel	302 930
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OMBUDSMAN ONTARIO	8 268 400

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de véhicule	13 350	2 000
Vente de rapports		775
	13 350	2 775
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	29 857	13 761
DIVERS		
Intérêts	14 529	14 256
Autres	7 598	3 581
	22 127	17 837
TOTAL DES RECETTES	65 334	34 373

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- AVOCAT DE LA COURONNE 4-300
- SERVICES ADMINISTRATIFS 4-302
- SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR 4-304
- SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE 4-306
- SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF 4-308
- ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX 4-310
- TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS 4-312
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-300, 4-306, 4-310
- SOMMAIRE 4-299

ÉTAT DES RECETTES 4-314

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-315

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
140 485 714	Avocat de la Couronne	160 530 757	159 343 658
21 939 997	Services administratifs	26 834 600	26 392 363
18 599 580	Services du tuteur et curateur	23 962 800	22 927 608
71 573 007	Services juridiques de la Couronne	84 072 900	85 578 493
3 992 332	Services du conseiller législatif	7 088 100	5 506 674
213 864 293	Administration des tribunaux	239 629 000	239 262 113
22 124 042	Tribunaux administratifs	27 820 300	25 840 907
492 578 965	**Total du ministère**	569 938 457*	564 851 816
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
492 578 965	Total des dépenses	569 938 457	564 851 816

*Y compris le mandat spécial de 135 300 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**	
1	1 031 700		1 031 700	Procureur général	898 658
2	2 910 500		2 910 500	Sous-procureur général	2 009 280
3	140 144 200	11 566 000	151 710 200	Élaboration des politiques	151 709 937
4	1 620 400		1 620 400	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	1 605 089
5	3 216 400		3 216 400	Commissions royales	3 079 137
	148 923 200	11 566 000	160 489 200		159 302 101
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	148 964 757*	11 566 000	160 530 757	TOTAL POUR L'AVOCAT DE LA COURONNE	159 343 658

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 34 900 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE — CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Procureur général (Poste 1)	$
Traitements et salaires	591 996
Avantages sociaux	126 571
Transports et communications	70 327
Services	62 251
Fournitures et matériel	47 513
	898 658
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Sous-procureur général (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 118 681
Avantages sociaux		247 303
Transports et communications		253 391
Services		213 745
Fournitures et matériel		91 160
Paiements de transfert		
Subventions—Conseil canadien d'information juridique	75 000	
Conference Interaction 1990	10 000	85 000
		2 009 280

Élaboration des politiques (Poste 3)	$	$	$
Traitements et salaires			1 929 815
Avantages sociaux			375 426
Transports et communications			74 790
Services			52 112
Fournitures et matériel			77 194
Paiements de transfert			
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes		100 000	
Contribution au Fonds d'aide juridique:			
Programme de certificats	126 616 400		
Cliniques d'aide juridique	22 465 000	149 081 400	
Subvention au Conseil sur les relations inter-raciales et la surveillance		19 200	149 200 600
			151 709 937

Recherche juridique (Poste 4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	$
Traitements et salaires	942 893
Avantages sociaux	161 816
Transports et communications	31 782
Services	355 611
Fournitures et matériel	112 987
	1 605 089

Commissions royales (Poste 5)	$
Traitements et salaires	353 036
Avantages sociaux	59 147
Transports et communications	81 534
Services	2 489 202
Fournitures et matériel	96 218
	3 079 137

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE	159 343 658

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**	
1	2 399 200		2 399 200	Bureau principal	2 302 414
2	4 823 200	1 820 800	6 644 000	Services administratifs et financiers	6 633 296
3	3 724 700	699 700	4 424 400	Ressources humaines	4 423 709
4	3 584 300	102 200	3 686 500	Services de communications	3 685 817
5	1 466 300		1 466 300	Services de vérification	1 415 025
6	8 214 200		8 214 200	Systèmes informatiques	7 932 102
	24 211 900*	2 622 700	26 834 600	TOTAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS	26 392 363

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 6 300 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 222 544
Avantages sociaux	223 786
Transports et communications	78 881
Services	846 170
Fournitures et matériel	156 655
Paiements de transfert	
Subventions à l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario	17 675
	2 545 711
Moins : recouvrements d'autres ministères	243 297
	2 302 414

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 728 090
Avantages sociaux	588 855
Transports et communications	465 310
Services	1 549 063
Fournitures et matériel	764 173
Paiements de transfert	
Allocations pour circonstances exceptionnelles	1 200
	7 096 691
Moins : recouvrements d'autres activités	463 395
	6 633 296

Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 319 069
Avantages sociaux	593 584
Transports et communications	62 720
Services	157 739
Fournitures et matériel	290 597
	4 423 709

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	948 722
Avantages sociaux	139 702
Transports et communications	112 495
Services	1 908 987
Fournitures et matériel	146 407
Paiements de transfert	
Soutien aux groupes communautaires et de citoyens	429 504
	3 685 817

Services de vérification (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 045 367
Avantages sociaux	197 886
Transports et communications	81 043
Services	39 459
Fournitures et matériel	51 270
	1 415 025

Systèmes informatiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 593 349
Avantages sociaux	958 988
Transports et communications	184 282
Services	2 513 472
Fournitures et matériel	682 011
	7 932 102

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS	26 392 363

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR**	
1	10 874 500	132 300	11 006 800	Tuteur public	11 001 321
2	12 242 500		12 242 500	Curateur public	11 236 513
3	645 900	67 600	713 500	Comptable de la Cour suprême	689 774
	23 762 900*	199 900	23 962 800	TOTAL POUR LES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR	22 927 608

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 6 150 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR — CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Tuteur public (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 175 795
Avantages sociaux	611 686
Transports et communications	191 542
Services	5 471 872
Fournitures et matériel	568 254
	11 019 149
Moins : recouvrements d'autres ministères	17 828
	11 001 321

Curateur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	7 132 955
Avantages sociaux	1 335 225
Transports et communications	393 082
Services	655 249
Fournitures et matériel	1 720 002
	11 236 513

Comptable de la Cour suprême (Poste 3)	$
Traitements et salaires	321 106
Avantages sociaux	47 790
Transports et communications	10 280
Services	151 545
Fournitures et matériel	159 053
	689 774
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	22 927 608

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**	
1	66 507 000	2 911 600	69 418 600	Droit criminel	69 382 117
2	6 624 200		6 624 200	Droit civil	6 548 177
3	2 695 500	20 000	2 715 500	Droit constitutionnel et politiques	2 707 537
4	5 309 400	3 200	5 312 600	Services juridiques fournis à d'autres ministères	840 622
	81 136 100	2 934 800	84 070 900		79 478 453
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	1 512 238
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	4 587 802
	81 138 100*	2 934 800	84 072 900	TOTAL POUR LES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	85 578 493

Description du programme :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

*Y compris le mandat spécial de 20 900 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE — CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Droit criminel (Poste 1)	$
Traitements et salaires	43 554 394
Avantages sociaux	9 918 700
Transports et communications	2 803 451
Services	10 166 536
Fournitures et matériel	2 937 036
Paiements de transfert	
Association des procureurs de la Couronne	2 000
	69 382 117
Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	1 512 238

Droit civil (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 043 645
Avantages sociaux		852 735
Transports et communications		162 583
Services		531 973
Fournitures et matériel		281 105
		6 872 041
Moins : recouvrements d'autres activités		323 864
		6 548 177

Droit constitutionnel et politiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 940 803
Avantages sociaux	285 437
Transports et communications	78 905
Services	276 946
Fournitures et matériel	125 446
	2 707 537
Crédits législatifs	
Loi sur les instances introduites contre la Couronne	4 587 802

Services juridiques fournis à d'autres ministères (Poste 4)		$
Traitements et salaires		24 484 383
Avantages sociaux		4 266 080
Transports et communications		7 146
Services		218 685
Fournitures et matériel		26 528
		29 002 822
Moins : recouvrements d'autres ministères		28 162 200
		840 622
Administration	$	
Traitements et salaires	288 391	
Avantages sociaux	49 791	
Transports et communications	6 920	
Services	116 825	
Fournitures et matériel	19 578	481 505
Directions des services juridiques	$	
Traitements et salaires	24 195 992	
Avantages sociaux	4 216 289	
Transports et communications	226	
Services	101 860	
Fournitures et matériel	6 950	
	28 521 317	
Moins : recouvrements d'autres ministères	28 162 200	359 117
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE		85 578 493

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**	
1	7 088 100		7 088 100	Services du conseiller législatif	5 506 674
	7 088 100*		7 088 100	TOTAL POUR LES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF.....	5 506 674

Description du programme :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

*Y compris le mandat spécial de 1 800 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF — CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services du conseiller législatif (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 539 675
Avantages sociaux	682 354
Transports et communications	79 001
Services	581 652
Fournitures et matériel	623 992
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	5 506 674

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**	
1	208 585 600	11 190 900	219 776 500	Administration de la justice	219 681 487
2	19 148 500		19 148 500	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	18 835 228
	227 734 100	11 190 900	238 925 000		238 516 715
L	211 500		211 500	Allocations aux juges de la Cour suprême, *Loi sur les services extrajudiciaires*	244 210
L	492 500		492 500	Allocations aux juges, *Loi sur les services extrajudiciaires*	501 188
	228 438 100*	11 190 900	239 629 000	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	239 262 113

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 59 000 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration de la justice (Poste 1)	$
Traitements et salaires	125 849 044
Avantages sociaux	21 239 723
Transports et communications	10 199 887
Services	42 582 276
Fournitures et matériel	13 849 536
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 424 690
Paiements de transfert	1 536 331
	219 681 487

Administration	$	
Traitements et salaires	2 964 711	
Avantages sociaux	465 283	
Transports et communications	326 998	
Services	1 292 743	
Fournitures et matériel	1 220 447	
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 424 690	
Paiements de transfert		
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	1 074 939	11 769 811

Opérations de tribunaux	$	
Traitements et salaires	122 884 333	
Avantages sociaux	20 774 440	
Transports et communications	9 872 889	
Services	41 289 533	
Fournitures et matériel	12 629 089	
Paiements de transfert	$	
Bibliothèque des juges	10 000	
Juge en chef de l'Ontario — conférences et colloques	3 300	
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600	
Subvention Services légaux de Toronto offerts aux aborigènes	100 000	
Association des Métis et aborigènes d'Ontario	80 000	
Service d'orientation des familles de Frontenac	114 519	
Centre canadien de la magistrature	143 973	461 392 207 911 676

Crédits législatifs	
Allocations aux juges de la Cour suprême	244 210
Allocations aux juges	501 188

Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants (Poste 2)	
Traitements et salaires	8 681 686
Avantages sociaux	1 405 178
Transports et communications	2 211 677
Services	5 272 646
Fournitures et matériel	1 264 041
	18 835 228

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	239 262 113

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**	
1	4 670 700	221 300	4 892 000	Commission de révision de l'évaluation foncière	4 890 986
2	154 000		154 000	Commission de négociation	122 596
3	10 357 700	1 702 700	12 060 400	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	12 040 110
4	6 138 800	578 600	6 717 400	Commission des affaires municipales de l'Ontario	6 716 294
5	3 682 000		3 682 000	Bureau du commissaire aux plaintes du public	2 070 921
6	314 500		314 500	Commission chargée d'entendre les plaintes	
	25 317 700*	2 502 600	27 820 300	TOTAL POUR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	25 840 907

Description du programme :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

*Y compris le mandat spécial de 6 250 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 307

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission de révision de l'évaluation foncière (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 494 062
Avantages sociaux	602 353
Transports et communications	410 374
Services	1 240 418
Fournitures et matériel	143 779
	4 890 986

Commission de négociation (Poste 2)	
Traitements et salaires	83 650
Avantages sociaux	11 390
Transports et communications	12 587
Services	14 752
Fournitures et matériel	217
	122 596

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 289 740
Avantages sociaux	243 913
Transports et communications	92 123
Services	278 100
Fournitures et matériel	67 833
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	10 068 401
	12 040 110

Commission des affaires municipales de l'Ontario (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 775 154
Avantages sociaux	905 608
Transports et communications	482 943
Services	375 150
Fournitures et matériel	167 439
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 000
	6 716 294

Bureau du commissaire aux plaintes du public (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 081 171
Avantages sociaux	205 774
Transports et communications	140 537
Services	397 503
Fournitures et matériel	245 936
	2 070 921

Commission chargée d'entendre les plaintes (Poste 6)	
Traitements et salaires	
Avantages sociaux	
Transports et communications	
Services	
Fournitures et matériel	

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	25 840 907

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique — Criminel	36 463 742	32 785 023
— Civil	18 844 114	15 539 822
— *Loi sur les jeunes contrevenants*	8 383 817	6 970 134
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	6 650 105	3 244 745
Travailleurs judiciaires autochtones	504 435	457 634
Services en français	82 500	175 500
Programme Échanges Canada		16 255
Autres	31 500	
	70 960 213	59 189 113
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Curateur public	10 855 278	9 760 131
Comptable, Cour suprême de l'Ontario	987 956	129 616
Communauté urbaine de Toronto (projet de la police de la communauté urbaine de Toronto en matière de griefs)	754 000	704 100
Communauté urbaine de Toronto (contraventions)	269 974	177 450
Tuteur public	204 604	240 322
Autres		1 000
	13 071 812	11 012 619
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Régistraires	28 094 907	18 138 325
Greffiers des cours des successions	27 006 333	28 580 287
Shérifs	12 566 410	11 823 672
Commission des affaires municipales de l'Ontario	1 157 204	1 207 114
Cours provinciales (Division civile) — greffiers et huissiers	593 077	393 954
Cour unifiée de la famille	280 884	275 626
Tuteur public		170
Autres	162 847	96 176
	69 861 662	60 515 324
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cours provinciales		
Division criminelle	144 476 027	113 899 503
Division de la famille	91 894	98 082
Cours de comté et de district	897 831	1 041 801
Réalisation de cautionnements	425 539	392 333
Cautionnements non réclamés et restitutions	133 166	60 809
Cour suprême de l'Ontario	823	256 200
	146 025 280	115 748 728
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	176 769	150 743
Transcriptions	10 859	14 071
Autres		12 880
	187 628	177 694
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	380 979	259 360

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
DIVERS		
Curateur public — Fonds d'administration	27 000 000	35 000 000
Curateur public — biens en déshérence	1 437 998	1 621 212
Intérêts	683 089	409 792
Dépenses adjugées par les tribunaux	421 499	170 924
Chèques en circulation et montants non réclamés	314 817	267 699
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	27 067	32 729
Comptable de la Cour suprême de l'Ontario — Compte des requérants en déshérence		4 000 000
Autres	699 871	459 047
	30 584 341	41 961 403
TOTAL DES RECETTES	331 071 915	288 864 241

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Taxe sur les produits et services	5 725	
TOTAL DES DÉPÔTS	5 725	

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-320
- RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS 4-324
- ÉVALUATION FONCIÈRE 4-328
- CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO 4-330
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-320, 4-330
- SOMMAIRE 4-319

ÉTAT DES RECETTES 4-332

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-333

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
27 490 544	Administration du ministère	32 296 257	31 867 001
683 429 305	Recettes fiscales et subventions	730 550 400	711 702 339
103 060 702	Évaluation foncière	109 200 900	109 101 136
11 051 006	Caisse d'épargne de l'Ontario	13 209 600	13 481 019
825 031 557	**Total du ministère**	885 257 157*	866 151 495
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
825 031 557	Total des dépenses	885 257 157	866 151 495

*Y compris le mandat spécial de 184 000 000 $.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 336 800	104 700	1 441 500	Bureau principal	1 438 569
2	1 002 300	168 000	1 170 300	Services juridiques	1 153 624
3	1 578 600		1 578 600	Services de vérification	1 381 796
4	1 541 800		1 541 800	Analyse et planification	1 531 738
5	4 539 600	60 500	4 600 100	Services administratifs et financiers	4 548 448
6	3 033 100	182 700	3 215 800	Ressources humaines	3 189 082
7	1 834 200	53 900	1 888 100	Services de communications	1 876 841
8	2 158 200		2 158 200	Gestion des installations	2 088 927
9	1 616 800	169 200	1 786 000	Développement des systèmes informatiques	1 777 120
10	8 968 600	15 700	8 984 300	Systèmes et installations	8 953 710
11	3 508 000	382 000	3 890 000	Administration des systèmes et recherche	3 885 589
	31 118 000	1 136 700	32 254 700		31 825 444
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	31 159 557*	1 136 700	32 296 257	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 867 001

Description du programme :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

*Y compris le mandat spécial de 8 536 400 $.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	926 934
Avantages sociaux	279 829
Transports et communications	82 069
Services	71 005
Fournitures et matériel	78 732
	1 438 569
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 350
Transports et communications	26 963
Services	1 024 116
Fournitures et matériel	101 195
	1 153 624
Services de vérification (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 038 529
Avantages sociaux	173 493
Transports et communications	18 566
Services	34 060
Fournitures et matériel	117 148
	1 381 796
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	860 878
Avantages sociaux	186 207
Transports et communications	15 574
Services	312 573
Fournitures et matériel	156 506
	1 531 738
Services administratifs et financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 951 232
Avantages sociaux	556 887
Transports et communications	489 734
Services	242 584
Fournitures et matériel	308 011
	4 548 448

Ressources humaines (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 456 398
Avantages sociaux	449 596
Transports et communications	80 204
Services	62 523
Fournitures et matériel	231 595
	3 280 316
Moins : recouvrements d'autres activités	91 234
	3 189 082
Services de communications (Poste 7)	**$**
Traitements et salaires	1 199 571
Avantages sociaux	217 691
Transports et communications	143 236
Services	22 874
Fournitures et matériel	293 469
	1 876 841
Gestion des installations (Poste 8)	
Traitements et salaires	717 387
Avantages sociaux	126 016
Transports et communications	954 803
Services	276 859
Fournitures et matériel	13 862
	2 088 927
Développement des systèmes informatiques (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 521 741
Avantages sociaux	447 146
Transports et communications	53 546
Services	3 679 429
Fournitures et matériel	476 550
	7 178 412
Moins : recouvrements d'autres activités	5 401 292
	1 777 120
Systèmes et installations (Poste 10)	
Traitements et salaires	1 953 256
Avantages sociaux	310 862
Transports et communications	1 956 169
Services	7 791 313
Fournitures et matériel	798 209
	12 809 809
Moins : recouvrements d'autres activités	3 856 099
	8 953 710

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3301 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration des systèmes et recherche (Poste 11)	
Traitements et salaires	2 285 647
Avantages sociaux	384 829
Transports et communications	67 586
Services	669 881
Fournitures et matériel	710 641
	4 118 584
Moins : recouvrements d'autres activités	232 995
	3 885 589
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 867 001

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3302				**PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS**	
1	1 361 400	107 500	1 468 900	Administration du programme	1 427 313
2	3 099 400	80 700	3 180 100	Appels en matière fiscale	3 169 812
3	2 895 500	538 900	3 434 400	Enquêtes spéciales	3 383 468
4	2 137 400	20 100	2 157 500	Recherche sur les recettes et les applications	2 146 499
5	4 658 300	113 400	4 771 700	Services aux contribuables	4 766 588
6	7 352 000	219 700	7 571 700	Centre de données fiscales	7 571 085
7	27 187 100	455 500	27 642 600	Imposition des compagnies et autres taxes	27 100 079
8	25 187 300		25 187 300	Taxe sur les carburants et autres taxes	17 314 017
9	29 316 300	1 874 000	31 190 300	Taxe de vente au détail et autres taxes	30 874 682
10	13 810 200		13 810 200	Impôt-santé des employeurs	12 109 570
11	610 135 700		610 135 700	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	601 839 226
	727 140 600*	3 409 800	730 550 400	TOTAL POUR LES RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS	711 702 339

Description du programme :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Trésor. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: *Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur l'exploitation minière, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de cession immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail* et *Loi de la taxe sur le pari mutuel*.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes agées dans le cadre du Régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la subvention de la taxe de vente et de l'impôt foncier. Il comprend également le Régime d'épargne-logement de l'Ontario conçu pour aider les contribuables à revenu faible ou moyen, à épargner en vue d'acheter leur premier logement. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la *Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises*. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des employés, afin d'encourager les employés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faibles revenus âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles, des crédits d'impôt pour contribution politique, afin de favoriser la participation à la vie politique.

*Y compris le mandat spécial de 145 812 400 $.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	743 984
Avantages sociaux	204 383
Transports et communications	228 477
Services	116 414
Fournitures et matériel	134 055
	1 427 313

Appels en matière fiscale (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 366 135
Avantages sociaux	424 366
Transports et communications	44 091
Services	113 069
Fournitures et matériel	222 151
	3 169 812

Enquêtes spéciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 604 404
Avantages sociaux	429 864
Transports et communications	117 765
Services	61 107
Fournitures et matériel	170 328
	3 383 468

Recherche sur les recettes et les applications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 522 892
Avantages sociaux	273 956
Transports et communications	28 445
Services	102 595
Fournitures et matériel	218 611
	2 146 499

Services aux contribuables (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 009 011
Avantages sociaux	460 890
Transports et communications	671 933
Services	294 827
Fournitures et matériel	329 927
	4 766 588

Centre de données fiscales (Poste 6)	
Traitements et salaires	4 823 406
Avantages sociaux	834 499
Transports et communications	52 165
Services	1 503 115
Fournitures et matériel	357 900
	7 571 085

Imposition des compagnies et autres taxes (Poste 7)	$
Traitements et salaires	18 091 776
Avantages sociaux	3 364 784
Transports et communications	1 515 668
Services	2 747 256
Fournitures et matériel	1 380 595
	27 100 079

Taxe sur les carburants et autres taxes (Poste 8)	$	
Traitements et salaires		7 287 400
Avantages sociaux		1 515 266
Transports et communications		548 137
Services		2 503 279
Fournitures et matériel		1 648 725
Paiements de transfert		
Subventions en vertu de la *Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises*	3 803 968	
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés	7 242	3 811 210
		17 314 017

Taxe de vente au détail et autres taxes (Poste 9)	
Traitements et salaires	19 711 899
Avantages sociaux	3 624 351
Transports et communications	3 755 131
Services	2 098 071
Fournitures et matériel	1 685 230
	30 874 682

Impôt-santé des employeurs, (Poste 10)	
Traitements et salaires	4 142 512
Avantages sociaux	587 481
Transports et communications	2 220 452
Services	1 831 769
Fournitures et matériel	3 327 356
	12 109 570

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3302 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (Poste 11)		$
Traitements et salaires		6 809 949
Avantages sociaux		1 193 008
Transports et communications		446 566
Services		914 695
Fournitures et matériel		681 896
Paiements de transfert	$	
Régime de revenu annuel garanti	94 980 440	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	496 812 672	591 793 112
		601 839 226
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS		711 702 339

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3303				**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**	
1	401 900	8 100	410 000	Administration du programme	405 758
2	1 033 000	13 900	1 046 900	Politiques et priorités	1 039 494
3	1 191 100	7 800	1 198 900	Services d'évaluation	1 190 779
4	100 493 600	1 417 200	101 910 800	Bureaux d'évaluation régionaux	101 864 172
5	2 512 100	44 300	2 556 400	Biens fonciers de caractère spécial	2 547 639
6	2 065 300	12 600	2 077 900	Services informatiques et développement des systèmes	2 053 294
	107 697 000*	1 503 900	109 200 900	TOTAL POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	109 101 136

Description du programme :

Ce programme vise à déterminer la valeur imposable de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles d'évaluation utilisés pour fins d'impôt par les gouvernements municipaux. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis d'évaluation est remis au contribuable pour confirmer la nouvelle valeur imposable du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au soutien scolaire. Le programme prévoit une base équitable d'évaluation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données du recensement municipal.

*Y compris le mandat spécial de 29 651 200 $.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE — CRÉDIT 3303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	264 976
Avantages sociaux	42 681
Transports et communications	17 603
Services	36 711
Fournitures et matériel	8 787
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	35 000
	405 758

Politiques et priorités (Poste 2)	
Traitements et salaires	619 664
Avantages sociaux	113 598
Transports et communications	25 404
Services	213 167
Fournitures et matériel	67 661
	1 039 494

Services d'évaluation (Poste 3)	
Traitements et salaires	561 753
Avantages sociaux	102 802
Transports et communications	17 278
Services	472 146
Fournitures et matériel	36 800
	1 190 779

Bureaux d'évaluation régionaux (Poste 4)	$
Traitements et salaires	74 235 567
Avantages sociaux	15 388 124
Transports et communications	6 701 707
Services	2 754 187
Fournitures et matériel	2 869 932
	101 949 517
Moins : recouvrement d'autres ministères	85 345
	101 864 172

Biens fonciers de caractère spécial (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 569 096
Avantages sociaux	298 324
Transports et communications	126 316
Services	470 856
Fournitures et matériel	83 047
	2 547 639

Services informatiques et développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	976 490
Avantages sociaux	169 366
Transports et communications	15 044
Services	777 078
Fournitures et matériel	115 316
	2 053 294

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	109 101 136

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**	
				(*Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts*)	
L	13 209 600		13 209 600	Administration	13 481 019
	13 209 600		13 209 600	TOTAL POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	13 481 019

Description du programme :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 23 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans les comptes individuels portant intérêt sur lesquels les déposants peuvent tirer des chèques. Des certificats de placement garanti peuvent également être achetés. Les liquidités sont déposées auprès du Trésor et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affectation réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 23 agences à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — DÉPENSES PRÉVUES PAR LA LOI

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Crédits législatifs	$
Administration	
Traitements et salaires	6 777 095
Avantages sociaux	1 273 168
Transports et communications	572 201
Services	4 110 194
Fournitures et matériel	748 361
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	13 481 019

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECETTES FISCALES		
Gouvernement du Canada		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers*	15 439 869 170	13 517 770 573
Quote-part de l'impôt sur le revenu des sociétés privées exploitant des services publics	49 362 770	102 412 378
Quote-part d'une taxe spéciale de 15%	1 191 549	
Taxe de vente au détail	8 175 517 973	8 549 014 450
Impôt des sociétés	3 799 768 648	4 719 952 962
Impôt — santé des employeurs	2 662 147 427	477 042 444
Taxe sur l'essence	1 424 470 648	1 356 030 729
Taxe sur le tabac	874 534 309	770 443 518
Droits de cession immobilière	425 446 365	695 509 609
Taxe sur les carburants	339 704 593	348 447 943
Impôt sur les bénéfices miniers	116 378 363	196 604 736
Entente sur l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de la taxe de vente au détail	110 038 651	131 397 546
Impôt sur les concentrations commerciales	101 083 905	52 796 315
Taxe sur le pari mutuel	82 937 302	83 405 679
Impôt foncier provincial	6 093 765	5 791 351
Droits de succession	1 903 817	4 223 939
Taxe sur les carburants pour véhicules automobiles		23 959
	33 610 449 255	31 010 868 131
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Caisse d'épargne de l'Ontario — remboursement d'avances pour frais d'exploitation	13 481 019	11 051 006
Autres	22 214	162 973
	13 503 233	11 213 979
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	51 955	46 082
VENTES ET LOCATIONS	259 795	199 569
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Compagnies pour l'expansion des petites entreprises	1 499 733	3 772 616
Système de revenu annuel garanti	437 726	460 583
Subventions au titre de l'impôt foncier de l'Ontario	233 405	191 017
Subventions au titre de la taxe de vente de l'Ontario	164 226	143 099
Régime d'actionnariat des employés	1 532	
Subvention aux acheteurs d'un logement de l'Ontario	534	3 190
Autres	23 415	20 264
	2 360 571	4 590 769
DIVERS		
Recettes non réclamées provenant d'impôts des sociétés	36 353	24 719
Autres	626 952	320 574
	663 305	345 293
TOTAL DES RECETTES	33 627 288 114	31 027 263 823

*Déduction faite de 376 197 410 $ et de 440 216 451 $ pour 1991 et 1990, respectivement, au titre des crédits d'impôt de l'Ontario. Un montant de 3 802 590 $ (1990 — 3 783 549 $) au titre de frais d'administration réclamés par le gouvernement du Canada a également été soustrait de la somme reçue en 1991.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	(47 153)	50 056
TOTAL DES DÉPÔTS	(47 153)	50 056

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-338
- TERRES ET EAUX 4-340
- LOISIRS DE PLEIN AIR 4-344
- PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES 4-348
- EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES 4-350
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-338, 4-348
- SOMMAIRE 4-337

ÉTAT DES RECETTES 4-352

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-353

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-353

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
82 062 580	Administration du ministère	90 402 957	89 799 292
177 121 952	Terres et eaux	204 164 600	208 035 686
123 299 786	Loisirs de plein air	145 847 600	145 735 153
197 510 877	Produits tirés des ressources	214 658 200	214 656 145
7 066 737	Expérience dans le domaine des ressources	5 661 900	5 660 992
587 061 932	**Total du ministère**	660 735 257*	663 887 268
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
586 961 932	Total des dépenses	660 635 257	663 587 268
100 000	Total des prêts et dotations en capital	100 000	300 000
587 061 932		660 735 257	663 887 268

*Y compris le mandat spécial de 133 298 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 047 100	591 900	6 639 000	Bureau principal	6 583 004
2	12 370 300		12 370 300	Services administratifs et financiers	12 288 422
3	5 943 200	327 200	6 270 400	Ressources humaines	6 239 109
4	4 378 800	150 600	4 529 400	Services de communications	4 467 618
5	11 348 600		11 348 600	Systèmes informatiques	11 258 622
6	1 802 600	354 500	2 157 100	Services juridiques	2 110 636
7	1 244 200		1 244 200	Services de vérification	1 014 517
8	41 469 400	4 333 000	45 802 400	Administration des régions	45 795 807
	84 604 200	5 757 200	90 361 400		89 757 735
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	84 645 757*	5 757 200	90 402 957	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	89 799 292

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter la réalisation des buts et objectifs du ministère par l'élaboration et l'évaluation de systèmes et la prestation de services de gestion.

Il comprend un financement destiné à l'administration générale du ministère et aux services de soutien administratif.

*Y compris le mandat spécial de 18 183 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 436 357
Avantages sociaux	873 473
Transports et communications	422 157
Services	433 430
Fournitures et matériel	417 587
	6 583 004
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 670 511
Avantages sociaux	1 329 894
Transports et communications	1 386 230
Services	2 548 887
Fournitures et matériel	991 477
	12 926 999
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	638 577
	12 288 422
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 441 014
Avantages sociaux	3 435 388
Transports et communications	118 753
Services	55 939
Fournitures et matériel	198 108
	6 249 202
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	10 093
	6 239 109
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 868 263
Avantages sociaux	454 754
Transports et communications	151 079
Services	557 756
Fournitures et matériel	454 981
	4 486 833
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	19 215
	4 467 618

Systèmes informatiques (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		3 845 537
Avantages sociaux		731 821
Transports et communications		1 143 918
Services		2 819 511
Fournitures et matériel		2 717 835
		11 258 622
Services juridiques (Poste 6)		
Traitements et salaires		378 946
Avantages sociaux		83 348
Transports et communications		72 293
Services		1 515 613
Fournitures et matériel		60 436
		2 110 636
Services de vérification (Poste 7)		
Traitements et salaires		743 089
Avantages sociaux		137 844
Transports et communications		82 357
Services		21 476
Fournitures et matériel		32 819
		1 017 585
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		3 068
		1 014 517
Administration des régions (Poste 8)		
Traitements et salaires		29 367 789
Avantages sociaux		6 644 493
Transports et communications		5 514 925
Services	$	
Capital	8 830	
Fonctionnement	8 202 684	8 211 514
Fournitures et matériel	$	
Capital	6 114	
Fonctionnement	12 755 824	12 761 938
		62 500 659
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		16 704 852
		45 795 807
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		89 799 292

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2802				**PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX**	
1	62 080 400		62 080 400	Offices de protection de la nature et de gestion des eaux	60 682 331
2	54 591 400		54 591 400	Centre d'aviation et de lutte contre les incendies	53 738 176
3	17 895 000	14 705 000	32 600 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	30 925 867
4	26 258 100	3 843 300	30 101 400	Gestion des terres	30 089 749
5	6 272 600	137 400	6 410 000	Accès aux ressources	6 277 049
6	18 310 400	71 000	18 381 400	Levés, cartographie et télédétection	18 380 984
	185 407 900	18 756 700	204 164 600		200 094 156
L				Règlement des revendications territoriales des Chefs et conseils Unis de l'Île Manitoulin	7 941 530
	185 407 900*	18 756 700	204 164 600	TOTAL POUR LES TERRES ET LES EAUX	208 035 686

Description du programme :

Ce programme vise à assurer une gestion arisée et un développement durable des ressources terrestres et aquatiques de l'Ontario, y compris la gestion de la quantité d'eau, la prévision des crues, la gestion et la disposition des terres du domaine public, la gestion des combustibles minéraux et des agrégats, et les services de levés, de cartographie et de télédétection. Le programme assure aussi le financement des services de lutte contre les incendies de forêt et des services d'aviation et de radiocommunications.

*Y compris le mandat spécial de 41 157 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	245 601	
Fonctionnement	4 656 464	4 902 065
Avantages sociaux		973 561
Transports et communications	$	
Capital	24 167	
Fonctionnement	400 033	424 200
Services	$	
Capital	908 522	
Fonctionnement	1 866 182	2 774 704
Fournitures et matériel	$	
Capital	383 881	
Fonctionnement	601 787	985 668
Paiements de transfert	$	
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature :		
Frais d'administration	9 856 300	
Activités entreprises dans le cadre des programmes	12 252 150	
Subventions d'immobilisation	28 519 181	
Expérience '90	759 064	51 386 695
		61 446 893
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		764 562
		60 682 331

Centre d'aviation et de lutte contre les incendies (Poste 2)		
Traitements et salaires	$	
Capital	88 347	
Fonctionnement	28 435 068	28 523 415
Avantages sociaux		4 650 095
Transports et communications	$	
Capital	30 265	
Fonctionnement	3 067 146	3 097 411
Services	$	
Capital	1 415 632	
Fonctionnement	10 310 853	11 726 485
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 139 140	
Fonctionnement	8 505 908	12 645 048
		60 642 454
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		6 904 278
		53 738 176

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)	$
Traitements et salaires	8 863 797
Avantages sociaux	340 095
Transports et communications	800 536
Services	14 975 316
Fournitures et matériel	5 946 123
	30 925 867

Gestion des terres (Poste 4)		
Traitements et salaires		18 285 145
Avantages sociaux		3 307 441
Transports et communications	$	
Capital	26 511	
Fonctionnement	971 155	997 666
Services	$	
Capital	950 794	
Fonctionnement	4 171 911	5 122 705
Fournitures et matériel	$	
Capital	248 033	
Fonctionnement	1 464 897	1 712 930
Acquisition/construction de biens immobiliers		620 297
Paiements de transfert		
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9		62 615
		30 108 799
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		19 050
		30 089 749

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Accès aux ressources (Poste 5)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	824 564	
Fonctionnement	1 919 194	2 743 758
Avantages sociaux		397 720
Transports et communications	$	
Capital	96 055	
Fonctionnement	90 305	186 360
Services	$	
Capital	11 748 958	
Fonctionnement	1 171 040	12 919 998
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 249 446	
Fonctionnement	377 782	1 627 228
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 294 575
Paiements de transfert		
Capital		
Construction des routes destinées à des compagnies		203 923
		19 373 562
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	12 681 759	
Fonctionnement	414 754	13 096 513
		6 277 049

Levés, cartographie et télédétection (Poste 6)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	59 892	
Fonctionnement	6 033 115	6 093 007
Avantages sociaux		1 161 163
Transports et communications	$	
Capital	304	
Fonctionnement	451 526	451 830
Services	$	
Capital	42 062	
Fonctionnement	4 084 002	4 126 064
Fournitures et matériel	$	
Capital	759 423	
Fonctionnement	6 047 212	6 806 635
		18 638 699
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		257 715
		18 380 984
Crédits législatifs		
Règlement des revendications territoriales des Chefs et conseils unis de l'Île Manitoulin		7 941 530
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX		208 035 686

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2803				**PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR**	
1	56 360 200	3 227 200	59 587 400	Zones de loisirs	59 485 164
2	52 420 700	5 557 300	57 978 000	Gestion de la pêche	57 972 644
3	24 674 900	3 607 300	28 282 200	Gestion de la faune	28 277 345
	133 455 800*	12 391 800	145 847 600	TOTAL POUR LES LOISIRS DE PLEIN AIR	145 735 153

Description du programme :

Ce programme finance un large éventail d'activités de loisirs en plein air, notamment la chasse, l'observation de la faune et de la flore, la pêche sportive, et l'utilisation des parcs provinciaux et autres zones de loisirs. Il assure sur le domaine public, et encourage sur les autres terres et eaux, une vaste gamme d'activités de loisirs en plein air accessibles en tout temps aux habitants de l'Ontario; l'identification et la préservation des éléments spécifiques à la province et représentatifs de ses caractéristiques physiques, biologiques, culturelles et historiques; une contribution ininterrompue de la part d'activités touristiques et connexes à l'économie de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 33 524 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Zones de loisirs (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	630 167	
Fonctionnement	27 038 256	27 668 423
Avantages sociaux		3 937 883
Transports et communications	$	
Capital	119 656	
Fonctionnement	1 489 877	1 609 533
Services	$	
Capital	5 898 438	
Fonctionnement	6 250 473	12 148 911
Fournitures et matériel	$	
Capital	2 611 385	
Fonctionnement	5 319 243	7 930 628
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 525 088
Paiements de transfert	$	
Remises fiscales sur les terres protégées		
—terres de l'Office de protection de la nature	4 629 426	
—autres terres	572 480	
Subvention à la Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	11 900	
Subvention pour la sécurité dans la navigation de plaisance	59 000	5 272 806
		60 093 272
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	310 900	
Fonctionnement	297 208	608 108
		59 485 164

Gestion de la pêche (Poste 2)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	118 063	
Fonctionnement	34 894 687	35 012 750
Avantages sociaux		5 951 876
Transports et communications	$	
Capital	48 157	
Fonctionnement	2 370 641	2 418 798
Services	$	
Capital	1 893 653	
Fonctionnement	7 443 064	9 336 717
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 649 608	
Fonctionnement	3 395 440	5 045 048
Acquisition/construction de biens immobiliers		120 049
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Ontario Fish Producers' Association	20 000	
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	75 246	
Ontario Trout Farmers' Association	2 000	
Mutual Association for the protection of Lake Environment	6 000	103 246
		57 988 484
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		15 840
		57 972 644

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2803 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Gestion de la faune (Poste 3)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	29 759	
Fonctionnement	15 150 214	15 179 973
Avantages sociaux		2 629 716
Transports et communications	$	
Capital	6 999	
Fonctionnement	1 254 829	1 261 828
Services	$	
Capital	125 540	
Fonctionnement	5 962 728	6 088 268
Fournitures et matériel	$	
Capital	13 697	
Fonctionnement	2 230 606	2 244 303
Acquisition/construction de biens immobiliers		77 835
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	710 021	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 200	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	16 000	
Institut canadien de la fourrure	52 000	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	12 500	
Nature Conservancy of Canada	20 000	815 721
		28 297 644
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		20 299
		28 277 345
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR		145 735 153

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2804				**PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES**	
1	114 480 100	10 324 400	124 804 500	Gestion forestière	124 609 298
2	82 128 700	7 625 000	89 753 700	Ententes de gestion forestière	89 746 847
	196 608 800*	17 949 400	214 558 200		214 356 145
L	100 000		100 000	Agence de foresterie du parc Algonquin, *Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin*	300 000
	196 708 800*	17 949 400	214 658 200	TOTAL POUR LES PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES	214 656 145

Description du programme :

Ce programme offre leadership et fonds pour le financement et la gestion des ressources forestières publiques et privées, pour que leur renouvellement apporte à l'Ontario une contribution économique continue et optimale; il sert à appuyer l'éventail complet des ressources que possède la population de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 40 287 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES — CRÉDIT 2804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Gestion forestière (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		
Capital	3 157 243	
Fonctionnement	62 884 396	66 041 639
Avantages sociaux		10 235 078
Transports et communications		
Capital	73 727	
Fonctionnement	7 003 044	7 076 771
Services		
Capital	5 423 662	
Fonctionnement	49 418 702	54 842 364
Fournitures et matériel		
Capital	1 841 989	
Fonctionnement	15 112 020	16 954 009
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	190 987	
Fonctionnement		
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière	2 951 561	
Subventions pour la pulvérisation aérienne	1 609 766	
Subventions à l'Association forestière de l'Ontario	91 600	
Subventions à Trees for Today and Tomorrow	50 000	
Subvention aux Amis de la Terre	25 000	4 918 914
		160 068 775
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		35 459 477
		124 609 298

Ententes de gestion forestière (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		
Capital	120 470	
Fonctionnement	2 877 048	2 997 518
Avantages sociaux		262 440
Transports et communications		
Capital	8 868	
Fonctionnement	619 281	628 149
Services		
Capital	18 801 427	
Fonctionnement	61 955 697	80 757 124
Fournitures et matériel		
Capital	740 227	
Fonctionnement	4 361 389	5 101 616
		89 746 847
Crédits législatifs		
Agence de foresterie de l'Algonquin		
Prêts et dotations en capital		
Prêts		300 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES		214 656 145

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2805				**PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES**	
1	3 610 500	25 700	3 636 200	Jeunes forestiers	3 635 296
2	1 782 400	243 300	2 025 700	Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	2 025 696
	5 392 900*	269 000	5 661 900	TOTAL POUR L'EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	5 660 992

Description du programme :

Ce programme vise à offrir aux élèves, étudiants et autres intéressés, des occasions d'étudier la gestion des ressources naturelles, et à apporter un appui important aux programmes du ministère.

Il comprend un financement visant à offrir aux jeunes une expérience professionnelle et didactique dans le secteur des ressources naturelles.

*Y compris le mandat spécial de 147 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES — CRÉDIT 2805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Jeunes forestiers (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	34 671	
Fonctionnement	4 309 806	4 344 477
Avantages sociaux		324 181
Transports et communications	$	
Capital	478	
Fonctionnement	220 043	220 521
Services	$	
Capital	21 841	
Fonctionnement	3 815 082	3 836 923
Fournitures et matériel	$	
Capital	58 573	
Fonctionnement	1 193 070	1 251 643
		9 977 745
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		6 342 449
		3 635 296

Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost (Poste 2)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	11 889	
Fonctionnement	1 253 604	1 265 493
Avantages sociaux		380 821
Transports et communications	$	
Capital	24	
Fonctionnement	36 458	36 482
Services	$	
Capital	7 169	
Fonctionnement	153 909	161 078
Fournitures et matériel	$	
Capital	15 715	
Fonctionnement	427 267	442 982
		2 286 856
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		261 160
		2 025 696
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES		5 660 992

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Bois d'oeuvre	16 325 238	17 864 824
Accord sur le développement économique et régional	614 947	3 879 501
Agence canadienne de développement international	530 140	272 889
Cartographie des zones exposées aux inondations et autres mesures de réduction des dégâts	520 081	1 271 132
Accord sur les ressources renouvelables	400 568	527 162
Développement industriel	103 539	162 151
Agriculture Canada — Service canadien des forêts	83 971	122 967
	18 578 484	24 100 626
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement de frais causés par les incendies	490 383	404 881
Ristournes — avantages sociaux	199 726	177 814
Offices de protection de la nature — remboursement de subventions	40 098	9 259
Entente en vertu de la *Loi sur l'amélioration des terrains boisés*	35 266	58 115
Centre ontarien de télédétection	25 273	53 672
Autres	67 192	30 449
	857 938	734 190
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de chasse et de pêche	36 846 032	32 147 815
Parc provinciaux	12 766 763	12 343 870
Agrégats	611 311	411 267
Pêche commerciale	163 160	156 163
Puits d'extraction et carrières	17 552	282 510
Ressources pétrolières	11 365	10 925
Autres	21 718	28 054
	50 437 901	45 380 604
AMENDES ET PÉNALITÉS	302 645	251 010
VENTES ET LOCATIONS		
Location de terres de la Couronne	2 094 594	1 853 541
Vente de terres et bâtiments de la Couronne	1 973 863	2 585 269
Produits pour pépinières	1 735 978	1 524 464
Permis d'utilisation des terres	1 304 129	1 153 880
Matériel	830 038	494 119
Location de biens	649 146	615 470
Concessions pétrolières et gazières	563 186	661 702
Souvenirs, marchandises	508 091	608 348
Hébergement au Centre Frost	499 705	525 665
Entente sur les terres — produits forestiers	431 550	672 660
Concessions dans les parcs provinciaux	129 243	150 270
Hébergement — camps de plantation d'arbres	75 015	44 111
Articles confisqués	37 072	3 658
Ventes à partir de camionnettes — vêtements de travail et articles de toilette	23 369	49 248
Poissons	7 449	22 591
Change sur devises étrangères	6 555	8 492
Ventes diverses	2 250	5 131
	10 871 233	10 978 619

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	106 180 611	99 400 721
Droits de coupe	68 925 653	76 450 678
Redevances perçues sur les terrains forestiers	8 980 366	9 027 187
Pétrole et gaz	2 424 910	4 842 356
Redevances pour l'extraction d'agrégats	823 049	
Gibier	472 153	244 749
Exploitation minière	370 511	1 388 237
Autres		5 975
	188 177 253	191 359 903
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Entente avec les sociétés et les agences gouvernementales	217 683	49 055
Remboursements de fournisseurs	210 372	243 910
Chèques oblitérés	76 584	106 783
Offices de protection de la nature — subventions retournées	47 701	46 734
Autres	144 029	130 260
	696 369	576 742
DIVERS		
Autres	55 131	57 826
TOTAL DES RECETTES	269 976 954	273 439 520

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Agence de foresterie du parc Algonquin	100 000	200 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	100 000	200 000

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	4 536 684	5 513 862
Loi sur les ressources en agrégats	1 157 476	81
Dépôts de garantie en vertu de contrats	130 426	26 398
TOTAL DES DÉPÔTS	5 824 586	5 540 341

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-358
- SOINS EN ÉTABLISSEMENTS 4-360
- PRESTATIONS DE SANTÉ 4-362
- SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS 4-364
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-358
- SOMMAIRE 4-357

ÉTAT DES RECETTES 4-368

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-369

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS 4-369

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
128 129 772	Administration du ministère	177 881 557	174 044 930
7 866 348 901	Soins en établissements	7 994 829 700	7 980 218 105
4 956 422 860	Prestations de santé	5 559 308 400	5 516 731 155
1 177 063 497	Services de santé à la communauté et aux consommateurs	1 402 586 500	1 334 469 646
14 127 965 030	**Total du ministère**	15 134 606 157*	15 005 463 836
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
14 127 965 030	Total des dépenses	15 134 606 157	15 005 463 836

*Y compris le mandat spécial de 3 949 127 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	11 778 300	1 292 300	13 070 600	Bureau principal	12 666 153
2	23 817 400		23 817 400	Services administratifs et financiers	23 279 050
3	5 688 500	780 300	6 468 800	Ressources humaines	6 468 488
4	9 922 000		9 922 000	Services de communications	8 995 475
5	36 962 300	521 100	37 483 400	Analyse, recherche et planification	36 045 664
6	2 085 200	631 000	2 716 200	Services juridiques	2 225 929
7	2 001 200	86 900	2 088 100	Services de vérification	2 051 167
8	75 487 600	5 372 400	80 860 000	Systèmes informatiques	80 858 199
9	1 189 400	224 100	1 413 500	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	1 413 248
	168 931 900	8 908 100	177 840 000		174 003 373
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
L				Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'Administration financière*	
	168 973 457*	8 908 100	177 881 557	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	174 044 930

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

*Y compris le mandat spécial de 42 583 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 178 326
Avantages sociaux	1 297 065
Transports et communications	949 710
Services	5 551 790
Fournitures et matériel	689 262
	12 666 153
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	$
Traitements et salaires	13 191 364
Avantages sociaux	2 691 457
Transports et communications	1 850 475
Services	2 809 413
Fournitures et matériel	2 775 489
	23 318 198
Moins : recouvrements d'autres ministères	39 148
	23 279 050

Crédits législatifs	$	$
Achats imputés sur le compte de la pharmacie du gouvernement	35 529 162	
Moins : distribution et ventes au comptant	35 544 208	(15 046)
Excédent des opérations de distribution et de vente au comptant par rapport aux achats transféré aux recettes		15 046

Ressources humaines (Poste 3)	$
Traitements et salaires	4 972 908
Avantages sociaux	1 027 979
Transports et communications	149 485
Services	175 629
Fournitures et matériel	142 487
	6 468 488

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 148 560
Avantages sociaux	431 215
Transports et communications	219 186
Services	4 347 954
Fournitures et matériel	1 848 560
	8 995 475

Analyse, Recherche et planification (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		3 382 706
Avantages sociaux		688 622
Transports et communications		554 762
Services		802 450
Fournitures et matériel		393 223
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	10 929 900	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	19 294 001	30 223 901
		36 045 664

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	56 882
Transports et communications	23 385
Services	2 046 160
Fournitures et matériel	99 502
	2 225 929

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 616 571
Avantages sociaux	280 948
Transports et communications	79 998
Services	21 378
Fournitures et matériel	52 272
	2 051 167

Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	22 645 511
Avantages sociaux	3 169 253
Transports et communications	9 740 535
Services	37 003 024
Fournitures et matériel	8 299 876
	80 858 199

Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (Poste 9)	
Traitements et salaires	300 744
Avantages sociaux	44 256
Transports et communications	160 241
Services	872 883
Fournitures et matériel	35 124
	1 413 248

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	174 044 930

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1902				**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**	
1	800 900		800 900	Administration du programme	739 694
2	7 055 383 400	31 123 300	7 086 506 700	Hôpitaux et établissements connexes	7 084 960 034
3	398 994 800	37 701 200	436 696 000	Services psychiatriques	434 232 912
4	470 826 100		470 826 100	Services de maisons de soins infirmiers	460 285 465
	7 926 005 200*	68 824 500	7 994 829 700	TOTAL POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	7 980 218 105

Description du programme :

Ce programme assure le financement des dépenses en capital des hôpitaux publics et des établissements connexes; l'élaboration des politiques et le financement du fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers. Le programme comprend en outre l'exploitation directe des hôpitaux psychiatriques.

*Y compris le mandat spécial de 2 112 209 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS — CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		249 096
Avantages sociaux		32 754
Transports et communications		90 121
Services		329 233
Fournitures et matériel		38 490
		739 694
Hôpitaux et établissements connexes (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 880 768
Avantages sociaux		1 020 907
Transports et communications		330 710
Services		779 385
Fournitures et matériel		438 519
Paiements de transfert	$	
Capital		
Établissements de santé	196 375 000	
Fonctionnement		
Exploitation des hôpitaux	6 368 109 644	
Exploitation des établissements connexes	318 832 626	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4 076 175	
Enseignement clinique	189 116 300	7 076 509 745
		7 084 960 034

Services psychiatriques (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		310 284 507
Avantages sociaux		64 698 432
Transports et communications		5 644 194
Services		29 701 307
Fournitures et matériel		33 698 306
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des taxes municipales—hôpitaux psychiatriques		362 325
		444 389 071
Moins : recouvrements d'autres ministères		10 156 159
		434 232 912
Services de maisons de soins infirmiers (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 467 124
Avantages sociaux		624 146
Transports et communications		431 758
Services		320 838
Fournitures et matériel		57 679
Paiements de transfert		
Programme de soins prolongés		455 383 920
		460 285 465
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS		7 980 218 105

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1903				**PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ**	
1	4 793 897 900		4 793 897 900	Assurance-santé et prestations	4 756 725 412
2	689 721 900	75 688 600	765 410 500	Régime de médicaments gratuits	760 005 743
	5 483 619 800*	75 688 600	5 559 308 400	TOTAL POUR PRESTATIONS DE SANTÉ	5 516 731 155

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des Régimes d'assurance-santé et de médicaments gratuits de l'Ontario. L'assurance-santé offre aux résidants de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé. Le Régime de médicaments gratuits vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 1 441 000 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ — CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Assurance-santé et prestations (Poste 1)	$
Traitements et salaires	44 955 516
Avantages sociaux	9 743 487
Transports et communications	3 541 940
Services	2 114 443
Fournitures et matériel	3 909 909
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres practiciens	4 692 460 117
	4 756 725 412

Régime de médicaments gratuits (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 146 131
Avantages sociaux	539 195
Transports et communications	264 559
Services	561 668
Fournitures et matériel	703 794
Paiements de transfert	
Régime de médicaments gratuits de l'Ontario	754 790 396
	760 005 743
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ	5 516 731 155

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS**	
1	11 232 600		11 232 600	Administration du programme	8 557 532
2	410 094 300		410 094 300	Services communautaires de santé	400 465 947
3	301 206 200		301 206 200	Services communautaires de santé mentale	286 430 112
4	236 095 600		236 095 600	Santé publique	230 366 951
5	34 449 600	2 158 900	36 608 500	Services de laboratoire	36 534 348
6	270 716 400		270 716 400	Services de santé urgence	266 070 595
7	102 996 400		102 996 400	Services des appareils et accessoires fonctionnels	81 651 868
8	18 636 500		18 636 500	Conseils régionaux de santé	17 257 208
9	15 000 000		15 000 000	Fonds Innovation Santé	7 135 085
	1 400 427 600*	2 158 900	1 402 586 500	TOTAL POUR LES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS	1 334 469 646

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les communautés, la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Il est en outre chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Programme de services des appareils et accessoires fonctionnels.

*Y compris le mandat spécial de 353 335 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS — CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 786 835
Avantages sociaux	258 895
Transports et communications	161 033
Services	1 643 624
Fournitures et matériel	386 697
Paiements de transfert	
Programme de promotion de la santé	4 320 448
	8 557 532

Services communautaires de santé (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		1 339 563
Avantages sociaux		336 518
Transports et communications		94 157
Services		155 990
Fournitures et matériel		157 966
Paiements de transfert		
Soins à domicile	368 323 324	
La Société d'arthrite—Division de l'Ontario	3 480 182	
Services de coordination des placements	4 938 520	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	11 109 809	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	9 868 588	
Établissements de santé autonomes	661 330	398 381 753
		400 465 947

Services communautaires de santé mentale (Poste 3)	$	
Traitements et salaires		1 502 299
Avantages sociaux		242 967
Transports et communications		198 460
Services		186 559
Fournitures et matériel		55 935
Paiements de transfert		
Foyers de soins spéciaux	75 894 994	
Programmes communautaires de santé mentale	122 626 959	
Fondation ontarienne de la santé mentale	495 600	
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	50 341 253	
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	34 885 086	284 243 892
		286 430 112

Santé publique (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		3 486 997
Avantages sociaux		753 277
Transports et communications		669 063
Services		1 332 334
Fournitures et matériel		609 485
Paiements de transfert		
Organismes officiels locaux responsables de la santé	168 229 199	
Planification familiale	16 457 703	
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	3 318 769	
Épidémies	23 022 066	
Prévention et contrôle du SIDA	10 807 069	
Prévention de la tuberculose	1 041 773	
Lutte contre les maladies vénériennes	240 020	
Associations des organismes locaux officiels responsables de la santé	253 395	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	66 714	
Association pour la santé publique de l'Ontario	56 000	
Subventions diverses	23 087	223 515 795
		230 366 951

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS — CRÉDIT 1904 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services de laboratoire (Poste 5)		
Traitements et salaires		21 091 301
Avantages sociaux		4 289 427
Transports et communications		866 527
Services		903 278
Fournitures et matériel		7 176 825
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		2 206 990
		36 534 348
Services de santé d'urgence (Poste 6)		
Traitements et salaires		31 239 436
Avantages sociaux		5 688 124
Transports et communications		4 913 147
Services		20 404 442
Fournitures et matériel		20 353 782
Paiements de transfert	$	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes:		
Services d'ambulance municipaux	37 329 661	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	146 142 003	183 471 664
		266 070 595
Services des appareils et accessoires fonctionnels (Poste 7)		$
Traitements et salaires		1 570 263
Avantages sociaux		261 144
Transports et communications		258 695
Services		753 480
Fournitures et matériel		421 490
Paiements de transfert	$	
Services des appareils et accessoires fonctionnels	77 250 196	
L'Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	1 136 600	78 386 796
		81 651 868
Conseils régionaux de santé (Poste 8)		
Traitements et salaires		2 654 676
Avantages sociaux		481 064
Transports et communications		504 588
Services		665 334
Fournitures et matériel		281 498
Paiements de transfert		
Conseils régionaux de santé		12 670 048
		17 257 208
Fonds Innovation Santé (Poste 9)		
Traitements et salaires		59 103
Avantages sociaux		6 507
Services		2 928 290
Paiements de transfert		4 141 185
		7 135 085
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS		1 334 469 646

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada		
Foyers de soins spéciaux — frais de résidence	8 880 292	8 513 897
Régime de médicaments de l'Ontario — frais d'administration remboursés en vertu de la *Loi sur les prestations familiales*		917 813
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	7 110 105	6 860 243
Accord pour les ateliers de réadaptation professionnelle	3 683 001	4 037 120
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées		12 644 729
Services en français		(152 170)
	19 673 398	32 821 632
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — Subrogation	25 968 543	55 698 536
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Paiements d'entretien		
Foyers pour soins spéciaux	19 332 766	20 583 634
Hôpitaux psychiatriques	83 852	105 572
Sommes non réparties — Foyers pour soins spéciaux/hôpitaux	16 506	7 887
Vérification de la qualité des services des laboratoires	660 448	624 694
Octroi de permis aux laboratoires	231 360	226 183
Octroi de permis aux centres de dépôt de spécimens	83 020	78 180
Droits d'examen des transporteurs ambulanciers	7 867	22 552
Quote-part des usagers des services d'ambulance	6 420	7 786
Événements spéciaux — Services d'ambulance	6 023	2 322
Autres	305 270	15 408
	20 733 532	21 674 218
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	1 306 580	1 232 025
Atelier de formation professionnelle	884 868	1 059 961
Buanderie	314 868	335 577
Véhicules automobiles	258 041	396 995
Réparations et entretien des ambulances	91 674	88 863
Transports	40 301	30 788
Ferraille et matériaux de récupération	3 969	10 551
Autres	51 342	72 278
	2 951 643	3 227 038
PRIMES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario	3 812 495	1 394 480 003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Laboratoires privés	1 050 580	3 743 032
Redressements de factures	710 124	548 961
Bourses	146 835	144 550
Accidents de véhicules automobiles	42 406	32 722
Régime de médicaments de l'Ontario	29 670	159
Compte de la pharmacie du gouvernement	15 046	494 285
Autres	199 370	552 625
	2 194 031	5 516 334
DIVERS		
Chèques en circulation du Régime d'assurance-santé de l'Ontario virés de la réserve	790 459	733 472
Intérêts — bourses	23 034	34 644
Service de juré	3 809	15 924
Intérêts — banque		36 552
Autres	654 492	115 477
	1 471 794	936 069
TOTAL DES RECETTES	76 805 436	1 514 353 830

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Prêts à des hôpitaux publics	4 638 231	6 781 912
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	4 638 231	6 781 912

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Réserve pour chèques en circulation	173 217	(111 139)
Fonds de recherche Terry Fox	2 833	193 995
TOTAL DES DÉPÔTS	176 050	82 856

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-374

OPÉRATIONS 4-376

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-374

SOMMAIRE 4-373

ÉTAT DES RECETTES 4-380

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-380

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
27 047 210	Administration du ministère	33 912 757	33 292 167
445 950 613	Opérations	512 726 600	512 308 674
472 997 823	**Total du ministère**	546 639 357*	545 600 841
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
472 997 823	Total des dépenses	546 639 357	545 600 841

*Y compris le mandat spécial de 142 300 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 746 800	48 700	2 795 500	Bureau principal	2 788 950
2	4 418 700	392 500	4 811 200	Services administratifs et financiers	4 808 699
3	7 793 800	1 055 600	8 849 400	Ressources humaines	8 787 381
4	696 800	74 700	771 500	Services de communications	747 297
5	3 677 000		3 677 000	Analyse et planification	3 601 947
6	467 500	25 000	492 500	Services juridiques	492 456
7	1 454 600	89 600	1 544 200	Services de vérification	1 483 847
8	6 442 900		6 442 900	Systèmes informatiques	6 121 832
9	4 089 100	397 900	4 487 000	Commission ontarienne des libérations conditionnelles	4 434 076
	31 787 200	2 084 000	33 871 200		33 266 485
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 874
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	31 828 757*	2 084 000	33 912 757	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 292 167

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Comité consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

*Y compris les mandats spéciaux de 8 920 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 609 717
Avantages sociaux	393 752
Transports et communications	223 136
Services	402 066
Fournitures et matériel	160 279
	2 788 950
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	15 874
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 677 640
Avantages sociaux	494 546
Transports et communications	640 662
Services	504 065
Fournitures et matériel	491 786
	4 808 699
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 608 066
Avantages sociaux	610 825
Transports et communications	3 239 738
Services	1 065 799
Fournitures et matériel	354 250
	8 878 678
Moins : recouvrements d'autres ministères	91 297
	8 787 381
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	449 250
Avantages sociaux	67 261
Transports et communications	33 730
Services	140 413
Fournitures et matériel	56 643
	747 297

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 253 256
Avantages sociaux	422 587
Transports et communications	230 027
Services	423 840
Fournitures et matériel	272 237
	3 601 947
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	6 927
Avantages sociaux	320
Transports et communications	41 370
Services	407 032
Fournitures et matériel	36 807
	492 456
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	981 770
Avantages sociaux	265 787
Transports et communications	168 915
Services	28 987
Fournitures et matériel	38 388
	1 483 847
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 903 143
Avantages sociaux	777 801
Transports et communications	309 562
Services	703 863
Fournitures et matériel	427 463
	6 121 832
Commission ontarienne des libérations conditionnelles (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 312 697
Avantages sociaux	458 191
Transports et communications	472 580
Services	1 020 119
Fournitures et matériel	170 489
	4 434 076
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 292 167

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	7 986 400	378 200	8 364 600	Administration du programme	8 304 258
2	6 518 200	387 000	6 905 200	Programmation des services aux contrevenants	6 882 300
3	371 394 000	20 375 700	391 769 700	Services en établissement	391 482 223
4	103 318 900	2 368 200	105 687 100	Services communautaires	105 639 893
	489 217 500*	23 509 100	512 726 600	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS ...	512 308 674

Description du programme :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des adultes en liberté surveillée et en liberté conditionnelle; des centres de détention et de résidence communautaire séparés et des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de consultation et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

*Y compris le mandat spécial de 133 380 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 308 969
Avantages sociaux	858 564
Transports et communications	751 742
Services	496 370
Fournitures et matériel	375 045
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes communautaires à but non lucratif pour l'élaboration de programmes communautaires	513 568
	8 304 258

Programmation des services aux contrevenants (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 146 776
Avantages sociaux	823 977
Transports et communications	493 629
Services	510 590
Fournitures et matériel	907 328
	6 882 300

Élaboration et soutien des programmes en établissement	$	
Traitements et salaires	3 335 935	
Avantages sociaux	677 254	
Transports et communications	377 146	
Services	351 662	
Fournitures et matériel	807 029	5 549 026

Élaboration des programmes communautaires	$	
Traitements et salaires	810 841	
Avantages sociaux	146 723	
Transports et communications	116 483	
Services	158 928	
Fournitures et matériel	100 299	1 333 274

Services en établissement (Poste 3)	$
Traitements et salaires	258 606 484
Avantages sociaux	49 248 170
Transports et communications	9 479 817
Services	27 203 721
Services—immobilisation	741 860
Fournitures et matériel	46 494 132
Fournitures et matériel—immobilisation	1 445 001
Paiements de transfert	735 117
	393 954 302
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 472 079
	391 482 223

Institutions	$		
Traitements et salaires	256 988 156		
Avantages sociaux	48 998 984		
Transports et communications	9 384 120		
Services	26 523 153		
Services—immobilisation	741 860		
Fournitures et matériel	46 054 471		
Fournitures et matériel—immobilisation	1 445 001		
Paiements de transfert	$		
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	619 535		
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	115 582	735 117	390 870 862

Services industriels	$	
Traitements et salaires	1 618 328	
Avantages sociaux	249 186	
Transports et communications	95 697	
Services	680 568	
Fournitures et matériel	439 661	
	3 083 440	
Moins : recouvrements d'autres ministères	2 472 079	611 361

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services communautaires (Poste 4)	$
Traitements et salaires	41 185 868
Avantages sociaux	7 900 466
Transports et communications	2 242 260
Services	53 121 967
Fournitures et matériel	1 175 297
Paiements de transfert	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	14 035
	105 639 893
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS	512 308 674

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Partage des coûts des programmes en faveur des jeunes contrevenants	40 038 737	28 008 000
Centre de traitement du Nord	8 727 035	1 712 500
Placement direct en pénitencier	3 499 494	1 080 516
Honoraires — ministère de l'Immigration	1 485 947	1 932 407
Allocations familiales spéciales	170 500	179 854
	53 921 713	32 913 277
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Administrations municipales — frais d'incarcération	8 382	9 043
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de produits industriels fabriqués par les détenus	616 015	756 086
Avantages en nature	384 501	406 541
Allocations alimentaires versées aux détenus	158 272	195 245
Programme d'activités industrielles — Location de locaux	111 851	311 699
Automobiles	48 157	26 824
Bois à brûler	125	22 146
Autres	24 373	11 864
	1 343 294	1 730 405
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	177 654	183 127
DIVERS	16 661	7 811
TOTAL DES RECETTES	55 467 704	34 843 663

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Sommes d'argent non réclamées	14 976	9 826
Taxe sur les produits et services	878	
TOTAL DES DÉPÔTS	15 854	9 826

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-384
- SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-386
- APPROVISIONNEMENT ET SERVICES 4-388
- SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 4-392
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-384, 4-388
- SOMMAIRE 4-383

ÉTAT DES RECETTES 4-394

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-395

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-395

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
22 081 258	Administration du ministère	24 178 457	23 433 796
524 713 130	Services des biens immobiliers	582 541 600	580 467 075
103 501 632	Approvisionnement et services	69 964 600	67 494 839
17 774 480	Services d'informatique et de télécommunications	20 068 700	19 934 108
668 070 500	**Total du ministère**	696 753 357*	691 329 818
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
668 070 500	Total des dépenses	696 753 357	691 329 818

*Y compris le mandat spécial de 161 000 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 098 500		2 098 500	Bureau principal	1 788 730
2	6 039 400	1 182 500	7 221 900	Services administratifs et financiers	7 188 891
3	1 023 000		1 023 000	Analyse et planification	964 417
4	1 470 500	352 200	1 822 700	Services juridiques	1 800 978
5	1 115 900	62 400	1 178 300	Services de vérification	1 153 581
6	4 770 000	76 200	4 846 200	Systèmes informatiques	4 760 817
7	1 801 500	78 200	1 879 700	Services de communications	1 780 397
8	3 808 900	37 700	3 846 600	Ressources humaines	3 803 929
9	1 000	219 000	220 000	Ministres sans portefeuille	142 528
	22 128 700	2 008 200	24 136 900		23 384 268
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	39 720
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	22 170 257*	2 008 200	24 178 457	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 433 796

Description du programme :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs de ses programmes.

*Y compris le mandat spécial de 5 294 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 069 581
Avantages sociaux	313 397
Transports et communications	76 729
Services	243 673
Fournitures et matériel	85 350
	1 788 730

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	39 720
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 502 659
Avantages sociaux	684 320
Transports et communications	323 153
Services	2 302 244
Fournitures et matériel	386 736
	7 199 112
Moins : recouvrements d'autres ministères	10 221
	7 188 891

Analyse et planification (Poste 3)	
Traitements et salaires	630 996
Avantages sociaux	117 151
Transports et communications	17 234
Services	36 696
Fournitures et matériel	162 340
	964 417

Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	96 835
Avantages sociaux	5 580
Transports et communications	28 279
Services	1 614 419
Fournitures et matériel	55 865
	1 800 978

Services de vérification (Poste 5)	
Traitements et salaires	829 743
Avantages sociaux	150 116
Transports et communications	13 223
Services	105 890
Fournitures et matériel	54 609
	1 153 581

Systèmes informatiques (Poste 6)	$
Traitements et salaires	2 650 764
Avantages sociaux	473 560
Transports et communications	26 507
Services	1 271 626
Fournitures et matériel	423 360
	4 845 817
Moins : recouvrements d'autres activités	85 000
	4 760 817

Services de communications (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 083 305
Avantages sociaux	186 659
Transports et communications	113 926
Services	248 755
Fournitures et matériel	233 201
	1 865 846
Moins : recouvrements d'autres ministères	85 449
	1 780 397

Ressources humaines (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 536 359
Avantages sociaux	638 338
Transports et communications	84 680
Services	365 377
Fournitures et matériel	179 175
	3 803 929

Ministres sans portefeuille (Poste 9)	
Traitements et salaires	94 332
Avantages sociaux	7 731
Transports et communications	262
Services	8 912
Fournitures et matériel	31 291
	142 528

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 433 796

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1802				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	7 153 700		7 153 700	Administration du programme	6 620 003
2	68 226 400	882 300	69 108 700	Opérations entreprises dans le cadre du programme	68 918 765
3	272 970 300	1 350 000	274 320 300	Exécution du programme	273 759 147
4	231 958 900		231 958 900	Dépenses en capital	231 169 160
	580 309 300*	2 232 300	582 541 600	TOTAL POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	580 467 075

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion des biens immobiliers de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant de la manière la plus rentable les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement la vente de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les mouvements de recettes versées à la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédures propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

*Y compris le mandat spécial de 134 144 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS — CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 267 707
Avantages sociaux	941 755
Transports et communications	180 719
Services	684 734
Fournitures et matériel	545 088
	6 620 003
Opérations entreprises dans le cadre du programme (Poste 2)	
Traitements et salaires	54 577 542
Avantages sociaux	12 001 139
Transports et communications	3 138 987
Services	1 473 849
Fournitures et matériel	1 586 515
	72 778 032
Moins : recouvrements d'autres ministères	3 859 267
	68 918 765

Exécution du programme (Poste 3)	$	$
Transports et communications		15 161 322
Services		
Location	182 484 574	
Location — achat	5 489 440	
Autres	65 479 767	253 453 781
Fournitures et matériel		40 133 408
Paiements de transfert		
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario		66 697
		308 815 208
Moins : recouvrements d'autres ministères		35 056 061
		273 759 147
Dépenses en capital (Poste 4)		
(Capital)		
Traitements et salaires		6 702 214
Avantages sociaux		1 248 483
Transports et communications		1 009 721
Services		98 232 108
Fournitures et matériel		9 340 358
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Terres	15 508 018	
Autres dépenses	137 427 376	152 935 394
		269 468 278
Moins : recouvrements d'autres ministères		38 299 118
		231 169 160
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		580 467 075

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1803				**PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES**	
1	1 008 100		1 008 100	Administration du programme	324 439
2	3 082 800	128 000	3 210 800	Services d'achat	3 182 619
3	10 955 900	296 200	11 252 100	Services d'information gouvernementale	11 091 157
4	7 758 100	513 800	8 271 900	Services divers	8 208 244
5	3 099 200		3 099 200	Services aux employés	2 828 252
6	24 551 800	3 489 000	28 040 800	Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés	26 910 582
7	10 866 800	4 213 900	15 080 700	Service d'information sur les ressources humaines	14 931 408
	61 322 700	8 640 900	69 963 600		67 476 701
L	1 000		1 000	Compte de papeterie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	18 138
	61 323 700*	8 640 900	69 964 600	TOTAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ET LES SERVICES	67 494 839

Description du programme :

Ce programme vise à fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans les achats effectués par le gouvernement. Il fournit également aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres et assure, dans le cadre du ministère, une gamme complète de services en matière de ressources humaines afin de faciliter et de promouvoir la bonne gestion des ressources humaines.

*Y compris le mandat spécial de 16 950 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	252 327
Avantages sociaux	37 508
Transports et communications	9 836
Services	18 962
Fournitures et matériel	5 806
	324 439

Services d'achat (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 902 006
Avantages sociaux		997 135
Transports et communications		1 066 615
Services		1 486 407
Fournitures et matériel		18 900 151
		28 352 314
Moins : recouvrements d'autres activités		25 169 695
		3 182 619

Crédits législatifs	$	
Compte de papeterie du gouvernement — imprimerie	899 067	
Moins : recouvrements d'autres ministères	880 929	18 138

Services d'information gouvernementale (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 548 167
Avantages sociaux		1 375 937
Transports et communications		13 867 034
Services		2 232 464
Fournitures et matériel	$	
Inventaire des publications	601 239	
Autres	2 827 427	3 428 666
		27 452 268
Moins: recouvrements d'autres activités	$	
Publications Ontario	769 636	
Autres	15 591 475	16 361 111
		11 091 157

Services divers (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 070 843
Avantages sociaux	560 573
Transports et communications	3 012 045
Services	857 836
Fournitures et matériel	706 947
	8 208 244

Services aux employés (Poste 5)	$
Traitements et salaires	2 093 332
Avantages sociaux	433 000
Transports et communications	106 711
Services	107 023
Fournitures et matériel	88 186
	2 828 252

Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés (Poste 6)		
Traitements et salaires		4 512 509
Avantages sociaux		1 079 901
Transports et communications		172 537
Services		512 615
Fournitures et matériel		275 290
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)	$	
La *Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires*	227 575 596	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	7 078 000	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	1 570 000	
Régime de pensions du Canada	52 928 860	
Assurance-chômage	81 647 632	
Assurance-vie collective	5 521 443	
Protection du revenu à long terme	31 051 526	
Impôt-santé des employeurs	72 687 819	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	30 495 269	
Régime de soins dentaires	25 067 032	
Dette non provisionnée—CRF	90 752 399	
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	19 974 343	646 349 919
		652 902 771
Moins : recouvrements d'autres activités		625 992 189
		26 910 582

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1803 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Service d'information sur les ressources humaines (Poste 7)	$
Traitements et salaires	3 648 695
Avantages sociaux	676 321
Transports et communications	173 029
Services	9 660 044
Fournitures et matériel	773 319
	14 931 408
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES	67 494 839

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804				**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
1	1 000	266 000	267 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables	132 570
2	19 782 500	19 200	19 801 700	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables	19 801 538
	19 783 500*	285 200	20 068 700	TOTAL POUR LES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	19 934 108

Description du programme :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés et financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

*Y compris le mandat spécial de 4 612 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS — CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables (Poste 1)	$
Traitements et salaires	16 222 489
Avantages sociaux	3 150 810
Transports et communications	39 501 323
Services	28 240 992
Fournitures et matériel	8 997 685
	96 113 299
Moins : recouvrements d'autres activités	95 980 729
	132 570

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 765 617
Avantages sociaux	309 098
Transports et communications	16 803 730
Services	651 607
Fournitures et matériel	271 486
	19 801 538
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	19 934 108

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 693 141	4 133 289
Taxe de vente fédérale	389 366	270 670
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	286 946	129 038
	4 369 453	4 532 997
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Société d'hypothèques de l'Ontario :		
Programme ontarien d'accession à la propriété	2 964 463	4 781 484
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	115 157	150 000
Services offerts aux commissions de régimes de retraite	1 423 542	
Surplus à l'échéance des débentures à fonds d'amortissement de la communauté urbaine de Toronto	837 824	860 087
Plan de réinstallation du personnel propriétaire	192 045	186 921
	5 533 031	5 978 492
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Commissions pour		
Affidavits	237 629	253 308
Notaires	106 108	106 999
Notaires	85 290	72 110
Copies de livrets de la Couronne	46 867	60 565
Autres	(73)	542
	475 821	493 524
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	28 546 651	29 789 376
Locations		
Immeubles	10 359 764	13 290 415
Stationnement	5 726 885	4 883 699
Location de terrains	4 109 473	5 829 045
Publications du gouvernement	3 454 995	3 813 126
Réparation et entretien des bâtiments	1 353 707	450 368
Services téléphoniques	1 223 541	972 697
Fournitures de bureau	852 503	1 026 918
Services d'informatique	597 048	1 041 321
Matériaux et véhicules excédentaires	236 807	198 614
Ristournes sur les distributions automatiques	83 751	57 072
Cadeaux	11 422	46 189
Services d'expédition par la poste	7 368	58 680
Services d'impression en sous-traitance	743	55 557
Autres	282 677	52 676
	56 847 335	61 565 753
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services offerts aux commissions de régime de retraite	1 423 542	
Aménagement des terrains — Mississauga	499 325	
Construction d'immeubles	108 067	449 893
Services des biens immobiliers	93 522	341 909
Services téléphoniques	67 168	62 358
Avantages sociaux des employés du gouvernement	21 785	56 236
Services d'impression en sous-traitance	8 576	80 776
Autres	29 172	88 456
	2 251 157	1 079 628

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
DIVERS		
Remboursement du compte de dépôts de l'employeur	6 220 000	4 000 000
Société d'hyphothèques de l'Ontario — Dividendes et remboursements du surplus d'apport	2 755 203	5 534 658
Service central de recouvrement	1 629 162	3 668 785
Encouragement aux locataires	707 978	891 386
Prêts aux municipalités	213 295	141 733
Commission sur les téléphones	93 497	97 368
Intérêt hypothécaire	30 127	88 147
Appels d'offres—Publicité	8 818	48 235
Autres	55 107	222 485
	11 713 187	14 692 797
TOTAL DES RECETTES	81 189 984	88 343 191

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	487 845	245 192
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	487 845	245 192

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Taxe sur les produits et services	38 235	
Dépôt de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	(5 950)	85 190
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	(806 828)	331 830
TOTAL DES DÉPÔTS	(774 543)	417 020

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-400

SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-402

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-400

SOMMAIRE 4-399

ÉTAT DES RECETTES 4-408

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-409

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
44 749 734	Administration du ministère	48 126 357	47 781 938
5 017 559 663	Services aux adultes et aux enfants	6 395 843 600	6 394 421 285
5 062 309 397	**Total du ministère**	6 443 969 957*	6 442 203 223
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 062 309 397	Total des dépenses	6 443 969 957	6 442 203 223

*Y compris le mandat spécial de 1 755 833 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 410 600	278 400	1 689 000	Bureau principal	1 667 042
2	14 717 100	214 400	14 931 500	Services administratifs et financiers	14 920 570
3	5 045 000	340 700	5 385 700	Ressources humaines	5 377 311
4	2 182 000	181 300	2 363 300	Services de communications	2 346 125
5	1 972 700	641 700	2 614 400	Services juridiques	2 581 748
6	2 863 800		2 863 800	Services de vérification	2 709 282
7	13 852 700	154 800	14 007 500	Systèmes informatiques	13 908 703
8	4 127 700	101 900	4 229 600	Commission de révision de l'aide sociale	4 229 600
	46 171 600	1 913 200	48 084 800		47 740 381
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	46 213 157*	1 913 200	48 126 357	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	47 781 938

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

*Y compris le mandat spécial de 12 652 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	944 677
Avantages sociaux	362 700
Transports et communications	160 779
Services	106 932
Fournitures et matériel	91 954
	1 667 042
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	10 120 069
Avantages sociaux	1 895 828
Transports et communications	866 225
Services	1 165 135
Fournitures et matériel	873 313
	14 920 570
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 973 032
Avantages sociaux	864 054
Transports et communications	167 065
Services	386 254
Fournitures et matériel	499 931
Paiements de transfert Expérience '90	243 255
	6 133 591
Moins : recouvrements d'autres ministères	756 280
	5 377 311
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 510 365
Avantages sociaux	205 308
Transports et communications	112 029
Services	241 685
Fournitures et matériel	276 738
	2 346 125

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	86 950
Avantages sociaux	8 837
Transports et communications	52 948
Services	2 310 918
Fournitures et matériel	122 095
	2 581 748
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 892 754
Avantages sociaux	307 659
Transports et communications	125 936
Services	259 133
Fournitures et matériel	123 800
	2 709 282
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	6 246 499
Avantages sociaux	1 078 576
Transports et communications	817 545
Services	2 784 016
Fournitures et matériel	2 982 067
	13 908 703
Commission de révision de l'aide sociale (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 301 464
Avantages sociaux	223 479
Transports et communications	466 276
Services	2 131 634
Fournitures et matériel	106 747
	4 229 600
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	47 781 938

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
802				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	37 905 900	1 093 200	38 999 100	Administration du programme	38 999 066
2	27 259 400	1 212 800	28 472 200	Administration des services régionaux	28 472 174
3	3 007 209 300	556 989 700	3 564 199 000	Maintien du revenu	3 563 524 809
4	859 913 800		859 913 800	Services sociaux aux adultes	859 416 870
5	1 069 426 200	7 215 600	1 076 641 800	Services à l'enfance	1 076 617 218
6	792 141 100	26 120 000	818 261 100	Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	818 136 142
7	5 756 600	3 600 000	9 356 600	Secrétariat provincial de l'action antidrogue	9 255 006
	5 799 612 300*	596 231 300	6 395 843 600	TOTAL POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	6 394 421 285

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la prestation à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les services d'aide à l'emploi; les programmes de réadaptation professionnelle; les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées; et les personnes atteintes d'un handicap physique; les programmes pour les victimes de la violence familiale; les services offerts en établissement et dans la communauté aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale; et les services en établissement, les services de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, et autres.

*Y compris le mandat spécial de 1 743 181 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		19 552 442
Avantages sociaux		4 347 217
Transports et communications		2 116 824
Services		9 729 193
Fournitures et matériel		1 723 290
Paiements de transfert		
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	1 324 600	
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil de développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	1 530 100
		38 999 066

Administration des services régionaux (Poste 2)	
Traitements et salaires	20 700 765
Avantages sociaux	4 770 914
Transports et communications	1 338 214
Services	969 213
Fournitures et matériel	693 068
	28 472 174

Maintien du revenu (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		54 967 273
Avantages sociaux		8 820 293
Transports et communications		6 309 599
Services		2 578 656
Fournitures et matériel		2 084 912
Paiements de transfert		
Allocations et prestations versées par la province	2 089 423 800	
Allocations et prestations versées par les municipalités	1 241 367 188	
Régime de médicaments de l'Ontario		
Provincial	116 102 252	
Municipal	41 861 436	157 963 688
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	1 200	
Fonds du souvenir	1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario	7 200	3 488 764 076
		3 563 524 809

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services sociaux aux adultes (Poste 4)		$
Traitements et salaires		14 515 105
Avantages sociaux		3 122 492
Transports et communications		2 217 981
Services		1 380 659
Fournitures et matériel		2 793 141
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	39 273 685	
Fonctionnement		
Personnes âgées	480 555 812	
Services d'appui, de consultation et services dispensés en établissements	275 515 159	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	42 469 336	
Royal Canadian Humane Association	500	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	33 500	
Infirmières visiteuses de l'Ordre de Ste-Elizabeth	4 000	
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario)	25 000	
Association canadienne de gérontologie	2 500	
Association canadienne de recherche en gérontologie	2 000	837 887 492
		861 916 870
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 500 000
		859 416 870

Services à l'enfance (Poste 5)		$
Traitements et salaires		51 572 121
Avantages sociaux		11 220 459
Transports et communications		3 503 744
Services		17 126 140
Fournitures et matériel		5 517 056
Acquisition/construction de biens immobiliers		498 934
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	41 763 955	
Fonctionnement		
Services de soutien communautaire	14 821 456	
Services d'aide à l'enfance	312 371 856	
Services d'intervention auprès des enfants et des familles	178 294 920	
Services de garde d'enfants	350 336 550	
Services de traitement pour les enfants	22 552 630	
Services aux jeunes contrevenants	67 010 697	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	987 178 764
		1 076 617 218

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale (Poste 6)		
		$
Traitements et salaires		221 473 052
Avantages sociaux		47 352 974
Transports et communications		4 085 833
Services		13 121 601
Fournitures et matériel		22 078 863
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 672 291
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	19 626 894	
Fonctionnement		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	221 214 694	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	267 257 090	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	398 850	508 497 528
		818 282 142
Moins : recouvrements d'autres ministères		146 000
		818 136 142

Secrétariat provincial de l'action antidrogue (Poste 7)		
		$
Traitements et salaires		434 575
Avantages sociaux		58 094
Transports et communications		218 340
Services		1 332 952
Fournitures et matériel		74 709
Paiements de transfert	$	
Partenariats communautaires	5 646 714	
Services de traitements	1 489 622	7 136 336
		9 255 006
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		6 394 421 285

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	2 452 402 024	1 736 680 189
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	68 509 877	36 292 439
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	43 472 244	34 074 954
Accord sur les jeunes contrevenants	20 241 623	27 870 000
Remboursements de la taxe de vente fédérale	453 056	425 807
Allocations familiales spéciales	220 142	229 184
Autres	15 838	135
	2 585 314 804	1 835 572 708
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Pensions alimentaires de parents ayant abandonné leurs enfants	15 339 151	14 637 439
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entretien des installations pour les déficients mentaux	2 141 198	1 660 366
Garderies	21 904	36 676
Pensions	12 900	12 400
Droits d'adoption	7 793	3 538
	2 183 795	1 712 980
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	360 696	420 080
Location de maisons	51 377	53 806
Véhicule automobile et équipement	40 975	47 273
Repas livrés à domicile	9 823	6 823
Autres	6 439	9 913
	469 310	537 895
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	1 207 447	346 694
Frais de fonctionnement	212 307	119 084
Subventions d'immobilisation	87 746	19 419
Remboursements — Bourses et subventions pour la formation du personnel	37 441	
Remboursements — pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées	34 714	(20)
	1 579 655	485 177
DIVERS	273 171	57 335
TOTAL DES RECETTES	2 605 159 886	1 853 003 534

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Legs et bourses	(11 901)	(31 948)
TOTAL DES DÉPÔTS	(11 901)	(31 948)

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-414

SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-416

SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE 4-418

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-420

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-414, 4-416

SOMMAIRE 4-413

ÉTAT DES RECETTES 4-422

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-423

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
24 503 075	Administration du ministère	29 188 757	30 092 925
43 534 925	Sécurité publique	46 598 600	46 547 365
13 844 770	Services internes de la police	21 276 100	19 269 511
415 622 800	Police provinciale de l'Ontario	472 163 600	470 778 211
497 505 570	**Total du ministère**	569 227 057*	566 688 012
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
497 505 570	Total des dépenses	569 227 057	566 688 012

*Y compris le mandat spécial de 147 220 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 669 800		3 669 800	Bureau principal	3 191 457
2	7 555 000		7 555 000	Services administratifs et financiers	6 841 550
3	2 397 800	435 700	2 833 500	Ressources humaines	2 798 181
4	994 200	133 300	1 127 500	Services de communications	1 067 821
5	2 123 300		2 123 300	Analyse et planification	1 287 442
6	1 141 400		1 141 400	Services juridiques	1 047 254
7	673 000		673 000	Services de vérification	458 807
8	9 147 700	874 000	10 021 700	Systèmes informatiques	9 978 396
	27 702 200	1 443 000	29 145 200		26 670 908
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*	69 453
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	3 311 007
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	27 745 757*	1 443 000	29 188 757	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	30 092 925

Description du programme :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 6 920 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 894 043
Avantages sociaux	398 268
Transports et communications	272 515
Services	491 444
Fournitures et matériel	135 187
	3 191 457
Crédits législatifs	
Audiences tenues en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*	69 453
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	3 311 007
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 815 820
Avantages sociaux	731 529
Transports et communications	253 743
Services	$
Capital	388 328
Fonctionnement	1 130 667
	1 518 995
Fournitures et matériel	521 463
	6 841 550
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 103 656
Avantages sociaux	399 015
Transports et communications	109 472
Services	257 782
Fournitures et matériel	145 240
	3 015 165
Moins : recouvrements d'autres ministères	216 984
	2 798 181
Services de communications (Poste 4)	
Traitements et salaires	390 843
Avantages sociaux	56 143
Transports et communications	56 452
Services	480 262
Fournitures et matériel	84 121
	1 067 821

Analyse et planification (Poste 5)	$
Traitements et salaires	957 366
Avantages sociaux	78 081
Transports et communications	81 205
Services	164 356
Fournitures et matériel	6 434
	1 287 442
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	20 463
Transports et communications	27 615
Services	919 694
Fournitures et matériel	79 482
	1 047 254
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	357 246
Avantages sociaux	64 717
Transports et communications	2 315
Services	6 425
Fournitures et matériel	28 104
	458 807
Systèmes informatiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	4 242 440
Avantages sociaux	677 511
Transports et communications	4 814 874
Services	1 352 363
Fournitures et matériel	3 591 208
	14 678 396
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 700 000
	9 978 396
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	30 092 925

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3602				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	2 214 000	247 500	2 461 500	Administration du programme	2 447 191
2	21 264 400	886 300	22 150 700	Services des sciences judiciaires et du coroner	22 125 712
3	19 460 600	1 099 500	20 560 100	Services de prévention des incendies	20 549 072
4	1 252 200	174 100	1 426 300	Planification des services d'urgence	1 425 390
	44 191 200*	2 407 400	46 598 600	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	46 547 365

Description du programme :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

*Y compris le mandat spécial de 12 810 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE — CRÉDIT 3602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		199 255
Avantages sociaux		31 103
Transports et communications		16 346
Services		17 777
Fournitures et matériel		4 182
Paiements de transfert	$	
Subvention à la Société de protection des animaux de l'Ontario	125 000	
Subventions versées aux centres d'aide aux victimes de violence sexuelle	2 053 528	2 178 528
		2 447 191

Services des sciences judiciaires et du coroner (Poste 2)	
Traitements et salaires	8 718 345
Avantages sociaux	1 602 219
Transports et communications	681 251
Services	9 439 717
Fournitures et matériel	1 679 180
Paiements de transfert	
Subventions à des associations	5 000
	22 125 712

Services de prévention des incendies (Poste 3)		$
Traitements et salaires		12 592 653
Avantages sociaux		2 436 394
Transports et communications		1 400 269
Services		1 573 378
Fournitures et matériel		2 299 867
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la prévention des incendies	63 000	
Subvention au titre du programme de protection contre les incendies des communautés non enregistrées	86 011	
Programme de dégagement des victimes d'accident de l'Ontario	97 500	246 511
		20 549 072

Planification des services d'urgence (Poste 4)	
Traitements et salaires	784 496
Avantages sociaux	163 039
Transports et communications	101 117
Services	231 116
Fournitures et matériel	105 622
Paiements de transfert	
Subvention à La Société canadienne de la Croix-Rouge	40 000
	1 425 390
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	46 547 365

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3603				**PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE**	
1	932 100	110 000	1 042 100	Administration du programme	1 034 890
2	8 992 300		8 992 300	Collège de police de l'Ontario	8 509 430
3	11 241 700		11 241 700	Normes policières et services de soutien	9 725 191
	21 166 100*	110 000	21 276 100	TOTAL POUR LES SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	19 269 511

Description du programme :

Aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services de maintien de l'ordre de la province.

*Y compris le mandat spécial de 6 080 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE — CRÉDIT 3603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	573 674
Avantages sociaux	53 890
Transports et communications	95 978
Services	113 456
Fournitures et matériel	197 892
	1 034 890
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 065 774
Avantages sociaux	748 195
Transports et communications	404 575
Services	2 250 747
Fournitures et matériel	1 231 944
	8 701 235
Moins : recouvrements d'autres ministères	191 805
	8 509 430

Normes policières et services de soutien (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		2 823 932
Avantages sociaux		495 387
Transports et communications		521 941
Services		2 573 324
Fournitures et matériel		450 232
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police et les programmes de prévention du crime dans les communautés	337 577	
Subventions pour les services communautaires d'urgence	468 054	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	515 071	
Subventions aux associations de police	113 725	
Subventions pour les programmes d'équité d'emploi	708 282	
Subvention à l'Ontario Native Council on Justice	47 666	
Subventions aux corps de police municipaux	1 000 000	3 190 375
		10 055 191
Moins : recouvrements d'autres ministères		330 000
		9 725 191
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE		19 269 511

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3604				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	2 280 300	163 200	2 443 500	Bureau du commissaire	2 403 051
2	418 112 600	8 890 400	427 003 000	Police provinciale de l'Ontario	426 772 737
3	42 716 100		42 716 100	Système de télécommunications	41 601 914
	463 109 000	9 053 600	472 162 600		470 777 702
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*	509
	463 110 000*	9 053 600	472 163 600	TOTAL POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	470 778 211

Description du programme :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

*Y compris le mandat spécial de 121 410 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau du commissaire (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 739 332
Avantages sociaux		363 469
Transports et communications		49 512
Services		126 028
Fournitures et matériel		124 710
		2 403 051
Crédits législatifs		
Paiements effectués en vertu de la *Loi de 1990 sur les services policiers*		509
Police provinciale de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		294 285 967
Avantages sociaux		59 072 760
Transports et communications		14 329 097
Services		19 981 534
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 089 315	
Fonctionnement	34 985 089	39 074 404
Paiements de transfert		202 648
		426 946 410
Moins : recouvrements d'autres ministères		173 673
		426 772 737
Services	$	
Traitements et salaires	16 122 176	
Avantages sociaux	3 425 371	
Transports et communications	8 816 933	
Services	9 444 140	
Fournitures et matériel	30 889 988	68 698 608
Opérations régionales		$
Traitements et salaires		256 789 321
Avantages sociaux		51 789 650
Transports et communications		3 936 725
Services		9 817 480
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 089 315	
Fonctionnement	3 277 907	7 367 222
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones		202 648
		329 903 046
Moins : recouvrements d'autres ministères		173 673
		329 729 373
Enquêtes	$	
Traitements et salaires	21 374 470	
Avantages sociaux	3 857 739	
Transports et communications	1 575 439	
Services	719 914	
Fournitures et matériel	817 194	28 344 756
Système de télécommunications (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 956 435
Avantages sociaux		250 356
Transports et communications	$	
Capital	433 438	
Fonctionnement	2 971 008	3 404 446
Services	$	
Capital	527 192	
Fonctionnement	3 009 788	3 536 980
Fournitures et matériel	$	
Capital	31 448 780	
Fonctionnement	1 004 917	32 453 697
		41 601 914
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		470 778 211

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agents de police des Premières Nations	2 154 765	8 020 949
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	928 401	709 209
	3 083 166	8 730 158
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	14 849 809	10 329 266
Recouvrements : dommages aux automobiles de la P.P.O.	562 274	
Recouvrement d'avantages sociaux, traitements et frais médicaux à la suite d'accidents	375 033	375 246
Ontario Hydro: (au titre du programme nucléaire)	282 200	219 578
Accident aérien de Dryden	153 906	229 041
Escorte pour chargement large	82 067	106 142
Recouvrements se rapportant au service ontarien de renseignements sur la criminalité	69 090	
Remboursement de frais d'enquête	36 185	26 526
Recouvrement de frais d'inscription à des cours	25 683	29 226
Recouvrement de salaires et de dépenses pour prêts de services	17 796	32 799
Société d'exploitation de la Place Ontario		278 878
Recouvrement de dépenses pour la formation		7 400
Autres	240	
	16 454 283	11 634 102
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de détective privé et de garde de sécurité	648 692	652 808
Frais pour déposition ou communication de renseignements sur des événements déterminés	484 285	545 176
Programme de restriction des armes à feu	27 154	57 472
Autres	6 902	10 630
	1 167 033	1 266 086
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	2 593 443	2 384 812
Location de logements à des agents de police	763 847	664 051
Collège de police de l'Ontario — Pension et chambre	104 999	97 837
Photographies prises sur les lieux d'accidents	72 442	71 277
Autres	9 845	8 556
	3 544 576	3 226 533
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Coopérative d'archivage informatisé des documents des corps de police provincial et municipaux de l'Ontario	1 692 599	2 109 799
Police provinciale de l'Ontario	136 301	256 708
Services internes de la police	70 819	4 791
Administration du ministère	15 487	3 777
Sécurité publique	11 675	21 774
	1 926 881	2 396 849
DIVERS	52 951	66 054
TOTAL DES RECETTES	26 228 890	27 319 782

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Fonds commémoratif Craig Campbell	12 536	
Taxe sur les produits et services	6 421	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	(885)	(1 010)
Planification des services d'urgence	(20 000)	20 000
TOTAL DES DÉPÔTS	(1 928)	18 990

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-428
- TOURISME 4-430
- LOISIRS 4-432
- OPÉRATIONS 4-434
- ORGANISMES ET ATTRACTIONS 4-436
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-428
- SOMMAIRE 4-427

ÉTAT DES RECETTES 4-438

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-439

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
12 318 973	Administration du ministère	13 413 865	12 527 208
39 411 658	Tourisme	37 827 000	37 564 424
25 498 494	Loisirs	27 923 200	27 499 245
61 309 055	Opérations	84 194 300	75 815 581
49 319 984	Organismes et attractions	55 168 500	55 103 413
187 858 164	**Total du ministère**	218 526 865*	208 509 871
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
185 396 072	Total des dépenses	208 926 865	203 909 569
2 462 092	Total des prêts, avances et dotations en capital	9 600 000	4 600 302
187 858 164		218 526 865	208 509 871

*Y compris le mandat spécial de 52 100 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 545 800		3 545 800	Bureau principal	3 025 506
2	2 456 400	125 300	2 581 700	Services administratifs et financiers	2 544 262
3	1 385 500	88 800	1 474 300	Ressources humaines	1 474 191
4	2 301 500		2 301 500	Services de communications	2 118 554
5	303 500	32 100	335 600	Services juridiques	315 182
6	643 000	15 000	658 000	Services de vérification	643 288
7	2 465 600		2 465 600	Systèmes informatiques	2 354 860
	13 101 300	261 200	13 362 500		12 475 843
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	19 616		19 616	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	19 616
	13 152 665*	261 200	13 413 865	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 527 208

Description du programme :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 3 600 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 769 771
Avantages sociaux	429 878
Transports et communications	168 322
Services	539 951
Fournitures et matériel	97 584
Paiements de transfert	
Subvention diverses non législatives	20 000
	3 025 506
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	19 616
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 775 643
Avantages sociaux	288 506
Transports et communications	46 841
Services	286 832
Fournitures et matériel	146 440
	2 544 262
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 361 270
Avantages sociaux	218 499
Transports et communications	48 600
Services	137 952
Fournitures et matériel	69 647
Paiements de transfert	
Subvention au Programme Expérience '90	899 442
	2 735 410
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 261 219
	1 474 191

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 130 367
Avantages sociaux	163 230
Transports et communications	120 843
Services	583 894
Fournitures et matériel	120 220
	2 118 554
Services juridiques (Poste 5)	
Transports et communications	4 707
Services	269 914
Fournitures et matériel	40 561
	315 182
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	483 441
Avantages sociaux	82 148
Transports et communications	26 593
Services	31 573
Fournitures et matériel	19 533
	643 288
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	757 905
Avantages sociaux	126 024
Transports et communications	48 771
Services	799 165
Fournitures et matériel	622 995
	2 354 860
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 527 208

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DU TOURISME**	
1	6 841 400		6 841 400	Développement du tourisme	6 579 285
2	29 607 600	1 378 000	30 985 600	Commercialisation touristique	30 985 139
	36 449 000*	1 378 000	37 827 000	TOTAL POUR TOURISME	37 564 424

Description du programme :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs. Ce programme comprend le financement et la coordination de la participation de l'Ontario à divers événements et activités d'envergure internationale.

*Y compris le mandat spécial de 7 750 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU TOURISME — CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Développement du tourisme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 678 876
Avantages sociaux		385 000
Transports et communications		345 452
Services		2 564 808
Fournitures et matériel		322 856
Acquisition/construction de biens immobiliers		293 839
Paiements de transfert		
Capital		
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	161 020	
Commission de la promenade Sainte-Claire	880 042	
Fonctionnement		
Commission de la promenade Sainte-Claire	451 534	1 492 596
		7 083 427
Moins : recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	161 020	
Fonctionnement	343 122	504 142
		6 579 285

Commercialisation touristique (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 594 222
Avantages sociaux	772 136
Transports et communications	3 597 317
Services	19 776 096
Fournitures et matériel	3 245 368
	30 985 139
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU TOURISME	37 564 424

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME DES LOISIRS**	
1	4 163 300	1 506 000	5 669 300	Loisirs	5 656 098
2	22 253 900		22 253 900	Sports et condition physique	21 843 147
	26 417 200*	1 506 000	27 923 200	TOTAL POUR DES LOISIRS	27 499 245

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence. Les Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée, de renommée mondiale, permettent l'entraînement des sportifs amateurs de ski.

*Y compris le mandat spécial de 6 200 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS — CRÉDIT 3703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Loisirs (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 520 566
Avantages sociaux		313 372
Transports et communications		282 479
Services		1 050 274
Fournitures et matériel		279 958
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche	14 250	
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif	19 821	
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée		
Capital	1 640 000	
Fonctionnement	713 900	
Subventions à Initiatives Jeunese	290 000	2 677 971
		6 124 620
Moins : recouvrements d'autres ministères		468 522
		5 656 098

Sports et condition physique (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		2 315 167
Avantages sociaux		396 860
Transports et communications		286 304
Services		1 870 071
Fournitures et matériel		647 229
Paiements de transfert		
Subventions aux associations sportives provinciales	8 980 038	
Subventions au Centre des sports de l'Ontario	4 365 237	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	1 543 181	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	549 060	
Subvention au Comité olympique de Toronto (Ontario)	890 000	16 327 516
		21 843 147
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS		27 499 245

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3704				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	84 194 300		84 194 300	Opérations	75 815 581
	84 194 300*		84 194 300	TOTAL POUR DES OPÉRATIONS...	75 815 581

Description du programme :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la prestation directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

*Y compris le mandat spécial de 24 500 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 3704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Opérations (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		6 526 153
Avantages sociaux		1 356 348
Transports et communications		1 384 162
Services		1 252 202
Fournitures et matériel		1 034 544
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 311 112
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions aux installations de loisirs	32 000 000	
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	432 324	
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario	1 888 599	
Aménagement des sites riverains communautaires	2 382 629	
Programme d'encouragement au développement du tourisme	4 427 018	
Centre International Cleary	1 500 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les programmes récréatifs municipaux	5 202 013	
Subventions pour le développement des loisirs	12 362 985	
Subventions aux associations touristiques	1 988 001	
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario	251 178	
Subventions à la Brigade des jeunes environnementalistes	349 891	62 784 638

Prêts, avances et Dotations en capital	$	$
Capital		
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	1 238 400	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	3 361 902	4 600 302
		80 249 461
Moins : recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	3 205 121	
Fonctionnement	1 228 759	4 433 880
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS		75 815 581

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3705				**PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS**	
1	6 569 800	2 772 000	9 341 800	Société d'exploitation de la Place Ontario	9 341 800
2	17 000 000		17 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
3	307 000	1 126 700	1 433 700	Centre des congrès d'Ottawa	1 433 700
4	4 161 900	432 100	4 594 000	Old Fort William	4 593 962
5	3 598 300	1 341 000	4 939 300	Parcs historiques de la Huronie	4 877 925
6	16 979 300	880 400	17 859 700	Commission des parcs du Saint-Laurent	17 856 026
	48 616 300*	6 552 200	55 168 500	TOTAL POUR LES ORGANISMES ET LES ATTRACTIONS	55 103 413

Description du programme :

Ce programme fournit des subsides de fonctionnement aux organismes et attractions dont la liste apparaît ci-dessous. La Société des loteries de l'Ontario, le Palais des congrès du Toronto métropolitain et la Commission des parcs du Niagara relèvent du ministre du Tourisme et des Loisirs mais ne sont pas présentement financés par le ministère.

*Y compris le mandat spécial de 10 050 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS — CRÉDIT 3705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Société d'exploitation de la Place Ontario (Poste 1)		$
Paiements de transfert		
Subvention d'immobilisation		2 895 000
Subvention de fonctionnement		6 446 800
		9 341 800
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario		17 000 000
Centre des congrès d'Ottawa (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subvention au Centre des congrès d'Ottawa		1 433 700
Old Fort William (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 355 349
Avantages sociaux		464 196
Transports et communications		112 096
Services	$	
Capital	566 025	
Fonctionnement	304 133	870 158
Fournitures et matériel	$	
Capital	299 512	
Fonctionnement	492 651	792 163
		4 593 962

Parcs historiques de la Huronie (Poste 5)		$
Traitements et salaires		1 947 724
Avantages sociaux		373 571
Transports et communications		83 000
Services	$	
Capital	38 523	
Fonctionnement	763 501	802 024
Fournitures et matériel	$	
Capital	248 143	
Fonctionnement	403 618	651 761
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 019 845
		4 877 925
Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 6)		
Traitements et salaires		9 471 346
Avantages sociaux		1 771 033
Transports et communications		394 084
Services	$	
Capital	1 130 986	
Fonctionnement	1 369 700	2 500 686
Fournitures et matériel	$	
Capital	15 025	
Fonctionnement	2 509 391	2 524 416
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 172 550
Paiements de transfert		
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes		21 911
		17 856 026
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES ET ATTRACTIONS		55 103 413

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Dégrèvement sur la taxe de vente fédérale	622 175	8 502
Projet d'investissement — Département de la Défense nationale	75 000	
Parcs Canada: dévoilement des plaques		2 552
	697 175	11 054
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tokyo Kosan — Expo 90 Osaka	500 000	
Xerox Canada Ltée — Prêt de service	68 825	
Commission de la promenade Sainte-Claire	20 625	24 750
L'office du tourisme et des congrès de la capitale du Canada	1 716	
Toronto for the Arts promotion		37 018
	591 166	61 768
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée — Parcs du Saint-Laurent	2 759 675	2 814 750
Droits d'entrée — Autres	555 566	549 624
Permis touristiques	90 860	40 640
Demandes d'accès à l'information	7	
	3 406 108	3 405 014
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs	1 660 406	1 789 193
Concessions	181 987	192 597
Autres	19 152	7 857
	1 861 545	1 989 647
REDEVANCES	596	3 786
BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Société des loteries de l'Ontario		
Lotto 6/49	307 000 000	315 000 000
Jeux à résultat instantané	71 000 000	81 000 000
Lottario	34 000 000	44 000 000
Wintario	24 000 000	19 000 000
Encore	16 000 000	7 000 000
Pick 3	10 000 000	14 000 000
La Provinciale	6 000 000	10 000 000
Événements spéciaux	1 000 000	1 000 000
Rafle nette	1 000 000	
	470 000 000	491 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	1 017 786	1 036 561
Remboursements de fournisseurs	36 812	12 054
Autres	12 458	7 467
	1 067 056	1 056 082
DIVERS	4 728	118 484
TOTAL DES RECETTES	477 628 374	497 645 835

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	(3 950)	350
TOTAL DES DÉPÔTS	(3 950)	350

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-444

TRANSPORTS PROVINCIAUX 4-446

RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT 4-448

ROUTES PROVINCIALES 4-450

TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX 4-452

TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX 4-454

ROUTES MUNICIPALES 4-456

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-444

SOMMAIRE 4-443

ÉTAT DES RECETTES 4-458

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
56 812 484	Administration du ministère	62 555 557	62 373 017
23 412 526	Transports provinciaux	433 017 000	432 973 532
103 504 252	Réglementation du transport	111 545 300	111 433 070
806 080 803	Routes provinciales	937 101 200	928 967 396
241 284 500	Transports en commun de la province	283 070 000	283 070 000
385 882 247	Transport en commun municipaux	441 834 300	403 758 800
701 748 458	Routes municipales	777 683 800	771 782 168
2 318 725 270	**Total du ministère**	3 046 807 157*	2 994 357 983
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 318 725 270	Total des dépenses	3 046 807 157	2 994 357 983

*Y compris le mandat spécial de 666 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 109 700	310 300	4 420 000	Bureau principal	4 417 337
2	28 177 400	1 852 500	30 029 900	Services administratifs et financiers	30 010 531
3	8 646 800	287 400	8 934 200	Services juridiques	8 905 230
4	6 908 100	615 100	7 523 200	Ressources humaines	7 483 755
5	2 841 300	347 500	3 188 800	Services de communications	3 188 277
6	4 002 000	102 800	4 104 800	Services de vérification	4 095 740
7	4 270 100	43 000	4 313 100	Systèmes informatiques	4 230 590
	58 955 400	3 558 600	62 514 000		62 331 460
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	58 996 957*	3 558 600	62 555 557	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	62 373 017

Description du programme :

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

*Y compris le mandat spécial de 15 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 089 874
Avantages sociaux	756 879
Transports et communications	160 819
Services	194 166
Fournitures et matériel	215 599
	4 417 337
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	12 992 304
Avantages sociaux	7 622 618
Transports et communications	6 038 257
Services	2 289 613
Fournitures et matériel	1 488 036
	30 430 828
Moins : recouvrements d'autres ministères	420 297
	30 010 531
Services juridiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 032 723
Avantages sociaux	189 398
Transports et communications	55 164
Services	7 238 129
Fournitures et matériel	389 816
	8 905 230
Ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	5 053 317
Avantages sociaux	1 114 867
Transports et communications	237 878
Services	742 226
Fournitures et matériel	613 440
	7 761 728
Moins : recouvrements d'autres ministères	277 973
	7 483 755

Services de communications (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 741 217
Avantages sociaux	311 165
Transports et communications	140 732
Services	539 192
Fournitures et matériel	455 971
	3 188 277
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 968 922
Avantages sociaux	702 502
Transports et communications	148 925
Services	92 553
Fournitures et matériel	262 054
	4 174 956
Moins : recouvrements d'autres ministères	79 216
	4 095 740
Systèmes informatiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	4 016 767
Avantages sociaux	835 190
Transports et communications	2 373 999
Services	9 168 342
Fournitures et matériel	795 070
	17 189 368
Moins : recouvrements d'autres activités	12 958 778
	4 230 590
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	62 373 017

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX**	
1	9 342 700	847 700	10 190 400	Politique des transports, technologie et l'industrie	10 174 404
2	14 033 800	1 792 800	15 826 600	Transport aérien	15 799 128
	23 376 500	2 640 500	26 017 000		25 973 532
		400 000 000		Mandat Spécial, Société de développement des transports urbains	
		7 000 000	407 000 000		407 000 000
	23 376 500*	409 640 500	433 017 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS PROVINCIAUX	432 973 532

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter l'élaboration de politiques se rapportant au transport des personnes et des marchandises entre les villes, en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques de la province.

Il vise également à mener des travaux de recherche et de développement ainsi que des projets pilotes dans le domaine de la technologies des transports afin d'augmenter le rendement et l'efficacité des réseaux de transport, d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

En outre, il facilite les mouvements de personnes et de marchandises entre les villes de l'Ontario et à l'extérieur de la province par l'exploitation intégrée des modes de transport aérien, ferroviaire et maritime.

*Y compris le mandat spécial de 6 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX — CRÉDIT 3802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Politique des transports, technologie et l'industrie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		5 474 162
Avantages sociaux		1 190 089
Transports et communications		504 846
Services		2 228 842
Fournitures et matériel		842 401
Paiements de transfert	$	
Association canadienne du transport urbain	67 500	
Canadian Transportation Education Foundation	10 000	
Metro Toronto Residents Action Committee	5 000	
Association des routes et transports du Canada	85 055	167 555
		10 407 895
Moins : recouvrements d'autres ministères		233 491
		10 174 404

Transport aérien (Poste 2)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	1 216 843	
Fonctionnement	2 952 630	4 169 473
Avantages sociaux	$	
Capital	59 815	
Fonctionnement	561 224	621 039
Transports et communications	$	
Capital	476 124	
Fonctionnement	824 860	1 300 984
Services	$	
Capital	3 792 702	
Fonctionnement	985 596	4 778 298
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 239 192	
Fonctionnement	1 593 970	5 833 162
Paiements de transfert	$	
Capital		
Construction d'aéroports municipaux	4 676 546	
Fonctionnement		
Entretien des aéroports municipaux	1 145 808	
Airport Management Conference of Ontario	25 000	5 847 354
		22 550 310
Moins : recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	5 768 241	
Fonctionnement	982 941	6 751 182
		15 799 128

Mandat spécial	
Paiements de transfert	
Société de développement des transports urbains	407 000 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS PROVINCIAUX	432 973 532

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3803				**PROGRAMME LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT**	
1	4 435 500		4 435 500	Administration du programme	4 335 349
2	103 778 300	3 331 500	107 109 800	Permis, examen et application	107 097 721
	108 213 800*	3 331 500	111 545 300	TOTAL POUR LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	111 433 070

Description du programme :

En utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, relever le niveau des aptitudes et qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

*Y compris le mandat spécial de 35 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT — CRÉDIT 3803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 922 244
Avantages sociaux		409 098
Transports et communications		161 774
Services		657 978
Fournitures et matériel		758 717
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	22 981	
Conseil canadien des administrateurs et transport motorisé	150 696	
Commercial Vehicle Safety Alliance	2 000	
Subventions pour la sécurité autoroutière	61 000	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	112 858	
Ontario Safety League	30 000	
Association des routes et transports du Canada	21 003	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	425 538
		4 335 349

Permis, examen et application (Poste 2)	$
Traitements et salaires	58 764 988
Avantages sociaux	11 277 664
Transports et communications	6 405 268
Services	19 556 450
Fournitures et matériel	11 093 351
	107 097 721
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DU TRANSPORT	111 433 070

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	50 575 800		50 575 800	Administration du programme	49 881 062
2	148 227 200		148 227 200	Recherche et conception	140 861 634
3	408 383 900	31 996 300	440 380 200	Immobilisations et construction	440 374 951
4	154 532 700	7 629 400	162 162 100	Exploitation et entretien général	162 121 393
5	126 950 900	8 805 000	135 755 900	Entretien des routes en hiver	135 728 356
	888 670 500*	48 430 700	937 101 200	TOTAL POUR LES ROUTES PROVINCIALES	928 967 396

Description du programme :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidants de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport sûrs, fiables, efficaces et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

*Y compris le mandat spécial de 210 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES — CRÉDIT 3804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires	$	
Capital	18 039 254	
Fonctionnement	10 275 008	28 314 262
Avantages sociaux	$	
Capital	3 967 421	
Fonctionnement	2 507 182	6 474 603
Transports et communications	$	
Capital	1 937 373	
Fonctionnement	1 220 552	3 157 925
Services	$	
Capital	2 695 635	
Fonctionnement	1 783 432	4 479 067
Fournitures et matériel	$	
Capital	3 764 494	
Fonctionnement	3 594 737	7 359 231
Paiements de transfert		
Roads and Transportation Association of Canada		354 001
		50 139 089
Moins : recouvrements d'autres ministères		258 027
		49 881 062

Recherche et conception (Poste 2)	
(Capital)	
Traitements et salaires	62 430 412
Avantages sociaux	13 548 777
Transports et communications	3 969 607
Services	55 274 734
Fournitures et matériel	5 689 206
	140 912 736
Moins : recouvrements d'autres ministères	51 102
	140 861 634

Immobilisations et construction (Poste 3)	$
(Capital)	
Traitements et salaires	38 091 482
Avantages sociaux	8 303 525
Transports et communications	5 412 413
Services	41 379 753
Fournitures et matériel	32 917 394
Acquisition/construction de biens immobiliers	449 830 652
Autres opérations	
Routes urbaines	362 234
	576 297 453
Moins : recouvrements d'autres ministères	135 922 502
	440 374 951

Exploitation et entretien général (Poste 4)		
Traitements et salaires		88 877 934
Avantages sociaux		19 642 627
Transports et communications		4 185 553
Services		35 000 340
Fournitures et matériel		55 407 954
Paiements de transfert	$	
Conférence sur la circulation routière	30 500	
Études d'amélioration de la circulation routière	38 859	69 359
		203 183 767
Moins : recouvrements d'autres ministères		41 062 374
		162 121 393

Entretien des routes en hiver (Poste 5)	
Traitements et salaires	37 498 558
Avantages sociaux	6 650 000
Transports et communications	422 118
Services	57 687 663
Fournitures et matériel	34 887 341
	137 145 680
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 417 324
	135 728 356
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES	928 967 396

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX**	
1	162 970 000	54 500 000	217 470 000	Immobilisations et construction	217 470 000
2	57 300 000	8 300 000	65 600 000	Exploitation	65 600 000
	220 270 000*	62 800 000	283 070 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX	283 070 000

Description du programme :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto. Ce réseau permet de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire les encombrements et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

*Y compris le mandat spécial de 65 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN PROVINCIAUX — CRÉDIT 3805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Immobilisations et construction (Poste 1)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	217 470 000

Exploitation (Poste 2)	$
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	65 600 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	283 070 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3806				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**	
1	2 826 900		2 826 900	Administration du programme	2 823 660
2	213 248 000		213 248 000	Immobilisations et construction	175 175 740
3	206 759 400	19 000 000	225 759 400	Exploitation	225 759 400
	422 834 300*	19 000 000	441 834 300	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	403 758 800

Description du programme :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins, en matière de mobilité et de transports, des résidants de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées.

*Y compris le mandat spécial de 116 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX — CRÉDIT 3806

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 234 199
Avantages sociaux	319 139
Transports et communications	95 420
Services	341 198
Fournitures et matériel	35 506
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	798 198
	2 823 660

Immobilisations et construction (Poste 2)	
(Capital)	
Paiements de transfert	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	108 254 468
Subsides pour la construction de transports en commun rapides	62 834 790
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	4 086 482
	175 175 740

Exploitation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	192 570 992
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	853 537
Transport pour les handicapés	32 334 871
	225 759 400
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	403 758 800

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3807				**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**	
1	7 873 900	446 200	8 320 100	Administration du programme	8 212 119
2	763 733 700		763 733 700	Immobilisations, construction et entretien	757 968 870
3	4 202 200	1 427 800	5 630 000	Planification des politiques	5 601 179
	775 809 800*	1 874 000	777 683 800	TOTAL POUR LES ROUTES MUNICIPALES	771 782 168

Description du programme :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province. Appuyer et encourager tous les aspects de la planification des transports municipaux.

*Y compris le mandat spécial de 219 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES — CRÉDIT 3807

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		5 636 492
Avantages sociaux		1 161 882
Transports et communications		571 253
Services		241 241
Fournitures et matériel		263 556
Paiements de transfert	$	
Ontario Good Roads Association	132 810	
Road Superintendent Association	3 000	
Roads and Transportation Association of Canada	187 512	
Subvention au Tri-committee	14 373	337 695
		8 212 119

Immobilisations, construction et entretien (Poste 2)		$
(Capital)		
Traitements et salaires		2 315 998
Avantages sociaux		430 556
Transports et communications		141 599
Services		13 735 417
Fournitures et matériel		1 705 256
Acquisition/construction de biens immobiliers		643 988
Paiements de transfert	$	
Subsides pour routes municipales	704 127 879	
Routes pour lotissements	5 109 462	
Voies de jonction	38 478 285	
Trottoirs des cantons	287 865	748 003 491
		766 976 305
Moins : recouvrements		9 007 435
		757 968 870

Planification des politiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 409 167
Avantages sociaux	583 207
Transports et communications	102 933
Services	755 082
Fournitures et matériel	321 090
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains et régionaux	1 429 700
	5 601 179
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES	771 782 168

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991 $		1990 $
IMPOSITION				
Entente relative à l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de droits d'immatriculation des véhicules automobiles		1 350 539		1 376 833
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursement de dépenses				
Ministère des Transports				
Code national de la sécurité		250 000		350 453
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Services de construction et d'entretien		957 028		2 311 604
Exploitation d'aéroports		30 115		43 097
Autoroutes				55 901
		987 143		2 410 602
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	$		$	
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	685 360 954		633 178 641	
Moins : commissions des agents	20 998 800	664 362 154	19 311 782	613 866 859
Permis d'utilisation de panneaux spéciaux et de transport de logement		543 357		267 564
Permis d'empiètement		133 342		98 122
Permis de construction et d'utilisation des terres		74 020		92 141
Permis d'entrée		57 130		66 302
		665 170 003		614 390 988
AMENDES ET PÉNALITÉS				
Dommages matériels		4 384 031		3 185 183
Dommages-intérêts conventionnels		233 032		337 818
		4 617 063		3 523 001
VENTES ET LOCATIONS				
Location de centres de services		7 247 119		5 855 430
Terrains et bâtiments		2 253 089		11 703 563
Location de biens		2 194 584		4 511 074
Matériel		1 422 792		1 729 993
Location de véhicules		164 618		176 903
Cartes		112 842		79 704
Plans, manuels, brochures sur la circulation		99 236		196 714
Panneaux de signalisation		81 617		89 509
Ferraille, pièces et matériaux désuets		54 847		49 049
Autres		13 969		145 789
		13 644 713		24 537 728
REDEVANCES				197

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services de construction et d'entretien	599 698	407 667
Exploitation d'aéroports	185 415	77 273
Autres	1 128 296	212 619
	1 913 409	697 559
DIVERS	263 613	118 305
TOTAL DES RECETTES	688 196 483	647 405 666

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-464

RELATIONS INDUSTRIELLES 4-466

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL 4-468

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-470

NORMES D'EMPLOI 4-472

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-474

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-476

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-462, 4-468

SOMMAIRE 4-463

ÉTAT DES RECETTES 4-478

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-479

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
23 940 402	Administration du ministère	28 627 957	28 387 779
11 074 008	Relations industrielles	13 164 800	12 733 518
8 778 740	Commission des relations de travail	9 701 000	9 700 440
60 588 634	Santé et sécurité au travail	68 097 000	67 203 769
20 328 353	Normes d'emploi	28 159 700	27 995 462
7 479 742	Programme consultatif sur les accidents du travail	11 241 400	11 238 234
6 639 976	Commission de l'équité salariale	6 670 200	6 652 235
138 829 855	**Total du ministère**	165 662 057*	163 911 437
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
138 829 855	Total des dépenses	165 662 057	163 911 437

*Y compris le mandat spécial de 44 132 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 963 400	310 300	4 273 700	Bureau principal	4 273 668
2	5 934 700	177 000	6 111 700	Services administratifs et financiers	6 109 911
3	1 990 300	194 400	2 184 700	Ressources humaines	2 177 828
4	1 531 500	216 900	1 748 400	Services de communications	1 731 241
5	3 409 000	596 700	4 005 700	Analyse et planification	3 982 882
6	2 284 500	256 900	2 541 400	Services juridiques	2 534 126
7	744 800		744 800	Services de vérification	627 685
8	6 976 000		6 976 000	Systèmes informatiques	6 908 881
	26 834 200	1 752 200	28 586 400		28 346 222
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	26 875 757*	1 752 200	28 627 957	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	28 387 779

Description du programme :

Ce programme vise à élaborer des politiques ministérielles efficaces et conformes à l'évolution des conditions sociales, économiques et technologiques qui influent sur les objectifs du ministère, et à fournir à celui-ci des moyens professionnels évolués et efficaces de gestion et de coordination afin d'optimiser le rendement de ses programmes.

*Y compris le mandat spécial de 7 302 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 431 687
Avantages sociaux		769 896
Transports et communications		183 756
Services		459 858
Fournitures et matériel		207 949
Paiements de transfert		
Indemnisation des travailleurs aveugles	63 204	
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi	157 318	220 522
		4 273 668
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 529 097
Avantages sociaux		721 821
Transports et communications		633 726
Services		968 630
Fournitures et matériel		256 637
		6 109 911
Ressources humaines (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 890 986
Avantages sociaux		315 287
Transports et communications		60 404
Services		91 381
Fournitures et matériel		82 385
Paiements de transfert		
Commission de police de la communauté urbaine de Toronto		27 950
		2 468 393
Moins : recouvrements d'autres ministères		290 565
		2 177 828
Services de communications (Poste 4)		$
Traitements et salaires		873 888
Avantages sociaux		133 752
Transports et communications		45 749
Services		423 019
Fournitures et matériel		254 833
		1 731 241
Analyse et planification (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 557 137
Avantages sociaux		407 028
Transports et communications		96 001
Services		551 190
Fournitures et matériel		371 526
		3 982 882
Services juridiques (Poste 6)		
Traitements et salaires		177 121
Avantages sociaux		7 256
Transports et communications		173 924
Services		2 113 374
Fournitures et matériel		62 451
		2 534 126
Services de vérification (Poste 7)		
Traitements et salaires		444 924
Avantages sociaux		96 005
Transports et communications		10 218
Services		46 945
Fournitures et matériel		29 593
		627 685
Systèmes informatiques (Poste 8)		
Traitements et salaires		2 827 374
Avantages sociaux		467 959
Transports et communications		122 368
Services		2 673 575
Fournitures et matériel		817 605
		6 908 881
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		28 387 779

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2302				**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**	
1	789 100	95 700	884 800	Administration du programme	879 662
2	4 763 300		4 763 300	Bureau de médiation	4 616 083
3	2 967 400		2 967 400	Bureau d'arbitrage	2 688 785
4	1 251 800	105 400	1 357 200	Bureau d'information sur les conventions collectives	1 357 087
5	3 068 700	123 400	3 192 100	Commissions d'appel de la fonction publique	3 191 901
	12 840 300*	324 500	13 164 800	TOTAL POUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES	12 733 518

Description du programme :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations de travail entre employeurs et syndicats afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

*Y compris le mandat spécial de 3 316 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES — CRÉDIT 2302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	457 892
Avantages sociaux	59 297
Transports et communications	18 735
Services	290 259
Fournitures et matériel	53 479
	879 662

Bureau de médiation (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 869 214
Avantages sociaux	524 999
Transports et communications	610 590
Services	505 639
Fournitures et matériel	105 641
	4 616 083

Bureau d'arbitrage (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 322 195
Avantages sociaux	215 691
Transports et communications	348 385
Services	732 141
Fournitures et matériel	70 373
	2 688 785

Bureau d'information sur les conventions collectives (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 020 410
Avantages sociaux	182 082
Transports et communications	41 539
Services	48 314
Fournitures et matériel	64 742
	1 357 087

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 5)	
Traitements et salaires	453 874
Avantages sociaux	55 532
Transports et communications	321 830
Services	2 310 937
Fournitures et matériel	49 728
	3 191 901

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES	12 733 518

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2303				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	9 507 600	193 400	9 701 000	Commission des relations de travail	9 700 440
	9 507 600*	193 400	9 701 000	TOTAL POUR LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL ...	9 700 440

Description du programme :

La Commission des relations de travail est un tribunal quasi-judiciaire responsable de l'administration de la *Loi sur les relations de travail*.

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociaton collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations entre employeurs et employés.

*Y compris le mandat spécial de 2 439 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL — CRÉDIT 2303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission des relations de travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 626 005
Avantages sociaux	1 040 078
Transports et communications	897 270
Services	791 530
Fournitures et matériel	345 557
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	9 700 440

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2304				**PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	12 025 700		12 025 700	Administration du programme	11 231 989
2	10 174 000	340 300	10 514 300	Santé et sécurité dans la construction	10 508 523
3	16 099 500	609 000	16 708 500	Santé et sécurité dans l'industrie	16 707 920
4	6 770 800		6 770 800	Santé et sécurité dans les mines	6 706 800
5	16 177 500	922 400	17 099 900	Services de soutien à la santé et à la sécurité	17 099 745
6	3 301 200	90 900	3 392 100	Politiques et règlements	3 363 625
	64 548 700	1 962 600	60 511 300		65 618 602
L	1 585 700		1 585 700	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, *Loi sur les mines*	1 585 167
	66 134 400*	1 962 600	68 097 000	TOTAL POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	67 203 769

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'hygiène et la sécurité au travail et à contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis dans ce secteur en administrant les règlements et la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, en encourageant le patronat et les travailleurs à coopérer à la détermination et à l'élimination des risques dans ce domaine, et en élaborant des lois et programmes appropriés à cette fin.

*Y compris le mandat spécial de 16 527 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL — CRÉDIT 2304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 539 321
Avantages sociaux	640 628
Transports et communications	442 934
Services	1 268 289
Fournitures et matériel	1 288 546
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes et à des particuliers pour la recherche appliquée, formation de la main-d'oeuvre et promotion de la santé et de la sécurité au travail	4 052 271
	11 231 989

Santé et sécurité dans la construction (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 708 114
Avantages sociaux	1 281 218
Transports et communications	1 047 460
Services	539 258
Fournitures et matériel	932 473
	10 508 523

Santé et sécurité dans l'industrie (Poste 3)	
Traitements et salaires	11 582 256
Avantages sociaux	2 214 347
Transports et communications	1 464 816
Services	555 529
Fournitures et matériel	860 972
Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	70 000
	16 747 920
Moins : recouvrements d'autres ministères	40 000
	16 707 920

Santé et sécurité dans les mines (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 150 011
Avantages sociaux	842 969
Transports et communications	760 031
Services	329 296
Fournitures et matériel	624 493
	6 706 800

Services de soutien à la santé et à la sécurité (Poste 5)	
Traitements et salaires	12 030 817
Avantages sociaux	2 203 330
Transports et communications	910 572
Services	573 639
Fournitures et matériel	1 381 387
	17 099 745

Politiques et règlements (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 324 353
Avantages sociaux	418 481
Transports et communications	71 829
Services	450 307
Fournitures et matériel	98 655
	3 363 625

Crédits législatifs Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires	538 194
Avantages sociaux	87 735
Transports et communications	120 166
Services	184 626
Fournitures et matériel	636 876
Autres opérations	17 570
	1 585 167

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	67 203 769

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2305				**PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI**	
1	11 414 200	852 000	12 266 200	Normes d'emploi	12 244 979
2	11 631 800	4 261 700	15 893 500	Reconversion de la main-d'oeuvre	15 750 483
	23 046 000*	5 113 700	28 159 700	TOTAL POUR LES NORMES D'EMPLOI	27 995 462

Description du programme :

Ce programme vise à veiller à ce que les employés de l'Ontario soient protégés par des normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail, et à promouvoir activement le respect de ces normes auprès du patronat, afin de réaliser des conditions socialement souhaitables dans ce domaine.

*Y compris le mandat spécial de 8 313 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI — CRÉDIT 2305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Normes d'emploi (Poste 1)	$
Traitements et salaires	8 200 510
Avantages sociaux	1 693 143
Transports et communications	1 065 107
Services	705 156
Fournitures et matériel	331 063
Paiements de transfert aux employés de Massey (fonds de prévoyance)	250 000
	12 244 979

Reconversion de la main-d'oeuvre (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		913 185
Avantages sociaux		133 119
Transports et communications		149 817
Services		1 665 461
Fournitures et matériel		241 126
Paiements de transfert		
Programme d'adaptation des travailleurs âgés	6 273 016	
Programme Transition	3 896 805	
Centres d'aide	2 477 954	12 647 775
		15 750 483
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI		27 995 462

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2306				**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**	
1	176 800		176 800	Administration du programme	176 800
2	6 560 500	1 531 100	8 091 600	Bureau du conseiller des travailleurs	8 091 535
3	1 819 400	333 400	2 152 800	Bureau du conseiller du patronat	2 152 708
4	820 200		820 200	Comité des normes en matière de maladies professionnelles	817 191
	9 376 900*	1 864 500	11 241 400	TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	11 238 234

Description du programme :

Ce programme vise à prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et à fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la *Loi sur les accidents du travail*. Il fournit des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

*Y compris le mandat spécial de 4 467 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL — CRÉDIT 2306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	132 997
Avantages sociaux	21 138
Transports et communications	1 027
Services	1 217
Fournitures et matériel	20 421
	176 800

Bureau du conseiller des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 116 045
Avantages sociaux	711 745
Transports et communications	662 516
Services	831 085
Fournitures et matériel	245 144
Paiements de transfert	
Fédération du travail de l'Ontario	525 000
	8 091 535

Bureau du conseiller du patronat (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 457 278
Avantages sociaux	230 289
Transports et communications	173 996
Services	189 691
Fournitures et matériel	101 454
	2 152 708

Comité des normes en matière de maladies professionnelles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	299 990
Avantages sociaux	43 830
Transports et communications	35 567
Services	255 308
Fournitures et matériel	86 401
Paiements de transfert	
Subvention à l'université McMaster pour recherche sur la fréquence des cas de cancer chez les travailleurs dans l'industrie du nickel en Ontario	96 095
	817 191

TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	11 238 234

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2307				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	6 670 200		6 670 200	Commission de l'équité salariale	6 652 235
	6 670 200*		6 670 200	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	6 652 235

Description du programme :

La Commission de l'équité salariale a pour objectif l'instauration de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; à cette fin, ses programmes fournissent des services éducatifs, des enquêtes et des tentatives de conciliation en cas de divergences d'opinions sur ce qui constitue l'équité salariale, ainsi qu'un processus d'appel pour les litiges non résolus.

*Y compris le mandat spécial de 1 768 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE — CRÉDIT 2307

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Commission de l'équité salariale (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 663 948
Avantages sociaux	491 163
Transports et communications	458 296
Services	1 794 113
Fournitures et matériel	244 715
TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	6 652 235

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections et études, mines d'uranium	300 838	206 645
Prêt de services — personnel	90 929	
Étude sur les mineurs de l'Ontario — Commission de contrôle de l'énergie atomique	17 014	32 000
	408 781	238 645
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission des accidents du travail de l'Ontario		
Programme consultatif sur les accidents du travail — C.A.T.	11 581 234	6 545 131
Loi sur la santé et la sécurité au travail	8 694 000	7 904 000
Formation des équipes de sauvetage dans les mines	1 640 440	1 243 669
Cliniques thoraciques du Nord	326 832	1 000 370
Étude sur les mineurs de l'Ontario	6 982	
Autres	48 243	163 466
	22 297 731	16 856 636
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	1 450 688	1 951 053
Loi sur les agences de placement	497 780	284 000
Essai de câbles	316 142	238 874
	2 264 610	2 473 927
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	168 555	94 753
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules et biens	134 954	26 755
Publications	61 282	84 876
Photocopies	54 973	51 301
Autres	16 530	9 637
	267 739	172 569
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	41 969	27 587
DIVERS		
Programme de protection des salaires des employés	5 005 482	
Salaires non réclamés et chèques périmés	128 061	168 301
Intérêts bancaires	45 750	35 585
Salles de réunion	5 700	6 990
Autres	10 677	3 855
	5 195 670	214 731
TOTAL DES RECETTES	30 645 055	20 078 848

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Normes d'emploi — salaires non réclamés	68 198	31 639
Taxe sur les produits et services	(907)	
TOTAL DES DÉPÔTS	67 291	31 639

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

EXERCICE 1990-1991

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-484
- TRÉSOR 4-486
- BUDGET ET FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES 4-488
- POLITIQUES ÉCONOMIQUES 4-490
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-486, 4-484
- SOMMAIRE 4-483

ÉTAT DES RECETTES 4-492

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-494

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES 4-495

ÉTAT DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET) 4-495

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

1989-1990 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1990-1991 Crédits autorisés	1990-1991 Dépenses réelles
$		$	$
8 368 165	Administration du ministère	9 805 757	9 449 656
4 296 470 965	Trésor	4 325 357 300	4 650 188 797
8 073 423	Budget et finances intergouvernementales	8 908 000	8 903 416
58 134 764	Politiques économiques	72 152 400	50 086 657
4 371 047 317	**Total du ministère**	4 416 223 457*	4 718 628 526
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 364 818 145	Total des dépenses	4 405 105 457	4 710 661 209
118 598	Total des prêts et dotations en capital	4 700 000	94 824
6 110 574	Total des fonds de pension et fonds connexes	6 418 000	7 872 493
4 371 047 317		4 416 223 457	4 718 628 526

*Y compris le mandat spécial de 29 900 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 468 600		1 468 600	Bureau principal	1 465 588
2	4 029 700	65 000	4 094 700	Services administratifs et financiers	4 008 986
3	1 532 000	138 500	1 670 500	Ressources humaines	1 566 243
4	632 000		632 000	Services de communications	513 591
5	757 400		757 400	Analyse et planification	752 175
6	409 000	30 000	439 000	Services juridiques	437 001
7	702 000		702 000	Services de vérification	664 515
	9 530 700	233 500	9 764 200		9 408 099
L	31 749		31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	31 749
L	9 808		9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 808
	9 572 257*	233 500	9 805 757	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 449 656

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

*Y compris le mandat spécial de 3 030 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	961 914
Avantages sociaux	179 576
Transports et communications	90 724
Services	119 694
Fournitures et matériel	113 680
	1 465 588
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 586 963
Avantages sociaux	520 489
Transports et communications	231 299
Services	852 873
Fournitures et matériel	701 417
	4 893 041
Moins : recouvrements d'autres activités et ministères	884 055
	4 008 986
Ressources humaines (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 197 513
Avantages sociaux	258 322
Transports et communications	30 008
Services	43 712
Fournitures et matériel	39 497
	1 569 052
Moins : recouvrements — Expérience '90	2 809
	1 566 243

Services de communications (Poste 4)	$
Traitements et salaires	300 454
Avantages sociaux	49 722
Transports et communications	56 449
Services	35 877
Fournitures et matériel	71 089
	513 591
Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	518 042
Avantages sociaux	95 316
Transports et communications	8 995
Services	33 066
Fournitures et matériel	96 756
	752 175
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 915
Transports et communications	6 953
Services	374 326
Fournitures et matériel	52 807
	437 001
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	489 653
Avantages sociaux	104 630
Transports et communications	6 497
Services	14 194
	52 016
	666 990
Moins : recouvrements — Expérience '90	2 475
	664 515
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 449 656

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3902				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
1	6 102 500	2 083 800	8 186 300	Trésor	7 643 181
	6 102 500	2 083 800	8 186 300		7 643 181
		1 000	1 000	Mandat spécial, Stadium Corporation of Ontario	
L	4 310 152 000		4 310 152 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, *Loi sur l'administration financière*	4 313 193 823
L	6 418 000		6 418 000	Paiements provenant des caisses de retraite et de fonds connexes — Fonds d'indexation des pensions de retraite et autres pensions	7 872 493
L	600 000		600 000	Prêts et dotations en capital — Prêts de développement, *Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal*	
L				Stadium Corporation of Ontario Limited, *Loi sur l'administration financière*	321 479 300
	4 323 272 500*	2 084 800	4 325 357 300	TOTAL POUR LE TRÉSOR	4 650 188 797

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et l'orientation des systèmes d'information et de contrôle financiers ainsi que des politiques comptables appliquées par la province; il établit la marche à suivre pour la présentation des rapports à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public sur la situation financière de la province; il fournit des recommandations au trésorier sur la gestion et l'orientation des opérations de financement, d'emprunt et d'investissement de la province; et il définit les fonctions assurées par le ministère en tant que dépositaire et agent financier chargé des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes.

*Y compris le mandat spécial de 2 050 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 3902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Trésor (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 369 159
Avantages sociaux	804 946
Transports et communications	137 270
Services	880 607
Fournitures et matériel	1 451 199
	7 643 181

Crédits législatifs Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province	$	$
Intérêts sur les titres de l'Ontario		
Émis à des fins générales	16 159 446	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 441 314 212	
Caisse de retraite des enseignants	1 757 897 284	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 250 592	
*Caisse de retraite des fonctionnaires	703 955 946	
Autres	29 173 590	4 065 751 070
*Intérêts sur le Fonds d'indexation des pensions de retraite — Ryerson		1 883 484
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		198 484 394
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		47 074 875
		4 313 193 823

Crédits législatifs Fonds d'indexation des pensions de retraite et autres pensions	$
Fonds de pension et fonds connexes	
Paiements provenant du Fonds d'indexation des pensions de retraite, *Loi sur l'indexation des régimes de retraite* :	
*Ryerson	402 347
Fonds de pension et fonds connexes	
Paiements provenant du Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, *Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée*	3 774 107
Paiements provenant de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, *sur les tribunaux* judiciaires	3 476 217
Autres pensions	219 822
	7 872 493

Crédits législatifs Stadium Corporation of Ontario Limited	$
Stadium Corporation of Ontario Limited, *Loi sur l'administration financière*	321 479 300
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	4 650 188 797

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3903				**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	8 198 000	710 000	8 908 000	Budget et finances intergouvernementales	8 903 416
	8 198 000*	710 000	8 908 000	TOTAL POUR LE BUDGET ET LES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES ..	8 903 416

Description du programme :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, financières, de taxation et connexes; à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des politiques de taxation, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales; à fournir des conseils au trésorier sur les politiques de réforme en matière de taxation, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

*Y compris le mandat spécial de 2 420 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 3903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Budget et finances intergouvernementales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 884 258
Avantages sociaux	980 131
Transports et communications	489 560
Services	1 231 223
Fournitures et matériel	1 320 410
	8 905 582
Moins : recouvrements — Expérience '90	2 166
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	8 903 416

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3904				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**	
1	72 152 400		72 152 400	Politiques économiques	50 086 657
	72 152 400*		72 152 400	TOTAL POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	50 086 657

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en oeuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province en élaborant des prévisions démographiques et économiques à court et à moyen terme, et en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, les ressources humaines, les finances, l'énergie ainsi que la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie.

Ce programme conseille en outre le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la *Loi sur la statistique de l'Ontario* et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistiques Canada.

Il élabore et coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

*Y compris le mandat spécial de 22 400 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES — CRÉDIT 3904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1991

Politiques économiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 266 583
Avantages sociaux	1 064 221
Transports et communications	153 240
Services	34 123 241
Fournitures et matériel	713 645
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 062 860
Paiements de transfert	6 613 427
Prêts et dotations en capital	94 824
	50 092 041
Moins : recouvrements — Expérience '90	5 384
	50 086 657

Politiques économiques	$	
Traitements et salaires	5 266 583	
Avantages sociaux	1 064 221	
Transports et communications	153 240	
Services	636 579	
Fournitures et matériel	713 645	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	168 783	
	8 003 051	
Moins : recouvrements — Expérience '90	5 384	7 997 667

Fonds de développement régional	$	$
Services	33 486 662	
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 062 860	
Paiements de transfert		
Développement économique		
Capital	5 940 300	
Fonctionnement	504 344	
Prêts et dotations en capital		
Développement économique		
Capital	94 824	42 088 990
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES		50 086 657

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991		1990	
	$	$	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Remboursement de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	171 272		154 934	
Expansion industrielle régionale				
MEIR — Entente Canada-Ontario sur le développement du tourisme	69 618	240 890	34 370	189 304
Autres				
Financement des programmes établis				
Contributions en espèces	2 140 280 125		2 615 697 375	
Services complémentaires de santé	503 708 000		491 279 000	
Subvention annuelle par personne, *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	5 675 064		5 675 064	
Subvention annuelle, *L.A.N.B.* 1907	240 000		240 000	
Subvention annuelle (défalcation pour dettes)	142 414		142 414	
Intérêts sur le Fonds des écoles communes	76 662		76 662	
Programme Innovaction, *Loi sur les brevets*		2 650 122 265	9 124 759	3 122 235 274
		2 650 363 155		3 122 424 578
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Ontario Hydro, frais d'administration		153 404		100 803
Autres		31 299		58 052
		184 703		158 855
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES				
Remboursements du produit des prêts radiés et des garanties honorées				
Société de développement de l'Ontario		5 930 024		20 364 913
Société de développement de l'Est de l'Ontario		575 810		1 663 259
Société de développement du Nord de l'Ontario		421 685		1 509 202
Autres		465 376		95 676
		7 392 895		23 633 050
DIVERS				
Ontario Hydro — Droits de garantie des dettes		133 431 826		82 009 001
Réserve pour le transfert des chèques en circulation		821 482		705 479
Dons à la Couronne				192 527
Autres		67 929		120 734
		134 321 237		83 027 741

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991		1990	
	$	$	$	$
INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS				
Placements temporaires et titres négociables		476 096 359		396 862 163
Sociétés, conseils et commissions				
Société de développement du Nord de l'Ontario	4 995 489		4 564 560	
Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 616 584		4 653 253	
Société de développement de l'Ontario	3 334 386		5 335 368	
Société de développement de l'Ontario — intérêt sur les prêts de l'organisme	3 019 913		3 592 506	
Société ontarienne d'aménagement municipal	1 362 711		1 637 140	
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1 186 209		1 422 600	
Stadium Corporation	559 558			
Société de développement de l'Est de l'Ontario — intérêt sur les prêts de l'organisme	83 324		303 083	
Agence de foresterie du parc Algonquin	61 012		59 277	
Société de développement du Nord de l'Ontario — intérêt sur les prêts de l'organisme	15 129		46 589	
Commission de protection financière des producteurs de céréales	2 675	18 236 990	13 089	21 627 465
Investissement dans des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		10 596 387		10 485 911
Prêts aux administrations locales				
Prêts au titre de l'éducation	9 551 010		12 053 358	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	1 543 485		1 761 654	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	924 028		1 039 948	
Débentures municipales — municipalité de la communauté urbaine de Toronto	861 368		1 021 973	
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	649 018		910 923	
Loi sur le financement des travaux municipaux	403 842		463 845	
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	298 134		369 842	
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	265 008		303 457	
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	42 087		55 725	
Ville de Kapuskasing			17 250	
Loi sur les prêts aux coopératives agricoles	3 763		7 940	
Conseil de développement de Moosonee	960	14 542 703	1 920	18 007 835

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

		1991		1990
	$	$	$	$
Autres prêts et placements				
International Bridge Authority of Michigan — débentures		1 172 624		1 329 825
Autres				
Programme de drainage au moyen de tuyaux, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	11 644 453		12 988 436	
Programme Opération Logement, ministère du Logement	2 964 016		3 889 362	
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	705 672		1 208 173	
Hypothèques, Société d'hypothèques de l'Ontario	677 660	15 991 801	1 075 858	19 161 829
		536 636 864		467 475 028
TOTAL DES RECETTES		3 328 898 854		3 696 719 252

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991	1990
	$	$
Prêts et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions		
Société de développement de l'Ontario	24 910 503	32 100 622
Société de développement du Nord de l'Ontario	9 569 143	8 752 446
Société de développement de l'Est de l'Ontario	9 090 768	8 101 923
Société de développement de l'Ontario — remboursement des prêts de l'organisme	7 779 684	1 732 469
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 213 791	3 732 290
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 533 538	2 411 860
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 618 767	2 356 042
	58 716 194	59 187 652
Prêts aux administrations locales		
Au titre de l'éducation	27 240 822	33 675 473
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	3 156 000	2 996 000
Stadium Corporation	680 893	
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	477 000	442 000
Conseil de développement de Moosonee	12 000	12 000
Ville de Kapuskasing		54 000
	31 566 715	37 179 473
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	90 282 909	96 367 125

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	14 964 006	12 805 949
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	6 651 609	6 295 271
Fonds d'indexation des pensions de retraite (Ryerson)	3 007 086	2 733 231
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	3 019 692	2 544 489
	27 642 393	24 378 940

La Caisse de retraite des fonctionnaires comprend maintenant le Fonds d'indexation des pensions de retraite et le Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario. Les dépôts faits à la Caisse de retraite des fonctionnaires et les paiements effectués à partir de cette Caisse ne sont pas considérés comme faisant partie du Fonds du revenu consolidé.

ÉTAT DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS (NET)*

pour l'exercice clos le 31 mars 1991

	1991 $	1990 $
Caisse d'épargne de l'Ontario	130 428 376	314 646 228
Autres dépôts		
Réserve pour chèques en circulation	2 218 966	1 897 909
Fonds des producteurs de lait et de crème	406 468	386 618
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	(274 313)	(16 226)
Déductions salariales (montant net)	(726 567)	15 994 677
Fonds non-réclamées	(345)	
Divers		(111)
DÉPÔTS NETS À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRES DÉPÔTS	132 052 585	332 909 095

*Ce relevé comprend des montants déposés au Fonds du revenu consolidé, ou débités de ce fonds, pour les comptes de dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

A

Accès aux ressources ... 4-340
Administration de la justice ... 4-310
Administration des écoles provinciales ... 4-176
Administration des tribunaux ... 4-299
Administration du patrimoine ... 4-144
Aéroports communautaires ... 4-161
Affaires civiques (ministère) ... 4-5
Affaires intergouvernementales (ministère) ... 4-15
Affaires municipales (ministère) ... 4-23
Agriculture et Alimentation (ministère) ... 4-43
Agri Nord ... 4-55
Aide à la création de logements sociaux ... 4-251
Aide à la réinsertion sociale des détenus ... 4-379
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario ... 4-251
Aide à l'annexation ... 4-31
Aide à l'augmentation du stock de logements ... 4-31
Aide à l'élaboration de politiques et de programmes de logement ... 4-251
Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement ... 4-172
Aide à l'enseignement ... 4-161
Aide au transport communautaire ... 4-161
Aide aux autochtones ... 4-161
Aide aux collèges ... 4-99
Aide aux communautés non enregistrées ... 4-161
Aide aux éleveurs de bétail en période de sécheresse ... 4-55
Aide aux prospecteurs de l'Ontario ... 4-165
Aide aux revenus agricoles ... 4-55
Aide aux universités ... 4-99
Aide aux ventes à l'exportation ... 4-49
Aide financière à l'agriculture ... 4-45
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique ... 4-433
Aide internationale aux sinistrés ... 4-21
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire ... 4-172
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie ... 4-104
Aide provinciale aux étudiants ... 4-106
Aide provinciale aux universités ... 4-102
Airport Management Conference of Ontario ... 4-447
Aménagement communautaire, *Loi sur le ministère des Affaires Municipales et du Logement* ... 4-31
Aménagement des secteurs riverains ... 4-25
Aménagement des sites riverains communautaires 4-435
American Association of Motor Vehicle Administrators ... 4-449
Appui au logement ... 4-245
Archives publiques ... 4-144
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle ... 4-33
Assistance en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière* ... 4-31
Assistance pour la récolte désastreuse de 1989 ... 4-55
Association canadienne de gérontologie ... 4-405
Association canadienne de recherche en gérontologie ... 4-405
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario ... 4-367

Page

Association canadienne du transport urbain ... 4-447
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario ... 4-405
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario ... 4-51
Association des laboureurs de l'Ontario ... 4-51
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario ... 4-405
Association des routes et transports du Canada ... 4-447, 4-449
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario ... 4-403
Association des Sociétés agricoles de l'Ontario ... 4-51
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario ... 4-405
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants ... 4-405
Association pour la santé publique de l'Ontario ... 4-365
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire ... 4-365
Association pour l'éducation des petits, Ontario ... 4-405
Associations des organismes locaux officiels responsables de la santé ... 4-365
Assurance-santé et prestations ... 4-362
Avocat de la Couronne ... 4-299

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative ... 4-62
Bourse John B. Aird ... 4-21
Bourses d'échange Ontario/Québec ... 4-107
Brigade des jeunes environnementalistes ... 4-51, 4-165, 4-201
Budget et finances intergouvernementales ... 4-483, 4-488
Bureau de l'Assemblée législative ... 4-59, 4-61
Bureau de médiation ... 4-466
Bureau des relations fédérales-provinciales ... 4-20
Bureau des relations internationales ... 4-20
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ... 4-62
Bureau du commissaire aux plaintes du public ... 4-312
Bureau du Conseil des ministres ... 4-67, 4-69
Bureau du conseiller des travailleurs ... 4-474
Bureau du conseiller du patronat ... 4-474
Bureau du directeur général des élections ... 4-73, 4-75, 4-76
Bureau du greffier ... 4-62
Bureau du lieutenant-gouverneur ... 4-79, 4-81, 4-82
Bureau du président de l'Assemblée législative ... 4-62
Bureau du protocole ... 4-20
Bureau du vérificateur provincial ... 4-85
Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux ... 4-36

C

Cabinet du premier ministre ... 4-91
Caisse d'épargne de l'Ontario ... 4-319
Canadian Transportation Education Foundation ... 4-447
Centre d'aviation et de lutte contre les incendies ... 4-340
Centre de données fiscales ... 4-324
Centre de l'expansion commerciale de Toronto ... 4-227
Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost ... 4-350
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton ... 4-227

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Centre d'étude du commerce international	4-103
Centre d'études de la production industrielle	4-225
Centre d'études internationales	4-103
Centre des congrès d'Ottawa	4-436
Centre ontarien de calcul à grande échelle	4-103
Centres d'entreprenariat	4-103
Centres des sciences de l'Ontario	4-147
Centres d'information communautaires pour la petite entreprise	4-227
Chiefs of Ontario	4-265
Cinémathèque de l'Ontario	4-147
Collection McMichael d'art canadien	4-147
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	4-347
Collège de police de l'Ontario	4-418
Collège "Royal" d'agronomie de l'Ontario	4-47
Collèges et universités (ministère)	4-97
Comité des normes en matière de maladies professionnelles	4-474
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	4-161
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	4-33
Commercial Vehicle Safety Alliance	4-449
Commercialisation et développement des marchés	4-48
Commercialisation et normes des produits agro-alimentaires	4-45
Commissaire à la restructuration industrielle	4-224
Commission chargée d'entendre les plaintes	4-312
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	4-126
Commission de la promenade Sainte-Claire	4-431
Commission de l'énergie de l'Ontario	4-183, 4-190
Commission de l'équité salariale	4-463, 4-476
Commission de l'escarpement du Niagara	4-25, 4-34
Commission de négociation	4-312
Commission de planification et de mise en oeuvre	4-176
Commission de révision de l'aide sociale	4-400
Commission de révision de l'évaluation foncière	4-312
Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle	4-256
Commission des affaires municipales de l'Ontario	4-312
Commission des droits de la personne	4-7
Commission des évaluations environnementales	4-202
Commission des langues d'enseignement	4-176
Commission des parcs du Saint-Laurent	4-436
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	4-134
Commission des relations de travail	4-463, 4-468
Commission des relations de travail dans les collèges	4-104
Commission des relations de travail en éducation	4-176
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4-312
Commission ontarienne des droits de la personne	4-12
Commission ontarienne des libérations conditionnelles	4-374
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	4-49
Commission ontarienne des services téléphoniques	4-148
Commission sur le financement des élections	4-62
Commission sur les conflits d'intérêts	4-62
Commissions d'appel de la fonction publique	4-466
Comptable de la Cour suprême	4-304
Conférence sur la circulation routière	4-449
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	4-265
Conseil canadien de développement social	4-403
Conseil canadien des administrateurs et transport motorisé	4-449
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/ Grassy Narrows	4-265
Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	4-288
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	4-276
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	4-282
Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario	4-10
Conseil de développement social de l'Ontario	4-403
Conseil de gestion	4-109
Conseil de la zone de développement de Moosonee	4-31
Conseil de l'éducation franco-ontarienne	4-176
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	4-358
Conseil des universités de l'Ontario	4-103
Conseil ontarien de la préservation de la nature	4-347
Conseil ontarien des affaires collégiales	4-104
Conseil ontarien des affaires universitaires	4-102
Conseils régionaux de santé	4-364, 4-367
Conservation de l'architecture en Ontario	4-145
Conservation du patrimoine	4-141
Consommation et Commerce (ministère)	4-121
Construction d'aéroports municipaux	4-447
Contribution au Fonds d'aide juridique:	4-301
Contrôle de l'environnement	4-195
Culture et Communications (ministère)	4-139
Curateur public	4-304

D

Développement culturel et institutions culturelles	4-141
Développement du Nord et Mines (ministère)	4-155
Développement économique communautaire	4-161
Développement et gestion de l'énergie	4-183, 4-188
Développement et transports du Nord	4-157
Direction générale de la condition féminine	4-276
Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	4-263, 4-264
Direction générale des relations interraciales	4-10
Droit civil	4-306
Droit constitutionnel et politiques	4-306
Droit criminel	4-306

E

Écoles pour les aides-infirmiers	4-104
Écoles privées de formation professionnelle	4-104
Économie de l'énergie	4-186
Éducation (ministère)	4-167
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	4-172
Education des autochtones—projet d'autogestion	4-173
Élaboration de programmes de logement	4-250
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	4-181
Énergie (ministère)	4-181
Enregistrement des sûretés mobilières	4-132
Enregistrement immobilier	4-132
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	4-217

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme ... 4-431
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale ... 4-164
Entente de développement économique et régional 4-153
Entente Ontario/Jiangsu ... 4-103
Ententes de gestion forestière ... 4-348
Entretien des aéroports municipaux ... 4-447
Environnement (ministère) ... 4-193
Épidémies ... 4-365
Études d'amélioration de la circulation routière ... 4-449
Évaluation foncière de l'Ontario ... 4-319, 4-165
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants ... 4-310
Expansion de l'industrie et du commerce ... 4-224
Expérience dans le domaine des ressources ... 4-337
Expérience '90 ... 4-341
Exploitation minérale ... 4-164
Exploration minière de l'Ontario ... 4-165

F

Foire agricole royale d'hiver ... 4-47
Foire d'hiver d'Ottawa ... 4-47
Fondation Asie-Pacifique ... 4-21
Fondation de la recherche sur la toxicomanie ... 4-365
Fondation de recherche sur les blessures de la route ... 4-449
Fondation du patrimaine ontarien ... 4-147
Fondation ontarienne de la santé mentale ... 4-365
Fondation pour la vie à la campagne ... 4-51
Fondation Trillium de l'Ontario ... 4-436
Fonds d'accès aux installations ... 4-289
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées ... 4-289
Fonds d'aide à l'industrie apicole de l'Ontario ... 4-55
Fonds d'aide aux projets de sensibilisation à l'esprit d'entreprise ... 4-227
Fonds de développement du commerce extérieur 4-225
Fonds de développement du Nord de l'Ontario ... 4-160
Fonds de recherche agro-alimentaire ... 4-51
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002 ... 4-51
Fonds de recherche sur la viande rouge ... 4-51
Fonds de technologie ... 4-224
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes ... 4-301
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités ... 4-103
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles ... 4-238
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario ... 4-160
Fonds du souvenir ... 4-403
Fonds Innovation Santé ... 4-364
Fonds pour la compensation à l'industrie du raisin et du vin ... 4-49
Formation en cours d'emploi des enseignants ... 4-173
Formation et emploi des jeunes ... 4-173
Formation professionnelle (ministère) ... 4-211
Foyers de soins spéciaux ... 4-365

G

Gestion de la faune ... 4-344
Gestion de la pêche ... 4-344

Page

Gestion des déchets ... 4-198
Gestion des terres ... 4-340
Gestion forestière ... 4-348
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération ... 4-147
Groupement de gestion agricole de Prescott ... 4-51
Groupement de gestion agricole de Russell ... 4-51

H

Hôpitaux et établissements connexes ... 4-360

I

Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs ... 4-55
Indemnisation des travailleurs aveugles ... 4-465
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés ... 4-62
Industrie, Commerce et Technologie (ministère) ... 4-219
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario) ... 4-405
Infirmières visiteuses de l'Ordre de Ste-Elizabeth 4-405
Infrastructure des transports ... 4-160
Initiatives de Guelph ... 4-46
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec ... 4-21
Installations communautaires ... 4-10, 4-152
Institut canadien de la fourrure ... 4-347
Institut canadien de recherche avancée ... 4-103
Institut des femmes de l'Ontario ... 4-51
Institut des relations intergouvernementales ... 4-21
Institutions financières (ministère) ... 4-233

J

Jardins botaniques royaux ... 4-147
Jeunes forestiers ... 4-350
Jeunes voyageurs de l'Ontario ... 4-173
Jiangsu, Chine-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie ... 4-225

L

Leader parlementaire ... 4-70
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique ... 4-403
Liaison-logement ... 4-289
Logement (ministère) ... 4-243
Logements sociaux ... 4-245
Loisirs de plein air ... 4-337
Lutte contre les maladies vénériennes ... 4-365

M

Mines et minéraux ... 4-157
Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier ... 4-132
Musée des beaux-arts de l'Ontario ... 4-147

N

Nature Conservancy of Canada ... 4-347
Normes d'emploi ... 4-463, 4-472
Normes et qualité des produits alimentaires ... 4-48
Normes policières et services de soutien ... 4-418
Normes relatives aux divertissements ... 4-126

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

O

Office de la condition féminine 4-273
Office des affaires autochtones 4-261
Office des affaires francophones 4-267
Office des personnes âgées 4-279
Office des personnes handicapées 4-285, 4-287
Offices de protection de la nature et de gestion des eaux 4-340
Old Fort William 4-436
Ombudsman Ontario 4-291
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-265
Ontario Fish Producers' Association 4-345
Ontario Good Roads Association 4-457
Ontario Native Women's Association 4-265
Ontario Safety League 4-449
Ontario, terre nourricière — partage des coûts .. 4-49
Ontario Trout Farmers' Association 4-345
Organismes officiels locaux responsables de la santé 4-365
Owl Rehabilitation Research Foundation 4-347

P

Parcs historiques de la Huronie 4-436
Participation économique des autochtones 4-265
Permis de vente d'alcool 4-123
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé 4-359
Planification des services d'urgence 4-416
Planification et exploitation des services publics . 4-195
Planification familiale 4-365
Police provinciale de l'Ontario 4-413, 4-420
Politique de développement du marché des logements 4-256
Politique de logement et révision des loyers 4-245
Politiques financières et administratives 4-111
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs 4-251
Prévention de la tuberculose 4-365
Prévention et contrôle du SIDA 4-365
Prestations de santé 4-357
Priorité au logement 4-254
Procureur général (ministère) 4-297
Produits tirés des ressources 4-337
Programmation des services aux contrevenants .. 4-376
Programme consultatif sur les accidents du travail 4-463
Programme d'aide aux agriculteurs débutants ... 4-55
Programme d'aide aux éditeurs 4-147
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce 4-147
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario 4-435
Programme d'apprentissage 4-217
Programme d'échange commercial avec les pays de la ceinture du Pacifique/Prise de contact 4-225
Programme d'emploi d'été en Ontario 4-173
Programme d'encouragement au développement du tourisme 4-435
Programme d'indemnisation contre la rage 4-55
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario—Capital . 4-225
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario 4-435

Page

Programme de formation et d'enseignement des affaires municipales 4-33
Programme de la région du Grand Toronto 4-25
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie 4-365
Programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario 4-347
Programme de réduction et de réutilisation des ordures ménagères 4-199
Programme de rénovation des logements de l'Ontario 4-251
Programme de stagiaires en commerce international 4-225
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales 4-365
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario 4-251
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario 4-435
Programme Débuts agricoles 4-55
Programme des services aux régions insuffisamment desservies 4-365
Programme des services en français 4-271
Programme Expérience d'été 4-119
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire 4-31
Programme "Investissement dans les arts" 4-147
Programme municipal de l'équité salariale 4-31
Programme ontarien de rayonnement culturel .. 4-147
Programme ontarien d'incitation à la production cinématographique 4-147
Programmes communautaires de santé mentale .. 4-365
Programmes d'accès 4-173
Programmes d'aide aux étudiants 4-107
Programmes d'échanges éducatifs 4-173
Programmes d'orthophonie et d'audiologie 4-365
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne 4-147

R

Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales 4-55
Régime de médicaments de l'Ontario 4-403
Régime de médicaments gratuits 4-362
Régime de revenu annuel garanti 4-325
Réglementation commerciale 4-126
Réglementation des courses de chevaux 4-123, 4-130
Réglementation des loyers 4-256
Réglementation du transport 4-443
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario) 4-300
Recherche sur les recettes et les applications 4-324
Recherches cliniques, appliquées, opérationelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé . 4-359
Registraire général 4-132
Relations civiques 4-10
Relations intergouvernementales 4-17
Relations intergouvernementales et projets stratégiques 4-202
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière . 4-349
Remises fiscale aux exploitations agricoles 4-55
Remises fiscales sur les terres protégées 4-345
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises 4-227

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Ressources à engager aux fins de la session 4-62
Ressources atmosphériques 4-198
Ressources en eau 4-198
Ressources minérales 4-164
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies 4-340
Revenu annuel garanti et subventions fiscales ... 4-324
Revenu (ministère) 4-317
Richesses naturelles (ministère) 4-335
Roads and Transportation Association of Canada 4-457
Royal Canadian Humane Association 4-405

S

Santé et sécurité au travail 4-463
Santé et sécurité dans la construction 4-470
Santé et sécurité dans les mines 4-470
Santé et sécurité dans l'industrie 4-470
Santé (ministère) 4-355
Santé publique 4-364
Sécurité des appareils sous pression 4-128
Sécurité des combustibles 4-128
Sécurité publique 4-413
Secours aux sinistrés 4-31
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes 4-21
Secrétariat provincial de l'action antidrogue 4-402
Service de télédiffusion et d'enregistrement 4-62
Services à l'enfance 4-402
Services aux adultes et aux enfants 4-399
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale 4-402
Services aux consommateurs 4-126
Services aux contribuables 4-324
Services aux jeunes contrevenants 4-405
Services communautaires de santé 4-364
Services communautaires de santé mentale 4-364
Services correctionnels (ministère) 4-371
Services d'aide à l'enfance 4-405
Services d'ambulance municipaux 4-367
Services d'appui, de consultation et services dispensés en établissements 4-405
Services d'informatique et de télécommunications 4-392
Services d'intervention auprès des enfants et des familles 4-405
Services de bibliothèque 4-150
Services de coordination des placements 4-365
Services de garde d'enfants 4-405
Services de laboratoire 4-198, 4-364
Services de maisons de soins infirmiers 4-360
Services de prévention des incendies 4-416
Services de santé urgence 4-364
Services de soutien à la santé et à la sécurité 4-470
Services de soutien aux députés 4-62
Services de soutien aux groupes parlementaires .. 4-62
Services de soutien communautaire 4-405
Services de traitement pour les enfants 4-405
Services de transports 4-160
Services des appareils et accessoires fonctionnels . 4-364, 4-367
Services des sciences judiciaires et du coroner ... 4-416
Services du conseiller législatif 4-308
Services du tuteur et curateur 4-299
Services éducatifs 4-169
Services en établissement et centres de ressources communautaires 4-407

Page

Services environnementaux 4-195
Services gouvernementaux (ministère) 4-381
Services juridiques de la Couronne 4-299
Services juridiques fournis à d'autres ministères . 4-306
Services municipaux en français 4-31
Services psychiatriques 4-360
Services sociaux aux adultes 4-402
Services sociaux et communautaires (ministère) . 4-397
Services spéciaux aux autochtones 4-10
Société CJRT-FM 4-147
La Société d'arthrite—Division de l'Ontario 4-365
Société de développement de l'Est de l'Ontario .. 4-228
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne 4-146
Société de développement de l'Ontario 4-228
Société de développement du Nord de l'Ontario . 4-228
Société de logement de l'Ontario 4-250
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario 4-55
Société d'exploitation de la Place Ontario 4-436
Société d'histoire multiculturelle 4-145
Société d'indemnisation environnementale 4-202
Société Innovation Ontario 4-228
Société internationale de l'Ontario 4-224
Société ontarienne de formation 4-217
Société ontarienne de gestion des déchets 4-206
Société ontarienne pour enfants autistiques 4-405
Société Ortech 4-225
Sociétés agricoles et horticoles 4-51
Sociétés de développement de l'Ontario 4-221
Soins à domicile 4-365
Solliciteur général (ministère) 4-411
Sous-procureur général 4-300
Soutien à la recherche et activités internationales 4-102
Soutien aux arts 4-146
Soutien aux relations civiques 4-7
Soutien financier à l'expansion industrielle et commerciale 4-225
Soutien financier à l'industrie du Nord 4-227
Stabilisation des revenus agricoles 4-55
Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales 4-10
Subsides pour routes municipales 4-457
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario) 4-203
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française 4-103
Subvention à l'Ontario Native Council on Justice 4-419
Subvention à la bourse canadienne des déchets .. 4-199
Subvention à la bourse ontarienne des déchets .. 4-199
Subvention à la Coalition cannadienne contre les pluies acides 4-203
Subvention à la Conférence fédérale/provinciale sur les parcs 4-345
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk 4-203
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario 4-203
Subvention au Comité olympique de Toronto (Ontario) 4-433
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada 4-101
Subvention au Conservation Council of Ontario . 4-199
Subvention au Niagara Institute 4-119
Subvention au Ninety-Nines—Opération Skywatch 4-203
Subvention au Pollution Probe 4-199
Subvention au Recycling Council of Ontario 4-199

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Subvention au Tri-committee 4-457
Subvention aux Amis de la Terre 4-349
Subvention pour la sécurité dans la navigation de plaisance 4-345
Subvention pour les milieux de travail multiculturels 4-11
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada 4-119
Subvention versée au Centre de conception d'environnement sans obstacles physiques 4-289
Subventions à des associations de producteurs agricoles 4-53
Subventions à des organisations oeuvrant pour le secteur à but non lucratif 4-251
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi 4-465
Subventions à Initiatives Jeunese 4-433
Subventions à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario 4-203
Subventions à l'Association forestière de l'Ontario 4-349
Subventions à la Brigade des jeunes environnementalistes 4-435
Subventions à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario 4-201
Subventions à la Fondation Harmonie du Canada 4-201
Subventions à la formation et aux services en matière d'interprétation culturelle 4-11
Subventions à Raffle nette 4-201
Subventions à Trees for Today and Tomorrow .. 4-349
Subventions au Centre des sports de l'Ontario .. 4-433
Subventions au Conseil canadien d'information juridique 4-301
Subventions au Fonds pour l'escarpement du Niagara 4-203
Subventions au Ontario Environment Network .. 4-201
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la *Loi sur la protection de l'environnement* 4-203
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la *Loi sur la protection de l'environnement* 4-203
Subventions aux Amis de la Terre 4-201
Subventions aux associations de police 4-419
Subventions aux associations sportives provinciales 4-433
Subventions aux associations touristiques 4-435
Subventions aux bibliothèques publiques 4-151
Subventions aux corps de police municipaux 4-419
Subventions aux initiatives de conservation 4-189
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature : 4-341, 4-349
Subventions aux musées locaux 4-145
Subventions aux relations civiques 4-11
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques 4-145
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat 4-201
Subventions d'aide au logement 4-31
Subventions de développement aux autochtones . 4-161
Subventions de soutien à la culture 4-147
Subventions de soutien à la technologie 4-225
Subventions de soutien au patrimoine 4-145
Subventions en vertu de la *Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises* 4-325
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés 4-325
Subventions et subsides pour le bétail 4-55
Subventions pour bourses d'excellence en recherche 4-201
Subventions pour des projets d'information du public et des conférences en matière d'environnement 4-201
Subventions pour des projets juridiques 4-201
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario 4-327
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles 4-189
Subventions pour la collecte des déchets domestiques dangereux 4-199
Subventions pour la mise en oeuvre des accords sur l'appui au logement 4-255
Subventions pour la pulvérisation aérienne 4-349
Subventions pour la réduction, la réutilisation, et le recyclage (3R) des déchets industriels 4-199
Subventions pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé 4-201
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière 4-449
Subventions pour la recherche sur les pesticides . 4-203
Subventions pour la restauration/construction de logements locatifs à but non-lucratif 4-251
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques 4-433
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario 4-145
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement 4-201
Subventions pour le développement des loisirs .. 4-435
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones 4-265
Subventions pour l'établissement et l'intégration . 4-11
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités 4-103
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille 4-203
Subventions pour les initiatives d'appui au logement 4-255
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs 4-55
Subventions pour les programmes d'équité d'emploi 4-419
Subventions pour les programmes municipaux RIDE 4-419
Subventions pour les programmes récréatifs municipaux 4-435
Subventions pour les services communautaires d'urgence 4-419
Subventions pour les services de police et les programmes de prévention du crime dans les communautés 4-419
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif 4-251
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie 4-189
Subventions pour recherches en géoscience 4-165
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics 4-361
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales 4-21

T

Taxe de vente au détail et autres taxes 4-324

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Taxe sur les carburants et autres taxes	4-324
Technologie, développement et services régionaux agricoles	4-45
Terrains miniers	4-164
—terres de l'Office de protection de la nature	4-345
Terres et eaux	4-337
Tourisme et Loisirs (ministère)	4-425
Transport aérien	4-446
Transport en commun municipaux	4-443
Transports en commun de la province	4-443
Transports provinciaux	4-443
Transports (ministère)	4-441
Travail (ministère)	4-461
Trésor et Économie (ministère)	4-481
Tribunaux administratifs	4-299
Tuteur public	4-304

V

Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	4-25

Z

Zones de loisirs	4-344